Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15641 – 10 F

JEUDI 11 MAI 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un numéro spécial sur la vie politique de François Mitterrand


Le Monde

François Mitterrand artisan de son destin

QUATORZE ANS jour pour jour après l'élection de François Mitterrand, *Le Monde* dresse le bilan du double septennat accompli par le chef de l'Etat. Premier président de la République à parvenir jusqu'au terme d'un second mandat, François Mitterrand quitte le pouvoir après une longue carrière politique, qui l'a conduit à participer à onze gouvernements de la IVe République, puis à s'opposer, sous la Ve, au général de Gaulle, avant de prendre la direction du Parti socialiste et d'entrer, enfin, à l'Elysée en 1981. Il fut l'artisan de réformes sociales qui s'inscrivent dans la tradition du Front populaire, mais il ne put empêcher la progression du chômage et se fit, sous la pression de la crise, le chantre de la rigueur. Il accrut le champ des libertés publiques, mit fin au monopole de la radio-télévision, fit voter la suppression de la peine de mort mais ne résista pas à une dérive monarchique du pouvoir et laissa se développer un climat d'affairisme. Il donna enfin une impulsion décisive à l'Union européenne, en renforçant l'axe franco-allemand. Son discours de Berlin, lundi 8 mai, à l'occasion du cinquantenaire de la victoire de 1945, a consacré solennellement cette réconciliation, mais, en rendant hommage au courage des soldats allemands quel que fût leur uniforme, il a, en même temps, suscité une nouvelle polémique.

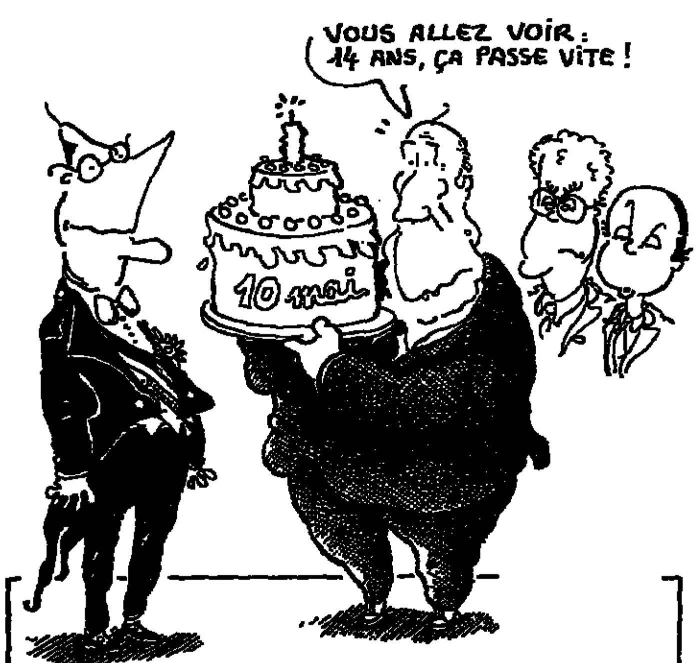
Lire notre supplément pages I à XVI et nos informations page 3

M. Balladur a présenté à M. Mitterrand la démission de son gouvernement

55 % des Français font confiance à M. Chirac pour améliorer l'emploi

SELON UN SONDAGE de la Sofres pour *Le Monde*, « La Marche du siècle » et France-Inter, les Français estiment que la victoire de Jacques Chirac n'est pas seulement un succès de la droite contre la gauche, mais aussi et surtout l'expression d'une volonté de changement. Qu'ils aient, ou non, voté pour lui, ils attendent du nouveau chef de l'Etat qu'il mette en œuvre les réformes annoncées. Ils sont, en particulier, 55 % à lui faire confiance pour améliorer la situation de l'emploi. Tandis que le RPR et l'UDF tentent de prolonger le succès de M. Chirac sur le terrain des élections municipales – un accord a déjà été trouvé dans plus de 250 villes –, Edouard Balladur a adressé, mercredi, sa lettre de démission à François Mitterrand. Celui-ci devrait le charger d'expédier les affaires courantes. M. Balladur devrait retrouver, dès l'automne, son mandat de député de Paris grâce à la démission de son suppléant.

Lire pages 6 à 9



Les Britanniques décident de privatiser l'électricité nucléaire

LE GOUVERNEMENT britannique a annoncé, le 9 mai, la privatisation de l'électricité nucléaire, qui sera vendue en une seule entité en 1996. Cette cession, estimée à 3 milliards de livres (24 milliards de francs), portera sur les huit centrales les plus modernes, l'Etat conservant les autres. La vente permettra de *« réduire d'une façon sensible les factures des particuliers »*, a affirmé le ministre de l'industrie et du commerce, Michael Heseltine, devant la Chambre des communes. Elle pourrait également faciliter une baisse des impôts avant les prochaines élections générales, prévues en 1997. Cette opération purement politique est vivement critiquée par l'opposition travailliste, qui entend s'y opposer.

Lire page 16

L'hommage d'Helmut Kohl au « grand européen qui s'en va »


HELMUT KOHL

C'ÉTAIT HIER, au rythme de l'Histoire. Deux hommes, la main dans la main, au fort de Douaumont, en septembre 1984, devant un cercueil recouvert des drapeaux de leur pays : le chef de l'Etat français, François Mitterrand, et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, Helmut Kohl. Vient aujourd'hui le temps des phrases fortes et empreintes d'émotion qui scellent à la fois la fin d'un long dialogue personnel et sa relance dans l'avenir des deux pays et de l'Europe. Quels grands traits privilégier pour le portrait provisoire et incomplet du président français parvenu au terme de son second mandat ? En exclusivité pour *Le Monde*, le chancelier allemand a choisi de rendre hommage au *« grand européen qui s'en va »*, soulignant l'irremplaçable rôle joué par M. Mitterrand dans la construction européenne, pendant les douze ans et demi de leurs communes responsabilités. Une période, écrit-il, *« empreinte d'une coopération intense au service de l'amitié franco-allemande »*. *« François Mitterrand*, conclut M. Kohl, *a contribué de manière décisive à jeter les bases de l'union politique créée par le traité de Maastricht. Cette œuvre de paix, il nous l'a léguée ; à nous maintenant de la parachever. »*

Lire page 13

Allemagne, 3,50 DM ; Antilles-Guyane, 12 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 80 FB ; Canada, 3 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 1 100 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 300 PTA ; Grande-Bretagne, 1,25 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3 500 L ; Luxembourg, 60 FL ; Maroc, 12 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CONT., 250 PTE ; Réunion, 12 F ; Sénégal, 1 100 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,90 FS ; Tunisie, 1,3 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $



Le Japon fasciné par le feuilleton de la secte Aum

TOKYO
de notre correspondant

C'est devenu une série télévisée, un « Dynastie » à suspense, un *soap opera* de l'absurde dont, chaque soir, les Japonais suivent un épisode qui alimentera, le lendemain, conversations de bureau et papotages de ménagères. L'enquête sur la secte Aum Shinrikyo, soupçonnée d'avoir perpétré, le 20 mars, l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo, occupe depuis sept semaines l'espace médiatique, au point que certains passionnés avouent désormais en être saturés.

« Unes » des journaux, couvertures d'hebdomadaires, matraquage quotidien d'images : le Japon vit à l'heure du « frisson Aum ». La mode s'y met aussi : n'a-t-on pas vu, dans une *party*, une jeune femme costumée en membre de la secte : tunique blanche et casque hérissé d'électrodes supposés brancher le fidèle sur les ondes cérébrales du gourou...

Les lenteurs de l'enquête contribuent à alimenter le feuilleton en spéculations et élucubrations – des supposées ressemblances de la secte avec le nazisme à ses prétendues ambitions nucléaires. L'affaire fait, presque chaque jour, l'ouverture des journaux télévisés, et les chaînes privées lui consacrent des heures d'émission. A chaque information nouvelle, on a droit à une reprise de tout le scénario. Vierges dansantes chargées d'attirer de nouveaux adeptes mâles, techniques de lavage de cerveau, entretiens à la limite de l'indécence de parents ou conjoints larmoyants des fous de l'Apocalypse : on saura tout – tout sauf, à ce jour, l'essentiel.

Journalisme d'investigation ? Le plus souvent, il s'agit plutôt d'un théâtre médiatique, où le souci d'aider à comprendre est secondaire. Pour une émission d'une certaine tenue, que d'« images choc » et de pure sollicitation de l'émotivité : ainsi l'assassinat du chef de l'« agence des sciences et des techniques » de la secte, inlassablement rediffusé.

Au fil des arrestations, les chefs d'Aum se sont faits plus rares sur les écrans. Mais, pendant des semaines, ils y avaient bénéficié d'une tribune quotidienne pour réfuter les accusations dont ils étaient l'objet, recevant au passage de fabuleux cachets pour leurs prestations. La dernière de ces vedettes fut le porte-parole de la secte, Joyu. Ayant réponse à tout sans se départir de son calme, capable de « clouer le bec » à ses détracteurs, il s'est taillé la réputation de meilleur spécialiste en relations publiques du Japon. Il est même devenu *la coqueluche de jeunes Japonaises : ses groupies* se massent avec des bouquets à la porte du siège de la secte pour le voir passer... Selon le mathématicien Hitoshi Akiyama, des parents se seraient aussi indignés de voir leurs *enfants s'identifier aux membres de la secte, présentés comme des surdoués.*

Ce matraquage, qui a fait de la secte un élément familier du quotidien nippon, conjugué au suspense entretenu par de nouveaux attentats avortés, a un effet pervers : l'opinion *semble passer de l'indignation à la fascination.* Et Aum pourrait bien survivre à sa saga. N'est-ce pas la prophétie du gourou, Shoko Asahara : pour l'avenir de son culte, il doit connaître le calvaire, à savoir être arrêté et mourir ? *« Feuilleton » à rebondissements.*

Philippe Pons

POINT DE VUE

Vive la gauche nouvelle !

MERCI Lionel Jospin ! La gauche nouvelle est née. La campagne présidentielle a permis d'en jeter les fondations. Il est des batailles perdues qui n'ont pas le goût de l'échec. Nous sommes fiers d'avoir mené celle-ci avec Lionel Jospin et toutes celles et tous ceux qui se sont engagés par leur action ou leur vote. Cette campagne a suscité un formidable espoir car elle a permis de retrouver la politique à gauche.

Pour nous, retrouver la politique, c'est mettre en avant les valeurs de la République, promouvoir la justice, la solidarité et la responsabilité. C'est vouloir réformer la société et non uniquement la gérer. C'est fixer des priorités, aujourd'hui l'emploi, le logement, la protection sociale et le progrès social, et se donner les moyens de les mettre en œuvre. C'est transformer, non seulement par la loi, mais en mettant en mouvement la société, notamment avec tous ceux qui agissent dans les associations, les syndicats, les organisations professionnelles, les quartiers.

Aujourd'hui, la gauche a apporté une nouvelle façon de penser et d'agir. Elle renoue avec une morale et une éthique rigoureuses. Elle refuse la démagogie comme la résignation. Elle entend mettre en œuvre de nouvelles pratiques politiques : il faut dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Elle souhaite un Etat fort, exigeant dans le service public, qui mobilise les énergies, valorise les initiatives et protège les plus faibles. Militer à gauche, c'est s'ancrer dans la société d'aujourd'hui, prendre à bras-le-corps des problèmes nouveaux comme la drogue et le sida, c'est construire des droits nouveaux pour le logement et la sécurité, et répondre aux attentes fortes des jeunes et des femmes. Militer à gauche, c'est remettre à la pointe de nos combats la lutte contre le racisme, le nationalisme et toutes les formes d'intégrisme et d'intolérance.

Nous voulons aussi dire haut et fort que la construction de l'Europe est notre ambition et l'aventure de notre génération. Nous voulons que la parole et les actes de la France dans le monde soient fondés sur la défense intransigeante des droits de l'homme, la prévention des conflits et des massacres, ainsi que le développement harmonieux des pays pauvres.

Ce sont ces valeurs et cette façon de faire de la politique qui ont permis, autour de Lionel Jospin, l'émergence de cette nouvelle espérance à gauche. Nous devons poursuivre, approfondir, consolider notre projet et nous ouvrir à toutes celles et ceux qui partagent ces ambitions.

Faisons vivre cet espoir ! Continuons à nous battre et à agir !

Martine Aubry, Jacques Delors, Elisabeth Guigou, Jean-Noël Jeanneney, Bernard Kouchner, Michel Rocard, Jean-Pierre Sueur

DÉMONSTRATION La commémoration à Moscou de la victoire sur le nazisme, mardi 9 mai, a fourni aux dirigeants du Kremlin l'occasion de se livrer à une spectaculaire démonstration de force. Ce qui augurait mal de la rencontre, prévue pour mercredi, entre Boris Eltsine et Bill Clinton ● EDOUARD CHEVARDNADZE, l'ancien ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev, aujourd'hui président de la République de Géorgie, estime, dans un entretien au *Monde*, que la Tchétchénie est une affaire intérieure russe et qu'il faut promouvoir une véritable coopération avec la Russie pour aider celle-ci à marcher vers la démocratie ● A GROZNY, mardi, les forces russes ont aussi célébré le 9 mai. La veille, les résistants avaient attaqué la plupart des postes des forces d'occupation de la capitale. Au sud, les combattants se préparent à la guérilla.

Le sommet de Moscou est marqué par un regain d'intransigeance du Kremlin

Des unités participant à l'intervention en Tchétchénie ont défilé le 9 mai dans la capitale russe. Les critiques voilées des Occidentaux sont passées inaperçues

MOSCOU
de nos envoyés spéciaux

Le quatrième sommet entre Bill Clinton et Boris Eltsine, qui s'est ouvert mardi 10 mai à Moscou, aurait pu ne pas avoir lieu. En tout cas, pas dans la foulée des grandioses et martiales célébrations russes du *« cinquantenaire de la victoire »*. En décidant d'assister à celles-ci, malgré une indignation croissante aux Etats-Unis face aux multiples signes de « durcissement » de la Russie, le président américain a fait le pari que le Kremlin saura récompenser son choix par des concessions. En évitant, par exemple, d'intensifier les bombardements en Tchétchénie dès le départ de Moscou de M. Clinton ou en incluant des phrases rassurantes dans les communiqués communs, notamment sur la sécurité européenne, liée aux projets d'élargissement de l'OTAN.

Mais la première journée du séjour moscovite de Bill Clinton a surtout donné l'impression que le Kremlin campe plus que jamais sur ses positions, alors que ses partenaires en sont réduits à jouer la politique de l'autruche. Bill Clinton, de même que les autres dirigeants occidentaux venus mardi à Moscou, a marqué son hostilité à la guerre en Tchétchénie par son absence à une des cérémonies du jour, la grande parade militaire qui se déroulait à l'ouest de Moscou, la première du genre depuis cinq ans dans la capitale russe.

RENFORCEMENT MILITAIRE

Clinton ne pouvait pourtant qu'entendre, depuis son hôtel, le bruit assourdissant des soixante-dix-neuf avions (notamment des SU-25 utilisés en Tchétchénie) qui y prenaient part, avant d'emprunter l'avenue Koutouzov, au macadam défoncé par le passage de deux cent quarante chars, blindés et lance-missiles de tous genres appartenant, entre autre, à des divisions qui *« participent au rétablissement de l'ordre constitutionnel en Tchétchénie »*.

Dès la parade finie, le président américain et John Major arrivaient sur les lieux où elle s'était déroulée pour inaugurer avec Boris Eltsine le Musée de la Victoire, construit sur le mont des Révérences. Et pour écouter l'allocution du ministre de la défense, Pavel Gratchev.

Après avoir rendu hommage aux vétérans, comme chaque intervenant de la journée, le général Gratchev a affirmé que si la séparation *« rigide »* du monde en deux blocs appartenait au passé, des conflits régionaux étaient capables de *« dégénérer en guerre de grande envergure »*, obligeant la Russie à *« renforcer et renouveler qualitativement ses forces armées »*. Lesquelles sont d'ores et déjà *« efficaces et sous contrôle »*, a-t-il pourtant affirmé. Tandis que MM. Clinton et Major soulignaient, dans leurs brèves allocutions, que la victoire de 1945 engageait les anciens Alliés à œuvrer pour un monde de paix, Pavel Gratchev en a tiré la leçon que *« les peuples de l'ancienne Union soviétique ont vaincu l'ennemi parce qu'ils étaient unis »* et qu'ils devaient continuer à l'être.

Bill Clinton et John Major avaient assisté auparavant à la parade de 4 500 vétérans sur la place Rouge. Boris Eltsine, toujours suivi de Pavel Gratchev, prononca un discours de dix minutes, affirmant qu'il ne *« permettra pas »* que renaissent *« les germes du fascisme »*. La Maison Blanche avait reçu l'assurance que les seuls autres participants à cette cérémonie seraient des cadets des écoles militaires de Moscou et la garde d'honneur du Kremlin.

Mais après ces cadets et ces vétérans, émouvants dans leur défilé, la main dans la main, sont apparues trois petites unités appartenant à diverses « forces spéciales » de l'armée engagées en Tchétchénie.

Les Américains ont choisi de ne rien voir : le conseiller de M. Clinton pour les affaires de sécurité, Anthony Lake, a assuré qu'il était *« satisfait »* du défilé et que les Russes avaient respecté leurs engagements. Pour des raisons différentes, au moins sur le plan protocolaire, le chancelier Kohl et le président Mitterrand n'ont participé ni à l'un ni à l'autre de ces défilés.....

Boris Eltsine n'a pas paru en tenir rigueur à Helmut Kohl, avec qui il a eu un entretien (de même qu'avec John Major) : *« Le chancelier n'est pas aussi dur que les Américains sur la question du contrat nucléaire entre la Russie et l'Iran, ainsi que sur le problème tchétchène »*, a affirmé M. Eltsine, cité par l'agence Tass. Mais c'est entre Londres et Moscou que les choses se passent, apparement, le mieux. Selon un conseiller diplomatique du Kremlin, Boris Eltsine et John Major ont constaté, durant leur entretien, *« qu'aucun problème sérieux n'affecte leurs relations »*. Boris Eltsine saura-t-il gré à Bill Clinton lui-même d'être venu ? Le président américain a évité, mardi, toute référence à la Tchétchénie lors de ses interventions publiques. Mais aussi en privé : *« Avec Bill Clinton, nous n'avons pas encore parlé sérieusement »*, a confié Boris Eltsine à l'agence Tass. Les choses sérieuses devaient donc débuter mercredi.

M. KOVALEV SANS ILLUSIONS

Le président américain justifie sa venue à Moscou par la nécessité de rendre hommage aux 26 millions de morts russes de la guerre. Il part donc du principe qu'il y a *« une place et un moment pour tout »*, expliquait un responsable américain. La place de la Tchétchénie devait venir, après les entretiens bilatéraux et la conférence de presse commune, mercredi après-midi, lors d'un discours de Bill Clinton à l'université de Moscou.

« Les Américains ont dit que j'y reconnaîtrais certaines phrases que j'ai dites au président à Washington la semaine dernière », a indiqué Sergueï Kovalev, toujours délégué pour les droits de l'homme auprès du président Eltsine, même s'il n'a plus accès à ce dernier depuis janvier. M. Kovalev fut reçu, mardi, par Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés, à la résidence de l'ambassade de France. L'ancien dissident voulait encore espérer que la « diplomatie secrète » que les Occidentaux affirment mener pour pousser le Kremlin à négocier en Tchétchénie pourra porter ses fruits. Mais sans grandes illusions.

Les Américains semblaient avoir compris, mardi, que Moscou n'a l'intention ni de changer de politique en Tchétchénie, ni de renoncer à son contrat nucléaire avec l'Iran. L'espoir de conciliation porte donc sur la formulation du communiqué sur les problèmes de sécurité. Il pourrait traduire un accord aux termes duquel Washington n'insisterait pas trop sur l'élargissement de l'OTAN avant juin 1996, date théorique de l'élection présidentielle en Russie, quitte à en parler un peu plus tard, avant l'élection présidentielle américaine, selon l'hypothèse avancée par un haut diplomate occidental.

Ce qui ne serait guère plus cynique, de la part des membres de l'OTAN, que de vouloir paraître préoccupés par le sort futur des peuples d'Europe centrale. Mais *« la Tchétchénie ne risque pas d'être admise dans l'OTAN et les Tchétchènes se retrouveront seuls après le départ de Bill Clinton »*, conluait triomphalement la semaine dernière un éditorial de *Segodnia (Aujourd'hui)*, un grand quotidien russe « libéral ».

CORTÈGE DE NOSTALGIQUES

La foule moscovite, qui avait profité de ce premier vrai jour de soleil pour envahir les rues de la capitale, n'a pas été tenue au courant de ces péripéties diplomatiques, les médias faisant l'impasse sur cet aspect du débat. Le matin, on avait pu voir un cortège, évalué à trente mille personnes, défiler dans les principales artères de Moscou, drapeaux rouges et portraits de Staline en tête.

Quelques pancartes dénonçaient dans une même opprobre nazisme et sionisme, ce qui montrait, une fois encore, que communistes et nationalistes antisémites continuent de se côtoyer. Le dirigeant ultranationaliste Vladimir Jirinovski s'est montré dans plusieurs endroits de la ville revêtu de son tout nouvel uniforme de colonel de réserve. Il doit cette promotion récente officiellement *« aux services rendus à l'armée russe »*. Services qui se limitent à un appui sans faille à l'intervention en Tchétchénie.

Sophie Shihab et Luc Rosenzweig

François Mitterrand : « Le besoin de ne pas être écrasé par un peuple plus puissant »

Sans jamais mentionner directement la Tchétchénie, François Mitterrand a très clairement fait allusion à la guerre dans cette République du Caucase en insistant, mardi 9 mai au Kremlin, sur ce *« besoin qu'il faut comprendre, celui d'être soi-même, celui de ne pas être écrasé ou dominé par une culture ni par un peuple plus puissant »*.

***« Le problème du siècle prochain,* a-t-il ajouté, *sera de réaliser la synthèse »* entre ce besoin et celui d'*« unir et rassembler, comme ont su le faire les Etats-unis d'Amérique chez eux et comme commence à le faire l'Europe occidentale chez elle »*. Il s'est présenté comme un homme de *« la génération qui s'en va »*, assignant à ceux qui restent aux commandes la mission de défendre *« la liberté et la paix qui ne seront sauvegardées que par la démocratie, c'est-à-dire par l'avènement des peuples au choix de leur destin. On ne peut pas leur imposer une loi extérieure »*. – (AFP.)**

Edouard Chevardnadze, président de la République de Géorgie
« La Tchétchénie est une affaire intérieure russe »

« Que ressentez-vous par rapport aux cérémonies du 9 mai à Moscou ?

– La victoire des forces alliées sur le fascisme est à célébrer à l'échelle mondiale. La petite Géorgie a payé un fort tribut pour cette victoire, puisqu'elle a perdu 300 000 des 700 000 hommes alors engagés dans la bataille. Seule la Biélorussie a eu des pertes proportionnellement supérieures. Quant à Staline, le plus grand dictateur de l'Histoire, il avait les moyens de mobiliser en masse l'Union soviétique et il a donc joué un rôle important dans la coalition contre Hitler, l'autre dictateur.

– Et pourtant la Russie écrase les Tchétchènes...

– Ne pas célébrer la victoire à Moscou aurait été une insulte aux morts de la seconde guerre mondiale. Quant à la Tchétchénie, c'est une affaire intérieure russe. Mais elle déborde chez nous : 3 000 Tchétchènes sont venus prêter main forte à nos séparatistes abkhazes, qui ont déclenché une guerre civile, provoqué d'innombrables destructions et jeté sur les routes 300 000 réfugiés géorgiens. On est toujours très critique lorsqu'il s'agit des affaires intérieures des autres, mais c'est une autre affaire lorsque c'est chez vous !

– Vous soutenez les Russes contre les Tchétchènes et vous menacez les Abkhazes, qui ont fait sécession de la Géorgie. Avez-vous changé ?

– Non. Je suis toujours démocrate, mais aussi réaliste. On ne peut pas accepter le démembrement de la Russie. Ce serait la porte ouverte à toutes les aventures. Moi aussi, j'ai connu le séparatisme. Bien sûr, c'est toujours populaire de s'indigner pour les Tchétchènes. Mais il faut garder la tête froide. Les pays les plus démocratiques, dans leur Constitution, écartent toute possibilité de sécession.

> « Il faut coopérer avec la Russie pour la pousser vers la démocratie »

– Après avoir proclamé votre indépendance, vous avez adhéré à la CEI. Qu'y avez-vous gagné ?

– Nous ne sommes pas les seuls à l'avoir fait. L'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et même la Moldavie ont adhéré aussi. Nous avons été les derniers à le faire. C'était une erreur de rompre toute relation. Cela nous a plongés dans une autarcie économique qui nous a coûté très cher. Nous sommes obligés d'acheter à nos anciens partenaires, parce que l'Occident est trop cher. Si l'Occident nous donne des milliards de dollars, ça peut être différent, mais c'est peu probable. Il nous faudra au moins dix ans pour nous en sortir. Il faut que la CEI suive le même chemin que l'Union européenne.

– Êtes-vous pour l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie ?

– Si l'élargissement de l'OTAN signifie la confrontation avec la Russie, c'est inacceptable. Il faut, au contraire, promouvoir une coopération civilisée avec la Russie, afin de la pousser vers la démocratie.

– N'assiste-t-on pas à un regain de la guerre froide ?

– Nous avons pu heureusement nous débarrasser de la confrontation idéologique, qui était stérile. Mais nous voici aujourd'hui amenés à une confrontation d'un genre nouveau, c'est vrai.

– Comment voyez-vous l'évolution de la Russie ?

La Russie ira vers la démocratie si ses voisins l'aident. Il faut l'aider. Si la Russie reste isolée, elle peut s'enfermer dans une situation dangereuse pour tout le monde. Il faut à tout prix la maintenir ouverte sur l'extérieur. »

Propos recueillis par Roger Cans

Pendant les festivités, la guerre continue à Grozny

GROZNY
de notre envoyé spécial

« Aujourd'hui, nous poursuivons le travail psychologique de nos ancêtres » : ce soldat russe, censé être le *« représentant de la base »*, a ainsi ouvert la cérémonie du 9 mai à Grozny, à moitié désertée par la population. Tireurs d'élite embusqués sur les toits, mortiers en batterie, gardes avec la radio à l'oreille et l'arme à la main : les forces russes en Tchétchénie ont fêté les cinquante ans de la victoire sur le fascisme en organisant, mardi 9 mai, une parade fermée au public et placée sous haute surveillance, mais sans incident.

La nuit précédente, les forces indépendantistes tchétchènes avaient organisé un *« feu d'artifice »* à leur manière, attaquant la plupart des postes russes de la capitale tchétchène. Toute la nuit du 8 au 9 mai, le crépitement des Kalachnikov, le grondement des mitrailleuses lourdes, les détonations de grenades et de mortiers ont retenti dans la ville et aussi, semble-t-il, dans les autres localités de Tchétchénie, théoriquement « sous contrôle » russe.

Ces « festivités nocturnes » ont été qualifiées de *« prophylactiques »* et d'*« assez normales »* par Nikolaï Semionov, le représentant de Boris Eltsine en Tchétchénie. Salambek Khadjiev, le chef du gouvernement provisoire tchétchène, installé par les troupes russes, les a jugées complètement *« normales »* : *« C'est une fête, ils boivent plus, alors ils tirent plus »*, a-t-il dit avec son éternel sourire. Malgré les déclarations parfois menaçantes des indépendantistes tchétchènes, la journée du 9 mai a été presque calme à Grozny. C'était un jour de fête pour tout le monde : l'anniversaire de la victoire sur le fascisme pour les Russes et pour certains Tchétchènes, la fête musulmane de l'Aïd el Kébir pour les autres. Il n'y a donc pas eu d'actions spectaculaires à Grozny ce 9 mai, comme l'avait un moment promis le président indépendantiste Djokhar Doudaev. Apparu un soir sur sa télévision pirate muni d'un sabre, il avait juré de résister jusqu'au départ du dernier soldat russe, comme l'avaient fait ses ancêtres. Son ministre de l'information avait ensuite fait des déclarations apaisantes, promettant de *« réduire au minimum les actions militaires »* le 9 mai, en raison de *« l'importance de la victoire sur le fascisme »*.

> « Il y a des centaines de civils tués, des gens brûlés vifs, des mères de soldats russes qui cherchent leurs fils disparus. Ici, c'est pire que le fascisme »

La guerre psychologique continue donc de battre son plein en Tchétchénie. A cause des menaces planant sur le 9 mai, *« près de 100 000 personnes ont quitté la ville, les gens ont peur »*, estime Salambek Khadjiev, qui, accompagné d'une très légère escorte, s'est rendu, mardi, au marché pour parler avec la population. *« Il faut avoir de la haine contre son peuple pour déclarer que le 9 mai on va brûler la ville,* dit Salambek Khadjiev en parlant du général Doudaev. *Il faut être fasciste pour faire cela. »*

Depuis son quartier général de Vedeno, dans les montagnes du Sud, Chirvani Bassaev, le commandant militaire de ce fief indépendantiste, ancienne place forte de l'imam Chamil, qui résista trente ans à la conquête russe à la fin du XIX[e] siècle, renvoie les accusations de fascisme : *« Il y a des centaines et des centaines de civils tués, des gens brûlés vifs, comme à Samachki, des mères de soldats russes qui cherchent leurs fils disparus. Ici, c'est pire que le fascisme. »* Fusil d'assaut à la main, poignard à la ceinture, cartouchière sur le dos, Rouslan Imaev, le procureur général de la « première république » tchétchène, s'en prend à la politique de la V[e] République : *« La France a une position assez lâche. C'est la patrie de la Déclaration des droits de l'homme, mais ils ne s'appliquent pas en Tchétchénie. »*

Le général Doudaev avait organisé, dimanche 7 mai, sa propre commémoration à la mémoire *« des combattants morts pendant la guerre de libération »*, celle qui fait rage aujourd'hui contre les Russes dans les montagnes *« libres »* ou lors d'opérations clandestines et nocturnes dans les plaines *« occupées »*.

Au centre sportif de Vedeno, les combattants indépendantistes, bandeau vert au front, s'affrontent lors d'un tournoi de football dont le premier prix est une mitrailleuse. De temps à autre, ils s'arrêtent pour prier, les mains tournées vers le ciel. *« Le temps est de notre côté. Nous sommes chez nous. La Russie n'a pas les ressources humaines et économiques pour se battre dix ans contre nous, et le monde ne dormira pas tout le temps »*, assure le commandant Bassaev. Sur la route qui descend vers les plaines *« occupées »*, des combattants se photographient devant un bombardier russe abattu *« après le moratoire déclaré par Boris Eltsine »*. Vladimir Zorine, l'adjoint du représentant de Boris Eltsine à Grozny, reconnaît volontiers que tout n'est pas parfait du côté russe. Mais, affirme-t-il, chaque abus fait l'objet d'une enquête, des sanctions tombent, même s'il n'a pas de chiffres précis à donner. Il souligne que *« vingt soldats russes ont été tués »* depuis que le moratoire a été décrété pour les fêtes par Boris Eltsine. Dénonçant *« les criminels »*, il reconnaît toutefois que, parmi ceux qui se trouvent dans les montagnes, *« il y a des gens dans l'erreur avec qui l'on peut négocier »*.

Au groupe d'assistance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), on ne rêve que de négociations. Mais, dès la nuit tombée, les partisans du général indépendantiste font valoir avec leurs armes qu'ils ne discuteront qu'après le départ des Russes. Ils ont promis, pour jeudi 11 mai, une *« seconde parade »*. Eux aussi poursuivent le combat de leurs ancêtres.

Jean-Baptiste Naudet



هكذا من الأصل

Polémiques autour de l'éloge par M. Mitterrand du « courage » des soldats de la Wehrmacht

Le chef de l'Etat cherchait à parachever la réconciliation franco-allemande

LE DISCOURS prononcé par François Mitterrand lundi 8 mai au Schauspielhaus de Berlin n'est pas de ceux qui laissent indifférent. En témoignent les nombreuses réactions qu'a suscitées le jugement surprenant formulé sur l'attitude des soldats allemands pendant la seconde guerre mondiale : *« Peu m'importent leur uniforme et même l'idée qui habitait l'esprit de ces soldats qui allaient mourir en si grand nombre. Ils étaient courageux. Il acceptaient de perdre leur vie. Pour une cause mauvaise, mais leur geste à eux n'avait rien à voir avec tout cela. Ils étaient courageux »*, avait-il-dit (*Le Monde* du 10 mai).

L'écho de l'émotion suscitée en France par ce jugement créditant les hommes de la Wehrmacht d'un patriotisme de bon aloi est parvenu jusqu'à Moscou, où l'on montrait dans l'entourage du président de la République quelque irritation devant les commémorations de cette prise de position par des « caciques » de la relation franco-allemande comme les professeurs Alfred Grosser et Joseph Rovan.

Ce dernier, qui fut déporté à Buchenwald et qui s'attacha, dès 1945, à renouer des liens de part et d'autre du Rhin, estime, dans un entretien à *Libération* du 10 mai que *« la formule utilisée pour les soldats allemands* – « courageux, quel que fût leur uniforme » – *ne me paraît pas convenable. Personnellement, l'uniforme nazi m'importe beaucoup. Les soldats morts sous cet uniforme méritent la pitié mais certainement pas les louanges. [...] Son jugement d'aujourd'hui rejoint ce qu'il* [François Mitterrand] *était en 1941, un jeune militant de droite qui vivait dans la continuité de ses opinions d'avant-guerre »*, estime-t-il.

Pour les collaborateurs du président de la République qui ont contribué à l'élaboration du discours de Berlin, il s'agit là d'un formidable malentendu. Cette intervention, suscitée, selon eux, par le chancelier Kohl, ne visait qu'à apaiser les polémiques déclenchées en Allemagne à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la défaite du nazisme. Un dernier geste, en fait, pour parachever cette œuvre de réconciliation par-delà les tombes qui avait commencé en 1984 par la fameuse minute de silence, la main dans la main, d'Helmut Kohl et de François Mitterrand devant l'ossuaire de Douaumont.

Le rapport à l'Allemagne et aux Allemands du président sortant est complexe. Il se fonde d'abord sur son expérience de captivité en Thuringe, qu'il a d'ailleurs rappelée chaque fois que l'occasion lui en était donnée. C'était par exemple l'évocation, lors d'un sommet franco-allemand à Hanovre en 1988, de cette vieille femme qui avait eu pitié du fugitif qu'il était en 1941, lui offrant une saucisse. Ce fut encore à Berlin lundi l'évocation de ses geôliers, qui, selon François Mitterrand, faisaient de la résistance sans le savoir, comme M. Jourdain de la prose.

Cette hommage rendu aux simples gens qui parviennent à conserver un fond d'humanité dans les pires circonstances n'aurait choqué personne s'il ne se doublait pas de l'exaltation des vertus liés au courage, à l'esprit de sacrifice qui transcenderaient les idéologies exécrables au service desquelles elles sont mises en œuvre. On sent au détour des phrases prononcées par François Mitterrand les traces de cette longue fréquentation d'Ernst Jünger, cet esthète de l'héroïsme en soi et pour soi, un lien qui surprenait bon nombre des partisans et admirateurs du président de la République. Le long compagnonnage avec Helmut Kohl a également joué un rôle non négligeable dans la formation de l'image de l'Allemagne que François Mitterrand s'est construite au fil des ans. Au fond de lui-même, même s'il faisait tous les gestes indispensables au bon renom de l'Allemagne fédérale à travers le monde, même s'il n'a jamais repris à son compte les thèses d'historiens relativisant le nazisme, le chancelier reste intimement persuadé que la seconde guerre mondiale est une addition de malheurs dont chacun présente une spécificité, dont aucun n'est nié, mais qui méritent tous la même compassion des générations nées après.

Luc Rosenzweig

POURRIEZ-VOUS PARLER DU COURAGE DES SOLDATS RUSSES EN TCHETCHÉNIE ?

PANCHO

Le président suisse Kaspar Villiger reconnaît « certaines erreurs du passé »

BERNE
de notre correspondant

La neutralité passe plus facilement en temps de guerre qu'à l'heure des commémorations. Si besoin était, la Suisse vient à nouveau d'en prendre la mesure à l'occasion du 50e anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. Peut-on s'associer à la célébration de la fin d'un conflit dont on s'est volontairement tenu à l'écart ? La question s'était déjà posée le 8 mai 1945, lors de l'annonce officielle de la capitulation du Reich hitlérien. Des manifestations de joie et de soulagement avaient sans doute spontanément éclaté dans tout le pays, mais le gouvernement helvétique avait longuement hésité avant de faire savoir que la Suisse participerait à la fête *« à sa manière »*, en faisant sonner les cloches de ses églises de 20 heures à 20 h 15.

Cinquante ans plus tard, le même dilemme s'est posé en termes toujours aussi lancinants. Ce n'est qu'après plusieurs semaines de tergiversations que le Conseil fédéral s'était finalement résolu à convoquer, dimanche 7 mai, une assemblée extraordinaire du Parlement helvétique pour commémorer la fin de la seconde guerre mondiale. Par crainte de relancer le débat sur le rôle ambigu de la Suisse pendant le conflit, il avait d'abord fait valoir qu'il n'y avait pas lieu d'organiser de manifestation spéciale pour cet anniversaire, la Confédération n'ayant été *« ni belligérant ni vainqueur »*. Tout au plus les sept membres du gouvernement avaient-ils accepté de prendre part à une cérémonie en souvenir de l'armistice organisée par les Églises et la communauté israélite en la cathédrale de Berne. Mais, pressé de toutes parts, le Conseil fédéral n'avait pu se dérober plus longtemps et avait fini par céder à la requête de 120 parlementaires de réunir les deux Chambres pour marquer l'événement.

Alors qu'un certain malaise avait précédé la cérémonie officielle et que la gauche avait tenu à s'en démarquer, le discours prononcé par le président de la Confédération, Kaspar Villiger, a surpris tant par le ton que par la franchise avec laquelle il a reconnu certaines *« erreurs du passé »*. A commencer par le tampon « J » que les autorités helvétiques avaient demandé à l'Allemagne nazie d'apposer sur les passeports des juifs allemands pour pouvoir les refouler plus commodément. Ainsi, en vertu de la politique dite de « La barque est pleine », des milliers de juifs qui frappaient aux portes de la Confédération ont-ils été envoyés à la mort.

Au nom du Conseil fédéral, M. Villiger a non seulement tenu à présenter des excuses à la communauté juive, mais il a également admis que *« pareille aberration est en dernier lieu inexcusable »*. Le président de la Confédération a ensuite rendu hommage à tous ces Suisses qui, comme le capitaine Grüninger ou le consul en poste à Budapest, Karl Lutz, ont fait honneur à leur pays en contribuant à sauver des milliers de réfugiés juifs. Il a aussi exprimé sa reconnaissance à la France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, à l'URSS et aux autres pays alliés qui ont payé un lourd tribut à la victoire. *« Le fait d'avoir été épargné par le conflit,* a-t-il conclu, *nous place devant l'obligation morale d'agir pour que ce qui s'est passé au cours de la seconde guerre mondiale ne puisse plus jamais se reproduire. »*

Jean-Claude Buhrer

Le douloureux retour des réfugiés croates en Slavonie occidentale

La cohabitation avec les Serbes s'annonce difficile

Après leur opération éclair en Slavonie occidentale, les autorités croates doivent maintenant prouver qu'elles ne considèrent pas les Serbes comme des citoyens de second rang. Un pari difficile, alors que ces derniers vivent dans l'appréhension et que les premiers réfugiés croates rentrent chez eux après quatre ans d'exil.

ZAGREB
de notre envoyée spéciale

« A Okucani, toutes les maisons serbes sont intactes, juste quelques vitres de cassées. Notre armée leur a montré ce que c'était de se comporter de façon civilisée. Et regardez, eux, ce qu'ils ont fait dans mon village : ils ont sauvagement brûlé chaque maison croate. Tout a été pillé, il ne reste plus que des murs calcinés. » Après quatre ans d'exil forcé, Marica Abramovic, quarante-cinq ans, retournait pour la première fois dans son village natal de Slavonie occidentale, situé à quelques kilomètres au sud d'Okucani et repris il y a quelques jours aux milices serbes par l'armée de Zagreb.

Les yeux gonflés de larmes, serrant dans une main quelques branches de lilas de ce qu'il reste de son jardin enfoui par les herbes, elle regarde la maison qu'elle avait fini de décorer tout juste un an avant que n'éclate la guerre serbo-croate de 1991. *« Je n'arrive pas à y croire, il n'y a pas un impact de balle, pas un trou d'obus. Les Serbes l'ont incendiée volontairement pour que l'on ne revienne jamais »*, dit-elle en montrant la maison mitoyenne, tout aussi ravagée et qui appartient à sa belle-famille. A l'intérieur, il ne reste plus rien, plus un meuble, plus un câble, plus une prise électrique. Les fenêtres, les radiateurs, les lavabos, la baignoire, le chauffe-eau : tout a disparu. *« Cela fait quatre ans que je vis pour ce jour »*, dit Marica, qui veut reconstruire sa maison pour montrer *« à ces criminels serbes qu'ici c'est la Croatie »*.

Réfugiée à Nova Gradiska, à une quinzaine de kilomètres à l'est de son village, depuis l'été 1991, lorsque les milices serbes de Croatie, appuyées par la puissante ex-armée yougoslave, se sont emparées d'une partie de la Slavonie occidentale, chassant les non-Serbes de la région, Marica Abramovic est amère. Elle reconnait qu'il faudra du temps avant de panser les blessures et de pouvoir restaurer la confiance avec les Serbes qui resteront vivre dans cette partie de Slavonie occidentale que leurs milices ont ravagée.

RANCUNE ET FRUSTRATION

Comme elle, dix milles personnes ont été victimes du nettoyage ethnique en Slavonie occidentale. Elles reviendont avec la rancune de ceux qui ont tout perdu, avec la frustration de quatre ans de vie passée loin de chez eux comme réfugiés, et, pour certains, un sentiment de haine envers ceux qui ont tué leurs proches. Car nombre de Croates qui ont été touchés par la guerre font encore l'amalgame entre les populations serbes qui ont accepté de vivre sous l'autorité des milices indépendantistes et les véritables responsables des crimes commis pendant les sanglants affrontements de 1991.

Tout cela, les quelque cinq mille serbes qui, après l'offensive du 1er mai et le rétablissement de la souveraineté croate, sont restés dans leur Slavonie natale le savent. Cette région de Croatie où avant guerre vivaient en bonne intelligence Serbes et Croates devra panser ses blessures avant de pouvoir redevenir un jour une terre de tolérance. En attendant, les populations serbes vivent dans l'appréhension, voire dans la peur.

Saisis par cette crainte de représailles, cinquante-deux personnes, âgées pour la plupart, ont quitté, mardi 9 mai, la région sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) en direction de la Serbie, où ils ont de la famille. En dépit des mesures – sans précédent – prises par les autorités croates pour rassurer les populations serbes et leur assurer des conditions de vie normale, d'autres candidats au départ se présenteront certainement dans les jours à venir. Et Zagreb s'est engagée auprès de la communauté internationale à les laisser partir, comme elle a également promis de laisser revenir tous ceux qui le désiraient.

Florence Hartmann

Les cinq membres de Pharmaciens sans frontières détenus par les Serbes de Bosnie ont été libérés

SARAJEVO
de notre correspondant

Les cinq membres de l'association humanitaire Pharmaciens sans frontières (PSF) détenus depuis le 4 mars par les Serbes de Bosnie ont retrouvé la liberté, mardi 9 mai, et sont partis pour Belgrade. *« Ils étaient contents, les traits tirés »*, a déclaré Simon Binet, le responsable de PSF à Sarajevo, lorsque les cinq hommes sont sortis de leur prison de Kula. Les Français José Rocha, Louis Fleytout, Marc Monboise et Yannick Moullet et l'Américain Jonathan Knapp espéraient ce départ depuis samedi, depuis que les Serbes de Bosnie avaient officiellement annoncé leur *« libération sous caution »*. Mardi, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a adressé un télégramme à Jacques Chirac, le félicitant de son élection à la présidence de la République et l'informant *« qu'à cette occasion, il a été décidé de relâcher les membres inculpés de l'association Pharmaciens sans frontières »*.

M. Binet a versé une *« caution »* de 50 000 deutschemarks (environ 175 000 francs) à la « cour militaire » d'Ilidza, dans les faubourgs de Sarajevo, où ont eu lieu les négociations de ces derniers jours. Rien n'indique qu'une autre contrepartie ait été accordée aux Serbes de Bosnie, ni par le gouvernement français ni par la Forpronu, qui n'ont pas pris part aux tractations finales. A plusieurs reprises, des émissaires s'étaient rendus à Pale, le fief des séparatistes serbes, mais n'avaient pu obtenir la libération des prisonniers. Tour à tour, Henry Jacolin, l'ambassadeur de France en Bosnie-Herzégovine, Jean-Christophe Ruffin, membre du cabinet de François Léotard, ou Jean-François Deniau s'étaient heurtés aux exigences serbes, notamment la livraison de 35 000 tonnes de carburant.

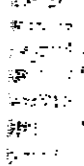
C'est finalement l'antenne locale de PSF qui a réussi à débloquer ce dossier, soutenue par un représentant de l'Eglise orthodoxe serbe, qui avait obtenu, dimanche, la libération d'un Allemand et de deux Suisses, également prisonniers à Kula. Un haut dignitaire de l'Eglise est descendu, mardi, à Pale (Lukavica) en compagnie de Me Jankovic, un avocat serbe de Belgrade, qui appartient à une association indépendante de juristes. Les Serbes de Bosnie ont imposé que les otages ne passent pas par Sarajevo ; ils sont donc repartis par la route jusqu'à Zvornik. A la frontière serbo-bosniaque, ils étaient attendus par des représentants des ambassades de France et des Etats-Unis.

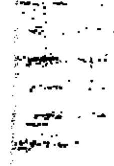
Le report de trois jours de la libération est dû à un problème dans les modalités de paiement (les Serbes ont exigé un certain type de billets) et aux dissensions entre la « cour militaire » d'Ilidza et l'armée serbe de Bosnie.

BIEN TRAITÉS

Les Serbes avaient précisé, samedi, que les charges retenues contre les membres de PSF (*« transfert de groupes armés, d'armes et de munitions en territoire de « République serbe »*) seraient maintenues. Les cinq hommes, qui s'étaient trompés de route le 4 mars dernier en quittant Sarajevo, avaient précédemment été accusés d'être *« entrés illégalement »* en « République serbe » (autoproclamée). Détenus à la prison de Kula, à cent mètres de l'aéroport de Sarajevo et d'un bataillon de « casques bleus » français, les membres de PSF ont été relativement bien traités. Ils ont reçu quotidiennement des visites de la Forpronu et ont pu correspondre avec leurs familles. A Pâques, la cuisinière de la prison leur avait même préparé un cochon grillé. Et fréquemment les prisonniers buvaient un verre de *« slivo »* (alcool de prune bosniaque) avec leurs geôliers. Le seul incident aura été une paire de gifles infligée à un détenu parce qu'il avait lancé un ballon de basket à la figure d'un gardien.

Rémy Ourdan





L'insécurité ne cesse de croître à Rio malgré l'intervention de l'armée

Les policiers ont aussi durci leur action dans les favelas

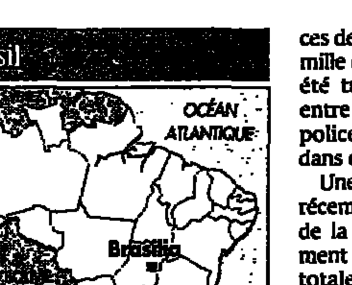
Face à ce qu'il a appelé *« l'audace inhabituelle »* des gangs de trafiquants de drogue dans les favelas de la capitale carioca, le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro a décidé de réprimer plus *durement le crime organisé et a averti qu'il ne* tolérerait pas que les policiers soient *« critiqués »*. Bilan du dernier week-end : 67 morts. *Mais le zèle de la police contribue aussi à faire* monter le niveau de la violence.

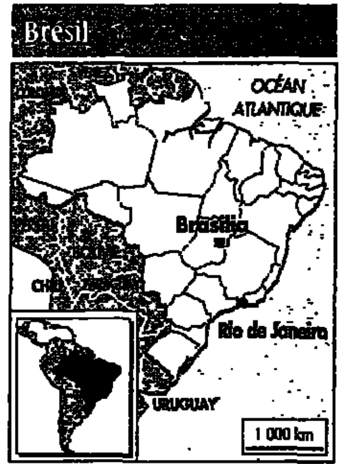
RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso sait qu'il sera jugé, à Rio, sur sa capacité à faire reculer l'insécurité, qui a atteint un niveau jugé intolérable : 67 personnes ont été assassinées à Rio entre le vendredi 5 et le lundi 8 mai. Le nombre des homicides, des agressions en tous genres et des vols a augmenté depuis l'entrée en fonctions de M. Cardoso, au début de cette année, qui a coïncidé avec celle du nouveau gouverneur de l'Etat de Rio, Marcello Alencar, qui appartient, comme le chef de l'Etat, au Parti social-démocrate. Pour de nombreux Cariocas, la vie est devenue encore plus difficile depuis le 1er janvier, alors que l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe, à Rio comme à Brasilia, avait suscité de grands espoirs.

Les causes de cette violence urbaine sont connues. Environ neuf millions de personnes habitent à Rio ou dans sa banlieue. Deux millions d'entre elles survivent, sans vrai toit, sans nourriture assurée et sans assistance médicale d'aucune sorte. Des bandes de jeunes, livrés à eux-mêmes, se forment tous les jours, dans les quartiers les plus pauvres, les favelas. Les petits groupes d'adolescents joueurs de foot ou fumeurs de joints se transforment parfois avec l'âge en associations de malfaiteurs.

Depuis une dizaine d'années, la vente de marijuana et surtout de cocaïne est devenue la principale source de revenus d'une population marginale, évaluée à 40 000 personnes environ. Selon le maire de Rio, César Maia, la ville « consomme » 2 tonnes de cocaïne par mois. Les bénéfices, pour les trafiquants, se chiffrent en centaines de millions de dollars chaque année. Les « gros bonnets » habitent dans les quartiers huppés, comme Copacabana ou Barra de Tijuca. Leurs lieutenants s'approvisionnent sur le marché international en armes de poing, mitraillettes, et même bazookas.





MILITAIRES HUÉS

La police de Rio, corrompue à 70 % selon la proportion quasi scientifique tranquillement avancée par les plus hauts responsables brésiliens de la sécurité publique, contribue pour une part importante à la délinquance, qu'elle combat avec une efficacité variable. Il ne se passe pas de semaine sans qu'un policier soit pris en flagrant délit d'attaque à main armée contre une banque, de recel de marchandises volées, sans parler des enlèvements avec demande de rançon. Devant cette situation, les autorités ont lancé, l'automne dernier, l'opération « Rio 1 », qui a consisté à envoyer l'armée, laquelle relève exclusivement du pouvoir fédéral, à l'assaut des favelas. Le succès n'est pas évident. Les trafiquants d'armes et de drogue, « parrains » des favelas, ont d'abord été surpris, puis ils ont vite compris qu'ils avaient affaire à des jeunes soldats inexpérimentés, incapables de s'adapter en quelques jours à un terrain aussi difficile – un entrelacs de masures et de ruelles d'un mètre de large, jonchées d'immondices, couvrant la plus grande partie des collines de Rio.

On est donc passé, fin février, à l'opération « Rio 2 ». Il s'agit toujours de recourir à l'armée, mais cette fois en faisant patrouiller ostensiblement les soldats dans les rues de la ville, et non plus dans les favelas. On peut voir ainsi de jeunes bidasses en treillis assis à l'arrière de camions bâchés à quelques mètres seulement des jeunes femmes en maillots de bain qui se dorent au soleil sur les plages. Le bilan n'est pas brillant : aucun trafiquant important n'a été arrêté.

Humiliés par la présence de ces militaires, qui rappellent à toute la population leur incurie, les policiers ont à plusieurs reprises « fait du zèle » dans les bidonvilles. L'invasion de la favela de Nova Brasilia, dans le nord de Rio, lundi 8 mai, pendant deux heures, s'est soldée par la mort de 14 personnes, tous des trafiquants, selon la police. Tous vraiment? Des « bavures » ont eu lieu tout au long de ces derniers mois. Des mères de famille ou des enfants en bas âge ont été tués lors d'échanges de tirs entre policiers et malfaiteurs. La police a admis sa responsabilité dans quelques cas.

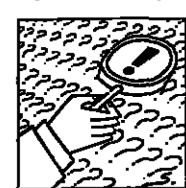
Une patrouille de l'armée a été récemment huée par les baigneurs de la plage d'Ipanema. Copieusement insultés, les soldats ont été totalement décontenancés, dans un pays où les militaires n'ont remis le pouvoir aux civils qu'il y a dix ans. Le secrétaire à la sécurité publique de l'Etat de Rio, Euclimar Lima da Silva, a critiqué à la fois les soldats et le gouverneur Alencar, qui a vertement répliqué. Tous deux sont pourtant censés collaborer étroitement pour réduire le niveau de la violence urbaine à Rio.

C'est dire que « Rio 2 » semble sur la même voie que « Rio 1 ». Les observateurs sont même parvenus à un constat paradoxal. L'intervention de l'armée et le zèle récent de la police auraient nettement fait monter le niveau général de la violence. Comme les trafiquants de drogue ont perdu une partie de leurs ressources, leurs clients craignant désormais de s'aventurer dans les favelas où ils allaient s'approvisionner, ils ont multiplié leurs autres activités, en particulier les attaques de banques et les enlèvements de personnalités dont les familles ou les entreprises sont susceptibles de payer des rançons. A la date du 8 mai, neuf industriels ou commerçants de Rio étaient toujours détenus par des ravisseurs qui exigent, à chaque fois, des sommes considérables.

Dominique Dhombres

La population algérienne a appris à vivre avec la violence

LE CERCLE s'élargit des *« ennemis d'Allah »* que le Groupe islamique armé (GIA) condamne à une mort certaine ou du moins à une sanction *« dissuasive »* s'ils ne s'amendent pas. Sur cette liste noire, *« la mère, la sœur et l'épouse des renégats »* ont rejoint, à se référer au dernier communiqué du GIA, les membres des forces de l'ordre, serviteurs zélés d'un *« Etat impie »*. A leur suite, y ont été très vite inscrits, aux côtés des ressortissants étrangers, les intellectuels – artistes, journalistes, universitaires – qui sont censés être des esprits libres.



ANALYSE

En toute logique totalitaire, le GIA a menacé de ses foudres ceux qui s'obstineraient à ignorer ses consignes, singulièrement les femmes, d'autant plus rétives voire combatives que beaucoup ne veulent pas perdre les minces acquis de la modernité. Il est, au reste, malaisé pour la grande majorité des Algériens de ne pas se heurter, dans la vie quotidienne, à un interdit des maquisards islamistes, tant ces derniers, par le biais de communiqués diffusés par les médias, leur ont lancé de mises en garde.

Souvent accompagnés d'une date-butoir, ordres ont ainsi été donnés à tout un chacun. Aux employés de l'administration fiscale de ne plus recouvrer les impôts. Aux professeurs et aux élèves de ne plus fréquenter lycées et universités, sauf si le port du voile est imposé aux étudiantes, la mixité abolie dans les salles de classe, l'enseignement de la musique supprimé et l'éducation physique interdite pour les filles. Ordres aussi de ne plus *« consommer français »* et de ne plus se rendre dans l'ancienne métropole, même à bord d'un avion d'Air Algérie.

« LE LANGAGE DE L'ÉPÉE »

Transmis de bouche à oreille, de fermes avertissements ont été lancés aussi à ceux qui, d'une manière générale, prendraient des libertés avec l'orthodoxie coranique : adeptes des jeux de hasard, buveurs d'alcool, fumeurs, etc. Pour soustraire l'Algérie aux mauvaises manières occidentales, d'autres *exigences ont été posées qui visaient* à obtenir notamment la dissolution des *« partis athées »*, la fermeture de l'ambassade de France et le départ de tous les Français.

Même si, à ce jour, l'*« embrasement général »* dont il avait menacé ses compatriotes n'a pas eu lieu, le GIA a administré la preuve de sa redoutable capacité de nuisance pour tenter de réduire, ou du moins d'intimider, ceux qui, à ses yeux, *« ne comprennent que le langage de l'épée »*.

En trois ans, ont été assassinés, entre autres, plus de 150 enseignants, quelque 700 fonctionnaires, 35 journalistes, 82 ressortissants étrangers, dont 29 Français, près de 300 femmes, une soixantaine d'enfants. A ces meurtres revendiqués par le GIA ou qui lui ont été attribués, s'ajoutent les victimes de la répression gouvernementale. Pour la seule année 1994, les services de sécurité ont dénombré 2 725 actes de sabotage, dont plus de 600 incendies d'écoles. Déprédations dont le ministre de l'intérieur a estimé le coût, depuis 1992, à 10 milliards de francs. Il n'empêche que, même à ce prix fort, le GIA n'a pas réussi à mettre le pays à genoux. L'Etat, qui a *certes perdu beaucoup de sa superbe*, ne s'est pas effondré. Les fonctionnaires sont à leur poste de travail, le gros des enseignants aussi. Les services publics fonctionnent vaille que vaille. Les désertions que connaît l'armée dans ses rangs ne semblent pas, jusqu'à preuve du contraire, trop sérieusement affecter son moral et son unité.

MILLE RUSES

Aujourd'hui comme hier, les entreprises sont loin de tourner à pleine capacité. Les investisseurs étrangers ont beau se tenir sur la réserve – tout comme les profiteurs du régime –, le gouvernement n'en vient pas moins d'adopter un avant-projet d'ordonnance sur la privatisation. La construction du Gazoduc Méditerranée-Europe (GME) – pièce maîtresse du redressement économique – prend, quant à elle, un retard inquiétant. Le marché noir n'est plus aussi florissant qu'à l'époque où la France délivrait des visas sans compter. Mais, rééchelonnement de la dette extérieure et crédits étrangers aidant, le pays est financièrement à son aise et ne souffre plus de graves pénuries.

Voudraient-ils paralyser la machine étatique et la vie du pays que les groupes armés islamistes ne sont pas en mesure d'y réussir. Ils sont suffisamment nombreux pour cibler leurs victimes, semer la terreur et monter, avec d'utiles complicités, des actions spectaculaires, mais manquent de moyens pour maintenir la pression partout et à toute heure. D'autant que le pouvoir sait exploiter – voire provoquer – leurs divisions intestines.

La population a appris à lire entre les lignes des communiqués du GIA et des discours officiels ce qui s'inscrit, pour les uns, dans une stratégie de la tension et ce qui ressortit, pour les autres, d'une politique de désinformation. Il revient à chacun d'apprécier les risques encourus à transgresser les interdits. La ville offre-t-elle plus de liberté de comportement que la campagne « profonde », parfois abandonnée par l'Etat aux maquisards islamistes? Toujours est-il que, dans le quartier algérois de Bab el-Oued, longtemps considéré comme un fief islamiste, la vente et la consommation d'alcool n'ont *pas faibli et que la bière-pression y* a même fait son apparition.

Les Algériens ont aussi appris à se méfier un peu de tout le monde. Des « barbus » d'abord. Des gangs de voyous qui rançonnent et qui pillent pour leur propre compte. Des militaires aussi, qui n'ont plus guère d'états d'âme. C'est ainsi qu'à Alger les *« hittistes »*, ceux qui passaient leur journée à bavarder, *« appuyés contre un mur »*, ont disparu du paysage urbain, de peur d'être pris dans une rafle ou pour cibles par les soldats en cagoule, les redoutables « ninjas ».

En réalité, personne ne peut échapper aux contraintes qu'imposent les deux camps en présence. Les Algériens, notamment les plus menacés, sont ainsi condamnés à ruser de mille manières pour tourner les obstacles qui se dressent devant eux : changer de domicile, limiter leurs contacts, restreindre leurs déplacements, brouiller leurs itinéraires, etc.

Aucune guerre n'a jamais réduit un pays à l'immobilisme. Les tâches de la vie quotidienne s'imposent à chacun : se nourrir, travailler, envoyer les enfants à l'école. Le GIA s'est à tort imaginé que les Algériens étaient prêts à suivre toutes ses consignes sans mot dire, par exemple à sacrifier l'avenir de leur progéniture en la gardant éloignée des salles de classe. Pour certains, ce refus de céder aux oukases du GIA témoigne d'une attitude de trompe-la-mort, voire d'un esprit de résistance.

Beaucoup d'Algériens ne résisteraient peut-être pas à l'envie de sortir de leur « cage » comme l'ont déjà fait leurs compatriotes qui en avaient les moyens à une époque où les frontières étaient moins imperméables qu'aujourd'hui. Ils n'ont donc pas d'autre choix que de s'accommoder des rigueurs du temps : faire quotidiennement ce qu'ils ont à faire, car, comme le dit un Algérois, *« chaque jour passé sans embûches est un jour de gagné »* sur la fatalité.

Jacques de Barrin et Ali Habib

Un entrepreneur basque enlevé par l'ETA en Espagne

MADRID. Même s'il n'y a eu pour le moment aucune revendication officielle, ni demande de rançon, il ne fait guère de doute que la disparition, lundi soir 8 mai, au Pays basque espagnol, de José Maria Aldaya, un entrepreneur basque, est due à un enlèvement de l'ETA. Cet homme figurait sur la liste des « objectifs faciles parce que n'ayant pas de mesures de protection » pour l'ETA depuis 1991, selon des documents saisis auprès de membres de l'organisation indépendantiste. A l'époque, l'ETA pensait *demander 1 milliard de pesetas (40 millions de francs)* en échange de sa libération. Cet enlèvement est le soixante-quatorzième commis par l'ETA depuis 1970 dont quarante-sept concernaient des chefs d'entreprise. Au total, il a été calculé que l'ETA a pu recueillir de cette manière jusqu'à 5 milliards de pesetas (200 millions de francs) pour financer ses commandos. – *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS : John Deutch, numéro deux du Pentagone, a été confirmé à l'unanimité, mardi 9 mai, par le Sénat au poste de directeur de la CIA.** M. Deutch, 56 ans, remplace James Woolsey, qui a démissionné il y a quatre mois après avoir subi de très nombreuses critiques sur sa gestion de l'« affaire Aldrich Ames », ce membre de la CIA qui a travaillé durant une dizaine d'années pour le compte de Moscou. *« J'espère que le moral peut être restauré* [à la CIA] *sous la houlette d'un directeur très ferme et fort »*, a déclaré le sénateur républicain de Pennsylvanie Alan Specter. – *(AFP.)*

■ **Un des auteurs présumés de l'attentat d'Oklahoma City, Timothy McVeigh, plaidera non coupable** lors de son procès, a annoncé son avocat, mardi 9 mai. Le juriste a émis des doutes sur les facultés mentales de son client après un entretien à la prison fédérale d'El Reno. – *(Reuter.)*

■ **HAÏTI : les pays de l'Union européenne (UE) mettront à la disposition d'Haïti un total de près de 400 millions de dollars,** a annoncé, mardi 9 mai à Port-au-Prince, le chargé d'affaires de la commission européenne Renaud Moulinier. L'UE y contribuera pour 260 millions de dollars, l'Allemagne pour 70 millions, la France pour 66 millions et l'Espagne pour 3 millions. – *(AFP.)*

ASIE

■ **INDE : *entre trois cents et quatre cents maisons ont été ravagées* par un incendie qui a dévasté, mardi 9 mai, la ville sainte de Chrar Sharief** (Etat de Cachemire), assiégée depuis deux mois par l'armée indienne. Des combattants musulmans retranchés dans cette ville ont accusé l'armée indienne d'avoir provoqué l'incendie tandis que les autorités en accusaient les séparatistes du Cachemire. On ignore s'il y a des victimes. – *(AFP.)*

■ **JAPON : le premier ministre Tomiichi Murayama s'est exprimé, mercredi 10 mai, en faveur d'une élection du chef du gouvernement au suffrage universel,** une proposition formulée récemment par des élus de la majorité et de l'opposition dans le but de renforcer les pouvoirs de l'exécutif. La critique d'un pouvoir exécutif faible, soumis aux quatre volontés de la bureaucratie, revient de façon récurrente au Japon. Ce procès a pris de l'ampleur après le séisme de Kobé qui a mis en lumière les lenteurs de l'exécutif. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **RWANDA : les quelque 320 derniers déplacés hutus du camp de Kibeho (Sud-Ouest) sont partis mardi 9 mai** pour rejoindre leurs communes, a indiqué le porte-parole civil de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), Ismaël Diallo. Ils ont quitté le camp à pied ou à bord de camions mis à leur disposition par l'ONU. Depuis le massacre du 22 avril, qui a fait plusieurs milliers de morts, les déplacés étaient retranchés dans les bâtiments et la cour d'une école, au centre du camp. – *(AFP.)*

■ **SÉNÉGAL : les quatre Français disparus depuis le 6 avril en Casamance (Sud) se trouveraient en Guinée-Bissau,** a affirmé mardi à Dakar la sœur de l'un des disparus. *« Nous avons reçu depuis plusieurs jours des informations faisant état du passage de nos parents dans ce pays »*, a ajouté Marie-Jo Gélifier, reprenant des témoignages de villageois qui n'ont pas été confirmés de source officielle sénégalaise et ont été démentis par les autorités bissau-guinéennes. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN : une centaine de ressortissantes de pays d'Asie centrale, ont été arrêtées par les forces de l'ordre** en plein centre de Téhéran. Elles sont accusées *d'avoir négligé « le port strict de la tenue islamique »*, a-t-on appris mardi 9 mai de sources policières. Originaires pour la plupart de Turkménistan, d'Azerbaïdjan et d'Ouzbékistan, portaient le foulard islamique, mais pas le manteau long obligatoire selon les règles vestimentaires de la République islamique. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **ALLEMAGNE : la balance des comptes courants a enregistré un déficit de 2,9 milliards de marks en février** après un déficit de 900 millions en janvier. La balance commerciale a été excédentaire de 6 milliards en février après + 8,9 milliards en janvier.

■ **CHINE : les négociations sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce ont commencé mardi 9 mai à Genève de façon informelle.** Elles doivent durer deux semaines et comportent d'une part des discussions multilatérales sur le protocole d'adhésion, d'autre part des rencontres avec les principaux partenaires commerciaux de la Chine sur l'accès au marché chinois. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS-UNIS : les sénateurs républicains ont présenté mardi 9 mai les grandes lignes d'un projet visant à équilibrer le budget fédéral d'ici à 2002,** notamment par des coupes importantes dans l'assurance santé des retraités (Medicare) et des plus démunis (Medicaid) ainsi que par d'autres économies, telles que la suppression du département du commerce. Le projet qui permettrait d'économiser 961 milliards de dollars en sept ans prévoit un budget excédentaire de 2 milliards de dollars en 2002. Le système d'assurance-santé pour les plus démunis ne serait plus à la charge du gouvernement fédéral mais confié à la responsabilité des Etats. – *(AFP.)*

■ **PAKISTAN : le gouvernement a réduit, mardi 9 mai, les droit de douanes sur trente-trois produits,** mécaniques et surtout électroniques, afin de diminuer les importations clandestines. Les droits ont notamment été ramenés de 35 % à 10 % pour les magnétoscopes, montres, disques pour ordinateurs, circuits intégrés, microfilms, de 230 % à 10 % pour les roulements à billes. La taxe générale de 15 % sur le ventes de ces produits instaurée en 1994 a aussi été abolie. – *(AFP.)*

Territoires occupés et autonomes : les droits de l'homme bafoués

TERRITOIRES OCCUPÉS. Sous le titre « Une année d'espoirs déçus pour les droits de l'homme », Amnesty International, dans un rapport devant être publié jeudi 11 mai, déplore les violations des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël ou autonomes. Amnesty fait notamment état de l'arrestation, *« sans inculpation ni jugement »* par l'Etat juif, de 6 000 Palestiniens. Elle déplore aussi *« la recrudescence des sévices »* infligés aux suspects. Dans les territoires autonomes, *« des centaines de personnes ont été arrêtées »*, sans que l'Autorité palestinienne ait procédé à une *« enquête conforme au droit international »*, ajoute Amnesty, qui déplore là aussi les méthodes d'interrogatoire et invite les deux parties à *« placer les droits de l'homme au cœur de leur action »*.

Palestiniens et Arabes protestent contre les expropriations à Jérusalem-Est

Le gouvernement israélien annonce d'autres confiscations de terres

A Jérusalem comme sur le plan diplomatique, la protestation contre la confiscation par Israël de terres dans la partie orientale arabe *de la ville sainte* prend de l'ampleur. Tandis *qu'une polémique s'est engagée entre l'Etat* juif et les Palestiniens sur la propriété de ces terres, le ministre israélien du logement a an*noncé, mardi 9 mai, des expropriations sup*plémentaires.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La colère arabe, déclenchée par la décision israélienne de confisquer 53 hectares de terres dans la partie arabe de Jérusalem, s'amplifie. Mardi 9 mai, tandis que la rencontre prévue entre le ministre israélien de la police et un représentant de Yasser Arafat était reportée *sine die* pour d'obscures raisons, une centaine de Palestiniens, parmi lesquels une quinzaine de petits propriétaires spoliés, ont manifesté dans le calme, à Beit Safafa.

Le matin même, répondant en quelque sorte à la protestation, dans un entretien au journal *Maariv*, Benyamin Ben Elyezer, ministre du logement et proche d'Itzhak Rabin, avait annoncé que les autorités envisageaient de confisquer 120 hectares supplémentaires à Jérusalem-Est, pour agrandir d'autres quartiers juifs. *« Personne,* ajoutait-il, *ne peut dicter à Israël sa conduite sur son territoire souverain. »* Conquise, en 1967, sur l'armée jordanienne, la partie orientale arabe de Jérusalem a été unilatéralement annexée par un vote de la Knesset en 1980. A ce jour, aucun pays au monde ne reconnaît la validité de cet acte, illégal au regard des conventions internationales.

D'ores et déjà cernées par les quartiers juifs, les terres confisquées de Beit Safafa – petit village palestinien, inclus d'autorité en 1980 dans les limites élargies de la municipalité israélienne de Jérusalem –, sont plantées de vignobles et de vergers. Israël, qui a annoncé, mardi, par la voix de Shimon Peres, ministre des affaires étrangères, n'avoir *« aucune intention »* de battre en retraite, entend y construire un grand centre de police et des logements, réservés pour la plupart aux citoyens juifs.

Propriétaire terrien et organisateur de la manifestation, soutenu par une poignée de militants de la gauche israélienne *« indignés »* par la politique de leur gouvernement, Mohamed Jadallah a accusé le chef de la diplomatie israélienne de *« répandre des mensonges »* quant à la propriété légale des terres en cause. « Oubliant » de décompter les terres domaniales arabes promises à la saisie, pour ne retenir que celles appartenant à des personnes privées, M. Peres avait dit que la majorité appartenait *« à des juifs »*. Assaf Hefetz, le chef de la police israélienne, a indiqué que les confiscations de terres provoqueraient *« peut-être des troubles »*, mais qu'en tout état de cause ses hommes y étaient *« préparés »*.

Sur le front diplomatique, tandis que le monde arabe se mobilise lentement, le Maroc, la Jordanie et l'Egypte – trois pays avec lesquels Israël entretient désormais des relations amicales – ont adressé de sévères mises en garde au gouvernement de M. Rabin. Informé de la possibilité d'un sérieux refroidissement avec ces trois pays, le premier ministre a déclaré ne pas y croire. *« Arafat lui-même,* a-t-il ajouté, *a précisé qu'il n'arrêterait pas le processus de paix à cause de ces expropriations, les autres ne peuvent pas se montrer plus extrémistes que lui. »*

Patrice Claude

La Turquie relance le débat sur la modification des frontières de l'Irak

L'UNION EUROPÉENNE a *« pris acte »*, mardi 9 mai, de l'annonce, à la fin de la semaine dernière, par la Turquie, du retrait total de ses troupes d'Irak du Nord. Dans un communiqué, les Quinze, tout en rappelant leurs préoccupations *« en matière de démocratisation et de* [respect] *des droits de l'homme »* à l'intérieur de la Turquie, ont souligné leur *« attachement à la stabilité et à l'intégrité territoriale des Etats de la région. »* Il s'agit surtout de l'Irak, sur le territoire duquel Ankara avait envoyé, le 20 mars, 35 000 soldats, pour déloger les rebelles kurdes du Parti des travailleurs (PKK).

L'insistance européenne n'est pas superflue après les déclarations du président Suleyman Demirel selon lesquelles la Turquie souhaite corriger le tracé de sa frontière avec l'Irak, pour en assurer l'imperméabilité. La nouvelle ligne, avait précisé M. Demirel, le 2 mai, devrait suivre le pied des montagnes en territoire irakien et inclure la province de Mossoul, laquelle, selon lui, *« appartient encore à la Turquie »*. Il faisait allusion au démembrement de l'Empire ottoman, au terme duquel les *wilayet* de Bassorah, Bagdad et Mossoul devaient constituer l'Etat irakien, Ankara n'ayant renoncé à la *« province »* de Mossoul, en juin 1926, qu'après de longues tractations avec la Grande-Bretagne et la signature d'un accord entre l'Irak et la Turkish Petroleum.

Certains diplomates occidentaux mettent en garde contre toute dramatisation des déclarations du chef de l'Etat turc, qui, à leur avis, doivent être lues à la lumière des luttes de pouvoir opposant M. Demirel au premier ministre, Tansu Ciller. Ils font valoir que ces tiraillements avaient déjà pu être constatés au début de l'incursion turque dans le nord de l'Irak. Mme Ciller avait affirmé que celle-ci serait de courte durée, alors que M. Demirel n'excluait pas une prolongation.

Que cette explication soit fondée ou non, elle ne dédramatise rien aux yeux du régime irakien – pas plus qu'au regard de l'ensemble des pays arabes –, qui a multiplié les mises en garde. Bagdad a fait savoir aussitôt qu'il n'avait absolument pas l'intention de discuter d'une modification de la frontière avec son voisin du nord et qu'il s'opposerait *« par tous les moyens légitimes »* à une éventuelle décision *« unilatérale »* de la Turquie à ce sujet.

« ZONE D'EXCLUSION »

Les autorités irakiennes ont toujours considéré comme un prélude au dépeçage du pays la création – pour des raisons humanitaires –, par une coalition occidentale emmenée par les Etats Unis, d'une *« zone d'exclusion »* au nord du 36e parallèle. Ce que les Occidentaux ont toujours démenti. Des formations de l'opposition irakienne, notamment le plus important mouvement chiite, l'Assemblée suprême de la révolution islamique, ont aussi exprimé leur indignation.

La Ligue arabe a *« vivement déploré »* les déclarations de M. Demirel, qui *« risquent d'aggraver la tension dans la région »*, et réaffirmé son attachement à l'*« intégrité territoriale »* de l'Irak. L'Egypte et le Yémen ont mis en garde contre toute velléité de traduire les paroles turques en actes. La presse arabe est revenue sur le sujet. Le quotidien saoudien *El Chark El Awsat*, publié à Londres et à Paris, rapportait récemment M. Demirel et Mme Ciller étaient convenus de ne plus discuter de cette affaire en public *« mais* via *les canaux officiels avec l'Irak »*.

S'il va de soi que, depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, les pays arabes sont alarmés par toute remise en cause des frontières dans la région – dont bon nombre n'ont jamais été tracées précisément –, l'Iran, véritable mosaïque de peuples, a lui aussi des raisons de se soucier du respect du principe de l'intégrité territoriale. C'est pourquoi Téhéran a vivement protesté contre les déclarations de M. Demirel.

Au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à reconduire, vendredi 12 mai, les sanctions qu'il a imposées à l'Irak en 1990, les déclarations de M. Demirel ne font que compliquer une situation déjà passablement difficile. D'autant que – comble du paradoxe – Ankara, qui n'a jamais reconnu le « gouvernement » kurde issu d'élections libres organisées en 1992 dans la partie du Kurdistan irakien située au nord du 36e parallèle, a toujours conseillé aux partis kurdes irakiens d'engager le dialogue avec le régime de Bagdad.

En attendant, aucune solution n'étant en vue pour l'Irak, c'est avec ces formations kurdes que les autorités turques entendent régler le problème des *« infiltrations »* des rebelles du PKK réfugiés dans le nord de l'Irak. Le jour même de l'annonce par Ankara du retrait total de son armée du territoire irakien, une source militaire turque déclarait à l'AFP qu'une partie des troupes allaient rester des deux côtés de la frontière pour en assurer la sécurité.

Mouna Naïm

Le Parlement du Koweït critique la famille régnante

Malgré ses limites, cette démocratie demeure exceptionnelle dans le Golfe

KOWEÏT
de notre envoyée spéciale

Impassible au banc du gouvernement, Cheikh Sabah Al-Ahmad, premier ministre par intérim, ministre des affaires étrangères et frère de l'émir, écoute, depuis une bonne heure, les critiques acerbes des députés contre le gouvernement. Personne n'est épargné, pas même les membres de la famille régnante. *« Le peuple est fatigué de l'Assemblée et de ses discussions futiles »*, lance, en guise de réponse ou d'avertissement, Cheikh Sabah. *« Remarque inacceptable »*, tranche le président du Parlement, qui « invite » le ministre à se rasseoir.

Dans l'enceinte du Parlement, on ne badine pas avec les droits des députés. Sur les bancs des invités, des représentants omanais observent le spectacle avec étonnement. Dans quel autre pays de la région, en effet, une telle scène serait-elle possible? A défaut de jouir d'une démocratie parlementaire à l'occidentale, le Koweït bénéficie d'une liberté d'expression quasi inégalée dans le monde arabe, et nul ici ne se prive de critiques. *« Le gouvernement ne croit pas à la démocratie et cherche à protéger ceux qui volent les fonds publics et sont contre la loi »*, affirme le président du Parlement, Ahmad Al-Saadoun. *« Le gouvernement veut porter atteinte à la Constitution »*, renchérit Abdallah Nibari, membre du Forum démocratique, un groupe d'opposition libérale.

Engagée depuis plusieurs semaines, la bataille qui oppose actuellement le Parlement au gouvernement a pour origine la volonté de ce dernier de soumettre à la Cour constitutionnelle l'article 71 de la Constitution, qui donne le droit à la Chambre de revoir tout *décret signé par l'émir*, hors session parlementaire.

Cette demande fait suite au refus de la Chambre d'entériner un décret qui prévoyait que tout ministre reconnu coupable de délit doit être traduit devant le tribunal suprême par le seul chef de l'Etat. Le Parlement a estimé que ce décret faisait *« obstruction »* à la justice, car il protégeait des ministres – en particulier Cheikh Ali Khalifa, ancien ministre des finances et du pétrole – compromis dans des scandales financiers révélés après la libération du pays en 1991, au terme de la guerre du Golfe.

« PROBLÈMES FUTILES »

Ce n'est qu'un nouvel épisode de la lutte que se livrent le Parlement et le gouvernement depuis les élections d'octobre 1992, qui ont marqué le retour à la vie parlementaire dans l'émirat. *« La crise est permanente, mais au dernier moment on trouve toujours une solution,* commente un observateur étranger. *Il ne faut pas sous-estimer le côté spectacle de la politique koweïtienne, ni le fait que l'essentiel se passe en coulisse, avec des marchandages de dernière minute. »* En dépit de ces querelles, mieux vaut encore, aux yeux de l'immense majorité des Koweïtiens, avoir un Parlement sous surveillance que pas de Parlement du tout.

Celui-ci n'échappe pas à la critique. Ses détracteurs lui reprochent surtout de ne pas s'être attaqué aux vrais problèmes du pays. *« Au lieu de se pencher sur les difficultés économiques, le déficit budgétaire, la dette, les députés ont passé leur temps à débattre de problèmes futiles comme la mixité à l'université, le port du voile, etc. »*, accuse un homme d'affaires. *« Les gens,* explique un éditorialiste, *voulaient que le Parlement sanctionne les responsables de la crise. Mais, au lieu de mettre en place une véritable commission d'enquête, dotée de pouvoirs, les députés se sont contentés d'une commission sans autorité, dont personne ne croit qu'elle ira jusqu'au bout de sa mission. »* Les divisions au sein de l'opposition parlementaire ont grandement facilité la tâche du gouvernement, qui a su habilement en jouer.

« Le peuple se plaint de choses qui relèvent de la responsabilité du gouvernement, affirme toutefois le député islamiste Ahmad Baqer. *C'est difficile de résoudre des problèmes si le gouvernement ne coopère pas. » « Après la situation catastrophique consécutive à l'invasion irakienne, les gens ont pensé que le Parlement allait tout résoudre,* dit Yacoub Hayaty, élu de l'opposition libérale, *mais c'est un malentendu. Nous ne sommes pas l'exécutif. »*

« Le Parlement a quand même réussi certaines choses, plaide Jasem Al-Saadoun, directeur d'un centre de consultants économiques. *Il a dénoncé les responsables des mauvais investissements de la KIO* [Kuwait Investment Office], *il a réussi à faire inclure les dépenses de la défense dans le budget, obligeant ainsi à plus de transparence, il a enquêté sur ce qui s'est passé avant, pendant et après l'invasion irakienne. »*

Quatre ans après la libération, le Koweït demeure profondément marqué par l'invasion irakienne et nombre de ses habitants dénoncent le fait que personne n'ait été sanctionné et que, même, certains responsables mis en cause aient été promus. *« Comment accepter de gaieté de cœur que mon supérieur, qui a fui au premier jour de l'invasion, alors que j'ai fait sept mois de prison en Irak, soit de nouveau là avec un grade supérieur ? »*, interroge un officier.

Le gouvernement, qui brandit constamment la menace irakienne pour tenter de faire taire les opposants, souhaiterait sans doute être dispensé de la censure parlementaire. Exigence difficile à satisfaire. *« Ce qui est arrivé, nous donne un minimum de garantie que la démocratie va continuer,* affirme un défenseur des droits de l'homme, *mais c'est une lutte quotidienne. »* Le sentiment d'insécurité politique et économique ne facilite pas les choses et, en l'absence d'un gouvernement défendant un vrai programme de réforme, chacun tente de tirer son épingle du jeu.

Françoise Chipaux

RASSEMBLEMENT Le RPR et l'UDF s'emploient à ne pas entacher le succès de Jacques Chirac à l'*élection présidentielle de divisions subalternes*. Mardi 9 mai, les deux formations se sont réunies séparément pour évoquer la préparation des élections municipales des 11 et *18 juin*. ● *PRIMAIRES. Dans les* villes de plus de trente mille habitants, le RPR propose à ses alliés une dizaine de primaires. Un accord a déjà été trouvé dans plus de deux *cents* villes. ● *LYON. Néanmoins*, le RPR lyonnais a exprimé sa mauvaise humeur à propos de la désignation de Raymond Barre comme tête de liste d'union. Michel Noir sera bien *candidat sur une liste dirigée par* l'un de ses adjoints. ● UDF. Partagées entre balladuriens et chiraquiens, les composantes de l'UDF ont décidé de taire leurs différends dans l'attente de la composition du gouvernement.

La droite s'emploie à exploiter sa victoire en vue des municipales

Devant le conseil national du RPR, mardi 9 mai, Alain Juppé a invité ses compagnons à « rassembler pour changer ». Les dernières investitures pour les élections municipales doivent être accordées avant la fin de la semaine

« RASSEMBLER ET CHANGER, rassembler pour changer. » Le président par intérim du RPR, Alain Juppé, a ainsi défini, mardi 9 mai, ses deux règles d'action pour les prochains mois. « *La tâche qui nous attend est à la fois exaltante et écrasante* », a-t-il ajouté devant les quelque sept cents membres du conseil national du mouvement néogaulliste, réunis à Paris, principalement pour tenter de boucler la liste des investitures aux prochaines élections municipales.

Avant de faire adopter, par acclamations, une « motion de reconnaissance » à l'adresse de Jacques Chirac « *pour l'action qu'il a conduite pendant plus de dix-huit ans à la présidence du Rassemblement pour la République* », M. Juppé a distingué trois étages dans sa volonté de rassembler. « *Au premier chef, il faut rassembler le Rassemblement. Je suis peut-être d'un optimisme exagéré, mais il me semble que c'est déjà fait* », s'est-il félicité. Il faut ensuite rassembler la majorité : « *Notre mouvement, qui est fort, doit aussi être respectueux de ses partenaires. Les uns sans les autres, nous serions conduits à l'échec* », a expliqué M. Juppé.

Il faut enfin rassembler les Français. A ce propos, le ministre des affaires étrangères a souligné « *l'esprit sportif et démocratique* » qui avait animé les deux candidats du second tour, lors de leur débat télévisé puis après l'annonce des résultats. Faisant référence aux élections législatives de 1978, M. Juppé a aussi lancé cet avertissement : « *Il faut à tout prix que, tous ensemble, nous puissions réussir les trois années qui nous séparent de nouvelles échéances importantes (...) pour donner au président de la République les moyens de faire de son septennat celui de l'entrée réussie de la France dans le troisième millénaire.* »

Le débat qui a suivi, à huis clos, sur la préparation des élections municipales a toutefois montré que « *l'esprit sportif* » n'est pas encore partagé par tous. Les députés du Rhône Jean Besson, secrétaire départemental, et Jean-Michel Dubernard ont vivement réagi à la façon dont Raymond Barre a été investi par la majorité UDF-RPR à Lyon, à la veille du second tour de l'élection présidentielle *(lire ci-dessous)*. M. Besson a estimé que le RPR avait tout concédé, trop vite, à l'ancien premier ministre. « *C'est scandaleux* », a-t-il lancé, trouvant un ferme appui chez M. Dubernard, qui était lui-même prétendant à la mairie de Lyon.

Pour clore cette épineuse discussion, M. Juppé a rappelé le déroulement des opérations : vendredi 5 mai, M. Barre apportait un soutien enflammé à M. Chirac au cours de la dernière réunion publique *du maire de Paris* ; le lendemain matin, le député du Rhône annonçait sa volonté de conduire, à Lyon, une liste de large union de la majorité. « *Le calendrier est suffisamment explicite, il se suffit à lui-même* », a ajouté, malicieusement, un dirigeant du RPR, tandis qu'un autre souligne que « *Barre représente tout ce que le RPR déteste à l'UDF* ».

LIMITE D'ÂGE

Deux autres villes ont retenu l'attention de plusieurs participants du conseil national : Meaux et Forbach. Dans la première, le député balladurien Pierre Quillet a laissé entendre que son collègue Guy Drut, chiraquien, lui faisait des misères en raison de son engagement au premier tour. Le cas de Meaux sera donc réexaminé, jeudi 11 mai, par la commission nationale d'investiture.

A Forbach, le *maire sortant est* octogénaire. Or la commission d'investiture a décidé de fixer une limite d'âge à quatre-vingts ans. « *Pourquoi pas quatre-vingt-dix ans pendant qu'on y est* », s'interroge un jeune membre du conseil national.

S'agissant de Nice, le RPR hésite entre deux têtes de liste : le maire sortant RPR, Jean-Paul Barèty, ou le président (chiraquien) du CNI, Jean-Antoine Giansily. Dans la première hypothèse, Patrick Stéfanini, directeur de campagne de *M. Chirac et directeur des affaires* politiques au RPR, serait susceptible de figurer en deuxième position sur la liste. En tout état de cause, la majorité aura fort à faire dans la cité niçoise face à Jacques Peyrat, ancien chef de file local du Front national, qui a rompu avec Jean-Marie Le Pen.

Non loin de là, à Cannes, le mouvement néogaulliste a retiré son investiture à Michel Mouillot, maire (UDF-PR) sortant, en raison de sa récente condamnation dans l'affaire Botton, selon une jurisprudence établie par M. Juppé. Le RPR garde peut-être aussi en mémoire le fait que M. Mouillot avait ravi la ville, en 1989, à Anne-Marie Dupuy (RPR), ancien chef de cabinet du président Georges Pompidou.

Au total, sur 256 villes de plus de 30 000 habitants ou de chefs-lieux de départements plus petits, 121 devraient revenir à des têtes de *listes RPR, 113 à l'UDF, 12 à des divers* droite, et il y aurait 10 primaires. Enfin, d'ici à la fin de la semaine, la commission d'investiture *devrait arbitrer dans 24 villes parmi* lesquelles figure Paris. La capitale, cependant, ressort du domaine réservé du nouveau président de la République.

Olivier Biffaud et Jean-Louis Saux

Unis comme à Ranzevelle (Haute-Saône)

Le petit village de Ranzevelle (22 habitants), aux confins de la Haute-Saône, de la Haute-Marne et des Vosges, s'est singularisé dans le royaume de la Chiraquie. Non seulement 100 % des 21 électeurs inscrits sont allés aux urnes, comme le 23 avril, mais encore tous ont voté pour Jacques Chirac. Pourtant, le maire de Paris n'avait recueilli que 12 voix au premier tour, 7 allant à Edouard Balladur, une à Philippe de Villiers et une à Arlette Laguiller. A Ranzevelle, *tout le monde se connaît, même si, parfois, certains électeurs* habitent dans d'autres communes. Comme le maire, Camille Humbert, soixante-huit ans, agriculteur retraité, la majorité d'entre eux ne travaille pas. Les huit actifs ont un emploi sur place : cinq agriculteurs et deux agricultrices, et un *jardinier* de nationalité marocaine, qui sert au château depuis quinze ans. Des immigrés au village ? Ce couple de Marocains bien intégrés avec leurs trois enfants espèrent leur naturalisation française. « *Ici,* souligne le maire, *nous aimons bien nos Marocains. Si tous les Français étaient comme eux, il n'y aurait pas beaucoup de problèmes...* » A Ranzevelle, où il n'y a pas de chômeurs, le Front national n'a jamais obtenu une seule voix. – *(Corresp.)*

Au moins dix primaires en vue pour la majorité

M. Juppé a affirmé que, sur un total de 256 villes de plus de 30 000 habitants et de chefs-lieux dont la population est inférieure à ce seuil, la majorité s'achemine vers des *« primaires »* aux élections municipales dans dix cas : Grasse (Alpes-Maritimes), Narbonne (Aude), Lisieux (Calvados), Evreux (Eure), Béziers (Hérault), Forbach (Moselle), où le problème est interne au RPR, Sartrouville (Yvelines), Boulogne-Billancourt, Courbevoie et Meudon (Hauts-de-Seine).

Par ailleurs, les investitures n'ont pas encore été attribuées dans les vingt-quatre villes suivantes : Nice, Antibes et Cannes (Alpes-Maritimes), Tours (Indre-et-Loire), Grenoble (Isère), Romorantin (Loir-et-Cher), Valenciennes (Nord), Mulhouse (Haut-Rhin), Hyères (Var), Auxerre (Yonne), Paris, Palaiseau (Essonne), Le Blanc-Mesnil, Bondy, La Courneuve, Livry-Gargan, Noisy-le-Grand, Pantin et Stains (Seine-Saint-Denis), Cachan, Champigny-sur-Marne et Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), Basse-Terre (Guadeloupe) et Saint-Denis de la Réunion.

Le sort de l'UDF est suspendu à la composition du gouvernement

LE PREMIER MINISTRE n'est pas nommé, mais déjà l'UDF attend avec impatience la composition du gouvernement. Pour de multiples raisons. Au-delà de l'attente *fébrile des « ministrables »*, la liste qui sera communiquée en fin de semaine prochaine sera la première traduction du rapport de force avec le RPR. Elle témoignera également de l'influence des nouveaux hommes forts de l'UDF auprès de leurs alliés gaullistes.

Cette composition ministérielle risque d'être celle de tous les déboires. Parti dominant, parti du président, le RPR n'est plus tenu à prodiguer ses faveurs à l'UDF, comme cela a pu être le cas lors des deux cohabitations. Le principe de la parité, rappelé par François Bayrou, président du CDS et ancien partisan d'Edouard Balladur, tout comme par Hervé de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités – prochainement transformés en parti politique à part entière – et supporteur de Jacques Chirac, risque de s'en trouver légèrement écorné.

*Les réunions qui se sont succé*dé, mardi 9 mai, ont donc souligné la fatalité du statu quo jusqu'à ce que la liste des heureux élus soit égrenée depuis le perron de l'Elysée. Un statu quo qui risque d'être prolongé au-delà des élections municipales des 11 et 18 juin.

Le bureau politique de l'UDF, réuni pour la première fois depuis des lustres, a été l'occasion d'ajouter quelques pages aux volumes déjà replets du feuilleton de la « rénovation de l'UDF ». Comme à l'accoutumée, le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, s'est imposé sans grand mal. Il a obtenu la reconduction du financement de la structure confédérale par ses composantes, lesquelles *ont accès au financement public*, mais il n'est pas parvenu à donner une direction très précise à la « rénovation de l'UDF », qui fera l'objet d'un nouveau bureau politique prévu dans quinze jours.

RIVALITÉS

Il en a été de même au bureau exécutif du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui cherche déjà un successeur à son président, Charles Millon, promis au gouvernement. Cette instance a réaffirmé la nécessité du maintien du groupe UDF, face au groupe RPR. Ce maintien a été également approuvé par les députés centristes.

Le statu quo l'a enfin emporté au bureau politique du PR, qui est confronté à la rivalité entre François Léotard et Alain Madelin, candidats l'un et l'autre à la succession de Gérard Longuet, l'actuel président du PR, M. Léotard, qui avait fait le choix de M. Balladur, *avait souhaité, dans un premier* temps, presser le rythme, assuré de la victoire grâce à sa maîtrise de l'appareil. Proche de M. Chirac, M. Madelin voulait retarder l'échéance afin de disposer du temps nécessaire pour convaincre. Convenant que la précipitation pourrait lui nuire, M. Léotard a accepté de renvoyer la confrontation, si elle a lieu, après les municipales, à la fin juin ou en septembre.

Gilles Paris

La grogne du RPR lyonnais contre M. Barre

LYON
de notre bureau régional

Petit à petit, le puzzle municipal lyonnais commence à prendre forme, mais quelques pièces n'ont pas encore *trouvé leur place*. Ainsi, lors du conseil national du RPR, réuni mardi 9 mai à Paris, deux députés du Rhône, Jean Besson et Jean-Michel Dubernard, et le secré*taire de la fédération, Michel Forien, ont fait* part à Alain Juppé de leurs vives inquiétudes sur l'équilibre politique de la liste que conduira Raymond Barre. Car l'accord, tel qu'il a été défini samedi 6 mai, prévoit 40 % de RPR, 40 % d'UDF et 20 % de socio-professionnels « barristes ».

Au lendemain de la victoire de Jacques Chirac, le RPR lyonnais n'a pas eu besoin d'une calculette pour se rendre compte que le rapport des forces penchait nettement pour l'UDF. De plus, M. Barre a exigé de choisir son premier adjoint, prenant exemple sur... le maire de Paris. Écartant le *nom de M. Dubernard*, il a laissé entendre que ce serait Christian Philip, aujourd'hui directeur de cabinet de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'ancien premier ministre a aussi revendiqué la présidence de la Communauté urbaine.

Le RPR, qui se rappelle avoir enlevé Lyon à l'UDF en 1989; certes derrière son ex-compagnon, Michel Noir, a le sentiment d'avoir été un peu pris de vitesse. Mais, coincés par le calendrier présidentiel et le soutien sans réserves *de M. Barre à M. Chirac, ses délégués* ne disposaient pas, samedi, d'une réelle marge de manoeuvre. L'ivresse du 7 mai passée, ses représentants vont tenter d'infléchir l'accord dans *des proportions moins désavantageuses pour* leur mouvement. Le RPR souhaite pouvoir adouber la moitié des 20 % de socioprofessionnels, manière de rééquilibrer un peu la composition du futur conseil municipal.

L'INCONNUE « NOIRISTE »

Reste une inconnue de taille : le score des « noiristes ». Entre le Front national, qui pèse 15 % des voix à Lyon, et l'alliance PS-PC-Refondateurs-Verts, la droite sera contrainte de fusionner, après le 11 juin, ses deux listes. La répartition risque d'être là encore fort délicate. Michel Noir, *qui ne doute pas que le bilan de* l'équipe sortante est apprécié des Lyonnais, a annoncé, mardi 9 mai, le nom de son chef de file : Henry Chabert, quarante-neuf ans. Adjoint (CDS) à l'urbanisme et vice-président de la Communauté urbaine, M. Chabert, député européen de 1989 à 1994, avait démissionné du RPR en 1991 et rejoint les centristes en 1993.

Jusqu'à ces dernières semaines, il expliquait que si M. Noir était jugé inéligible, « *cela poserait des problèmes à ceux qui le soutiennent* ». Le maire de Lyon a été condamné, notamment, à cinq ans d'inéligibilité, mais a décidé de faire appel.

En attendant, il a renoncé à être tête de liste, et M. Chabert lui a gardé sa « *confiance* ». C'est *donc lui qui est chargé de défendre « la légitimité, la cohésion et la loyauté »* de l'équipe sortante. M. Noir entend participer activement à la campagne, même s'il n'a pas encore précisé à quelle place il sera candidat. L'actuel maire de Lyon s'est gaussé de « *la nature de l'accord obtenu par les responsables de l'UDF et du RPR* ». Il a fait part de sa « *perplexité* » sur la clause de transparence imposée par M. Barre. Celui-ci a, en effet, demandé à tous ses futurs colistiers une déclaration sur l'honneur stipulant qu'ils ne font pas l'objet de poursuites judiciaires ou fiscales : « *Est-ce à dire que* [M. Barre] *serait prêt à décimer les rangs de ses interlocuteurs politiques en récusant une dizaine de candidats et non des moindres ?* », a demandé le maire de Lyon ? M. Noir, qui sait manier la séduction comme la menace, *n'est pas*, à l'évidence, disposé à se laisser faire.

Bruno Caussé

Le grand chelem de M. Chirac en Provence-Alpes-Côte d'Azur

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le second tour de l'élection présidentielle, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a confirmé le basculement à droite de la région. Déjà en 1988, Jacques Chirac était arrivé en tête, devant François Mitterrand, avec près de 135 000 voix d'avance et 53,06 % des suffrages exprimés. Mais la gauche, distancée, pour la première fois, dans l'une de ses plus *anciennes* zones d'influence, était restée majoritaire dans trois départements sur six. Cette fois, M. Chirac a réalisé un grand chelem historique, avec plus de 363 000 voix d'avance et 58,48 %, soit un gain de 5,42 points. Il obtient même, dans les Alpes-Maritimes, avec 65,46 % des suffrages exprimés (contre 59,02 % en 1988), son meilleur résultat en France métropolitaine.

Cette victoire consacre, en fait, un lent et constant recul de la gauche sur des terres où elle s'était enracinée depuis les débuts de la *IIIe République. Minoritaire depuis* les années 50 dans les Alpes-Maritimes, puis depuis 1981 dans les Hautes-Alpes et le Var, elle *avait* toutefois résisté dans ses derniers bastions de l'est de la région. Ni le général de Gaulle, ni Valéry Giscard d'Estaing, ni Jacques Chirac n'avaient réussi, jusqu'ici, à supplanter François Mitterrand dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse où, pourtant, de scrutin en scrutin, ses scores n'avaient cessé de s'effriter. Dans les Bouches-du-Rhône, la gauche a perdu plus de 11 points en trois décennies, en passant de 56,53 % en 1965 à 45,51 % en 1995. Ce déclin, dû en grande partie aux bouleversements sociologiques de la région, est encore plus spectaculaire dans le Var, avec un recul de 14,16 points au cours de la même période. Commentaire de Daniel Colin, député (UDF-PR) : « *Dans le Var, la gauche* [qui n'a obtenu que 38,40 % des suffrages exprimés] *a définitivement perdu la partie.* » Cette appréciation pourrait s'appliquer à l'ensemble de la région : ces changements politiques s'inscrivent dans une tendance lourde et, sans doute, durable.

S'il ne retrouve nulle part, en dé*pit de l'augmentation* de la participation, le potentiel des voix de droite et d'extrême droite du premier tour de scrutin, Jacques Chirac a cependant bénéficié d'assez bons reports de l'électorat lepéniste. Au premier tour de scrutin, le leader du FN était arrivé en tête dans l'ensemble de la région, avec 21,57 % des suffrages exprimés. Mais il apparaît que ses consignes de « non-choix » entre les deux candidats « *résiduels* » ont été inégalement suivies. Les plus forts taux d'abstention s'observent dans les départements où M. Le Pen a réalisé ses meilleurs scores : 23,32 % dans les Alpes-Maritimes et 22,35 % dans les Bouches-du-Rhône.

Une certaine symétrie s'observe pour les bulletins blancs ou nuls, qui ont été les plus élevés dans le Vaucluse (8,12 %) et les Bouches-du-Rhône (7,37 %). De la même manière, la déperdition des voix de droite et d'extrême droite culmine à 7,03 % dans le Vaucluse et 5,89 % dans le Var (mais elle n'est cependant que de 2,98 % dans les Alpes-Maritimes), sans prendre pour autant de trop grandes proportions.

Inversement, Lionel Jospin améliore partout, en voix et en pourcentage, le score de la gauche, de l'extrême gauche et des écologistes au *premier tour (jusqu'à 7,35 %* dans le Vaucluse et 6,11 % dans le Var). Mais il perd, sur l'ensemble de la région, 5,52 points par rapport à François Mitterrand en 1988, tandis que l'écart entre la gauche et la droite passe de 6,12 à 7,16 points.

Ces résultats devraient influencer, dans certaines villes, le prochain scrutin des municipales. Dans le Vaucluse, en particulier, les mairies d'Orange (div. g.) et d'Apt (PS) paraissent très menacées (dans ces deux communes, M. Chirac a obtenu, respectivement, 64,21 % et 61,88 % des voix). De même à Marseille, où M. Chirac a recueilli 55,26 % des voix sur l'ensemble de la ville, en l'emportant dans cinq secteurs municipaux sur huit et onze arrondissements sur seize, les chances de succès de la droite sont accrues face à une gauche de surcroît désunie.

Guy Porte

هكذا عن الأصل

D'UN PRÉSIDENT À L'AUTRE

Jour de réconciliation chez les compagnons

Alain Juppé, premier ministre « pressenti », a le verbe rassembleur

FRANÇOIS MITTERRAND fait une sortie – Edouard Balladur aussi –, discrètement. Le premier ministre a choisi une drôle de date pour passer de la lumière à l'ombre, pour adresser au président la lettre de démission de son gouvernement, un 10 mai, quatorzième anniversaire de la première élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Jour de grisaille pour le battu du premier tour, atteint au plus profond de lui-même, déboussolé, désabusé, amer, dont ses visiteurs disent qu'il a du mal à se remettre de sa défaite.

François Mitterrand rentrait de Moscou, dernière étape des cérémonies de célébration de la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe. Il sort de son histoire, à petits pas, miné par la maladie, fatigué, *« la voix prise »* comme il dit. Il se dirige vers la grande porte, avec allure mais sans tapage, après avoir soldé, à Berlin, les comptes de l'Allemagne et de l'Europe avec leur passé guerrier et rappelé, à Moscou, combien ces drames obligent à chercher *« la synthèse entre deux besoins : unir et rassembler, comme ont su le faire les Etats-Unis d'Amérique chez eux et comme commence à le faire l'Europe occidentale chez elle »*. C'est l'affaire, dit-il, du siècle prochain, premières lignes d'un ordre de mission pour Jacques Chirac qui s'apprête à entrer à l'Elysée en habits de lumière. François Mitterrand s'en va tout doucement, *« il n'a été battu ni par la maladie, ni par le suffrage universel »*, dit-on à l'Elysée. La transition avec le suivant, ajoute-t-on, sera à l'image de la campagne électorale, courtoise et sereine.

En attendant, la France vaque à ses occupations domestiques. Alain Juppé, premier ministre « pressenti », comme on disait sous la IVe République, s'est fait la tête de l'emploi. On l'a vu grave, souriant quand il convient, à l'Assemblée nationale, mardi 9 mai, puis le même jour, devant le conseil national du RPR. Il a le ton de l'autorité assurée, l'amabilité de qui ne veut plus fâcher, le verbe rassembleur – *« rassembler et changer, rassembler pour changer »* –, le discours d'une espérance. La passation des pouvoirs entre François Mitterrand et Jacques Chirac pourrait avoir lieu entre le 16 et le 18 mai, le premier ministre serait nommé immédiatement, et le gouvernement formé au plus tard au cours du week-end suivant. Alain Juppé attend, tranquille. Il ne s'est départi de son calme que lundi matin, au moment où, à peine endormi au terme d'une nuit agitée, un collaborateur du Quai-d'Orsay l'a appelé au téléphone pour lui indiquer que Warren Christopher, secrétaire d'Etat américain, venait de transmettre un message de félicitations à Jacques Chirac. Le futur premier ministre en a réduit, dit-il, son téléphone en miettes.

Philippe Séguin, son ex-futur concurrent, se sent un peu seul, abandonné deux jours après une victoire à laquelle il a puissamment contribué. Il se cache derrière les vitres noires de sa voiture, s'isole dans son bureau à la présidence de l'Assemblée nationale. Mais il n'est pas muet. Il déborde d'activité et prépare... son discours au *« Parlement des enfants »*, 577 écoliers réunis pour la deuxième année consécutive, samedi 13 mai dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Charles Pasqua, la silhouette alourdie, traîne une mine renfrognée. Jacques Chirac, disait la rumeur, voulait le garder au ministère de l'intérieur, malgré tout, mais Alain Juppé s'y opposait. Méchante rumeur, parmi tant d'autres. On voit mal comment ces deux hommes pourraient cohabiter dans un même gouvernement. Il y a des limites au pardon des péchés mortels.

C'était pourtant jour de compagnonnage, version gaulliste et laïque de la rémission des offenses, mardi, au groupe RPR de l'Assemblée nationale. Pour la première fois depuis la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, balladuriens et chiraquiens se sont réunis dans la salle Colbert du Palais-Bourbon. Philippe Séguin est arrivé discrètement, parmi les premiers. Plus habile, Alain Juppé, convié comme tous les membres du gouvernement, à ces retrouvailles, a fait son entrée alors que tout le monde était installé. Et ce qui était attendu est arrivé : une ovation a salué l'apparition du futur premier ministre. Philippe Séguin faisait la tête. Il n'y a plus de doute, au RPR, sur le destin de l'actuel ministre des affaires étrangères. Assis à la tribune, de part et d'autre de Bernard Pons, président du groupe, les deux hommes clés de la campagne de Jacques Chirac ont d'eux-mêmes publiquement entériné la nouvelle répartition de leurs rôles, sous les sourires mi-complices, mi-gênés des députés. Il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Philippe Séguin se sent un peu seul, abandonné deux jours après une victoire à laquelle il a puissamment contribué. Il se cache derrière les vitres noires de sa voiture et s'isole dans son bureau de l'Assemblée

Présentant le calendrier de la session parlementaire, le président de l'Assemblée nationale ponctuait ses propositions d'un *« si l'exécutif en est d'accord »*, en se penchant ostensiblement vers Alain Juppé. Ce dernier lui rendait la politesse, en quêtant du regard son approbation, à propos du programme du gouvernement et de sa traduction parlementaire, *« si bien sûr, le législatif en convient »*. Le jeu n'a pas déridé Charles Pasqua, qui répondait avec sa mine des mauvais jours aux signes amicaux que lui lançaient certains de ses compagnons. Nicolas Sarkozy, le petit Nicolas, âme damnée d'Edouard Balladur, avait préféré s'abstenir de ces retrouvailles familiales. Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, disposait d'un mot d'excuse ; il était retenu à Matignon où Edouard Balladur a reçu, chacun son tour, les ministres de tous bords qui l'avaient soutenu dans sa campagne.

L'heure était à la magnanimité. La réunion du bureau du groupe RPR, dans la matinée, en avait donné un aperçu. Les trois députés, membres du bureau, qui avaient apporté leur soutien à Edouard Balladur, Jean-Pierre Delalande, Patrick Ollier et Philippe Auberger, attendaient, regroupés dans un coin, comme des élèves vaguement fautifs, jusqu'à ce qu'Eric Raoult, fidèle chiraquien, leur lance en riant : *« Vous n'allez pas rester comme ça, à part. Rapprochez-vous ! »*

Tout ce petit monde s'est retrouvé dans l'après-midi, dans les appartements de la questure, pour un verre de l'amitié. Il n'y avait plus ni balladuriens, ni chiraquiens, ni ralliés, ni résistants de la première heure, ni vainqueurs, ni vaincus, ni fidèles, ni traîtres. Dites « compagnonnage » et vous serez guéri. Il y avait, en revanche, ceux qui allaient entrer au gouvernement – et qui attendaient *« le coup de téléphone d'Alain »* – ceux, plus nombreux, qui ne désespéraient pas d'y entrer, et ceux qui avaient déjà perdu l'espoir d'en être. A entendre les confidences assurées, les espoirs rêveurs, les inquiétudes jalouses, on mesurait la difficulté de la tâche qui attend Jacques Chirac et Alain Juppé. Ils ont de quoi former quatre ou cinq gouvernements, le *« trop-plein »* pour une équipe qu'ils souhaitent resserrée et dans laquelle pourraient prendre place quelques représentants de la société civile, dont Xavier Emmanuelli, fondateur, à Paris, du Samu social. Les caméras de télévision ne s'y trompaient pas, qui restaient obstinément attachées aux visages de la jeune génération du RPR, Elisabeth Hubert, Eric Raoult, Renaud Muselier, Hervé Gaymard, Jean-Louis Debré, Philippe Briand, promise à un avenir ministériel. Cette insistance avait le don d'irriter les vieux compagnons gaullistes, qui ne cachaient pas tous leur amertume. Discrètement, un jeune député RPR s'est approché des caméras : *« Faites des plans larges, filmez tout le monde. »*

Du coup, ce petit monde frétillant d'aise et d'espérances en oubliait qu'il faudrait travailler beaucoup, même pendant les vacances. Bernard Pons, le patron, les a assignés à résidence, à la mine, jusqu'au début du mois d'août.

Ils sont déjà fort occupés par les élections municipales de juin. Le RPR mène rondement son exercice



A entendre les confidences assurées, les espoirs rêveurs, les inquiétudes jalouses, on mesurait la difficulté de la tâche qui attend Jacques Chirac et Alain Juppé. Ils ont de quoi former trois gouvernements, le « trop-plein » pour une équipe qu'ils souhaitent resserrée

D'autres prenaient leur sort avec philosophie. Balladurien de la première heure, Patrick Devedjian, hélé par un photographe, répondit : *« Vous allez gâcher de la pellicule. Je ne suis ni pressenti pour entrer au gouvernement, ni susceptible d'être mis en examen. Je n'ai donc aucune raison valable d'être pris en photo... »*

Tous les députés RPR, réconciliés, se sont fendus avec un bel ensemble d'un message de félicitations à Jacques Chirac. Ils lui ont dit combien ils ressentaient son élection comme un honneur – même ceux qui, deux semaines plus tôt, n'étaient pas d'accord – et l'ont assuré de leur attachement unanime. Jacques Chirac sera bien content de se découvrir autant d'amis fidèles dans la rude épreuve qui l'attend.

d'investiture des candidats et passe à la tondeuse les mauvaises herbes, tel Michel Mouillot, maire UDF-PR de Cannes, condamné lors du procès Noir-Botton. Alain Juppé compte ainsi exécuter tous les condamnés. A Paris – dix-huit ans de pouvoir chiraquien –, Jean Tiberi, adjoint de Jacques Chirac, s'efforce de verrouiller à son profit la succession. Jacques Toubon en est marri. *« Il était très optimiste dimanche, optimiste après avoir rencontré Jacques Chirac lundi, et mardi, il faisait la gueule »*, dit un observateur des affaires locales.

Nul n'en voudra aux états-majors politiques de s'intéresser de près aux municipales, base permettant d'asseoir un pouvoir ou de commencer à le reconquérir. Les socialistes entendent ainsi profiter de la dynamique inespérée de la présidentielle pour élargir leur implantation locale, bien que Lionel Jospin et tout ce que le PS compte de *« rénovateurs »* débattent à plus long terme.

François Mitterrand a été heureusement surpris par l'excellente performance de Lionel Jospin. Le 10 mai 1993, peu après la déroute législative des socialistes, il avait prévu, devant ses amis, que la gauche se ressaisirait et qu'elle serait présente au second tour, mais ne voyait pas son candidat au-delà de 46 % des suffrages. Les Français, observe-t-il, ont voté pour ceux *« qui ont mouillé leur chemise »*. Lionel Jospin, lui, aurait été surpris d'être élu. Planté, hier, au centre de son équipe de campagne rassemblée autour de lui, il a dit qu'il n'avait *« pensé à aucun moment que cette élection pouvait être gagnée, même dans les derniers jours »*. Propos étrange pour ceux qui se sentiront un peu bêtes d'avoir failli y croire.

François Mitterrand conseille d'utiliser une technique identique à la sienne lorsqu'il avait mis, en 1965, de Gaulle en ballottage et obtenu 45 % des suffrages au second tour : tenter de fédérer la gauche en une organisation pour la mener, à terme, à la victoire. Il avait ainsi créé la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), compétitive pour les législatives de 1967. Mais, des intentions de Lionel Jospin, on ne connaît pas plus qu'une phrase sibylline : *« Que personne ne m'attende là ou tout le monde s'attend à me trouver »*. Sept ans de réflexion.

Récit de la séquence France

Les syndicats font pression sur le patronat

DERNIÈRE ORGANISATION syndicale à s'exprimer sur les résultats de l'élection présidentielle, la CGT a appelé, mardi 9 mai, les salariés à bâtir un rapport de forces pour *« imposer au patronat et au gouvernement les réponses à leurs besoins »* et a estimé que les électeurs avaient, au premier tour, exprimé leur *« rejet des politiques d'austérité »*. Pour le bureau confédéral de la CGT, *« avec Jacques Chirac élu président de la République et le gouvernement de droite qu'il entend constituer, tout laisse craindre que les orientations et choix politiques, économiques et sociaux qui vont prévaloir iront à l'encontre des intérêts, aspirations et revendications qu'expriment les salariés »*.

La centrale de Louis Viannet rejoint ainsi les mises en garde adressées par Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui avait déclaré la veille que sa confédération comptait maintenir la pression sur M. Chirac, qu'il avait mis en garde contre tout attentisme pouvant provoquer une explosion sociale. Divers mouvements sociaux et grèves sont en effet prévus pour les semaines à venir, à la Sécurité sociale le 23 mai, La Poste, France Télécom et l'EDF le 30 mai, la SNCF le 31 mai, l'éducation nationale le 7 juin. Mais, s'ils soulignent à la fois l'impatience de certains salariés et l'urgence de problèmes sociaux à traiter, ils ne constituent pas l'amorce d'un *« troisième tour social »*. Les syndicats récusent même en bloc cette expression *« au sens où il s'agirait de contester un résultat d'élection »*, précise FO.

Les cinq confédérations représentatives observent une certaine neutralité à l'égard du président élu. La CFDT et la CFE-CGC ont déjà fait part de leur volonté d'être reçues par M. Chirac. Le tir syndical s'est donc concentré sur le CNPF. Alors qu'Alain Deleu, président de la CFTC, insiste pour que syndicats et patronat aboutissent à un accord lors de la réunion plénière du 14 juin pour éviter un troisième tour social, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a déjà prévu, le même jour, une journée nationale d'action sur la réduction du temps de travail. M. Blondel a prévenu qu'il n'attendait rien de cette rencontre. *« C'est la bouteille à l'encre parce que les négociations avec les interlocuteurs sociaux, ça ne donne pas grand-chose »*, a-t-il affirmé.

Une course de rapidité s'est engagée entre les partenaires sociaux, pour lesquels les négociations en cours doivent déboucher sur de premiers résultats le 14 juin, et les pouvoirs publics. Philippe Séguin a émis le souhait qu'avant le *« le 14 juillet »*, le Parlement ait examiné *« des éléments d'un dispositif important sur la lutte contre le chômage »*.

A. B.-M.

Le premier ministre a adressé sa lettre de démission à M. Mitterrand

Fort de son score au premier tour, M. Balladur entend continuer à jouer un rôle politique

M. Balladur a fait porter, mercredi 10 mai au matin, sa lettre de démission au président de la République. Celui-ci devrait le charger d'expédier les affaires courantes en attendant que M. Chirac ait nommé le nouveau premier ministre. L'actuel hôte de Matignon entend rester membre du RPR. Dès l'automne, la démission de son suppléant, Philippe Goujon, devrait lui permettre de retrouver son mandat de député de Paris.

LE DÉPART est moins glorieux que l'arrivée. Deux ans et onze jours après avoir été nommé premier ministre par le président de la République, Edouard Balladur a fait porter sa lettre de démission à François Mitterrand. Le lundi 29 avril 1993, au lendemain même du raz de marée de la droite lors des élections législatives, le chef de l'Etat avait convoqué celui dont les électeurs avaient déjà fait un chef de gouvernement, pour lui confirmer qu'il respecterait les voeux de la nouvelle majorité. Le mercredi 10 mai 1995, l'hôte de Matignon s'est contenté de faire porter sa lettre de démission à l'Elysée.

Il aurait aimé le faire plutôt, dès la confirmation de la victoire de Jacques Chirac à la présidentielle. Mais il a jugé qu'il ne lui était pas possible de le faire le 8 mai, au milieu des cérémonies commémorant le cinquantenaire de la fin de la seconde guerre mondiale, ni, bien entendu, mardi 9, puisque M. Miterrand était à Moscou. Il ne voulait pas attendre plus, car il tenait à remettre sa démission à l'homme qui l'avait nommé.

Entré à Matignon avec le prestige du co-vainqueur des législatives, Edouard Balladur le quitte avec le poids du vaincu de la présidentielle. Même s'il est persuadé que l'appui clair et résolu qu'il a apporté, pour le second tour, à Jacques Chirac a facilité le bon report de ses voix, et donc permis le succès de son rival, il ne peut nier qu'il a échoué dans un des deux objectifs qu'il s'était fixés en se mettant en position d'être le premier ministre obligé de la seconde cohabitaion. Il voulait, disait-il publiquement, *laisser la France en* meilleur état, au terme des deux ans de gouvernement qui lui étaient impartis, qu'il ne l'avait trouvée. Il est clair que, pour lui, cette mission a été remplie. Mais il voulait aussi, même s'il l'a longtemps camouflé, faire le nécessaire pour que les Français *lui* confient la présidence de la République.

ACCORD AVEC LES CENTRISTES

Il a pu croire que ce second but serait aussi atteint. Un gouvernement soigneusement équilibré entre RPR et UDF lui a permis de s'accorder, *immédiatement*, avec les centristes et les libéraux et d'assurer aux électeurs qu'il n'y aurait pas de mainmise d'un parti sur l'Etat. Quelques gestes symboliques ont convaincu les Français que la France serait gérée avec modestie et qu'il utiliserait avec parcimonie les deniers des contribuables.

Le respect qu'il a immédiatement témoigné à la fonction du président de la République a prouvé que la cohabitation serait douce et qu'il n'y aurait pas de conflits majeurs entre les deux hommes se partageant l'exécutif. Un contrôle sourcilleux de l'action de ses ministres a, dans un premier temps, évité des dysfonctionnements et des erreurs.

De tout cela, l'opinion publique lui fut tout de suite reconnaissante : dès la mi-mai 1993, les sondages en faisaient le favori pour l'élection présidentielle. La droite exultait ; elle avait, enfin, trouvé l'homme capable de mettre fin à la *traditionnelle guerre des chefs*, entre Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, qui lui était néfaste depuis si longtemps.

Cet acquis, ajouté à son remarquable succès dans la négociation du GATT, lui a permis de surmonter sans trop de dégâts les premières *difficultés : le changement* de pied dans la politique économique, quand, après avoir donné la priorité à la réduction des déficits, y compris par une hausse des prélèvements obligatoires, il lance un grand emprunt et décide de soutenir la consommation en accentuant *l'aide à la construction* de logements, en accordant une prime à ceux qui changeaient leur vieille voiture pour une neuve ; la reculade mal préparée dans le conflit à Air France ; surtout, l'erreur de la tentative de révision de l'antique loi Falloux qui a permis le réveil de la gauche.

RUDE CHOC

L'opinion lui est toujours favorable, au point que ses amis « chiraquiens » commencent à s'inquiéter. Leurs reproches d'« *immobilisme* » l'exaspèrent et ne font que le conforter dans son envie de démontrer à son ancien « *ami* » qu'il est plus apte que lui à accéder au sommet de l'Etat. Le début de la campagne lui permet de penser que les électeurs partagent cette analyse. Mais, rapidement, tout se dérègle et, malgré des efforts dont on ne le croyait pas capable, il ne parvient pas à renverser la tendance. Le score du 23 avril est sans appel, même si Edouard Balladur *trouve qu'il n'a* été battu que de très peu.

Le choc, pour lui, a été rude. Pas question, pour autant, pour Edouard Balladur de s'enfermer dans une bouderie mélancolique. Il a bien l'intention de continuer à jouer un rôle politique. Certes, les *trahisons de certains de ses partisans* au soir même du 23 avril n'ont pu que le confirmer dans son analyse que, malgré la confiance que lui avaient accordée 18,58 % des électeurs, il n'était pas possible de mettre en place un mouvement balladurien. Membre du RPR, il restera *fidèle* à son parti.

Mais cela ne l'empêchera pas de faire entendre sa voix. Même s'il peut avoir quelques doutes sur la fidélité de certains de ceux qu'il a placés à la tête de grandes entreprises françaises, il sait pouvoir compter sur quelques proches. Avec eux, *il* entend *bien* rentrer à l'Assemblée nationale à l'automne.

Et là, fort de ses convictions sur la nécessité d'une Europe dotée d'une monnaie et d'une défense communes, sur l'obligation de préserver le retour de la croissance pour permettre les réformes indispensables à la modernisation de la société française et à la lutte contre le chômage, sur la souhaitable reconstruction d'un système monétaire international stable, il sera un des gardiens du temple.

Thierry Bréhier

Les « réseaux » de M. Balladur dans les grandes entreprises

CHARLES DE CROISSET, président du Crédit commercial de France, Michel Pébereau, à la tête de la Banque nationale de Paris (BNP), Philippe Jaffré, patron d'Elf, Jean-Marie Messier, numéro deux de la Générale des eaux, Jacques Friedmann, PDG de l'UAP, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France : les « hommes » d'Edouard Balladur sont peu nombreux, mais leur sphère d'influence est grande. Tous sont issus du même moule : ENA et haute administration, direction du Trésor ou cabinet de M. Balladur entre 1986 et 1988, avant d'essaimer – exception faite de M. Trichet – vers l'entreprise.

Leur fidélité ne tient pas tant à l'amitié – Charles de Croisset est l'un des rares intimes du premier ministre – qu'aux liens tissés par M. Balladur tout au long de sa carrière. Dans *l'administration* du temps de Georges *Pompidou*, dans l'entreprise sous Valéry Giscard d'Estaing, rue de Rivoli lors de la première cohabitation de 1986 à 1988 et à Matignon depuis 1993.

PLÉIADE DE SOCIÉTÉS AMIES

Autour de ce premier cercle de fidèles gravite une pléiade de sociétés amies (Société générale, *Saint-Gobain, Paribas, Bouygues...) et de pa*trons attirés par le pouvoir ou pressés de faire passer leurs idées (Ambroise Roux, ancien patron de la CGE, devenue Alcatel ; Jacques Raiman, successeur de M. Balladur à la tête de GSI, une filiale de la CGE ; Claude Bébéar, président d'Axa ; François Pinault, président de Pinault-Printemps-Redoute ; Bernard Arnault, président de LVMH...).

Plus qu'un « Etat-Balladur » – au sens où l'on parlait d'un « Etat-RPR » –, cet amalgame de personnalités, qui ne sont pas toutes balladuriennes, crée un « réseau » infiniment plus sophistiqué et par là même plus dangereux. Le premier ministre a vite compris qu'il ne servait à rien de faire tomber toutes les têtes comme les socialistes l'avaient fait en 1981 et M. Chirac en 1986. Mieux valait disposer de quelques affidés, au sommet d'un petit nombre d'entreprises qui contrôleraient l'ensemble du paysage industriel et financier.

La clé de ce verrouillage a résidé dans les privatisations, dont Jean-Marie Messier, au cabi*net de M. Balladur* à l'économie, et *Philippe* Jaffré, à la direction du Trésor, furent les artisans. Le dispositif s'est mis en place en deux étapes : avant la privatisation, la nomination d'un homme-lige à la tête de la future dénationalisée – Michel Pébereau à la BNP, Jacques Friedmann à l'UAP, Philippe Jaffré chez Elf... ; puis lors de la privatisation, la création de groupes d'action*naires stables, choisis par le gouvernement*, ces fameux « noyaux durs » composés d'entreprises amies (privées, privatisées ou privatisables) dont les patrons constituent le conseil d'administration de la société enfin libérée du joug public. Le président de la nouvelle privatisée devient ainsi indéboulonnable : l'Etat n'a plus son mot à dire et le conseil d'administration lui est « solidairement » acquis, l'heureux élu se retrouvant lui-même dans le tour de table de ses administrateurs. Ainsi, l'UAP détient 15 % de la BNP, qui contrôle elle-même 19 % de l'UAP, que l'on retrouve dans les conseils de Suez, Alcatel, Elf, Paribas, Bouygues, Générale des eaux, LVMH, Saint-Gobain, Havas, Crédit foncier... Tout cela dans l'ambiance courtoise et feutrée qui seyait tant à M. Balladur. Pas de chasse aux sorcières expéditive et voyante, mais un jeu subtil de chaises musicales.

QUEL AVENIR ?

Le réseau Balladur survivra-t-il à l'échec poli*tique de son promoteur ? Celui-ci aura tout fait* pour le rendre inamovible, comme l'a prouvé la longévité de Pierre Suard à la tête d'Alcatel malgré ses mises en examen. Seules les ambitions personnelles de certains dirigeants, comme Michel Pébereau lançant son offensive sur Suez, ou la volonté de revanche dans certaines maisons peuplées à la fois de chiraquiens *et de « corpsards » furieux de s'être vu ravir la* présidence, comme chez Elf, pourront tester la pérennité du système Balladur.

Claire Blandin

La presse nippone salue en Jacques Chirac « un ami du Japon »

TOKYO
de notre correspondant

De l'assez large couverture dont a été l'objet l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République dans les médias japonais, il ressort l'idée que les Français ont voté pour le changement, mais qu'il n'est pas certain que le nouveau chef de l'Etat apportera le « *vent nouveau* » attendu. « *M. Chirac a généreusement distribué les rêves, mais pourra-t-il faire converger sa politique et les aspirations au changement ?* », s'interroge ainsi dans son éditorial le *Nihon Keizai*, le quotidien des milieux d'affaires.

Telle est aussi la teneur de celui de l'*Asahi Shimbun*, qui dresse dans son analyse du résultat du scrutin du 7 mai un portrait sans complaisance de l'état d'une France qui « *doit recouvrer sa santé* ». Pour le quotidien libéral, M. Chirac a bénéficié de deux facteurs dans la course à la présidence : l'atmosphère délétère des deux septennats de M. Mitterrand, qui ont été marqués par une corruption généralisée, laquelle a privé la gauche de son image d'intégrité ; et l'échec d'une gestion économique socialiste, qui s'est traduit par un retour à une politique sans grande différence avec celle prônée par le camp conservateur : « *Dans ces conditions, pourquoi ne pas redonner le pouvoir à ces derniers ?* », conclut l'*Asahi*.

Ce quotidien relève que la campagne a été caractérisée par l'absence de confrontation entre les idéaux de la gauche et ceux de la droite et, en revanche, par un appel au changement lancé à l'unisson par les deux candidats – si bien qu'« *un Français sur trois ne sait plus s'il se situe à droite au à gauche* ». Le clivage au sein des Français « *passe désormais entre ceux qui ont un revenu stable et ceux qui sont à la périphérie de la société* », ajoute le quotidien.

Le *Yomiuri*, plus conservateur et populaire, procède à une critique identique du passage des socialistes au pouvoir. « *Ironiquement*, écrit-il, *c'est sous le régime socialiste que les inégalités se sont aggravées* ». Pour ce journal, qui consacre aussi un éditorial à l'événement français, l'élection de M. Chirac correspond également à un retour en force du conservatisme dans l'Hexagone, et prolonge des changements intervenus avec la fin de la guerre froide.

Les commentateurs japonais soulignent en général le sévère avertissement qu'a constitué pour M. Chirac le premier tour, qui a révélé un mécontentement et un malaise plus importants qu'on ne s'y attendait : la percée du Front national est un signe symptomatique, à leurs yeux, d'un « *discrédit généralisé de la classe politique* ».

Pour ce qui concerne les nouvelles orientations de la politique extérieure française, les journaux écrivent qu'avec M. Chirac Paris manifestera sans doute moins d'enthousiasme pour la construction européenne. Mais « *tant que l'économie française dépendra de celle de l'Allemagne*, dit l'*Asahi*, *cette attitude restera modérée* ».

Les prises de position du nouveau chef de l'Etat sur la levée du moratoire sur les expériences nucléaires suscitent des appréhensions. « *La reprise des expériences françaises entamera les efforts en faveur du désarmement* », écrit ainsi le *Yomiuri*. L'*Asahi* est moins alarmiste, estimant qu'en dépit de ces déclarations la diplomatie française ne devrait pas connaître d'infléchissement radical.

En matière bilatérale, la plupart des journaux mettent en relief que M. Chirac est « *un ami du Japon* », où il s'est rendu à maintes reprises et où il entretient des contacts dans divers milieux. Passée la visite de M. Mitterrand à Tokyo en 1982 – qui marqua assurément une première : aucun chef de l'Etat français ne s'était jamais rendu au Japon –, les relations franco-japonaises avaient été largement négligées par les socialistes... quand elles n'ont pas sombré dans la diatribe stérile avec Edith Cresson. Le voyage au Japon du ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, en 1994, avait cependant marqué un souhait d'approfondissement d'un dialogue précédemment entamé sous le cabinet de Pierre Bérégovoy.

Philippe Pons

Lionel Jospin se félicite de son succès politique

LIONEL JOSPIN, au cours d'une réunion mardi 9 mai, a remercié son équipe de campagne pour le « *succès politique* » obtenu le 7 mai. « *Il était extrêmement difficile de gagner*, a-t-il expliqué, *et nous avons créé un peu l'impossible. Il faut en être très fiers collectivement.* » M. Jospin a confié « *qu'*[il] *n'avait pensé à aucun moment que cette élection pouvait être gagnée, même dans les derniers jours* », parce qu'il était difficile « *d'imaginer que les Français allaient une nouvelle fois contredire le vote qu'ils avaient émis aux élections législatives* ».

Evoquant l'avenir, M. Jospin a estimé que Jacques Chirac allait, compte tenu des « *contradictions majeures* » au sein de la majorité, « *être amené à décevoir profondément* », et il a confirmé la « *nécessité de traduire (...) la force, le désir, l'espérance reconstituée* » à gauche. « *Il faut trouver des transpositions. Il faudra trouver des formes* », a-t-il conclu, en ajoutant cette phrase sibylline : « *Que personne ne m'attende là où tout le monde s'attend à me trouver.* »

André Damien (UDF-CDS) renonce à la mairie de Versailles

ANDRÉ DAMIEN (UDF-CDS) a indiqué, samedi 6 mai, qu'il ne briguerait pas un quatrième mandat de maire de Versailles (Yvelines). Cela « *poserait un problème de renouvellement avec la pensée et d'adéquation avec la population* », a souligné M. Damien, qui avait indiqué, lors de son élection en 1977, qu'il n'accomplirait pas plus de trois mandats. Il ne figurera pas sur la liste confiée à Etienne Pinte (RPR), adjoint chargé depuis 1978 de l'éducation, qu'il présente comme « [son] *successeur potentiel depuis longtemps* ». Conseiller pour les cultes auprès de Charles Pasqua, M. Damien retrouvera son poste de conseiller d'Etat. Il devrait aussi abandonner son mandat de conseiller général lors des prochaines élections cantonales, critiquant au passage le fonctionnement de l'assemblée départementale, présidée par Franck Borotra (RPR). La liste de M. Pinte, tout en respectant l'équilibre actuel entre les différentes tendances de la majorité, pourrait s'ouvrir à des responsables de quartier et des socioprofessionnels. L'actuel conseil municipal comprend 15 RPR, 15 UDF (dont 7 CDS), 15 non-inscrits, et, pour l'opposition, 4 PS, 2 FN et 2 CNI.

DÉPÊCHES

■ **« PRÉCISION » : réfutant l'information** publiée dans *Le Monde* du 10 mai – sur la foi de son propre entourage –, Laurent Fabius a tenu à préciser, par un communiqué publié mardi 9 mai, qu'« *il n'envisage nullement de prendre la présidence du groupe parlementaire socialiste, fort bien assurée par Martin Malvy* ». « *Je ne sais*, nous a-t-il par ailleurs indiqué, *qui a pu vous fournir cette indication dont j'ignore si elle est bienveillante ou malveillante. En tout cas, elle est sans fondement.* »

■ **HAUTS-DE-SEINE : Jean-Jacques Guillet, député RPR des Hauts-de-Seine** et conseiller régional d'Ile-de-France, a annoncé, mardi 9 mai, sa candidature aux élections municipales à Meudon (Hauts-de-Seine), face au maire sortant UDF-PSD Henry Wolf. Aux législatives de 1993, M. Guillet, proche de Charles Pasqua, avait battu le maire de Meudon. M. Wolf, vice-président du conseil général, a dénoncé cette candidature en affirmant que « *le pacte majoritaire RPR-UDF était rompu dans le département de Charles Pasqua* ».

■ **ISLAMISTES : le président de la délégation parlementaire** de l'ex-Front islamique du salut (FIS) à l'étranger, Anouar Haddam, a souhaité, dans une lettre adressée, *via* l'ambassade de France aux Etats-Unis, à Jacques Chirac, que « *la volonté profonde de changement* (exprimée lors de la campagne pour l'élection présidentielle) *ouvrira une perspective nouvelle (...) à la politique algérienne de la France* ». Le responsable de l'ex-FIS invite le président élu à apporter un « *soutien actif* » à la plate-forme signée en janvier, à Rome, par les partis de l'opposition. – (*AFP*)

■ **NON-INSCRITS : le Groupe d'étude et de réflexion interrégional** (GERI) qui, sous la direction de Jacques Voisard et Françoise Lavallard, propose une analyse du « Réflexe institutionnel des Français à l'épreuve des présidentielles » (*Le Monde* daté 23-24 avril), vient de chiffrer à 3 252 906 le nombre des électeurs potentiels qui n'étaient pas inscrits sur les listes électorales au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, soit 7,55 % du corps électoral potentiel. Cette proportion n'avait été que de 3,8 % en 1981 et de 5,5 % en 1988.

■ **RECTIFICATIF : dans le cahier consacré à la présentation des résultats** du second tour de l'élection présidentielle (nos éditions du mardi 9 mai), les scores des deux candidats ont été malencontreusement inversés dans le département des Alpes-Maritimes. C'est bien Jacques Chirac qui est arrivé en tête dans ce département, avec 321 442 voix (65,47 %), devant Lionel Jospin, 169 487 voix (34,52 %).
L'ordre d'arrivée des deux candidats a également été inversé dans les villes de Castres (Tarn), où M. Chirac a recueilli 12 501 voix (53,92 %) et M. Jospin 10 680 voix (46,07 %), et Bergerac (Dordogne), qui a également placé M. Chirac en tête en lui accordant 8 161 voix (54,46 %), contre 6 823 suffrages (45,53 %) à M. Jospin.

■ **ASSURANCE-MALADIE : plus de deux ans après la loi Teulade** *sur la maîtrise des dépenses de santé, un décret paru au Journal officiel* du dimanche 7 mai précise les modalités de mise en place du codage des actes et des pathologies, qui permettra de mieux suivre et de mieux évaluer l'activité des médecins. Ce codage sera, dans un premier temps, appliqué aux biologistes et aux pharmaciens, qui sont mieux équipés en informatique que les praticiens libéraux. Après les références médicales (normes de bonne pratique) et le dossier médical, c'est le troisième instrument de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

■ **HÔPITAL : les quelque 7 500 médecins titulaires d'un diplôme** étranger, contractuels dans les hôpitaux publics et privés à but non lucratif, vont devoir se soumettre à des examens nationaux à partir de 1996 et seront dotés d'un statut de « *praticiens adjoints contractuels* », précisent trois décrets publiés au *Journal officiel* du dimanche 7 mai. Avec ces textes, qui concernent aussi les pharmaciens, le ministre des affaires sociales, Simone Veil, boucle un dossier difficile avant le changement de gouvernement.

La CES défend le modèle social européen

LE HUITIÈME CONGRÈS de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est ouvert, mardi 9 mai, à Bruxelles. Les politiques économiques menées en Europe ont été l'objet de vives critiques, plusieurs dirigeants syndicaux estimant que le « *modèle social européen* » est menacé sous prétexte de compétitivité et de lutte contre le chômage. Les syndicalistes ont reçu le soutien de Jacques Santer, président de la Commission européenne, pour qui « *le chômage ronge le lien social et menace à terme nos institutions démocratiques. Mais croire que la lutte contre le chômage pourrait passer par une remise en cause de notre modèle social est une profonde erreur* », a-t-il ajouté.

Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, a rappelé que « *l'Union européenne n'est pas uniquement une construction économique* », c'est « *également un modèle social* ». « *Le moment est venu de faire sortir le dialogue social des espaces confidentiels où il reste confiné depuis ses débuts* », a lancé M. Santer, en se félicitant, comme M. Gabaglio, de l'ouverture d'une négociation européenne sur le congé parental, vraisemblablement en juin.

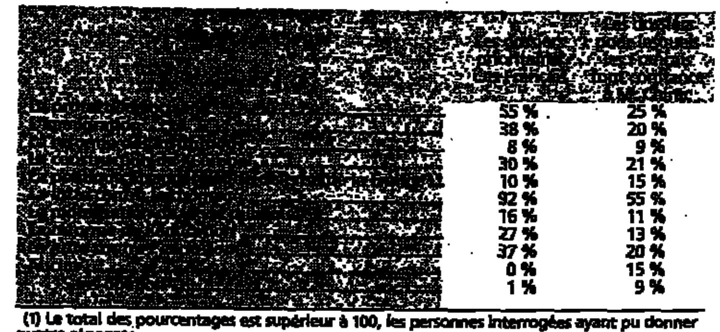
Les Français attendent de M. Chirac qu'il mette en œuvre le changement

Selon un sondage de la Sofres, 55 % des personnes interrogées font confiance au chef de l'Etat pour améliorer la situation de l'emploi. Elles sont 92 % à considérer ce dossier comme prioritaire

Selon un sondage de la Sofres pour *Le Monde*, « La Marche du siècle » et France-Inter, qui devait être commenté, mercredi soir 10 mai, au cours du magazine « La Marche du siècle » sur France 3, les Français attendent de Jacques Chirac qu'il mette en œuvre le changement qu'il a promis au cours de la campagne électorale. Ils sont 55 % à lui faire confiance pour améliorer la situation de l'emploi. Si les attentes des Français qui ont voté pour Lionel Jospin se distinguent sur plusieurs points de celles des électeurs de Jacques Chirac, le maire de Paris a toutefois créé, au-delà des frontières strictes de son électorat, une espérance de changement. Celle-ci explique sans doute l'échec d'Edouard Balladur, perçu par de nombreux Français comme l'homme de la continuité. Elle rend d'autant plus complexe la tâche du chef de l'Etat s'il ne veut pas décevoir les demandes du corps électoral.

Les attentes des Français...

Parmi les dossiers suivants, quels sont ceux que vous jugez prioritaires en France pour les prochaines années ? Sur quels dossiers faites-vous confiance à M. Chirac pour améliorer les choses ?



[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	55 %	25 %
[illegible]	38 %	20 %
[illegible]	8 %	9 %
[illegible]	30 %	21 %
[illegible]	10 %	15 %
[illegible]	92 %	55 %
[illegible]	16 %	11 %
[illegible]	27 %	13 %
[illegible]	37 %	20 %
[illegible]	0 %	15 %
[illegible]	1 %	9 %

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

... par secteurs

Dans le domaine de la protection sociale, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	24 %
[illegible]	34 %
[illegible]	22 %
[illegible]	17 %
[illegible]	3 %

En ce qui concerne l'immigration, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	29 %
[illegible]	3 %
[illegible]	38 %
[illegible]	27 %
[illegible]	3 %

En ce qui concerne les institutions, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	36 %
[illegible]	15 %
[illegible]	27 %
[illegible]	15 %
[illegible]	7 %

En ce qui concerne la construction de l'Europe, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	14 %
[illegible]	18 %
[illegible]	44 %
[illegible]	11 %
[illegible]	13 %

En ce qui concerne la politique étrangère et de défense de la France, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	30 %
[illegible]	6 %
[illegible]	10 %
[illegible]	47 %
Sans opinion	7 %

En ce qui concerne la lutte contre le chômage, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	15 %
[illegible]	32 %
[illegible]	31 %
[illegible]	19 %
[illegible]	3 %

Sur la moralisation de la vie publique, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	22 %
[illegible]	14 %
[illegible]	29 %
[illegible]	31 %
Sans opinion	4 %

Dans le domaine de l'éducation, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	34 %
[illegible]	24 %
[illegible]	4 %
[illegible]	35 %
Sans opinion	3 %

Dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, quelle est la mesure qu'il faudrait prendre en priorité ?

[illegible]	12 %
[illegible]	26 %
[illegible]	9 %
[illegible]	49 %
Sans opinion	4 %

FICHE TECHNIQUE

Sondage effectué pour *Le Monde*, « La Marche du siècle » (FR 3) et France-Inter, réalisé par la Sofres le 9 mai 1995 auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus. Enquête réalisée par téléphone selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par régions et catégories d'agglomération.

LES FRANÇAIS qui ont voté le 7 mai pour M. Chirac n'ont pas seulement choisi le candidat de la droite pour empêcher un troisième septennat socialiste, les deux tiers d'entre eux ont aussi manifesté leur volonté de changement, *prenant ainsi au sérieux* les thèmes développés par le maire de Paris. Quant à ceux qui ont soutenu M. Jospin, même s'ils ont eux-mêmes exprimé par leur vote leur méfiance à l'égard du futur président de la République, *ils n'en pensent pas* moins que celui-ci a reçu de ses électeurs mandat de mener une politique de réformes. Toutes tendances confondues, qu'ils lui aient, ou non, accordé leurs suffrages, les Français estiment que M. Chirac a été élu pour conduire le changement. Ils *considèrent qu'il doit son succès* aux engagements qu'il a pris en ce sens et ils attendent de lui qu'il tienne ses promesses.

C'est dire que la campagne présidentielle a donné du crédit aux idées maîtresses des deux candidats arrivés en tête au premier tour, marginalisant du même coup Edouard Balladur, perçu comme l'homme de la continuité, et elle a, de ce fait, suscité dans le pays un espoir que le nouvel élu devra satisfaire, s'il ne veut pas décevoir le corps électoral. Tel est le principal enseignement du sondage effectué mardi 9 mai, deux jours après le scrutin, par la Sofres pour *Le Monde*, « La Marche du siècle » (France 3) et France Inter.

Pour la quasi-totalité des personnes interrogées (92 %), quels que soient leur âge, leur profession et leur tendance politique, le dossier prioritaire est celui de la lutte contre le chômage, dont M. Chirac, au soir de son élection, a promis de faire sa *« bataille principale »*. Vient ensuite la protection sociale (55 %), suivie de l'immigration (38 %) et de la lutte contre l'exclusion (37 %). La priorité accordée par les Français à ces quatre dossiers, qui touchent sous différents aspects à leurs conditions de vie, souligne la place prise, dans la campagne présidentielle, par les *questions économiques et sociales*.

DOSSIERS PRIORITAIRES

Sur ce point, les électeurs de M. Chirac et ceux de M. Jospin se rejoignent, même si les premiers sont nettement plus sensibles que les seconds à la question de l'immigration (44 % contre 31 %). Cette question est celle qui divise le *plus les Français : si l'on* considère les votes du premier tour, 63 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen la citent parmi les questions prioritaires, contre 29 % pour ceux de M. Jospin, 40 % pour ceux de M. Chirac et 41 % pour ceux d'Edouard Balladur. La tonalité générale en ce domaine est *toutefois plus coercitive* que libérale : 38 % des personnes interrogées (46 % des électeurs de M. Chirac, 29 % de ceux de M. Jospin) répondent que la première mesure à prendre serait de renvoyer dans leur pays le plus grand nombre possible d'immigrés clandestins et 27 % souhaitent le *rétablissement* de contrôles stricts aux frontières ; seuls 27 % (37 % chez les électeurs de M. Jospin, 20 % chez ceux de M. Chirac) se prononcent pour des mesures favorisant l'intégration des immigrés en situation régulière.

Les dossiers jugés prioritaires par les *personnes interrogées* sont aussi, pour l'essentiel, ceux sur lesquels elles font le plus confiance à M. Chirac pour améliorer la situation. Elles sont ainsi 55 % à attendre du nouveau président de la République qu'il obtienne des résultats dans la lutte contre le chômage, chiffre remarquablement élevé. *Bien entendu*, les sympathisants des partis de droite, et en particulier ceux du RPR (76 %) et de l'UDF (65 %), manifestent une confiance supérieure à celle qu'expriment les sympathisants des partis de gauche, notamment ceux du PS (44 %) et du PC (33 %). Mais, dans l'ensemble, les Français semblent avoir pris M. Chirac au mot : *ils avertissent le chef de* l'Etat *qu'ils ne se contenteront pas de bonnes paroles et qu'ils le* jugeront sur ses actes.

Ils s'empressent de rappeler que M. Chirac s'est prononcé pour une augmentation des salaires. Les personnes interrogées voient dans la relance de la *consommation par l'augmentation* des salaires une des deux mesures principales, avec la baisse des charges sociales des entreprises (32 %), qui permettront d'améliorer l'emploi. Les électeurs de M. Jospin sont les plus demandeurs (38 % contre 28 %), alors que ceux de *M. Chirac croient plus à la baisse* des charges sociales (44 % contre 18 %). En revanche, la réduction de la durée du travail, qui était l'un des thèmes majeurs du candidat socialiste, n'est citée que par 15 % des personnes interrogées, pour la plupart électeurs de M. Jospin (25 % contre 6 %).

RÉQUISITIONS DE LOGEMENTS

La lutte contre l'exclusion est considérée par les électeurs de M. Jospin comme la troisième priorité, après la lutte contre le chômage et la protection sociale, alors que ceux de M. Chirac la placent en quatrième position, derrière la question de l'immigration. Toutefois, on relève une *étonnante majorité pour considérer* la réquisition de logements vides pour les sans-abri comme la mesure prioritaire en ce domaine. Parmi les personnes interrogées, 54 % des électeurs de M. Jospin et 45 % de ceux de M. Chirac donnent la priorité à cette mesure, loin devant l'accès gratuit à la protection sociale pour les sans-revenu et l'extension du RMI aux jeunes de moins *de vingt-cinq ans. Les réquisitions* ordonnées par le maire de Paris après l'occupation de l'immeuble de la rue du Dragon ont sans aucun doute été reçues par l'électorat comme un signe positif.

Sur la protection sociale, les électeurs accordent une importance *particulière, toutes* tendances politiques et toutes catégories sociales confondues, au maintien des remboursements de santé au niveau actuel (34 %), auquel il faut ajouter le maintien des hôpitaux dans les petites villes (22 %).

Les questions de politique étrangère ne sont pas de celles qui intéressent le plus les Français. *La construction de l'Europe* n'est jugée prioritaire que par 30 % des personnes interrogées, jospiniens et chiraquiens confondus, mais, qu'elles aient voté pour M. Jospin ou pour M. Chirac, elles sont 44 % à souhaiter la mise en place rapide de la monnaie unique européenne. Elles sont 44 % à se prononcer pour une intervention accrue de la France pour mettre fin aux *conflits dans le monde, comme* en Bosnie par exemple, alors que l'aide aux pays d'Afrique n'est mentionnée que par 10 % d'entre elles.

Enfin, les thèmes proprement politiques ne sont pas au premier plan des préoccupations des Français : la moralisation de la *vie publique n'est citée que par* 16 % d'entre eux et la réforme des institutions par 8 %. La campagne de M. Jospin, qui mettait en avant de telles propositions, n'a donc pas pas « pris » dans l'opinion, les électeurs du candidat socialiste ne se distinguant pas, de ce point de vue, de ceux de son adversaire, sinon sur le quinquennat, auquel ils sont net*tement plus favorables, et sur la* suppression du cumul des mandats.

Thomas Ferenczi

La signification du succès de M. Chirac

Estimez-vous que l'élection de M. Chirac à la présidence de la République traduit avant tout :

Une victoire de la droite contre la gauche	26 %
Une volonté de changement et de réformes pour le pays	68 %
Sans opinion	6 %

Vous-même (question posée aux électeurs de M. Chirac au second tour de l'élection présidentielle) en votant pour M. Chirac avez-vous voulu avant tout :

Eviter la victoire de la gauche	30 %
Mettre en œuvre des changements et des réformes pour le pays	67 %
Sans opinion	3 %

ÉTHIQUE **Mis au point par une équipe franco-néerlandaise, le test de dépistage prénatal du « syndrome de l'X fragile », responsable du plus fréquent des retards mentaux d'origine héréditaire, illustre les interrogations nouvelles que soulèvent les progrès de la biologie moléculaire. Plus fréquente (un nouveau-né sur sept cents), la trisomie 21 est en général la conséquence d'un accident chromosomique ponctuel, alors que le risque de récurrence de l'X fragile (un nouveau-né sur mille cinq cents à deux mille cinq cents) dans une famille déjà touchée est très élevé. ● SELON Jean-Louis Mandel, professeur de génétique à la faculté de médecine de Strasbourg et l'un des principaux artisans de ce test, *« la question de fond soulevée est de savoir ce que la société entend faire des connaissances qu'elle produit ».***

Un test prénatal peut détecter le principal retard mental héréditaire

L'identification rapide du « syndrome de l'X fragile » soulève de graves questions éthiques car elle étend le champ des affections repérables « in utero »

En publiant dans le dernier numéro du *Lancet* (daté du 6 mai) un court article sur la mise au point d'une nouvelle technique de diagnostic rapide du « syndrome de l'X fragile », une équipe franco-néerlandaise dirigée par Ben Oostra (Erasmus University, Rotterdam) et Jean-Louis Mandel (Inserm-CNRS, université de Strasbourg) soulève de manière concrète une série de graves problèmes éthiques inhérents à la possibilité d'un dépistage systématique du plus fréquent des retards mentaux d'origine héréditaire. La nouvelle situation créée par cette avancée technique est exemplaire des difficultés que peuvent induire les fantastiques performances de la biologie moléculaire dans le champ des maladies héréditaires.

« Syndrome de l'X fragile » ? Il s'agit là d'une maladie de découverte récente, qui touche un garçon sur mille cinq cents et une fille sur deux mille cinq cents. Ce syndrome associe un retard mental plus ou moins profond, allant de l'intelligence presque normale à la débilité profonde, une dysmorphie faciale, avec un visage allongé, des mâchoires proéminentes à certaines caractéristiques génétiques, au premier rang desquelles une *« fragilité anormale »* d'une région particulière du chromosome X que diverses techniques de laboratoire permettent de mettre en évidence.

Rostand et Carrel

Le risque de transmission héréditaire d'anomalies touchant l'intellect a, au début du siècle, alimenté de nombreux débats. L'une des principales questions soulevées était la stérilisation des personnes porteuses. *« Ne sépare-t-on pas les contagieux et les déments ? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes nocifs dans les glandes génitrices que les somas infectés ou menaçants dans les hôpitaux ou les asiles ? »*, écrivait Jean Rostand en 1936. Dans *L'Homme, cet inconnu* (Editions Plon), le docteur Alexis Carrel expliquait : *« La valeur de chaque individu est déterminée dans une large mesure par ses prédispositions héréditaires. Mais comme les êtres humains ne sont pas de race pure, il est impossible de prévoir ce que seront les produits d'un mariage donné. »*

Longtemps considérée comme une entité pathologique très mystérieuse, ce syndrome a rejoint, en 1991, le groupe des affections génétiques dont on connaît le substrat moléculaire (*Le Monde* daté 17-18 février et du 25 mai 1991). L'équipe de généticiens et de biologistes français, dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel a réussi à élucider les mécanismes fort complexes de transmission de l'anomalie et permis de mettre au point des méthodes de diagnostic génétique post- ou prénatal. Elle avait en effet découvert, la première, un étonnant processus de mutation instable qui explique la bizarrerie du mode de transmission. Cette mutation, sorte de bégaiement du code génétique jamais observée jusqu'alors, fut par la suite retrouvée dans une forme de myopathie et dans diverses affections neurodégénératives.

RISQUE DE RÉCURRENCE

Le « syndrome de l'X fragile » concerne en France environ quinze mille hommes et dix mille femmes. Cette entité pathologique est certes moins fréquente que la trisomie 21 (qui atteint un nouveau-né sur sept cents) dont la cause est également génétique, mais qui est souvent la conséquence d'un accident chromosomique ponctuel. A l'inverse, le risque de récurrence de l'X fragile dans une famille déjà touchée est très élevé, chez les frères et sœurs mais aussi chez les neveux et nièces, cousins et cousines d'une famille atteinte. Cela explique le développement d'une pratique de « conseil génétique ».

En fait, le diagnostic ne bénéficie pas directement à la personne concernée, dans la mesure où il n'existe pas de prise en charge ou de traitement spécifique. Il est en revanche d'une grande importance pour les parents. Il peut notamment permettre de corriger le diagnostic d'autisme et de faire l'économie de thérapeutiques inutiles et culpabilisantes, comme la prise en charge psychanalytique des parents. A l'échelle de la famille, il permet d'avertir du risque de récurrence du syndrome et de mettre en place un dépistage à visée préventive. En théorie, le conseil génétique est *« non directif »*, cherchant à donner une information objective sur la réalité du risque de transmission et laissant aux parents le choix et la responsabilité de leur décision.

Dans les faits, lorsque ce conseil génétique s'adresse à des personnes qui n'ont pas des capacités normales de jugement et de discernement, celles-ci ne demandent pas une interruption de grossesse, contrairement aux autres.

C'est dans ce contexte que l'équipe franco-néerlandaise annonce la mise au point d'une nouvelle méthode, beaucoup plus rapide, de diagnostic. Jusqu'à présent, l'identification des bases génétiques de ce syndrome réclamait des procédés complexes et sophistiqués d'analyse d'ADN (Southern Blot ou PCR) sur des cellules qui, pour des raisons techniques, ne pouvaient pas être d'origine sanguine. La publication du *Lancet* annonce la découverte d'une méthode, non brevetée, qui permet le diagnostic de l'anomalie à partir d'une ou deux gouttes de sang. Ce test est peu onéreux et permet d'obtenir une réponse en quelques heures. Il autorise ainsi, selon ses auteurs, des dépistages beaucoup plus larges dans les groupes de personnes souffrant de retards mentaux. Plus généralement, après avoir été proposé à l'ensemble des familles concernées, il pourrait être institué comme dépistage, sinon obligatoire, du moins systématiquement recommandé chez le nouveau-né.

J.-Y. N.

★ *« Rapid antibody test for fragile X syndrome », Lancet*, 1995 ; 345 : 1147-48.

Jean-Louis Mandel, professeur de génétique à la faculté de médecine de Strasbourg :

« L'avantage serait de prévenir suffisamment tôt les parents »

« Vous avez été l'un de ceux qui ont le plus contribué à la mise au point d'un diagnostic génétique du syndrome de l'X fragile. Cette méthode est-elle aujourd'hui largement répandue ?

– Cette maladie très handicapante commence à produire ses effets pathologiques dès l'âge de deux à trois ans. Or, dans notre groupe, depuis 1992, l'âge moyen des patients chez qui nous portons le diagnostic est de seize ans, à un stade où le conseil génétique pouvant être fourni auparavant n'a généralement plus d'intérêt. C'est dire que cette affection est encore très méconnue. Pour notre part, quelle que soit la méthodologie diagnostique utilisée, le principal problème est que le corps médical français ne connaît pas encore suffisamment cette maladie et, de ce fait, n'a pas suffisamment recours à ce type de diagnostic de laboratoire. Celui-ci est par ailleurs de plus en plus utilisé dans les pays occidentaux, et tout particulièrement en Grande-Bretagne.

– Etes-vous ou non inquiet des dérives que pourrait induire une méthode permettant de diagnostiquer avant la naissance un retard mental d'origine héréditaire ?

– Actuellement, le diagnostic natal du syndrome de l'X fragile n'est mis en œuvre que dans les familles connues pour être à risque de transmission de cette maladie. Cette méthode soulève un délicat problème lorsque le fœtus est de sexe féminin puisque l'on sait que l'affection ne touchera, de manière plus ou moins marquée, que 60 % des filles. Mais rappelons-nous qu'il s'agit d'une maladie très sévère, plus handicapante généralement que la trisomie 21. Ce qui me poserait problème, ce serait la découverte de gènes de prédisposition à des maladies psychiatriques comme la schizophrénie ou la psychose maniacodépressive, avec un risque de 5 % ou 10 % de souffrir de troubles d'une sévérité que l'on ne pourrait pas prévoir, et ce à un âge que l'on ne saurait pas préciser. Dans de telles situations, la place du conseil génétique et de l'éventuelle interruption de grossesse me paraît très discutable.

– Votre nouvelle technique de diagnostic autorise en pratique la généralisation de cette méthode. Quelle est sur ce point votre position ? N'êtes-vous pas inquiet des perspectives ainsi ouvertes ?

– Il n'est pas question aujourd'hui, en France du moins, de mettre en place un dépistage systématique du syndrome de l'X fragile. Cela dit, la chose est techniquement possible. Il faudrait en discuter l'intérêt, étudier ce que cela pourrait apporter aux familles et aux personnes concernées. Mais sauf à se refuser à voir ce qui est, tout le monde, médecin ou non, peut faire le diagnostic de trisomie 21 quand il est en face d'un enfant atteint de cette anomalie chromosomique. Cela ne pose pas de problème éthique particulier. Pour moi, il n'y a pas de vraie différence entre voir avec les yeux ou voir les caractéristiques moléculaires d'une goutte de sang. L'important n'est pas dans l'établissement du diagnostic d'une maladie héréditaire, mais dans l'usage que l'on fait de cette information. On m'a récemment rapporté que, durant l'occupation allemande, on a tué, à Strasbourg, des personnes atteintes de chorée de Huntington. Il n'était pas nécessaire pour les tuer de disposer du test génétique qui nous permet aujourd'hui de confirmer le diagnostic de cette maladie.

» Je ne sous-estime nullement les problèmes soulevés par l'apparition de la technique rapide de diagnostic du syndrome de l'X fragile. On peut notamment envisager dès maintenant un test spécifique mis en oeuvre chez tous les nouveau-nés puisqu'on leur prélève déjà du sang pour le diagnostic de la phénylcétonurie. La différence est qu'il existe, dans ce cas, une thérapeutique, et donc un intérêt direct pour l'enfant. Dans le cas de l'X fragile, le seul avantage serait de prévenir suffisamment tôt les parents et les familles, afin de les faire bénéficier, s'ils le souhaitent, d'un conseil génétique. Les expériences de ce type qui ont été faites avec la myopathie de Duchenne ont donné des résultats mitigés. Est-il utile de s'engager aujourd'hui dans cette voie ? La question de fond qui est ici soulevée est bien celle de savoir ce que la société entend faire des connaissances qu'elle produit. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

COMMENTAIRE

EUGÉNISME DÉMOCRATIQUE

Jour après jour, la génétique moléculaire fait la preuve de sa puissance et dessine ses propres limites. En vingt ans, le syndrome de l'X fragile a été découvert, décrit et relié à une anomalie génétique spécifique. On a dans le même temps calculé la fréquence de l'affection, saisi ses différents visages et compris le mode, complexe, de transmission héréditaire de ce retard mental au sein de l'espèce humaine. La mise au point d'un test diagnostic simple et rapide à partir d'un simple prélèvement de sang est une étape nouvelle et décisive dans la prise en compte par la science et la médecine de ce qui apparaît comme le plus fréquent des retards mentaux d'origine génétique.

Sans doute convient-il de ne pas nourrir de craintes irrationnelles, transformer l'ADN en mythe vivant et, au choix, faire des généticiens des magiciens ou des démons. On peut les rejoindre quand ils expliquent que le syndrome de l'X fragile est une affection héréditaire comme le sont les myopathies ou la mucoviscidose et que les recherches qu'il sucite ne sont pas d'une autre nature que celles menées par la génétique moderne. Pour sa part, le professeur Mandel a raison de rappeler que les batteries de tests de dépistage génétique présents et à venir ne sont que des outils que la société utilisera ou pas.

Force pourtant est de reconnaître que dans ce domaine l'offre stimule une demande croissante et les plus éclairés des biologistes s'inquiètent ouvertement aujourd'hui des impasses dans lesquelles pourrait s'engager leur discipline. Le dossier de l'X fragile illustre clairement les dangers inhérents au fossé grandissant qui sépare les possibilités diagnostiques et thérapeutiques. Médecins et généticiens ont-ils via l'avortement et le conseil génétique d'autres perspectives que celles d'une éradication des maladies héréditaires qu'ils savent dépister avant la naissance mais pas – encore – soigner ? Ne poursuit-on pas ici, par voie démocratique, une démarche eugéniste qu'autorise depuis le début de ce siècle la science du vivant ?

J.-Y. N.

Les Français jugent nécessaire d'aider leurs « grands enfants »

Une enquête du Credoc confirme la vigueur de la solidarité entre générations

LES ENFANTS RESTENT de plus en plus longtemps au domicile parental et leur présence, jusqu'à un âge avancé, est considérée comme « normale » par une très large majorité de la population française. En 1990, date du dernier recensement, 65 % des jeunes gens et 47 % des jeunes filles de vingt à vingt-quatre ans vivaient chez leurs parents, contre respectivement 60 % et 38 % en 1982. Selon une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observatoire des conditions de vie (Credoc) menée en 1994 et en 1995 auprès de quatre mille personnes et rendue publique mardi 9 mai, plus de deux Français sur trois rejettent l'idée d'une « limite d'âge » au-delà de laquelle il faudrait cesser d'aider les « grands enfants » âgés de plus de seize ans sous peine de les déresponsabiliser.

Plus encore, 60 % des personnes interrogées ne croient pas qu'un jeune qui quitte le domicile parental doive se débrouiller seul et 86 % sont favorables à ce que les parents usent de leurs relations pour aider un enfant à décrocher stage ou emploi. Cette « aide relationnelle » est surtout mise en avant par les personnes les plus âgées et les moins diplômées mais aussi par les milieux ouvriers et à faibles revenus.

Bien que le Credoc observe que *« la solidarité parentale s'avère légèrement plus forte dans les milieux populaires et modestes (ouvriers, non diplômés) que dans les catégories favorisées »*, les résultats de cette enquête montrent combien le départ de plus en plus tardif des enfants du foyer est socialement admis. Le faible écart entre les opinions des chargés de famille et celles des personnes sans enfant illustre l'ampleur du consensus. Visiblement, l'allongement de la durée des études et les difficultés des jeunes à trouver un emploi stable sont allés de pair avec l'atténuation du conflit entre les générations. Ce sentiment est encore plus fort dans les milieux modestes et non-diplômés. *« En tout état de cause,* insiste le Credoc, *pour nos concitoyens, la notion de solidarité passe le plus souvent avant celle de responsabilisation de l'enfant. »* A moins que les difficultés économiques n'aient rendu irréalisable le désir légitime d'indépendance des jeunes...

Si le soutien des parents aux enfants de plus de seize ans est plébiscité, il apparaît également « normal » qu'une relation réciproque d'entraide se mette en place lorsqu'un enfant travaille et habite chez ses parents. Les trois quarts des personnes interrogées estiment naturel que ces jeunes participent financièrement à la vie familiale en payant une partie du loyer ou en prenant en charge une partie des frais d'alimentation. Presque considéré comme une règle de vie, le partage des tâches ménagères est perçu comme une évidence par plus de 90 % de la population. Une majorité de personnes interrogées considèrent également que la solidarité des parents envers leurs grands enfants englobe aussi la vie affective : plus de la moitié (56 %) trouvent normal que les parents acceptent sous leur toit le conjoint de leur enfant si le couple n'a pas les moyens de s'installer. En revanche, plus d'une personne sur trois désapprouve la vie à deux des jeunes sans ressources régulières, preuve que cette opinion n'est pas encore totalement admise.

Cependant, cette solidarité familiale doit s'exercer parallèlement à une aide de la collectivité, notamment pour que les jeunes à la recherche d'un emploi puissent subvenir à leurs besoins. Il est intéressant de constater que, pour les quatre cinquièmes de la population, l'aide de l'Etat doit être fournie aux enfants et non à leurs parents. Le système actuel paraît d'ailleurs inadapté. Jusqu'à présent, la demande d'aide concernait surtout les étudiants et non les jeunes à la recherche d'un emploi. Désormais, la demande est générale et les critiques visent les prestations familiales, jugées insuffisantes par 81 % des personnes interrogées. Nombreux sont ceux qui considèrent que les subsides de l'Etat devraient concerner tous les jeunes qui ne gagnent pas leur vie, quel que soit leur lieu de résidence et leur situation. Au total, sept Français sur dix souhaitent que les allocations familiales continuent à être versées aux parents d'un enfant qui ne vit pas sous le même toit qu'eux mais qui est encore à leur charge.

Michèle Aulagnon

La famille, valeur refuge

Au-delà d'un certain âge, il ne faut plus aider son enfant sous peine de le déresponsabiliser	32	68
Un jeune qui quitte le foyer de ses parents doit se débrouiller sans eux	40	60
Un parent doit faire jouer ses relations pour aider son enfant à trouver un travail ou un stage	86	
Les parents doivent accepter chez eux le conjoint de leur enfant si le jeune couple n'a pas les moyens de s'installer	56	44

L'aide des parents envers leurs grands enfants est plébiscitée

Dans l'affaire des commissions versées par GEC-Alsthom le mystérieux « Monsieur X » est identifié

Le juge Van Ruymbeke a entendu Richard Moatti, ancien dirigeant du PS

Une nouvelle fois les socialistes se trouvent, face au conseiller Renaud Van Ruymbeke, dans une situation délicate. En dépit de leurs démentis, l'enquête du magistrat rennais, qui a entendu, mardi 9 mai, l'énigmatique « Monsieur X », semble confirmer les déclarations des dirigeants de GEC-Alsthom sur le versement en 1989 et en 1990 d'une commission occulte au PS par le biais de comptes ouverts à l'étranger.

LE MYSTÉRIEUX « Monsieur X », qui aurait servi d'intermédiaire, en 1989, dans une affaire de financement occulte de la société *GEC-Alsthom au profit du Parti* socialiste, a été identifié. Il s'agit de Richard Moatti, un homme d'affaires méridional qui a fait partie du comité directeur du PS, où il était *membre de la commission* nationale du contrôle financier, jusqu'en 1994.

Richard Moatti a été entendu, mardi 9 mai, à Rennes par le conseiller Renaud Van Ruymbeke. Début avril, deux anciens dirigeants de GEC-Alsthom avaient déclaré au magistrat rennais que les fausses factures imputées par leur société à un marché de locomotives passé avec les Pays-Bas ne correspondaient pas, en réalité, à cette vente. Selon MM. Jean-Pierre Desgeorges et Franck Vaignedroye, respectivement ancien PDG et ancien directeur général des affaires ferroviaires de GEC-Alsthom, ces factures, d'un montant total de 7,5 millions de francs, auraient eu *« pour seul objet de financer le Parti socialiste français » (Le Monde* du 5 avril).

Les deux hommes affirmaient avoir eu dans cette affaire deux interlocuteurs socialistes : Jacques Colliard, conseiller de Michel Delebarre, alors ministre des transports, et un énigmatique « Monsieur X », mandaté par le PS pour négocier le montant et les modalités du versement. C'est ce dernier (la quarantaine, brun et de taille moyenne) qui avait, selon eux, désigné les deux *comptes bancaires* « panaméens », Urban et Henley, ouverts à Genève et à Londres, sur lesquels les 7,5 millions de francs allaient être versés, en 1989 et 1990. L'homme, *précisaient-ils* encore, était sans doute membre du comité directeur du PS.

Les socialistes, à commencer par Jacques Colliard, avaient démenti ces informations. Le trésorier du parti, Alain Claeys, avait été catégorique : le PS n'avait jamais détenu de comptes à l'étranger, pas plus Urban (un nom qui rappelle Urba) que Henley *(Le Monde* du 7 avril). M. Moatti, qui avait déjà été *entendu par des policiers du SRPJ* de Rennes entre les deux tours de l'élection présidentielle, a reconnu, mardi, qu'il était bien, à l'époque des faits, l'ayant droit *économique des deux comptes* panaméens en question. Il les aurait utilisés, dans l'affaire mise au jour par le magistrat rennais, pour le paiement à des intermédiaires chinois d'une commission liée à l'obtention par des entreprises *françaises* – GEC-Alsthom, Framatome, EDF et le groupe français du BTP Campenon-Bernard – du marché de la centrale nucléaire chinoise de Daya Bay, en 1986.

D'après Richard Moatti, le versement des 7,5 millions de francs s'inscrirait dans le contexte de ses activités commerciales au profit de grandes sociétés françaises intéressées par des marchés étrangers, indépendamment de son rôle et de ses fonctions au sein du Parti socialiste. Richard Moatti était-il, pour le PS, au coeur d'un réseau de comptes étrangers similaire à celui mis en place par le PR et destiné à recevoir, en échange de services rendus dans la conquête de marchés, des commissions des grandes entreprises françaises ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Après *avoir reconnu certains faits*, devenus difficiles à contester compte tenu des récents développements de l'enquête, l'ancien responsable socialiste s'est refusé, mardi, à en dire plus au conseiller Van Ruymbeke.

M. Moatti, qui appartenait au courant Mauroy-Jospin, a quitté le comité directeur du PS en octobre 1994, quelques mois après la découverte par Renaud Van Ruymbeke *de mouvements bancaires* conduisant, à terme, aux versements de GEC-Alsthom sur les comptes Urban et Henley. A la même époque, Richard Moatti, *qui résidait à Tarascon* (Bouches-du-Rhône), a élu domicile à Genève.

Roland-Pierre Paringaux

A Istres, un lycéen blesse son professeur à coups de couteau

UN PROFESSEUR DE PHYSIQUE du lycée Arthur-Rimbaud d'Istres (Bouches-du-Rhône) a été poignardé, mardi 9 mai, par un élève *« plongé dans un état second »*, selon les témoignages de ses camarades de seconde. A la fin du cours, Sébastien, âgé de seize ans, s'est précipité sur l'enseignant et l'a frappé dans le dos avec un couteau. *« Je suis Dieu et personne ne peut m'arrêter »*, a-t-il proféré, ainsi que des vers d'Aragon, en bondissant sur l'estrade. Légèrement blessé, le professeur a regagné son domicile après avoir reçu des soins à l'hôpital de Miramas.

« Tout s'était bien passé durant le cours, témoigne Gilles. *Sébastien ne semblait pas énervé, ni contrarié. »* Pour expliquer ce *« geste de folie »*, certains avancent la passion de l'adolescent pour les jeux de rôle. *« Il ne jouait pas uniquement des rôles violents*, dit Ludovic, *parfois même il lui arrivait d'être une femme ou un prêtre. Sébastien était vraiment pris par ces jeux et en parlait beaucoup, mais j'ai du mal à penser qu'ils aient sur lui une telle influence. »* Le proviseur et l'inspecteur d'académie ont annulé, mardi 9 mai, les cours de l'après-midi et réuni les 1 300 élèves du lycée pour leur faire part des circonstances du drame. Le jeune agresseur, qui suivait *« une scolarité normale et n'entretenait aucun différend avec son professeur »*, a été placé en garde à vue et, une fois interrogé, soumis à une expertise médicale. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **DROGUES : le comédien Philippe Léotard** a été condamné, mardi 9 mai, à dix-huit mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui jugeait une affaire de trafic de cocaïne dans laquelle il était poursuivi pour usage, cession et offre de stupéfiants. Gérard Lamarre, le responsable de la discothèque de La Baule au centre de ce trafic, a été condamné à deux ans de prison dont six mois avec sursis.

■ **ÉDUCATION : l'inspection générale** de l'administration de l'éducation nationale devra vérifier les accusations de *« favoritisme »* formulées par des étudiants de première année de la faculté de médecine de l'université Paul-Sabatier de Toulouse à l'encontre de certains de leurs enseignants. Cette enquête, demandée par le ministre de l'enseignement supérieur, avait été souhaitée par le conseil d'administration de l'université après que des médecins eurent reconnu avoir donné des cours *« privés »* dans l'enceinte de la faculté à quelques étudiants *« privilégiés »*, pour mieux les préparer à un examen très sélectif (140 places pour 1 350 candidats).

■ **UNIVERSITÉS : les cours ont repris** à la faculté des lettres de l'université de Besançon, mardi 9 mai, après un mois d'interruption décidé, le 7 avril, par le conseil de gestion pour protester contre le déficit de financement des heures complémentaires d'enseignement.

■ **IMMIGRATION : une filière de travailleurs clandestins tchèques** employés à Val-Thorens, station de ski savoyarde, a été démantelée par les services de l'inspection du travail, épaulés par la gendarmerie. Un contrôle opéré mardi 2 mai avait permis de découvrir qu'une quinzaine de personnes dépourvues de titres de séjour et de travail étaient employées à des tâches de serveur, cuisinier et plongeur au chalet du Génépy, un restaurant appartenant à un citoyen allemand d'origine tchèque. – *(corresp.)*

■ **SANTÉ : une charte réactualisée du patient hospitalisé** vient d'être adressée aux préfets de région et de département, dans une circulaire signée par Simone Veil et Philippe Douste-Blazy, ministres en charge de la santé. Le texte, qui détaille les droits et devoirs du patient à l'hôpital, devra être remis *« à chaque patient accueilli le cas échéant en urgence ou en consultation externe »*.

■ **PRISONS : la mort d'un détenu a entraîné des incidents**, dimanche 7 mai, à la maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Environ 130 détenus ont manifesté dans les cours de promenade, armés de barres de fer, brisant des vitres, arrachant des grillages et détériorant des bornes de système d'alarme. Dans la nuit de lundi à mardi, des matelas enflammés ont été lancés par les fenêtres des cellules. Le calme est revenu après intervention des forces de l'ordre. Une autopsie du détenu retrouvé mort dans sa cellule, probablement à l'issue d'un suicide par absorption de médicaments, devait être pratiquée mercredi 10 mai.

■ **JUSTICE : le procureur de la République de Perpignan**, Louis Bartoloméi, qui a été nommé avocat général à la cour d'appel de Lyon (*Le Monde* du 9 mai), a déposé un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat contre cette décision, qu'un collectif de soutien à M. Bartoloméi considère comme un déplacement d'office (*Le Monde* du 20 janvier).

La peur meurtrière de l'épicier des Morillons, à Montreuil

C'EST UN PETIT HOMME ROND, âgé de soixante-deux ans, aux rares cheveux blancs, voix faiblarde et air renfrogné. A la demande de l'avocat général Voirain, Sylvain Boyer, l'épicier de la cité des Morillons à Montreuil, plonge sa *main dans la poche droite de son pantalon*, hésite à refaire le geste, fait mine de brandir un pistolet et tire. Le 17 février 1992, vers 19 heures, Idir Merhem, jeune père de famille âgé de vingt-quatre ans, tombait, devant lui, mortellement blessé.

Trois ans plus tard, les rares témoignages, exposés devant la cour d'assises de Seine-Saint-Denis à partir de mardi 9 mai, demeurent encore confus. Selon une amie qui accompagnait Idir, l'épicier a tiré sans raison apparente. Une cliente affirme, au contraire, avoir été témoin d'un accrochage verbal entre les deux hommes. Selon l'accusé, Idir et son amie avaient pénétré dans le magasin sur les pas d'un groupe de trois *autres jeunes de la cité, dont un qui l'avait déjà* agressé. Ils étaient ressortis avec un pack de bouteilles de bière en expliquant que le jeune Français d'origine algérienne réglerait l'addition. Celui-ci aurait refusé de payer cette dette *qui n'était pas la sienne. Le ton aurait monté*, les insultes fusé. L'épicier affirme avoir vu la crosse d'un pistolet à la ceinture d'Idir. Il aurait *saisi son propre pistolet, puis suivi le jeune* homme à l'extérieur. Se sentant menacé à nouveau, il aurait tiré *« par réflexe »*. Aucune arme ne devait être retrouvée près du corps de la victime.

« C'ÉTAIT UN OISEAU EN CAGE »

Sylvain Boyer, ardéchois, s'est retrouvé égaré au cœur d'un quartier sensible de Seine-Saint-Denis. L'homme au gilet boutonné n'a pas dépassé le *certificat d'études, s'est formé sur le tas* comme plombier, est devenu, avec sa première épouse, gardien de l'hôtel privé de la famille des banquiers Lazard, à Paris, jusqu'en 1981. Une avalanche de dépositions le décrivent comme *« un père tranquille, calme et serviable », « un tonton-gâteau », « un brave gars travailleur »*. Veuf, il refait sa vie avec une jeune femme yougoslave dont il a deux enfants. Sa fille se marie une première fois avec un Mauricien, puis avec un Marocain. Au chômage en 1988, il vend un petit pavillon à Puteaux pour reprendre, avec l'aide de son gendre, « Les trois Gorets », l'épicerie de la cité des Morillons à Montreuil : onze heures par jour, six jours sur sept. Les traites *remboursées, 7 000 francs par mois, il lui reste*, dit-il, *« moins que le SMIC »*. En évoquant les quatre années vécues à la cité des Morillons, *deux ou trois mots reviennent dans la bouche* de Sylvain Boyer : peur, insécurité, angoisse. Et une phrase : *« Je me sentais menacé »*. Il dit ainsi les pneus crevés, les petits vols *« quotidiens »*, les cinq dépôts de plainte *« pour les plus gros »*, *l'agression dont ils ont été victimes en 1989, lui* et sa fille (elle a été frappée par un coup de poing américain, il a eu une main cassée). Il raconte comment lui, le chasseur ardéchois qui aimait aller à la chasse avec un ami algérien, a *transformé un pistolet à grenailles pour pouvoir* y loger, en toute illégalité, des balles de 9 mm.

« C'était un oiseau en cage, a dit un parent au cours de l'enquête, *il n'aurait jamais dû acheter ce commerce. »* L'épicier affirme avoir voulu vendre, mais n'avoir pas trouvé de repreneur. *« Il vivait dans un climat d'insécurité, de méfiance, qu'il entretenait lui-même »*, expliquera un expert psychiatre, qui le définit comme un être *« rigide, se remettant difficilement en cause ». « N'importe quel incident aurait pu l'amener à ce geste. »* L'épicier aurait donc atteint, ce jour-là, *« les limites de sa tolérance »*. Et déchargé 9 mm de plombs meurtriers sur un jeune homme, point d'orgue à quatre années *de peur et d'angoisse*.

Jean-Michel Dumay

Mort de Jacques Isorni, « brillant et posthume avocat du maréchal Pétain »

IL EXISTE de Jacques Isorni, mort lundi 8 mai à son domicile parisien, une photographie qui semble avoir été prise pour illustrer ce qui fut l'essentiel de sa vie. Elle le montre debout, les bras étendus sous les manches noires de la robe d'avocat, ailes tendues comme pour couvrir et protéger le vieillard en uniforme de maréchal de France assis devant lui, *en ces jours d'août* 1945, où la Haute Cour de justice juge Philippe Pétain. Cette cause, sa « grande affaire », il en aura été habité jusqu'à son dernier souffle. Elle l'aura *conduit* à tous les excès, à toutes les injustices en même temps qu'elle lui aura infligé les plus vraies souffrances. Elle aura nourri un antigaullisme spécifique *qui, pour s'exprimer,* aura pris prétexte de tout. On se demandera longtemps comment put naître ce coup de foudre qui allait perdurer quasiment un demi-siècle.

Telle est bien la singularité. Jacques Isorni est né au pétainisme alors que celui-ci venait de sombrer corps et biens. Il est né du même coup à l'antigaullisme en cette période où l'homme du 18 juin 1940 touchait à l'apogée de sa gloire et de sa popularité. Rien, pourtant, n'assurait d'un pareil destin un avocat de bonne facture *abordant*, à trente-quatre ans, un procès assuré de rester historique.

Il était né à *Paris le 3 juillet* 1911. Dès 1931, à vingt ans, il s'inscrit au barreau de Paris. Il y montre des *aptitudes* que couronne le titre toujours envié de premier secrétaire de la conférence du stage. En ces temps-là, contrairement à d'autres, Jacques Isorni ne se manifeste pas *politiquement*. Il demeure à l'écart des grandes secousses que connaît la III[e] République. Lorsque, en septembre 1939, viendra la « drôle de guerre », suivie d'une débâcle sans drôlerie, c'est le caporal *Isorni qui* répondra à l'ordre de mobilisation. Il se verra affecté, en qualité de secrétaire, à l'inspection générale du service de santé. L'armistice de juin 1940 le rendit à la vie civile, c'est-à-dire au barreau. S'il y était considéré, il ne s'y était pas encore distingué. *L'occupation* s'apesantissait sur le pays, singulièrement sur Paris. Le temps des otages n'était plus loin, celui de la clandestinité non plus. Jacques Isorni entendait seulement tenir dans cette tragédie sa place d'avocat. Jacques Isorni plaida. Il *défendit fièrement des résistants*, communistes ou pas. Il connut pour eux l'angoisse.

Vint août 1944, ce radieux été de la Libération, suivi de son hiver cruel. *L'Histoire se jouait de façon* vertigineuse. D'autres procès, d'autres juridictions sont là. Jacques Isorni ne connaissait pas Robert Brasillach, romancier et poète, rédacteur *en chef de Je suis partout*, intellectuel fourvoyé, signataire de phrases assassines, chantre d'une collaboration pure et dure, d'un antisémitisme longtemps sans retenue. Mais qui pour le défendre? Sa sœur a entendu parler de *Jacques Isorni*. Robert Brasillach aurait dit: *« Va pour Isorni. »*

MASQUE DE CIRE

Tout se déroula *en un après-midi*. Brasillach, condamné à mort, pouvait-il être gracié, sauvé? Beaucoup, dans le monde des lettres, ont tout fait pour qu'il en soit ainsi. Son avocat aussi, *devant un* Charles de Gaulle, président du gouvernement provisoire, qui le reçut *comme* le voulait l'usage, mais en vain. De cette entrevue, Jacques



JACQUES ISORNI

Isorni garda un souvenir tenace. *Voici à présent le débat majeur sur* la collaboration, le « procès » de Philippe Pétain. C'est lui qu'il faut juger et c'est lui qu'il faut défendre. Jacques Isorni plaidera aux côtés du bâtonnier Payen et du futur bâtonnier Jean Lemaire. Des trois, il est le cadet. *Mais au fil des jours*, il s'affiche et bientôt s'impose. L'Europe découvre cet avocat remuant, son roide maintien, son masque de cire, sa vaillance de combattant.

Ce qu'il entendait *soutenir* devant cette Haute Cour de justice, c'est que Phillipe Pétain, de 1940 à 1944, avait été, face à l'Allemagne, le bouclier. S'ils furent attentifs, les *juges de Philippe Pétain ne furent* pas convaincus. Ils votèrent la mort du vieux maréchal à une voix de majorité, en souhaitant publiquement que cette peine ne soit *pas exécutée*.

Elle ne le fut pas. Mais la détention perpétuelle qui lui fut substituée fut effectivement perpétuelle. Philippe Pétain, *«le plus vieux prisonnier du monde»*, mourra à l'île d'Yeu le 23 juillet 1951. Une double action est engagée, dont Jacques Isorni fut le meneur infatigable. Il s'agissait d'obtenir la translation des cendres du vainqueur de Verdun à l'ossuaire de Douaumont et une révision du procès de 1945. Dès lors, chaque anniversaire de la mort du prisonnier ramenait Jacques Isorni et les autres fidèles devant la tombe blanche. Chaque *célébration* du 11 novembre 1918 donnait aux mêmes l'occasion de redire leur volonté d'un retour des cendres.

Il y aura une dizaine de *demandes en révision*. Il y aura, signés de Jacques Isorni, succession de livres, de pamphlets et de requêtes. Tous sont porteurs de la même obsession : opposer à un Pétain tout de droiture un de Gaulle tout hypocrisie, à un maréchal tout abnégation un général tout arrivisme. Quoi de plus ordinaire, dans cette vision manichéenne, qu'au plus fort de la crise de mai 1968 Jacques Isorni se soit dit convaincu que *« le processus entamé par François Mitterrand est le seul qui convenait à la situation actuelle »* et qu'il *« permettrait à la nation de sortir du chaos où l'homme néfaste l'a plongée avant de partir pour toujours »*? De la même façon, dès décembre 1965, il avait fait savoir qu'il donnerait, au second tour de l'élection présidentielle, sa voix à M. Mitterrand après *« le merveilleux ballottage »* du 5 décembre dû à M. Lecanuet.

Ainsi, sans que jamais puisse s'éteindre en lui l'amour quasi mystique qu'il voue à Pétain et la haine implacable portée à de Gaulle, la carrière de Jacques Isorni va son chemin. Il la mène au gré des événements. En 1951, il avait été élu député indépendant de Paris. En 1956, il avait été réélu. Cette fonction parlementaire lui valut d'être rapporteur de la commission de la justice sur le projet de réforme du code d'instruction criminelle, futur code de procédure pénale. Ce fut, pour lui, l'occasion de faire adopter le fameux article 11 instaurant le secret de l'instruction. Son expérience professionnelle lui révéla bientôt la vanité, en tout cas l'insuffisance, des mesures qu'il avait proposées. Dès le début des années 70, il battait sa coulpe et proposait une publicité de l'instruction à partir des débats devant la chambre d'accusation.

« L'HONNEUR D'ÊTRE UNE CIBLE »

La vraie nature n'en est pas moins toujours là qui sommeille. Il suffisait, pour la réveiller, des dernières années de la guerre d'Algérie. Jacques Isorni choisissait tout naturellement son camp: pour l'Algérie française, ce qui, dès l'« affaire des barricades » d'Alger en janvier 1960, signifiait : contre de Gaulle. La violence de son engagement devait lui attirer bien des déboires. Il revendiqua hautement *« l'honneur d'être une cible »*. Ce qu'il avance, sur la foi d'une lettre reçue, à propos d'un juge de la cour militaire de justice lors du procès des accusés de l'attentat du Petit-Clamart, motive contre lui une suspension de trois ans qui sera effective.

Pourtant, il récidive. Il pense avoir la preuve que *« l'actuel ministre des finances »* (Valéry Giscard d'Estaing) sympathise avec l'OAS. Sans hésiter, il lance l'accusation. Les journaux de l'antigaullisme « historique » et d'autres, de *Rivarol* à *Minute*, en font leurs choux gras. Lui y gagnera une inculpation *de diffamation sur plainte* de l'intéressé, que plus tard la justice dira irrecevable. Entre-temps, un autre brûlot avait été lancé : *Jusqu'au bout de notre peine*. Ce qui y est écrit de Charles de Gaulle entraîne contre l'auteur une succession de condamnations pour offenses au chef de l'Etat. Il reste que, hors politique, cet homme fut un bel avocat, estimé de ses pairs qui, toujours, le protégèrent. Il reste que, seul contre tous, en octobre 1968, il emporta l'acquittement d'un ouvrier maçon polonais, Joseph Kaczmarczyk. Les apparences semblaient désigner cet immigré comme assassin d'une fillette. Jacques Isorni, en ces jours, fut la défense à l'état pur, dans la grandeur qui naît de la solitude. Il meurt sans avoir pu mener à bien la grande affaire de sa vie : ce retour des cendres d'un maréchal réhabilité.

Quelle était sa vraie nature ? S'exprimait-elle seulement dans la violence des passions d'un polémiste aveuglé ? Faut-il la rechercher dans la modération, la tendresse, l'humour, la finesse que révèlent des livres comme ce *Quand j'avais l'âge de raison* ou maints passages des *Mémoires* ?

D'un côté, s'exhalent l'aigreur, l'antipathie, la jubilation du trait blessant, la jouissance du tourmenteur. De l'autre, se laissent aller le cœur et, débordant sans retenue, toutes les indulgences pour ceux qu'il aime.

Tout compte fait, c'est son confrère Georges Izard qui, dès 1971, avait eu le mot de la fin. Membre de l'Académie française où Jacques Isorni était venu briguer un fauteuil qu'il savait inaccessible, Izard avait murmuré au candidat: *« Je me demande quel aurait été votre destin si vous n'aviez pas été le brillant et posthume avocat du maréchal Pétain. »*

Jean-Marc Théolleyre

HORIZONS

ENQUÊTE

Peter Blake, gentleman aventurier de l'America

Le géant néo-zélandais a écumé les mers les plus dures du globe, où il a collectionné les records. Aujourd'hui, il est en passe de devenir le deuxième marin, en cent quarante-quatre ans, à arracher l'Aiguière d'argent aux Etats-Unis

LA première fois qu'il avait aperçu la Coupe de l'America, c'était à la télévision, le 26 septembre 1983. Ce jour-là, John Bertrand, skipper d'*Australia-II*, brandissait l'aiguière d'argent offerte en 1851 par la reine Victoria. Vainqueur de Dennis Conner, le navigateur australien venait de mettre fin à la plus longue série de l'histoire du sport : cent trente-deux ans d'invincibilité américaine dans cette compétition. Devant son écran, Peter Blake, aventurier néo-zélandais en escale entre deux courses autour du monde dans son cottage d'Emsworth (Hampshire), avait suivi cet exploit sans imaginer, alors, qu'il tenterait un jour de conquérir le plus vieux trophée du monde. « *Cette épreuve ne m'intéressait pas*, se souvient-il. *Ce n'était pas le style de voile que j'affectionne.* »

Douze ans plus tard, le 7 avril 1995 à San Diego, les deux marins les plus célèbres des antipodes se sont rencontrés pour la première fois dans l'intimité. A la veille des régates de la finale de la Coupe Louis-Vuitton, qui devaient désigner le vingt-neuvième challenger de la Coupe de l'America, Peter et Pippa Blake avaient répondu à l'invitation à dîner de John et Rasa Bertrand. Avant de s'affronter, les deux responsables des Défis néo-zélandais et australien avaient trouvé cette occasion de s'avouer leur respect mutuel, mais aussi de mieux mesurer tout ce qui les différencie, au-delà de leur passion commune pour la voile.

Bercé dès l'enfance par l'histoire de Tom Pearkes, son arrière-grand-père, ingénieur naval au service de Sir Thomas Lipton, qui avait par cinq fois défié les Américains au début du siècle, John Bertrand a rêvé très jeune à la Coupe de l'America. Son océan a toujours été délimité par les bouées à virer en dériveur, puis sur les 12-mètres JI. Pour Peter Blake, *d'un an son cadet*, les seules marques de parcours dignes d'intérêt portaient des noms de caps de légende : Bonne-Espérance, Leeuwin et, surtout, le Horn.

Intéressé par l'architecture navale et, plus encore, fasciné par l'aventure, Peter Blake a quitté son île à vingt-deux ans pour chercher un embarquement en Angleterre. Sa première lettre sera pour Robin Knox-Johnston. A bord de *Suhaili*, un cotre de 9,90 mètres construit de ses mains, ce pionnier avait été le seul des neuf participants à boucler en 312 jours, à la moyenne de 3,6 noeuds, le Golden Globe, le premier tour du monde en solitaire sans escale organisé en 1968. Cette course était entrée dans la légende avec la « fuite » de Bernard Moitessier, qui, après avoir doublé le Horn, avait poursuivi sa « *longue route* » jusqu'à Tahiti, et par le suicide de Donald Crowhurst, qui a inspiré un film, *Les Quarantièmes rugissants* ».

Robin Knox-Johnston avait retenu la candidature de Peter Blake pour un convoyage jusqu'au Cap (Afrique du Sud). Séduit par la force tranquille et la convivialité de ce géant blond de près de 2 mètres, il l'avait gardé à bord pour la course Le Cap - Rio-de-Janeiro, en janvier 1971. *Ocean-Spirit* s'était imposé, mais Robin préparait déjà une autre grande aventure avec la *construction de Burton-Cutter pour* la première course autour du monde en équipage, la Whitbread Round the World Race, en 1973-1974. Peter Blake sera du voyage comme équipier. Livré six semaines avant le départ, le voilier manque de préparation. Il embarque tellement d'eau que, malgré la victoire dans la première étape, au Cap, le skipper renonce dans le Grand Sud. « *Plus jamais !* », déclare Peter Blake en posant son sac à terre.

Dix-sept ans plus tard, le Néo-Zélandais était le seul navigateur à avoir disputé les cinq premières Whitbread. « *C'était alors la plus belle des aventures pour un marin*, estime-t-il. *Elle passe par les mers les plus dures du globe. Les rapports humains, à bord ou aux escales, étaient d'une rare intensité. Ceux qui ont fait la Whitbread ont souvent une vision différente des choses, une autonomie, une maîtrise et une qualité humaine qu'on ne trouve pas ailleurs. Mais, là aussi, les choses changent. L'aventure s'efface devant la course.* »

Les rendez-vous quadriennaux de la Whitbread ont rythmé la vie de Peter Blake. Surtout à partir de 1981, où il a choisi d'être maître à bord en sensibilisant ses compatriotes, en démarchant des sponsors locaux et en embarquant de jeunes équipiers kiwis sur ses propres bateaux. Troisième cette année-là, malgré le démâtage de *Ceramco-New-Zealand* dans la première étape, il entame une progression méthodique qui le mène à la deuxième place en 1986 avec *Lion-New-Zealand*, puis au « grand chelem » de 1990 où il s'impose dans toutes les étapes avec son ketch *Steinlager-2*.

DE cette époque date la réputation de marin d'eaux dures de ce « Tabarly des mers du Sud ». En guise de voyage de noces, en 1978, il ne propose pas à Pippa, son épouse anglaise, un tour de gondole à Venise, mais il l'emmène sur *Condor* pour un convoyage de 14 000 milles (20 000 kilomètres) jusqu'en Nouvelle-Zélande. *L'année suivante*, il s'impose dans la course du Fastnet (rocher à la pointe sud de l'Irlande), marquée par une tempête qui causera plusieurs dizaines de naufrages et la disparition de quinze concurrents. Il écume surtout toutes les grandes courses de l'hémisphère Sud et notamment Sydney-Hobart. A ce jour, il compte plus de 500 000 milles (près de 1 million de kilomètres) parcourus sur tous les océans du globe.

Comme John Bertrand, qui estimait avoir atteint son Graal en 1983, Peter Blake aurait pu s'arrêter après son triomphe dans la Whitbread de 1990. Une proposition de Michael Fay, le banquier qui avait lancé en 1986-1987 le premier Défi néo-zélandais dans la Coupe de l'America, le place, un peu tardivement, à la direction sportive du Défi de 1992 à San Diego. Comme la première fois, les Néo-Zélandais échouent en finale des challengers, mais Peter Blake préfère oublier cette expérience. « *Je ne considère pas que j'ai participé à cette Coupe*, dit-il. *Toutes les décisions étaient prises sans consultation ni explication par Michael Fay ou par l'architecte Bruce Farr.* »

A San Diego, Peter Blake rencontre le directeur de la coopérative fruitière ENZA (Eat New Zealand Apples), qui cherche un support pour faire connaître ses fruits à l'exportation. Le navigateur se passionne pour les préparatifs du Trophée Jules-Verne en France. L'accord est vite conclu. Depuis le Tour du Bicentenaire de l'Australie, gagné en 1988 sur son grand trimaran *Steinlager*, le géant blond rêve d'un tour du monde en multicoque. « *Je n'ai pas l'âme d'un pionnier et j'ai horreur de la solitude*, explique-t-il. *Je préfère tout mettre en œuvre pour faire mieux et plus vite que les autres. Ce défi d'un tour du monde en moins de 80 jours venait à point pour régénérer mon adrénaline et mon envie de naviguer. C'est une épreuve qui renvoie la voile à ses origines, sans règles de jauge ni contrôles. Une affaire d'honneur et de vitesse.* »

Fidèle en amitié et soucieux de satisfaire son sponsor, qui voulait un équipage composé de Britanniques et de Néo-Zélandais, Peter Blake choisit Robin Knox-Johnston comme coskipper. Les deux hommes et leurs cinq équipiers s'élancent d'Ouessant le 31 janvier 1993, en même temps que Bruno Peyron. Leur aventure sera interrompue vingt-six jours plus tard, après un choc qui a endommagé un flotteur du catamaran de vingt-six mètres. Pragmatique et obstiné, le Néo-Zélandais n'est pas découragé par la réussite du Français. De retour à quai, les coques sont allongées de deux mètres et renforcées sous la ligne de flottaison, les étraves *affinées* pour *améliorer* la pénétration dans l'eau. Le mât est incliné vers l'arrière pour soulager l'avant du voilier dans le gros temps. « *Nous avons*, disait-il, *un travail à terminer.* »

Un an plus tard, Peter Blake et Robin Knox-Johnston repartent pour un autre duel avec Olivier de Kersauson. Robin, qui tient le livre de bord, ne cesse de s'extasier sur les moyennes quotidiennes, voisines de 450 milles dans l'Atlantique, mais l'aventure commence au-delà des « quarantièmes rugissants » de l'océan Indien. A l'endroit même où le catamaran avait été endommagé un an plus tôt, Peter est brutalement éjecté de sa couchette. Il souffre de contusions aux côtes et doit rester allongé huit jours. Mais la menace la plus sérieuse vient des icebergs. Pour contourner un anticyclone, au sud de la Nouvelle-Zélande, *Enza* doit « plonger » au-delà du 60e parallèle. Jamais un multicoque n'a navigué à pareille latitude. Pendant onze jours, la progression s'effectue avec un œil rivé sur le radar pour détecter les icebergs. Giflés par des embruns glacés, les équipiers se relaient toutes les vingt minutes sur les étraves pour tenter de différencier la crête blanche des vagues des éventuels growlers, ces véritables « mines » flottantes détachées des icebergs.

La plus grosse dépression survient à l'approche du Horn. A sec de toile, *Enza* échappe à tout contrôle. Malgré les ancres flottantes, les chaînes de mouillage et les cordages mis par dessus bord pour tenter de freiner le catamaran, ce dernier, poussé par des rafales à plus de 50 noeuds et des vagues de quinze mètres, dérive dangereusement vers la terre de Graham (Antarctique). Dans ces conditions de survie, le Horn est bien le cap de la délivrance. Mais, avant de libérer ses nouveaux héros, l'Atlantique leur impose une ultime épreuve au large de la Bretagne : une de ces tempêtes de printemps qui impose à tous les bateaux de rester au port. Comme à l'approche du Horn, tous les traînards sont mis par dessus bord pour éviter le chavirage d'*Enza*. « *Les pires vingt-quatre heures de ma vie* », avouera Peter Blake. Au large du phare de Créac'h (île d'Ouessant), seul un bâtiment de la marine nationale a pu prendre la mer pour accueillir les nouveaux détenteurs du record autour du monde (74 jours 22 heures 17 minutes 22 secondes). « *Cette expérience nous empêchera à jamais de naviguer sur un bateau normal*, affirme le Néo-Zélandais. *C'est une navigation pour ceux qui veulent une nouvelle drogue, un flot continuel d'adrénaline.* »

> **« Ce n'est pas l'Everest de la voile. Nous continuerons, quoi qu'il arrive, à faire ce que nous savons faire, comme nous savons le faire »**

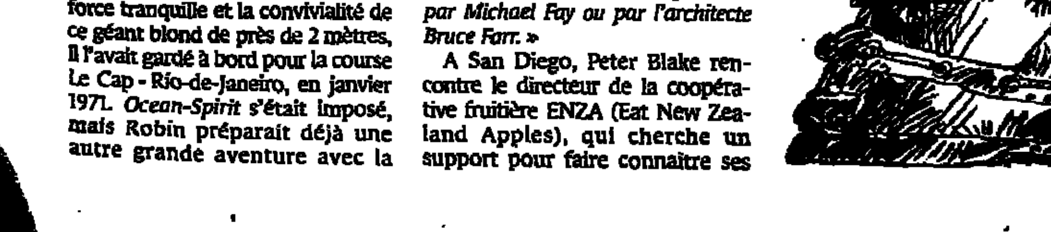
Un an plus tard, Peter Blake est pourtant à la tête du Défi néo-zélandais et navigue sur un class America au large de San Diego. Après le renoncement de Michael Fay, l'aventurier a accepté de relever ce nouveau challenge pour son pays. « *La Whitbread a mobilisé vingt ans de ma vie, le record avec* Enza *m'a apporté la plus grande joie de ma carrière, mais je serais aussi très fier de faire partie de l'équipe qui ramènerait la Coupe en Nouvelle-Zélande, car cette victoire aurait d'énormes retombées économiques pour le pays*, dit-il. *Les mesures prises pour limiter les budgets des Défis nous permettaient d'espérer cette victoire. La préparation de la Coupe de l'America et de la Whitbread ne différaient pas sensiblement. Il s'agissait de définir le meilleur concept et de réunir les bonnes personnes pour le mettre en œuvre.* »

PETER BLAKE a opté pour une démarche résolument collective, et la coordination a été confiée à Tom Schnackenberg, physicien nucléaire de formation, maître-voilier et touche-à-tout de génie, impliqué pour la septième fois dans la Coupe, après avoir joué un rôle majeur en 1983 auprès de John Bertrand. Dans son souci de privilégier la polyvalence et l'esprit d'équipe, Peter Blake a composé un équipage cumulant dix-huit participations à la Whitbread, vingt-quatre campagnes de l'America, trente-deux médailles aux championnats du monde et deux aux Jeux olympiques. Mais le géant blond n'avait pas prévu que cet équipage exigerait sa présence à bord. Malgré sa carrure, il a dû se plier au supplice des winches pour régler la grand-voile de *Team-New-Zealand*. Avec son imposante présence d'Obélix des antipodes et ses chaussettes rouges, qu'il ne quitte plus par superstition depuis la première victoire dans les régates éliminatoires, Peter Blake est aussi devenu la mascotte des Kiwis. Curieusement, le grand bateau noir a subi sa première défaite la première fois où, souffrant d'un coude, il n'avait pas embarqué.

Ce dont Peter Blake est déjà fier, c'est d'avoir imposé un autre état d'esprit, empreint de décontraction et de sérénité. Malgré la fièvre qui s'est emparée de la Nouvelle-Zélande, où 100 000 paires de chaussettes rouges ont été vendues et 300 000 personnes ont signé une voile de soutien, l'aventurier garde la tête froide. « *Ce n'est que la Coupe de l'America*, dit-il. *Ce n'est pas l'Everest de la voile. Nous ne cédons pas à la pression de l'événement. Nous continuerons, quoi qu'il arrive, à faire ce que nous savons faire, comme nous savons le faire.* »

Après John Bertrand en 1983, Peter Blake sera peut-être le deuxième non-Américain à brandir le célèbre trophée, mais l'événement ne devrait pas bouleverser sa vie. « *J'ai une famille formidable qui a tout sacrifié à mes envies*, dit-il. *Il est temps pour moi d'arrêter de naviguer en compétition et de me consacrer à ce qu'elle veut faire. Je souhaite emmener James* (huit ans) *à la pêche, faire du dériveur avec Sarah-Jane* (onze ans) *et accompagner Pippa à sa première exposition de peinture en octobre.* » Mais, si ces loisirs lui laissent un peu de temps, le gentleman aventurier a encore un projet. Avec la complicité du météorologiste américain Bob Rice, qui avait routé *Enza* et prépare les régates de *Team-New-Zealand*, le détenteur du Trophée Jules-Verne rêve d'un dernier Tour du monde... en ballon.

Gérard Albouy





Le grand européen qui s'en va

par Helmut Kohl

UN grand européen quitte les fonctions de président de la République française. François Mitterrand et moi-même faisons le bilan d'un partenariat dont mon élection en tant que chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le 1er octobre 1982, a marqué le début et qui suscite en moi un sentiment de reconnaissance. Douze ans et demi – jamais auparavant dans l'histoire contemporaine les responsables politiques à la tête de nos pays n'avaient exercé ensemble leurs fonctions pendant une période aussi longue. Cette période a été empreinte d'une coopération intense au service de l'amitié franco-allemande et de l'intégration européenne – une coopération qui s'est révélée excellente avec tous les premiers ministres et tous les gouvernements.

L'un de mes premiers actes officiels sur la scène internationale a consisté à rendre visite à François Mitterrand en octobre 1982 à Paris, et, peu de temps après, c'était à mon tour de l'accueillir à Bonn, à l'occasion des traditionnelles consultations franco-allemandes. A cette époque, nous avions également évoqué Verdun, ce lieu frappé par le destin et dont le nom est entré dans l'histoire commune de la France et de l'Allemagne comme l'incarnation même d'une tragédie partagée. En 1940, François Mitterrand y avait été blessé alors qu'il était soldat et mon père y avait vécu pendant la première guerre mondiale les horreurs d'une lutte funeste. Ce souvenir émouvant nous unissait et a été l'un des mobiles de notre rencontre quelque temps plus tard au fort de Douaumont, où nous nous sommes tendu la main devant un cercueil recouvert des drapeaux français et allemand. Les paroles de Charles Péguy *« Mère, voici vos fils qui se sont tant battus »* ne prirent-elles pas, ce jour-là, un sens nouveau ?

A Verdun, François Mitterrand et moi-même avons déclaré : *« L'unification de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous œuvrons dans l'esprit de la fraternité. »* Dès la première heure, nous avons considéré que la coopération étroite entre nos deux pays constituait un moteur à la fois indispensable et irremplaçable pour construire l'Europe unie. Les 20e et 25e anniversaires du traité sur la coopération franco-allemande en date du 22 janvier 1963 vinrent s'insérer dans ce contexte et sont devenus aussi des dates importantes pour l'Europe. Peu de personnes se souviennent encore aujourd'hui que c'est à l'occasion de l'un de ces anniversaires que le président Mitterrand a prononcé son grand discours du 20 janvier 1983 devant le Bundestag.

A mes yeux, il ne fait aucun doute que les développements qui sont intervenus en Europe dans les années 1989 et 1990 – notamment la réunification de l'Allemagne – n'auraient pas été possibles si l'Alliance atlantique n'avait pas fait preuve de fermeté en 1983 dans la question du déploiement de nouveaux missiles nucléaires à moyenne portée. Sur ce plan, la solidarité de la France a joué un rôle essentiel, solidarité que François Mitterrand exposa devant les députés allemands et qu'il justifia avec une clarté cartésienne en attribuant toute la responsabilité à l'Union soviétique, contrainte ainsi à fournir des explications.

En raison des nouveaux systèmes d'armes soviétiques et dans la perspective de l'équilibre des forces à garantir, il s'agissait pour lui en vérité de *« la condition nécessaire à la non-installation des armes prévues par la double décision de décembre 1979 »*. Mais qu'en était-il de cet équilibre des forces ? Il le caractérisait par cette formule succincte qu'il prononça en une autre occasion : *« Le pacifisme, il est à l'Ouest, et les euromissiles, ils sont à l'Est. »* Dans les débats politiques difficiles qui ont marqué l'année 1983, l'attitude sans équivoque adoptée par François Mitterrand s'est révélée un appui des plus précieux tant pour l'Alliance que pour le gouvernement fédéral.

La solidarité qui nous liait dans les questions de défense et sa dimension européenne ont caractérisé également les accords franco-allemands signés lors du 25e anniversaire du traité de l'Elysée. En janvier 1988, François Mitterrand et moi-même n'avons pas seulement conclu le protocole additionnel à ce traité par lequel la France et l'Allemagne créaient un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, mais nous avons également décidé la mise en place d'une brigade franco-allemande.

A cela vint s'ajouter en 1991 la décision relative à l'Eurocorps. J'ai ressenti le fait que François Mitterrand ait invité l'année dernière des unités de ce nouveau corps, qui se compose désormais de soldats de cinq nations, à participer au défilé du 14 Juillet à Paris, en tout premier lieu comme une profession de foi impressionnante du président de la République française en faveur de l'idée d'une défense européenne. En effet, sans politique de défense commune et, finalement, sans défense commune, l'Union européenne restera incomplète.

« Préparons enfin le moment où l'Europe, dotée d'un pouvoir politique central, décidera elle-même des moyens de sa sécurité » : voilà l'appel que François Mitterrand lançait le 25 mars 1987, trente ans exactement après la signature des traités de Rome. Pour la première fois, le drapeau européen flottait sur les Champs-Elysées et pour la première fois l'hymne européen retentissait sous l'Arc de triomphe. Une nouvelle aube se levait pour la Communauté européenne. Le Portugal et l'Espagne y avaient adhéré et au début de l'année 1987 l'Acte unique européen était entré en vigueur, qui renforçait les institutions communautaires et prévoyait l'achèvement du grand marché unique avant la fin de l'année 1992. Quel changement par rapport à l'*« eurosclérose »* des années 1981-1982 !

Douze ans et demi d'accord profond au cours desquels François Mitterrand a contribué de manière décisive à jeter les bases de l'union politique européenne

La revitalisation de la Communauté européenne a contribué de manière décisive à la victoire de la liberté dans la révolution qui s'est emparée de l'Europe dans les années 1989-1990. Ni François Mitterrand ni moi-même n'avions prévu ce tournant qui devait faire époque, encore moins la force et la vitesse de ces événements. Néanmoins, lorsqu'ils se produisirent, nous avons donné la seule bonne réponse possible : l'impératif de l'heure ne consistait pas à renationaliser la Communauté européenne – comme certains le pensent encore aujourd'hui – mais plutôt à la développer pour en faire une Union européenne.

Quiconque – à l'instar des détracteurs de la philosophie d'intégration d'un Jean Monnet ou d'un Robert Schuman – avait fondé la légitimité de la CE en premier lieu sur le stéréotype hostile de l'impérialisme soviétique pouvait penser que la Communauté en tant qu'institution supranationale avait fait son temps. Mais combien cette façon de voir les choses était-elle erronée ! *« Le nationalisme, c'est la guerre ! »*, s'écria le président Mitterrand le 17 janvier dernier à Strasbourg en s'adressant aux peuples d'Europe, et ce ne sont pas les sources de danger qui manquent aujourd'hui en Europe, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, ni les attaques à l'égard de nos idéaux fondés sur le christianisme et la philosophie des Lumières, et pas seulement à la périphérie de notre continent.

C'est dans cet esprit que François Mitterrand et moi-même avons dès le printemps 1990 – à une époque d'euphorie où les gens croyaient plutôt à la paix éternelle qu'à une discorde continue et encore moins à une nouvelle guerre – commencé la préparation du traité sur l'Union européenne. Lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement de la CE reprirent ce projet à Dublin, ils déclarèrent explicitement qu'il était *« d'une importance cruciale dans la réalisation des progrès en cours visant à établir un cadre fiable pour la paix et la sécurité en Europe »*. Il y a longtemps que nous avons compris combien ces paroles étaient sages et combien les chants des sirènes eurosceptiques étaient trompeurs.

L'exercice du pouvoir par des Etats nationaux souverains n'est pas un système qui a réussi à l'Europe, et les tentatives visant à asseoir la paix uniquement sur une coopération intergouvernementale et des alliances changeantes ont échoué. La sécurité ne s'obtient pas en menant des actions isolées qui constituent toujours un risque, tout comme une politique d'équilibre obligatoirement instable. Pour rester stable et capable d'agir sur la scène politique internationale, l'Europe a besoin non seulement de l'Union monétaire mais aussi de l'Union politique, seul cadre qui permette aux pays membres de sauvegarder efficacement leurs intérêts nationaux.

François Mitterrand et moi-même, nous nous accordions sur tous ces points. Cette concordance de vues a nourri pendant douze ans et demi le partenariat franco-allemand qui reste sans égal et qui est voué à l'idée européenne. François Mitterrand a contribué de manière décisive à jeter les bases de l'Union politique créée par le traité de Maastricht. Cette œuvre de paix, il nous l'a léguée ; à nous maintenant de la parachever.

Helmut Kohl est chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

Changer l'Etat

par Robert Lion

QUE le nouveau président français évoque dès ses premières paroles le fonctionnement de l'Etat est digne d'intérêt. M. Jacques Chirac nous annonce un Etat impartial et vigoureux, exigeant vis-à-vis de lui-même, sobre usager des deniers publics.

Serait-ce enfin pour l'Etat l'heure du « changement » ? Traiter vraiment le sujet, et non l'effleurer ou le renvoyer en commission, ouvrirait pour la France une page nouvelle, comparable par l'importance à la décentralisation des années 80.

Il nous faut en effet un Etat plus fort, qui accomplisse avec vigueur les missions qui sont les siennes ; l'« Etat modeste », rasant les murs de peur d'ombrager le marché ou l'individu, c'est une mauvaise idée. Pour être fort, l'Etat doit être d'abord plus léger, ce qui signifie un périmètre resserré et une capacité à déléguer, contracter, jouer en partenariat. Pour être fort, il faut aussi qu'il soit moderne – sans quoi il n'a pas prise sur la société –, et efficace – sans quoi il n'est pas respecté. Il doit être et agir différemment.

On n'a guère parlé de cet aspect quotidien de nos institutions au cours de la campagne récente. Mais les Français qui ont « protesté », par leurs votes et ceux, innombrables, que décourage la manière lourde selon laquelle le pays fonctionne, expriment des rejets et des attentes qui visent l'Etat. Ils n'acceptent plus son appareil rigide et mou ni ses envahissements. Ils lui en veulent d'être sourd aux volontés d'autonomie qui animent les citoyens, les entreprises, les corps intermédiaires. Les élus sont exaspérés par son acharnement mesquin à contrer la décentralisation. Le pays récuse cette machine lointaine, hors du temps et du réel. Il lui reproche sa faible performance, suivant les normes de l'économie contemporaine.

A l'occasion de l'élection présidentielle, le sujet a été abordé, par un autre bout : l'Europe commande le sabrage rapide des déficits publics. Mais Etat efficace et déficits maîtrisés ne se recoupent pas facilement. Admettons qu'on parvienne à tailler dans la dépense, on n'aura pas pour autant modernisé l'Etat. Le patinage sur place des républicains à Washington en donne une illustration. A serrer les boulons sans vue plus ample, à demander aux mêmes services d'en faire autant, selon des pratiques inchangées et avec moins de moyens, on risque au contraire de gripper la machine pour de bon.

La réforme de l'Etat ne viendra ni de coups de hache ni de retouches d'organisation. Elle ne se satisfera pas de symboles, encore que ceux-ci, qui ont été évoqués ces dernières semaines, peuvent donner le ton : un gouvernement vraiment resserré, divers trains de vie effectivement contenus, la pratique française des cabinets ministériels radicalement corrigée (que de coups de menton en ce sens par le passé, toujours suivis de l'effet inverse !).

Il nous faut un Etat plus fort. L'« Etat modeste », rasant les murs de peur d'ombrager le marché ou l'individu, c'est une mauvaise idée

On peut aller plus loin : stabiliser les contours des ministères, comme aux Etats-Unis ; modérer la boulimie législatrice, etc. Très bien. Mais ces signes n'auront de sens que s'ils constituent la préface pédagogique d'un projet de haute ambition. Deux lignes de force pourraient inspirer ce projet.

– **La décentralisation.** Que l'Etat cesse de reprendre au jour le jour aux collectivités locales ce que la loi leur a donné. Qu'il leur transfère davantage encore la responsabilité de l'intervention publique, avec des armes suffisantes et en direction d'échelons bien choisis. La crainte de la corruption ne peut justifier que l'Etat ici recule ou retienne ; d'autres moyens peuvent prévenir les dérapages et doivent les sanctionner.

Il faut parallèlement réussir la décentralisation oubliée, qui s'adresse à la société civile. *« Encourager toutes les initiatives »*, cela concerne la réforme de l'Etat. Il est temps de donner de grands rôles à la vie associative, comme à de vastes catégories d'acteurs non institutionnels. C'est ainsi, on le voit chez beaucoup de nos voisins, qu'on fabrique un tissu économique et social plus vivant et plus riche. Ce faisant, on rompt aussi avec l'excès d'étatisme tutélaire et desséchant. Si le politique donne le ton, le pays suivra, et la France changera.

– **Un Etat manager.** Insuffler à l'ensemble des administrations, même en charge de tâches régaliennes, le goût de la gestion performante, du service bien rendu et du moindre coût, c'est possible. Faire de l'Etat un patron qui sache mobiliser ses troupes, un tuteur et un actionnaire qui oriente et contrôle, c'est à portée de la main. Il faut suivre pour cela quelques lignes de marche qui ont ailleurs fait leurs preuves : fixer à chaque service des objectifs et des moyens, évaluer la réalisation des objectifs, en tenir compte pour la carrière des cadres et la rémunération des agents ; oui, l'intéressement, que permet une gestion décentralisée par objectifs, et qui est un grand facteur de motivation, doit envahir le secteur public, comme cela s'est amorcé ici ou là.

L'impulsion nécessaire à ces réformes ne peut venir que des échelons politiques. Un ministre par exemple ne doit pas être mis en charge seulement de dossiers et de projets. Il serait bon de lui donner aussi, explicitement, la responsabilité de diriger son administration, de l'écouter, de la mobiliser, de la moderniser. Il faudrait l'inviter à consacrer du temps à ces questions si traditionnellement négligées, comme le fait un chef d'entreprise, et le juger aussi à sa capacité à rendre ses services plus performants.

Il ne s'agit pas de gérer la République comme on gère une entreprise : l'Etat, par essence et par mission, est d'une autre nature. Il a ses propres critères. Mais rien ne le dispense d'être efficace. Il ne suffit pas de critiquer la bureaucratie : elle n'existe et ne mérite le reproche que parce que ceux qui devraient gouverner l'administration ont rarement su le faire, de même qu'ils ont mal défini le contenu et les bornes de leur propre pouvoir.

Changer l'Etat est dans la main du politique. Le jour où il tracera la bonne route et conduira la bonne réforme, il fera œuvre historique.

Robert Lion est inspecteur général des finances et ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

L'arme des lâches

par Pierre Weill

La France produit des mines. Des mines antipersonnel qui tuent, qui blessent, arrachent des membres, rendent aveugle. Des mines dont les victimes sont d'abord des civils, hommes, femmes, enfants surtout : en vingt ans, un million de personnes dans le monde ont ainsi été tuées ou handicapées à vie. Parmi elles, pour les deux tiers ou pour les trois quarts, des enfants. Un million de personnes qui n'ont commis qu'une seule faute : être nées et tenter de vivre dans des pays qui ont connu la guerre (mais certaines mines restent actives pendant des dizaines d'années) ou dans des pays où sévissent ces guerres sans merci, sans loi, dans lesquelles la terreur infligée aux civils joue un rôle encore plus important que les engagements militaires proprement dits.

Au total, cent millions de ces engins de mort sont dispersés dans les champs, les rizières, les arbres, dans plus de soixante pays dont certains comptent parmi les plus pauvres au monde. Cent autre millions attendent dans des silos, prêtes à être posées.

Pour quelques milliers de francs, on peut rendre une région inhabitable, inaccessible pendant des années : des zones entières du Cambodge ou du Mozambique sont ainsi devenues incultivables par la seule présence des mines. Comme si pour les habitants de ces pays déjà exsangues devait s'ajouter aux malheurs de la guerre la souffrance de la famine.

La France doit être au premier rang pour réclamer une interdiction absolue des mines antipersonnel

Sait-on que l'Afrique jouit du douteux privilège d'être à la fois le continent le plus pauvre et le plus miné de la planète ? En revanche, c'est par millions de francs que se chiffre le coût d'un déminage efficace, opération qui comporte elle-même son lot de victimes. Pourtant il existe en principe une convention, élaborée par la communauté internationale en 1980, qui, entre autres, interdit l'usage des mines contre les populations civiles. Louable intention, mais qui reste bien théorique. Car ce texte, moins de quarante pays l'ont ratifié et il est allègrement violé tous les jours.

La France, pour sa part, applique depuis 1986 un moratoire sur la vente des mines antipersonnel, et donc, au moins théoriquement, elle n'en exporte pas pour l'instant. Les Etats-Unis ont, eux aussi, choisi la solution du moratoire, un moratoire qui, pour eux, expire l'année prochaine. Mais peut-on vraiment se contenter de moratoires ? Tout le monde sait bien qu'une marchandise est produite pour être vendue.

La convention de 1980 doit donc impérativement être modifiée. Et si l'on ne veut se payer ni de mots ni de vœux pieux, la seule démarche pensable est, purement et simplement, l'interdiction totale, non seulement de l'utilisation, mais de la fabrication des mines antipersonnel et de leurs composants ainsi que la destruction progressive des stocks existants.

Une conférence internationale sur la convention de 1980 est prévue à Vienne, en Autriche, en septembre. Quelle sera, sur une question aussi grave, la position de notre pays ? Au nom du droit à la vie, au nom du droit des enfants à une protection minimale, la France doit être au premier rang des pays qui mettront les mines antipersonnel hors la loi. Au même titre que les gaz ou les armes bactériologiques, elles doivent être mises au ban de l'humanité, et ceux qui s'en serviraient immédiatement exclus de la communauté internationale et soumis à sanctions.

Cette exigence d'une éthique minimale correspond aux valeurs universalistes qui s'incarnent dans la République française. C'est pourquoi nous nous adressons aujourd'hui au nouveau chef de l'Etat : s'engage-t-il à répondre à la vocation de la France, à prendre la tête du combat contre les mines antipersonnel, cette arme tournée contre des êtres humains qui meurent ou voient leur avenir assassiné par une technologie d'une impardonnable perversité ? Sur cette question de fond, nous attendons sa réponse, une réponse à la mesure de l'image que nous nous faisons de la France.

Pierre Weill est président du groupe Sofres et responsable de « Si tous les enfants du monde ».

AU COURRIER DU MONDE

LA FISCALITÉ DU CAPITAL

Dans ses déclarations au *Monde* du 8 avril, Dominique Strauss-Kahn aurait dû savoir que la CSG s'applique aussi aux revenus du capital, à l'exception de certains contrats « populaires » (PEP, PEL, PEA...). Il ignore ou feint d'ignorer qu'elle a même été appliquée rétroactivement à ces revenus, tant lors de sa création que de son augmentation, avec une avance de six mois par rapport aux autres revenus. Quant à affirmer que la fiscalité du capital est beaucoup moins lourde que celle qui pèse sur le travail, ce n'est qu'une opinion fausse et soigneusement entretenue par certains démagogues ou certains organismes qui font, par exemple, croire que les avoirs fiscaux et autres sont des cadeaux de l'Etat aux actionnaires et non la compensation d'avances d'impôt faites au Trésor lors du versement des dividendes (...) S'il fallait réformer, ne serait-ce pas plutôt dans le sens d'une réduction de la fiscalité des revenus du capital ?

Jacques Engerrand
Paris

ENSEIGNANTS ET ÉDUCATEURS

Le problème des banlieues pour les enseignants est, en fait, celui de la définition de leur mission. L'école n'est pas égalitaire et la fonction enseignante non plus. L'enseignement dans les établissements de banlieue et du centre-ville répond à deux fonctions : l'une concerne des élèves et des enseignants, l'autre des « éducateurs » et des enfants plus ou moins en difficulté. Ni les primes ni les avantages de carrière ne pourront résoudre ce problème. Un enseignant transmet un savoir. Un éducateur enseigne un comportement. En raison du système éducatif, de leurs études, de leur sociologie, les enseignants n'ont plus de place en banlieue. Certains transforment leur mission de service public en sacerdoce, mais cela ne réglera pas le problème de la violence envers le savoir, envers le système éducatif, envers l'enseignant (...) Le problème va s'accentuer sans que la cause, et non les effets, ait été traitée comme problème prioritaire de la société.

Igor Deperraz,
Le Havre (Seine-Maritime)

Le Monde

Le nucléaire au risque du privé

LA privatisation des chemins de fer britanniques étant sur une voie de garage et le gouvernement de John Major ayant grand besoin d'argent, Londres a décidé de céder au privé son électricité nucléaire. On peut s'interroger sur la justification politique d'une décision qui ne vise qu'à restaurer la popularité d'un régime par une baisse des impôts. La vente des trains britanniques au secteur privé avait été engagée dans cette perspective ; la privatisation d'une partie du nucléaire britannique doit s'y substituer. Mais les problèmes de sécurité liés à l'activité nucléaire sont d'un tout autre ordre que les contraintes qui régissent la circulation des trains, et probablement démesurés au regard d'un enjeu électoral.

Toutefois, ces questions de sécurité ne sont pas insolubles. Aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon, le secteur privé en fait la démonstration. Mais il appartient au législateur de ne laisser aucune brèche dans l'édifice. Or ce ne fut pas le cas en Grande-Bretagne au cours des premières étapes de la privatisation de l'électricité. Dans un autre registre, et contrairement aux promesses de Mme Thatcher, le prix de l'électricité a augmenté pour le consommateur final à cause d'une nouvelle logique de rentabilité à court terme.

Cette fois, le ministre du commerce et de l'industrie, Michael Heseltine, assure que les tarifs baisseront. Certitude prématurée, dans la mesure où, à ce jour, le gouvernement britannique ne précise pas à quelle hauteur les investisseurs devront alimenter le fonds qui servira ensuite au démantèlement des centrales nucléaires. A moins que les pouvoirs publics y contribuent eux-mêmes. Auquel cas le contribuable paierait pour que les investisseurs privés soient dégagés d'une partie de leur responsabilité.

Quant aux opérateurs potentiels, ils ne sont pas si nombreux sur la planète. EDF a été contacté. Pourtant, on n'imagine guère l'établissement public français devenir l'opérateur industriel du nucléaire britannique. La situation ne manquerait pas de sel. Après les assauts de Londres contre les monopoles et secteurs nationalisés, la Grande-Bretagne peut-elle vraiment accepter cette solution ? Lorsqu'il vendit son constructeur d'hélicoptères, Westland, le gouvernement de Margaret Thatcher argua du caractère public de la société française Aérospatiale pour préférer la proposition américaine de Sikorsky à une solution européenne. S'il s'agissait de sortir Westland du secteur public britannique, ce n'était pas pour le faire tomber dans le giron d'une nationalisée étrangère, rétorquait-on. La Grande-Bretagne, depuis qu'elle a privatisé son électricité, en achète massivement à EDF. Si, en plus, l'établissement public français était retenu pour gérer le nucléaire britannique, le camouflet serait grand pour le libéralisme dont le Royaume-Uni se veut le défenseur devant Bruxelles.

M. Mitterrand et la Wehrmacht

LE dernier discours européen prononcé à Berlin par François Mitterrand suscite une controverse en France. Son éloge de la bravoure des soldats de la Wehrmacht est de nature à heurter les sentiments de ceux qui ont eu directement ou indirectement à souffrir des atrocités commises par des hommes portant l'uniforme vert-de-gris. Si la grande majorité des Français ont admis, dans un premier temps non sans réticences, le rapprochement franco-allemand rendu nécessaire par l'affrontement est-ouest et l'obligation de construire l'Europe d'après-guerre, ils n'ont pas, pour autant, passé l'éponge sur les crimes sans précédent commis par le IIIe Reich. Il y a une singularité historique de l'entreprise de mort nazie, que les propos de François Mitterrand peuvent contribuer à estomper.

Venant après la polémique déclenchée par les révélations sur son passé à Vichy jusqu'à son entrée dans la Résistance, ce sont là des déclarations qui ne peuvent qu'ajouter au malaise ressenti par nombre de citoyens, y compris ceux pour qui il représentait les valeurs de la gauche et de l'humanisme. Que François Mitterrand soit issu d'une famille spirituelle fortement marquée du sceau d'une droite fascinée avant guerre par les régimes forts et les valeurs d'un héroïsme guerrier incarné par le vainqueur de Verdun, Philippe Pétain, n'était pas un mystère. Que son adieu à la scène politique mondiale porte encore une forte empreinte de cette origine a de quoi dérouter ceux qui n'ont de lui qu'une image trop simple. L'attitude du président est-elle, comme il l'affirme, de nature à conforter cette réconciliation franco-allemande à laquelle il a apporté une contribution importante ? Rien n'est moins sûr, car dans le travail en profondeur réalisé depuis des décennies par les Allemands sur leur passé, elle peut encourager les tendances intellectuelles les plus rétrogrades outre-Rhin, celles qui s'efforcent de relativiser la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre. Qu'un dirigeant allemand s'avise aujourd'hui de glorifier sans nuance l'héroïsme militaire, quel que soit l'uniforme, le tollé serait général. Helmut Kohl lui-même, qui partage au fond la même analyse que François Mitterrand, a su l'exposer avec davantage de précautions rhétoriques. La conscience allemande d'aujourd'hui est encore fragile. L'écrivain Heinrich Heine savait ce qu'il disait lorsqu'il évoquait sa « difficile patrie ». C'est un mauvais service à rendre à l'Allemagne nouvelle que de donner de son passé une lecture « facile » et réconfortante.

Il reste que la fascination de François Mitterrand pour les vertus du peuple allemand était partagée par l'homme qui fut le grand absent du discours de Berlin : Charles de Gaulle.

Visitant le champ de bataille de Stalingrad en 1962, le fondateur de la Ve République lança : « Quel grand peuple ! » A l'un de ses accompagnateurs qui croyait renchérir en lui décrivant l'héroïsme de l'Armée rouge, de Gaulle répliqua : « Je parle des Allemands, bien sûr ».

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ;
Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig

Alain Rollat, conseiller de la direction ;
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

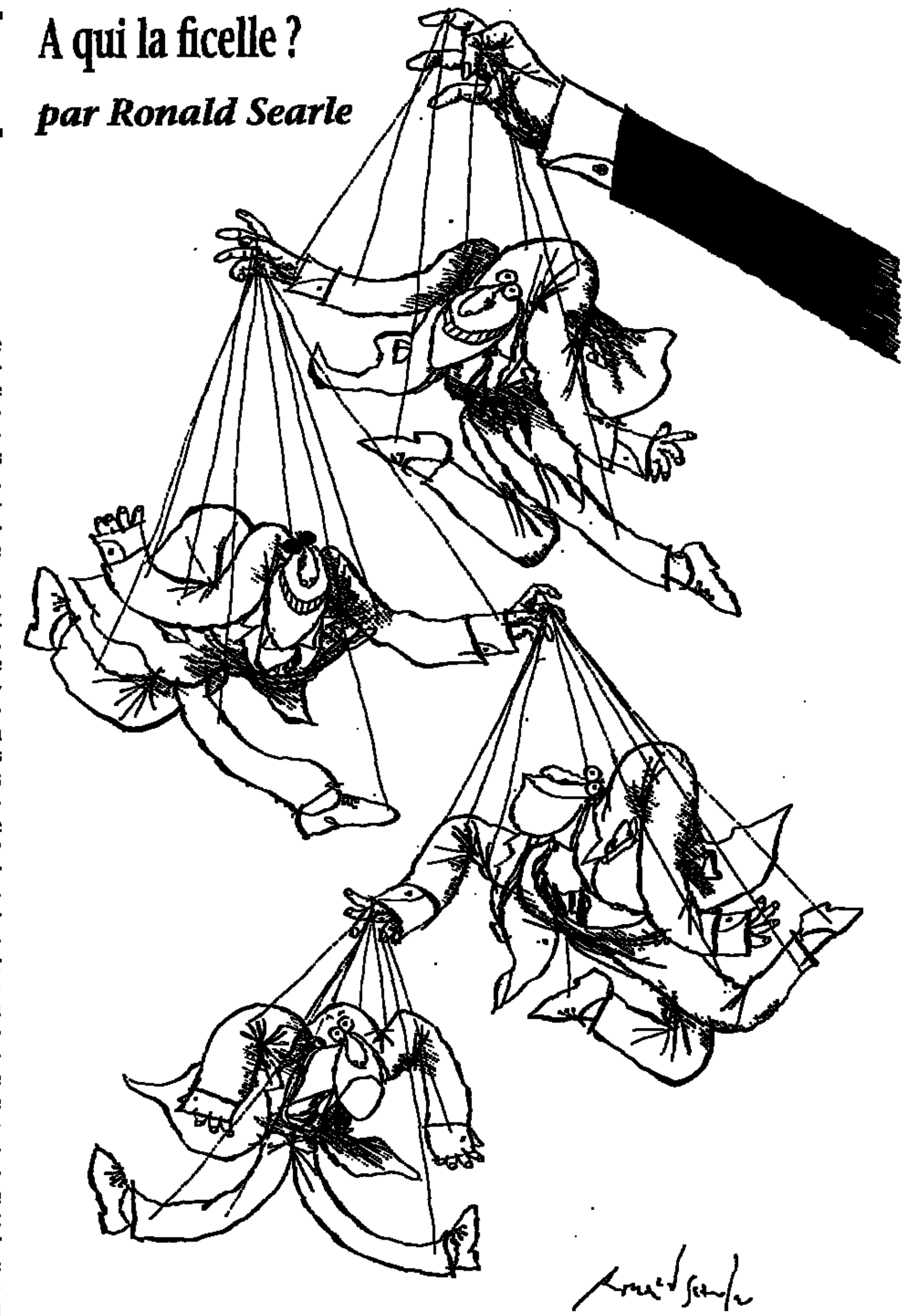
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

A qui la ficelle ?

par Ronald Searle



Regain social-démocrate en Europe

IL Y A des défaites qui ont un goût de renouveau. Avec plus de 47 % de suffrages, Lionel Jospin a redonné confiance à une gauche française, déboussolée par les luttes intestines du Parti socialiste et l'écrasement au dernières élections législatives. Il lui reste à transformer cet essai, en organisant sur les thèmes novateurs de sa campagne le mouvement social-démocrate que le mitterrandisme n'a su donner à la France. Dans cette entreprise de reconstruction, M. Jospin ne sera pas seul. Il peut s'appuyer sur quelques exemples étrangers ; sur le Parti travailliste britannique qui, après une longue traversée du désert et une douloureuse rupture avec les dogmes du socialisme, a le vent en poupe face à un premier ministre conservateur à la dérive ; ou sur le Parti démocratique de la gauche en Italie qui, après s'être empêtré dans l'héritage ambigu du PCI, semble en mesure de ramener les ambitions de Silvio Berlusconi à de plus modestes dimensions.

Toutes les formations de la gauche démocratique en Europe ne connaissent pas ce regain. En Espagne, le PSOE souffre, à l'instar du PS français dans les dernières années du deuxième septennat Mitterrand, de l'usure du pouvoir et de la multiplication des scandales financiers, à peine atténuées par la popularité de Felipe Gonzalez. En Grèce, le patriarcat d'Andréas Papandréou renvoie aux calendes toute perspective de rajeunissement. Le cas le plus paradoxal est peut-être celui de la social-démocratie allemande, écartée du pouvoir depuis treize ans par l'imposante stature d'Helmut Kohl. Le SPD a été un des premiers, sinon le premier parti socialiste européen à rompre officiellement avec le marxisme, la propriété publique des moyens de production. C'était en 1959 au congrès de Bad Godesberg qui est devenu partout le symbole de la modernisation de la gauche. Cette révision déchirante de dogmes presque centenaires lui a permis d'accéder au pouvoir dix ans plus tard et d'y rester jusqu'en 1982.

EXEMPLES ITALIEN ET BRITANNIQUE

Depuis, il se cherche une nouvelle doctrine, alors que le renouveau et l'imagination sont du côté des Verts. Il a épuisé plusieurs chefs ; le dernier en date, Rudolf Scharping, auquel *The Economist* a méchamment trouvé « le charisme d'un anesthésiste », est sérieux et ennuyeux. Incapable de proposer une autre politique que celle du chancelier, le SPD, qui reste fort dans les Länder, cogère la RFA avec les démocrates-chrétiens, dans une espèce de grande coalition de fait, où l'immobilisme intérieur tient lieu de programme.

Ce n'est pas de ce côté que la gauche européenne doit attendre un nouveau souffle. En revanche, Lionel Jospin peut trouver des éclaireurs chez Tony Blair en Grande-Bretagne ou Massimo d'Alema en Italie. Le *leader* des travaillistes vient d'enregistrer un succès historique aux récentes élections municipales où il a relégué les conservateurs à la troisième place. Le PDS est devenu, après les élections régionales, le premier parti d'Italie, avant Forza Italia de Silvio Berlusconi. Bien que de traditions très différentes, ces deux partis ont des caractéristiques communes. Ils sont dirigés par une génération de jeunes chefs qui n'ont pas atteint la cinquantaine et qui n'hésitent pas à bousculer les habitudes, et ils n'ont guère de préjugés idéologiques.

Ils croient en la modernisation de la gauche, pas nécessairement dans le sens du modernisme tel que l'entendait la « deuxième gauche » française, dite encore « gauche américaine » par ses détracteurs, quand Michel Rocard avait le vent en poupe. Le défi consiste à « trouver le point d'équilibre entre l'exigence d'un nouveau développement et les lois de la compétitivité, sans sacrifier la solidarité et les libertés individuelles », déclarait il y a quelques mois au *Monde* le dirigeant du PDS. Il prônait un rapport « correct » entre le gouvernement et l'opposition, une large alliance des forces démocratiques vers le centre, le respect des valeurs communes à la société italienne, y compris la tradition catholique, et l'appartenance à « la grande famille de la gauche européenne ».

Tony Blair, de son côté, a réussi à faire accepter par son parti la réforme de la fameuse « clause 4 », pierre angulaire du Labour britannique. La « propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échanges » a été remplacée par une formule plus générale sur une « économie dynamique » avec « un secteur privé florissant et des services publics compétents » (*Le Monde* du 3 et du 6 mai). Plus de quoi effrayer les classes moyennes qui sont appelées à former les gros bataillons électoraux des travaillistes pour le prochain sructin national prévu en 1997.

Ces révisions doctrinales, la découverte des bienfaits d'une certaine souplesse idéologique, se produisent en Italie comme en Grande-Bretagne, après une série impressionnante de défaites. Lionel Jospin ne devrait donc pas perdre espoir de pouvoir refonder la gauche française, au-delà du Parti socialiste. L'effondrement du communisme a laissé à gauche un vide que la social-démocratie a, dans un premier temps, été incapable de combler, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe. Au totalitarisme a succédé non pas un socialisme démocratique, mais un ultralibéralisme qui a vite montré ses limites. A l'Est, les communistes réformateurs rebaptisés sociaux-démocrates regagnent du terrain en freinant le démantèlement des vieilles structures et en misant sur le besoin de sécurité d'une population traumatisée par les changements.

A l'Ouest, les sociaux-démocrates sont à la recherche de réponses, qui n'empruntent ni à l'étatisme bureaucratique ni au libéralisme débridé, pour lutter contre la montée du chômage, la société à deux vitesses et, dans certains pays dont la France, contre les sirènes de l'extrême droite. Ils n'ont pas encore proposé de programmes cohérents et convaincants, même s'ils ont trouvé des formules – Massimo d'Alema parle de « Welfare society » plutôt que de « Welfare state » – ou avancé des idées originales, comme Lionel Jospin pendant la campagne présidentielle.

Le chemin qui reste à parcourir aux uns pour retrouver le pouvoir, à d'autres pour avoir une plate-forme, est long. Libérés de l'ombre envahissante d'un mentor ou de structures surannées, ils auraient sans doute intérêt à coordonner leurs efforts, malgré des histoires et des situations différentes.

Daniel Vernet

AU FIL DES PAGES / Société

Tout en haut de l'échelle

ALTERNANCE politique en France : des énarques de gauche sont remplacés par des énarques de droite... La classe politique n'a jamais autant mérité son nom. Classe ou caste ? Club ou clan ? Sortis du même moule, les dirigeants de gauche et de droite ont de plus en plus de mal à s'affronter sans que cela ne sonne un peu faux. Mais ce qui est vrai de la politique l'est presque autant de la grande industrie. En haut de l'échelle, les polytechniciens-ingénieurs des mines sont aussi solidement installés que les énarques-inspecteurs des finances.

Comment font les autres démocraties occidentales ? Deux sociologues de renom, Ezra Suleiman (Centre d'études européennes à l'université de Princeton) et Henri Mendras (Observatoire politique du changement à Paris), apportent de premières réponses dans un ouvrage solide auquel ont collaboré douze autres spécialistes de diverses nationalités.

Le mot « élites » a une résonance désagréable en période de fracture sociale. Mais il dit bien ce qu'il veut dire : ce sont les personnes qui, par leur formation, leur culture ou leur milieu, occupent les positions de pouvoir, de décision ou d'influence, à la tête de l'Etat, des entreprises ou des médias. Dans chaque pays, les élites sont le produit du système d'enseignement, mais aussi de l'histoire et du tempérament national. Les Etats-Unis, par exemple, ont instauré leur démocratie avant qu'elle ne génère un système bureaucratique, alors que la France et l'Allemagne étaient dotées d'une administration forte et cohérente dès le dix-huitième siècle. Aujourd'hui, les élites publiques américaines sont différenciées et démocratiques. Nul ne redoute leur cohésion excessive. On s'inquiéterait plutôt de leur absence d'unité.

Le système fédéral contribue d'ailleurs à disperser géographiquement les élites. Aux Etats-Unis comme en Allemagne, la capitale politique n'est ni une capitale économique ni une capitale culturelle. Les Etats-nations, en revanche, concentrent toutes ces activités en un même lieu : Paris ressemble, de ce point de vue, à Londres et à Tokyo.

Mais la France est la seule à recruter ses élites par le biais de grandes écoles, très sélectives, ayant un fort esprit de corps. En Grande-Bretagne, ce sont deux universités prestigieuses, Oxford et Cambridge, qui dispensent à de futurs *gentlemen* une formation générale, fondée sur les humanités. En Allemagne, comme en Autriche, aux Pays-Bas ou en Italie, la formation juridique est dominante : elle correspond à une vision limitée de la fonction administrative, conçue comme l'application de règlements. Dans ces pays, les bureaux sont peuplés de docteurs en droit.

Les grandes écoles françaises servent moins à former qu'à sélectionner. Nos énarques-polytechniciens, recrutés sur un mode égalitaire – même si leur origine sociale ne trompe pas – constituent une élite très restreinte, très homogène, mais exerçant le pouvoir dans tous les domaines d'activité. Les membres de la haute administration peuvent entrer dans un cabinet ministériel ou exercer un mandat électif sans craindre pour leur emploi. C'est l'Etat qui finance leur carrière politique. D'autres, de plus en plus nombreux, quittent l'administration pour « pantoufler » dans le privé. L'ENA ressemble ainsi de plus en plus à une *business school*, et c'est l'Etat qui est le principal vivier des dirigeants de grandes entreprises. En Allemagne, une société sur trois forme elle-même son PDG. En France, une sur seize seulement.

La classe politico-administrative française pouvait craindre le pire au début des années 80 : la gauche arrivait au pouvoir, l'élitisme était mis en cause, les institutions de l'Europe communautaire se développaient et l'Etat voulait se décentraliser. Deux septennats plus tard, on s'aperçoit qu'elle a conservé et même étendu son influence dans l'appareil d'Etat comme dans tous les secteurs de l'économie...

Ce système pervers n'a pas seulement pour inconvénient de supprimer les frontières entre administration, politique et vie économique. Il est sans doute moins efficece qu'un système fondé sur des élites diversifiées, d'origines sociales différentes, de formations variées et aux intérêts contradictoires.

Robert Solé

★ **Le Recrutement des élites en Europe, ouvrage collectif sous la direction d'Ezra Suleiman et d'Henri Mendras, La Découverte, 264 p., 169 F.**

RECTIFICATIF

BERNADETTE CHIRAC

Dans son édition du 10 mai, *Le Monde* a publié, à la « une », un article consacré à Bernadette Chirac construit à partir de déclarations, anciennes ou récentes, de l'épouse du président de la République élu. Sur la foi d'une dépêche de l'AFP du 8 mai, nous avons reproduit des propos de Mme Chirac concernant sa vie privée, qui sont erronés et qui constituent un contresens. Interrogée par RTL, lundi 8 mai, sur le risque qu'elle courrait de « perdre un peu » son mari « parce qu'il va être très occupé », Mme Chirac a répondu : « Il y a longtemps que je l'ai perdu. Avec les responsabilités multiples qu'il assume, vous savez parfaitement, il y a fort longtemps, depuis qu'il est entré en politique, que sa vie privée est restée relativement restreinte », et non pas « notre vie privée est restée relativement restreinte », comme l'indiquait l'Agence France-Presse. A la question suivante, « Qu'est-ce que vous voulez absolument préserver avant tout ? », Mme Chirac a répondu : « Un dialogue très franc, très authentique entre nous, comme il en existe dans un couple normal, et comme il a toujours existé. »

هكذا من الأصل

CARNET DU MONDE

Naissances

– Le docteur Pierre WOLKENSTEIN
Et Madame,
née Julie POIROT-DELPECH,
Leur fils Paul,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis.

Paris, le 6 mai 1995.

Mariages

– M. et Mme Louis SOLER,
Mme Martine WERTHMÜLLER,
Et M. Merri JOLIVET,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Tristan SOLER
et
Sarah JOLIVET,

célébré le 6 mai 1995, à la mairie du 7e arrondissement de Paris.

Décès

– Le conseil d'administration
Et les membres de la Fédération nationale des orthophonistes (FNO),
Le conseil d'administration
Et les membres de l'Association pour la rééducation de la parole, du langage oral et écrit, et de la voix (ARPLOEV),
Le comité de rédaction de la revue *Rééducation orthophonique*,
Le conseil d'administration
Et les orthophonistes de la Fondation Borel-Maisonny, 5, rue Notre-dame-des-Champs,
ont la tristesse de faire part du décès de leur présidente-fondatrice

Mme Suzanne BOREL-MAISONNY
créatrice de l'orthophonie,
officier de l'ordre de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, 10, rue de l'Arrivée, le 7 mai 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 12 mai, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, et suivie de l'inhumation au cimetière communal de Montrouge.

– Mme Simone Becquelin,
sa mère,
Mme Geneviève Becquelin,
son épouse,
Catherine et Axel,
Philippe et Elisabeth,
François et Catherine,
Gilles et Catherine,
Guillaume,
ses enfants et beaux-enfants,
Martin, Xavier et Marianne,
Fabien et Aude,
Romain,
Pierre et Marion,
ses petits-enfants,
M. et Mme Roland Porquet
et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Porquet
et leurs enfants,
ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

M. Michel BECQUELIN,
inspecteur général
de l'éducation nationale,
doyen du groupe physique-chimie,
assesseur du doyen
de l'inspection générale,
officier des Palmes académiques,
officier dans l'ordre national du Mérite,
capitaine de corvette de réserve,
auditeur de la 34e session de l'IHEDN,

survenu subitement à Paris, le 7 mai 1995, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 10 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, *9, rue du Docteur-Roux, à Paris-15e*.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

26, rue de Staël,
75015 Paris.

– Ses collègues inspecteurs généraux de l'éducation nationale
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Michel BECQUELIN,
doyen du groupe de physique-chimie.

– Le président
Et les membres de l'Association amicale des inspecteurs généraux de l'instruction publique et de l'éducation nationale
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel BECQUELIN,
doyen du groupe physique-chimie,

survenu le 7 mai 1995, à Paris.

– Nantes.

La faculté de pharmacie de Nantes *a la douleur de faire part du décès de*

M. le professeur Alain COMBRE,

doyen de la faculté de pharmacie,
officier dans l'ordre
des Palmes académiques.

Les enseignants, les chercheurs, les personnels et les étudiants vous prient de bien vouloir assister, ou vous unir d'intention, à la cérémonie religieuse, qui sera célébrée aujourd'hui, mercredi 10 mai, à 16 h 15, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Port, place du Sanitat, à Nantes.

– L'université de Nantes
Et l'ensemble de la communauté universitaire nantaise,
ont la grande tristesse et le regret de faire part du décès de

M. Alain COMBRE,
professeur des universités 1re classe,
doyen de la faculté de pharmacie,
officier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu dans sa cinquante-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Port, le mercredi 10 mai, à 16 h 15.

Remerciements à toutes les personnes qui voudront bien s'unir d'intention.

– Henri et Véronique Condé,
Marie-Pierre Basseville-Condé,
Jacques et Viviane Condé,
François et Rocky Condé,
Yves et Marie-Joëlle Condé,
Marie-Noëlle et Gérard Lucente,
Claire Condé,
Leurs vingt-deux enfants et leurs conjoints, leurs six petits-enfants,

Mme Yvette Condé,
Mme Marc Sanzay,
née Madeleine Condé,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alain Foulet,
M. et Mme Eric Condé,
et leurs enfants,

Mme Bernard Perrard,
née Jacqueline de Rocca-Serra,
et ses enfants,
M. et Mme Henri de Rocca-Serra,
leurs enfants et petits-enfants,

Les familles parentes et alliées,
Motet, Gasnier-Duparc, d'Ornoli, de Peretti-della Rocca, Pietri, de Rocca-Serra, de Corsi, Pitti-Ferrandi, Poussier, Etcheverry,

Mme Jacqueline Petit,
ses enfants et petits-enfants,

vous font part du rappel à Dieu, le 6 mai 1995, à Saint-Germain-en-Laye, de

M. Paul CONDÉ,
chef de bataillon,

né à Varages, le 5 septembre 1916,

chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille coloniale EO,
Etoile d'Anjouan.

La cérémonie religieuse a lieu, le mercredi 10 mai, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, avenue Jean-Baptiste-Clément, Boulogne-Billancourt.

A l'issue de la cérémonie, la famille recevra parents et amis à la résidence du Rouvray, 15, rue des Abondances, Boulogne-Billancourt.

Les obsèques seront célébrées, vendredi 12 mai, à 16 h 30, en l'église Sainte-Marie, à Sartène, où il reposera dans la chapelle familiale.

« Dans votre vie, mettez l'Amour au-dessus de Tout. »
Saint Paul aux Colossiens.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue des Abondances,
92771 Boulogne-Billancourt.

– Lyon (3e).

Ses amis
annoncent le décès de

Mme Suzanne DEJARDIN,

veuve du

professeur Georges DEJARDIN,

à Lyon, le 2 mai 1995.

– Mme Joëlle Durieux,
son épouse,
Et Xavier,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert DURIEUX,

survenu le 28 avril 1995, à Cannes, à l'âge de quarante-sept ans.

Ses obsèques ont été célébrées, le 3 mai dernier, dans la stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le vendredi 12 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Eustache, Paris-1er.

– Les membres du conseil d'administration de Matif SA,
Les membres du conseil du marché à terme,
L'ensemble des collaborateurs du groupe Matif,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gilbert DURIEUX,
directeur général de Matif SA,

survenu le 28 avril 1995.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le vendredi 12 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Eustache, 75001 Paris.

– M. et Mme Jean-François Gautier
ont la douleur de faire part du décès de leur père et leur beau-père,

M. Jean GAUTIER,

survenu le dimanche 30 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le vendredi 5 mai, en l'église Saint-Christophe de Javel, dans la plus stricte intimité.

– Reims (51), Yerres (91), München (RFA).

M. et Mme Marc Lucas,
M. et Mme Patrice Lucas,
ses enfants,
Catherine et *Jean-Baptiste* Lucas,
Claire et Frédéric Demarcq,
Marie, Emmanuelle et Sophie Lucas,
ses petits-enfants,
Danièle Defay,
sa filleule,
et son mari Jackie,
Les familles Lucas, Bruno, Contant, Crète et Legrand,
ses neveux et nièces,
Et toute sa famille
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcel LUCAS,
née Cécile BRUNO,

survenu le 6 mai 1995, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques seront célébrées, le vendredi 12 mai, à 10 h 15, en l'église Saint-André de Reims, où l'on se réunira.

Condoléances et remerciements à l'église où sera ouvert un recueil.

Ni fleurs ni couronnes.

Vous honoreriez la mémoire et le souhait de Mme Lucas en adressant un don à :

Les Orphelins-Apprentis d'Auteuil,
BP 21216,
75789 Paris cedex 16.

Partage avec les enfants du tiers-monde,
BP 311,
60203 Compiègne Cedex.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Pierre-Loti,
91330 Yerres.
4, Getzler Strasse,
80000 München 21.

– Mme Jacqueline Monod,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
ont l'immense tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 6 mai 1995, du

docteur Marc MONOD,
médecin chef honoraire
du centre de gériatrie
de Serres-Chevalier, à Nîmes.

18, rue des Gazons,
30000 Nîmes.

– Mme Robert-André Vivien,
son épouse,
Dominique et Danielle,
ses filles,
Gaëlle, Aurélie, Soizic,
ses petites-filles,
Les familles Queinec, Rannoud, Nageotte,
ses cousins,
ont la douleur de faire part du décès de

Robert-André VIVIEN,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
ancien ministre,
député du Val-de-Marne,
maire de Saint-Mandé,
croix de guerre 1939-1945 et des TOE,
médaille de la Résistance,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,
médaille des évadés,
médaille des FFI,
bronze Star Médal,
Silver Star,
ancien conseiller régional
d'Ile-de-France,
conseiller général honoraire
du Val-de-Marne,
vice-président du groupe RPR
de l'Assemblée nationale,
rapporteur spécial du budget
de la communication de la radio,
de la télévision
à l'Assemblée nationale,
ancien président et rapporteur général
de la commission des finances
à l'Assemblée nationale,
ancien des Forces françaises libres,
ancien du bataillon français en Corée,
président d'honneur
de l'Association nationale des anciens
des Forces françaises de l'ONU
et du bataillon de Corée,

survenu le 8 mai 1995, dans sa soixante-treizième année, muni des sacrements de l'Eglise.

L'office religieux aura lieu en l'église Saint-Louis des Invalides, le vendredi 12 mai, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, dans l'intimité familiale.

– Mesdames et messieurs les adjoints au maire,
le conseil municipal,
Les anciens adjoints et conseillers municipaux,
Monsieur le secrétaire général,
Le personnel municipal,
ont la douleur de faire part du décès de leur maire,

Robert-André VIVIEN,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien ministre,
député du Val-de-Marne,

survenu le 8 mai 1995, dans sa soixante-treizième année, muni des sacrements de l'Eglise.

L'office religieux aura lieu en l'église Saint-Louis des Invalides, le vendredi 12 mai, à 11 heures.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

Remerciements

– Mme Raymonde Roukine,
Mme Kathy Roukine-Estegassy,
profondément touchées par les témoignages d'*amitié et d'affection* reçus *lors* du décès du

docteur Léon ROUKINE,

vous remercient de tout cœur, et adressent à tous leurs plus vifs remerciements.
Le Moulin de la Galette,
1, avenue Junot,
75018 Paris.

Anniversaires

– Il y a six ans, le 9 mai 1989, disparaissait le

docteur Charles BRISSET,
président de l'Association française
de psychiatrie.

Sa famille,
Ses amis,
Ses malades,
conservent sa mémoire.

– Le 11 mai 1993,

Thibault COLLOT,
médecin psychiatre,

est mort prématurément à l'âge de trente-cinq ans.

Une intention particulière sera dite pour lui le 14 mai 1995, jour du baptême et de la première communion de son fils Simon.

Sa famille.

– *Il y a onze ans, le 11 mai 1984,*

Pierre DUMONCEAUX

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, gardent vivant son souvenir.

24, rue Harouys,
44000 Nantes.

– Il y a un an disparaissait

Françoise JENN-MATTEI.

Elle repose *au cimetière* de Mortagne-sur-Sèvre (Vendée), près de cette Sèvre nantaise qu'elle a tant aimée.

Son mari,
Ses filles,
Sa famille,
demandent à ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, de se souvenir d'elle.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Il y a un an, le 10 mai 1994,

Pascal ORTEGA

nous quittait.

Sa femme,
Ses enfants,
Sa famille,
Ses proches,
remercient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

– *Il y a quinze ans, le 12 mai 1980,*

Jean PECHDIMALDJIAN

nous quittait.

Son souvenir est toujours aussi vivace dans le cœur des siens et celui de ses nombreux amis.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, ce jeudi 11 mai 1995, à 20 h 30 : « Musique juive et musique arabe, mille ans de communauté », par A. Shiloh, professeur à l'*université de Jérusalem*, et un orchestre palestinien.

Conférences

– *Le professeur* Jean Guilaine, titulaire de la chaire « Civilisations de l'Eu*rope au néolithique et à l'âge du bronze* », donnera sa leçon inaugurale vendredi 12 mai, à 18 heures, au Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris.

– SOS Suicide Phénix organise un colloque public le samedi 13 mai 1995, de 9 h 30 à 17 h 30, auditorium Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 75008 Paris. **« Pour une prévention du suicide : accorder la parole »**, sous la présidence de M. Olivier Philip, président de la Fondation de France.

Thèses

– M. Andreas Su-Min Ri présentera, le samedi 3 juin 1995, à 9 h 30, dans la salle Henri-Corbin (bibliothèque) de la section des sciences religieuses de l'EPHE, escalier E, 1er étage, Sorbonne, une thèse de doctorat intitulée : **« Commentaire de la caverne des Trésors, étude sur l'histoire du texte et ses sources »**. Cette soutenance est publique.

– M. Jamil Chaker soutient sa thèse de doctorat d'Etat (université Paris-Sorbonne, Paris-IV), intitulée : **« Origines et formes de la nouvelle de Marguerite de Navarre »**. La soutenance aura lieu le jeudi 18 mai 1995, à 14 heures, amphithéâtre Malesherbes A, Centre Malesherbes, 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Le jury se compose des professeurs Nicole Cazauran, Mireille Huchon, Gisèle-Mathieu Castellani, Robert Aulotte (directeur de thèse), Guy Demerson, Marcel Tetel.

NOMINATIONS

Assemblée nationale

Antoine Pouillieute, suppléant du député RPR du Val-de-Marne Robert-André Vivien, décédé lundi 8 mai (*Le Monde* du 9 mai), lui succède à l'Assemblée nationale.

[Né le 20 décembre 1951 à Abbeville (Somme), Antoine Pouillieute entre au Conseil d'Etat, à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, en 1981, et devient maître des requêtes en 1985. Pendant la première cohabitation, il occupe la fonction de directeur-adjoint du cabinet d'Edouard Balladur, alors ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. En 1993, il devient directeur-adjoint du cabinet de M. Balladur, premier ministre, puis directeur de cabinet du ministre de la coopération (Michel Roussin). Il est *nommé directeur général de la Caisse française* de développement en avril 1995. En 1989, il avait été élu conseiller (RPR) de Paris. Il était, depuis 1993, le suppléant de Robert-André Vivien, député (RPR) du Val-de-Marne.]

Conseil supérieur de la danse

Brigitte Lefèvre a été nommée présidente du Conseil supérieur de la danse. Le décès d'Igor Eisner, premier président du Conseil national de la danse, créé par décret le 29 avril 1988, a rendu nécessaire la composition de cette instance de réflexion et de concertation. C'est Brigitte Lefèvre, directeur adjoint de l'Opéra de Paris, chargée de la danse, qui a été nommée à la succession d'Igor Eisner. Pierre Lacotte, directeur du Ballet de Nancy, Angelin Preljocaj, directeur du ballet national de Toulon/Chateauvallon, Régine Chopinot, directrice *du Ballet atlantique* sont les *trois* nouveaux membres désignés. Ils siégeront aux côtés des personnalités que sont Claude Bessy, Maguy Marin, Guy Darmet, Patrick Dupond, Jean Maheu, Nicolas Baverez, par ailleurs, secrétaire général du Conseil.

Etablissement public de Versailles

Par décret du président de la République, publié au *Journal officiel* du 6 mai 1995, **Jean-Pierre Babelon** est nommé directeur général de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles, nouvellement créé (*le Monde* du 1er février 1995) par le ministère de la culture. Cette structure administrative donne une plus grande souplesse administrative et financière et une plus large autonomie du complexe de Versailles.

[Jean-Pierre Babelon, âgé de soixante-trois ans, historien, membre de l'Institut de France, a une formation d'archiviste-paléographe. Il est conservateur général du patrimoine et, depuis 1989, avait la charge de la direction, du musée et du domaine national de Versailles et de Trianon.]

ÉNERGIE Londres a annoncé la privatisation de la production d'électricité d'origine nucléaire en 1996. Seules les centrales les plus modernes sont concernées. Les autres, de type Magnox et dont le démantèlement interviendra plus tôt, resteront dans le giron de l'Etat. Les conditions de la privatisation restent à établir, et notamment la prise en charge du coût du démantèlement des centrales privatisées. ● C'EST LE DERNIER VOLET de la vente au privé du secteur britannique de l'électricité, engagée en 1990 par Margaret Thatcher, qui n'avait pas osé s'en prendre au nucléaire. Le gouvernement de John Major franchit le pas, estimant que le doublement en cinq ans de la productivité du nucléaire permettra une baisse des tarifs. ● LES TROIS MILLIARDS DE LIVRES tirés de l'opération serviraient à baisser de 1,5 % la pression fiscale avant les élections législatives.

La Grande-Bretagne va privatiser une partie de son industrie nucléaire

L'opération devrait être menée en 1996. Le gouvernement de John Major, qui ne parvient pas à dénationaliser les chemins de fer, compte sur cette opération pour baisser les impôts et se maintenir au pouvoir

LONDRES
de notre correspondant

Le ministre du commerce et de l'industrie a annoncé, mardi 9 mai, devant la Chambre des communes, la prochaine privatisation partielle de l'industrie nucléaire britannique. Rendant public un Livre blanc, Michael Heseltine a indiqué que les *« centrales les plus modernes »* seraient vendues en 1996 et que la sécurité resterait la *« préoccupation majeure »*.

Cette mesure permettra, selon lui, de faire baisser d'environ 20 livres (environ 160 francs) par foyer la facture d'électricité annuelle, soit une réduction moyenne de 8 %, grâce en particulier à l'abandon avec dix-huit mois d'avance de la taxe sur les carburants fossiles. Elle *« rendra plus compétitive la production d'énergie nucléaire »* et *« renforcera la capacité des compagnies britanniques à vendre leurs services nucléaires à l'étranger »*. Au terme de ce projet, qui a été violemment dénoncé par l'opposition travailliste, les deux compagnies actuelles – Scottish Nuclear en Ecosse et Nuclear Electric en Angleterre et au pays de Galles – seront privatisées sous la forme de deux entités séparées dirigées par une holding dont le siège sera en Ecosse. Cette concession n'a pas apaisé la colère des nationalistes écossais ni des responsables et du personnel de Scottish Nuclear, fiers de leur indépendance et de leurs performances.

Seules les centrales modernes, c'est-à-dire les sept réacteurs à refroidissement à gaz et celui à eau pressurisée de Sizewell B, récemment ouvert, seront mises en vente. Les vingt autres, du modèle Magnox plus ancien, resteront dans le domaine public, car elles doivent être démantelées plus tôt. Cette opération devrait rapporter environ 3 milliards de livres au Trésor britannique. Ce qui permettrait aux acheteurs éventuels d'acquérir huit centrales pour le prix d'une.

Apparemment une bien bonne affaire. Mais le gouvernement, au plus bas dans les sondages et qui vient de subir une cuisante défaite la semaine dernière lors d'élections locales à deux ans des législatives, souhaiterait réduire les impôts. Or, la vente de l'industrie nucléaire permettrait une réduction de la pression fiscale d'environ 1,5 %.

D'importantes questions restent pour le moment à préciser. Le ministre de l'environnement, John Gummer, a assuré que *« les investisseurs devront prendre leurs responsabilités en échanges des avantages reçus »*, en particulier en ce qui concerne le coût du démantèlement des centrales (estimé à près de 9 milliards de livres) quand elles deviendront hors d'usage. Devront-ils être contraints d'alimenter un fonds bloqué à cet effet, et à quelle hauteur ? Le gouvernement acceptera t-il de plafonner les responsabilité des repreneurs, comme le souhaite la City ? Qui paiera pour le retraitement et l'enfouissement des déchets (des études, en cours autour d'une centrale pour enfouir les déchets, pourraient encore durer des années et le coût de l'opération pourrait atteindre le milliard de livres) ? La sécurité des centrales sera-t-elle du ressort de l'Etat ou de l'acheteur ? On ne sait pas non plus quel investisseur aurait la surface et le désir de financer de nouvelles centrales. Ni à combien pourrait être vendu le kilowattheure (kW/h) d'énergie nucléaire à un moment où le public manifeste son mécontentement devant les bénéfices considérables empochés par les sociétés privatisées, en particulier dans le secteur énergétique (gaz, électricité).

Considéré comme l'un des ministres les plus « à gauche » du gouvernement, M. Heseltine fait, encore une fois, plus fort que M[me] Thatcher : il y a quelques mois, il avait été contraint de faire marche arrière sur la privatisation de la Poste, que la Dame de fer n'avait jamais voulu entreprendre. Celle-ci avait également décidé en 1990 d'exclure le nucléaire de la privatisation de l'électricité, pour des raisons économiques mais surtout de sécurité.

AU LIEU DE BRITISH RAILWAYS

Pourquoi donc cette obstination de la part de celui que l'on surnomme Tarzan ? D'abord parce que le processus de privatisation des chemins de fer, dont les tories attendaient plusieurs milliards, pourrait être abandonné en raison de son impopularité. Ensuite parce que, selon M. Heseltine, la productivité du nucléaire a été multipliée par deux en cinq ans, et le prix du kW/h est passé de 5,2 à 2,1 pence.

En 1990-1991, le gouvernement Thatcher avait décidé de privatiser l'électricité, dans le cadre de sa politique globale de sortie de l'Etat du secteur économique. Le pétrole, les télécommunications, les transports aériens, l'eau, le gaz ont été privatisés, et tout récemment le charbon a suivi ; le secteur public, géré désormais comme une entreprise privée, n'est plus que l'ombre de lui-même seize années auparavant. Les raisons en étaient à la fois idéologiques – au nom de la libre entreprise et d'un capitalisme populaire –, politiques – pour casser les syndicats tout-puissants – et économiques, pour dynamiser le pays et remplir les coffres de l'Etat.

Les douze compagnies régionales de distribution d'électricité ont été mises en vente fin 1990. La production est assurée par deux sociétés et le transport du courant par une troisième.

Jusqu'à présent, les résultats ont été mitigés. Le régulateur, le professeur Stephen Littlechild, directeur général de l'Office of Electricity Regulation, a eu du mal à maintenir le nécessaire équilibre entre les intérêts des investisseurs et ceux des consommateurs. La facture de ces derniers a peu baissé alors que les dividendes ont gonflé et que les salaires des nouveaux dirigeants ont tellement augmenté que le scandale a éclaté. L'opposition, mais aussi des élus conservateurs, ont protesté. Une leçon dont il faudra sans doute tenir compte lors de la privatisation de l'énergie nucléaire.

Patrice de Beer

La production électrique



La France est le pays où la production du nucléaire est la plus importante.

Tous les groupes internationaux, dont EDF, ont été approchés

L'HISTOIRE A PORTÉ ses fruits. En avril 1990, après avoir envisagé un plan de privatisation global de l'électricité, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher avait fait machine arrière sous la pression de la City. Les boursiers lui avaient fait savoir que la rentabilité du nucléaire était pour le moins aléatoire, compte tenu de la vétusté de certaines centrales et du coût énorme prévu pour le démantèlement de ses installations d'ici à la fin du siècle. Le secteur, qui assure moins du cinquième de l'électricité britannique, avait été écarté de la privatisation. Seules les douze compagnies régionales étaient cédées.

Cinq ans plus tard, le gouvernement de John Major, en décidant de terminer la déréglementation du système électrique britannique, a retiré de la cession les vieilles installations pour ne mettre en vente que les plus récentes. Réuni dans une seule société dont le siège sera à Edimbourg, en Ecosse, les huit centrales nucléaires attendent aujourd'hui leurs nouveaux propriétaires. Si la proposition se veut plus attractive pour les boursiers, il reste à attirer les investisseurs et surtout à trouver l'actionnaire principal.

Car à la différence de la première étape, ce nouveau programme de privatisation d'entreprises électrique s'annonce plus délicat. Le repreneur ne peut être qu'un connaisseur des techniques nucléaires, tant pour des raisons de sécurité que de sûreté, ce qui limite le nombre d'investisseurs. *« Les grands opérateurs sont principalement des groupes internationaux allemands, français, japonais ou américains »*, explique un spécialiste. Des émissaires britanniques ont récemment approché différentes entreprises : *« C'étaient des sortes de ballons d'essai, pour connaître leurs réactions. »*

ÉTUDES TECHNIQUES

« EDF a été consulté comme tous les autres », indique-t-on au siège de l'entreprise nationale. Les démarches ne sont pas allées plus loin. L'entrée d'une compagnie publique – qui plus est, française – dans le capital d'une firme privée britannique ne serait pas sans provoquer quelques remous, tant les conceptions des deux pays en matière de production et de distribution d'électricité sont opposées.

Mais aucun des groupes contactés ne se prononcera avant d'avoir visité l'ensemble des installations pour connaître les besoins d'investissement, la rentabilité attendue des installations et déterminé le coût de production de l'électricité, compte tenu d'éventuelles futures contraintes imposées par le gouvernement britannique pour la sûreté et la sécurité des sites. Ces études techniques devraient prendre plusieurs mois, tout comme l'élaboration des montages financiers. Une des idées serait de constituer un conglomérat comprenant un opérateur industriel amenant son savoir-faire, aux côtés de fonds de pension et d'investisseurs. Le transfert dans le privé du nucléaire pose aussi la question de son développement futur en raison du coût de construction des centrales. Londres, aujourd'hui, préfère produire son électricité à partir du charbon, mais compte aussi sur l'abondance de ses ressources gazières et pétrolières de la mer du Nord. Ce choix est aujourd'hui très contesté par l'opposition travailliste, car il ne repose que sur le court terme.

Dominique Gallois

Les trois filières britanniques

● **MAGNOX.** Vingt réacteurs de type « uranium naturel-graphite gaz » sont encore exploités en Grande-Bretagne . Développée principalement au Royaume-Uniet en France, la filière Magnox est dérivée des premiers réacteurs construits aux États-Unis pour produire du plutonium de qualité militaire. Ces centrales brûlent de l'uranium naturel sous forme métallique et sont refroidies par du gaz carbonique sous pression. Ces réacteurs ont été construits entre 1957 et 1970. Ils pourraient être arrêtés au tournant du siècle.

● **AGR.** Les quatorze réacteurs britanniques « avancés refroidis au gaz » (Advanced Gas cooled Reactor) se situent dans le prolongement de la filière « Magnox », mais brûlent de l'uranium enrichi à 2,5 % sous forme d'oxyde. Ils sont également refroidis par du gaz carbonique. Les premières unités de type AGR ont été commandées au milieu des années 60 et les dernières ont été raccordées au réseau en 1989. Leur durée d'exploitation est évaluée à une quarantaine d'années.

● **PWR.** Le premier réacteur à eau pressurisée (Pressurized Water Reactor) britannique est entré en service cette année à Sizewell, alors que la France s'est dotée, entre 1971 et 1991, de 54 réacteurs PWR. Cette filière fait appel à de l'uranium 235 enrichi à 3 % et utilise de l'eau légère pour le refroidissement. Avant que les Britanniques ne décident de la privatisation partielle, trois autres réacteurs PWR étaient en projet. C'est sur un réacteur de ce type qu'a eu lieu à Three Mile Island aux Etats-Unis, le 28 mars 1979, le premier accident nucléaire grave. Il n'y avait pas eu de victime.

Centrales privées, sûreté d'Etat

EN MATIÈRE de sûreté nucléaire, le système français a l'avantage de la simplicité. Contrairement à ses homologues allemand, américain et japonais, l'autorité de sûreté française ne dialogue qu'avec un seul constructeur (Framatome) et un exploitant unique (EDF) qui gère un parc totalement standardisé. Le rôle réglementaire est détenu par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui dépend des ministères de l'industrie et de l'environnement, et à laquelle l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) fournit un appui technique. La surveillance des installations nucléaires est déléguée par la DSIN aux directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire).

En Allemagne, une dizaine de producteurs d'électricité privés exploitent vingt et un réacteurs à uranium enrichi et à eau bouillante *(BWR) ou pressurisée (PWR)*, tous construits par la firme Siemens. Les règles de sûreté sont édictées, au niveau fédéral, par le ministre allemand de l'environnement (BMU) qui délègue sa responsabilité au DRS, lequel s'appuie en particulier sur le GRS, un organe technique d'expertise privé, homologue de l'IPSN français. Mais ce sont les Länder qui, au niveau régional, jugent de la bonne application de ces règles, en s'appuyant sur des bureaux d'expertise *indépendants*, les TUV.

Au Japon, la production d'électricité est également entre les mains d'une dizaine de compagnies privées exploitant plus d'une quarantaine de réacteurs BWR ou PWR, construits sous licence américaine par Mitsubishi, Toshiba et Hitachi. Comme en Allemagne, ce sont ces derniers plutôt que les électriciens qui disposent de la compétence technique. La Commission de sûreté *nucléaire (NSC), équivalent de la* DSIN française, dépend de l'Agence de la science et de la technologie, autorité de tutelle des grands centres de recherche et développement. L'Institut japonais pour la recherche en énergie atomique (Jaeri) est chargé des études sur la sûreté, mais la NSC s'appuie aussi sur d'autres experts, qui sont souvent des universitaires.

MANQUE D'HOMOGÉNÉITÉ

Aux Etats-Unis, la situation est beaucoup plus complexe. L'autorité fédérale de sûreté, la NRC, aujourd'hui en crise, doit faire face à une multiplicité de petits exploitants privés qui ne gèrent parfois qu'une seule centrale. Ces réacteurs, fournis par quatre industriels (Westinghouse, General Electric, Babcock Wilcox et Combustion Engineering), sont très différents les uns des autres du fait des spécifications demandées par les architectes industriels. La centaine de réacteurs actuellement exploités outre-Atlantique n'est donc pas homogène, ce qui n'a guère facilité dans le passé le travail de la NRC, et explique sans doute l'accident survenu à Three Miles Island en 1979.

Pour pallier ces carences, les Américains ont réagi. Ainsi, les compagnies d'électricité ont créé un institut, dirigé par d'anciens amiraux ayant servi sur les sous-marins nucléaires, qui conseille, *analyse et inspecte* chaque centrale en vue d'améliorer sa sûreté. De leur côté, les constructeurs ont rassemblé leurs clients dans des *owners groups* pour que chacun bénéficie du retour d'expérience des autres exploitants. La NRC accorde aujourd'hui toute sa confiance à ces initiatives. Mais elle continue, évidemment, de mener ses propres expertises.

Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

Wall Street continue à battre des records

La place new-yorkaise parie sur un ralentissement en douceur de la croissance américaine et bénéficie de la baisse rapide des taux obligataires

Alors que le ralentissement de la croissance américaine se confirme de jour en jour, Wall Street continue quotidiennement à battre des records. Cette euphorie tient à la fois à la persistance d'une inflation faible, à la bonne santé des entreprises, à la décrue des taux d'intérêt et à la faiblesse du dollar, qui stimule les exportations et gonfle les bénéfices rapatriés de l'étranger. La Bourse de New York profite directement de la forte hausse du marché obligataire. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, la principale référence, est tombé mardi 9 mai à 6,93 %. C'est la première fois depuis mars 1994 qu'il se retrouve en dessous du seuil des 7 %. Compte tenu de niveaux de cours considérés aujourd'hui comme élevés, Wall Street est maintenant vulnérable à toute mauvaise surprise concernant l'inflation ou les bénéfices des entreprises.

NEW YORK
Correspondance

« Le Dow Jones à cinq mille points. Ne riez pas. » Tel est le conseil donné par le magazine *Business Week* à ses lecteurs cette semaine, après une folle équipée de quatre mois qui a porté le baromètre des actions américaines à des niveaux sans précédent. Le principal indice de Wall Street *a encore établi* un record mardi 9 mai, à 4 390,78 points, en réussissant à grignoter 7 points de plus. Depuis le début de l'année, il progresse de 14,5 %.

La hausse a été si rapide que beaucoup d'analystes prévoient une pause, voire une légère correction. Pour eux, l'essentiel des gains de l'*année a déjà été en*grangé et le marché est vulnérable à une mauvaise surprise sur le front de l'inflation ou du dollar. La responsable des prévisions boursières de Goldman Sachs, M[me] Abby Joseph Cohen, qui se range parmi les plus optimistes, pense que les gains potentiels d'ici décembre sont li*mités ente 5 et 10 %*.

L'euphorie actuelle reflète la conjonction exceptionnelle d'une multitude de facteurs positifs : la poursuite de l'expansion économique, la persistance d'une inflation faible, la bonne santé des entreprises, un niveau élevé de fusions et acquisitions, une décrue des taux d'intérêts et aussi le dollar dévalué, qui encourage les exportations et gonfle les bénéfices rapatriés de l'étranger. L'optimisme de Wall Street tient en trois mots : « atterrissage en douceur ». La formule décrit la manœuvre délicate tentée et apparemment réussie par la Réserve fédérale pour ramener la croissance sur terre, c'est-à-dire à un rythme plus conforme aux capacités productives du pays et du même coup empêcher le retour de l'inflation. Après avoir atteint 4,1 % l'an dernier, la croissance a ralenti à 2,8 % en rythme annuel au premier trimestre et semble destinée à continuer sur cette voie. Ce succès a fait tomber les taux d'intérêt à long terme en dessous de 7 % sur le marché obligataire et encouragé la progression de la Bourse.

Pour Wall Street, le ralentissement de l'économie ne deviendrait inquiétant que si les bénéfices des entreprises flanchaient à leur tour. Mais, jusqu'à présent, les sociétés démentent les pronostics pessimistes et, après des années de restructurations, continuent à gagner toujours plus d'argent. Au premier trimestre, les profits des grandes entreprises ont augmenté de 30 % en moyenne par rapport à *la même période de l'an dernier*, un rythme inespéré à ce stade de l'expansion.

Dans ce contexte, la hausse de Wall Street apparaît beaucoup plus raisonnable. En fait, le marché a plutôt sous-réagi. Il était beaucoup plus surévalué il y a un an, quand il capitalisait vingt et une fois les bénéfices des cinq cents premières entreprises. Aujourd'hui, ce ratio est tombé à 16. La machine à produire des profits ne semble, en outre, pas près de s'arrêter.

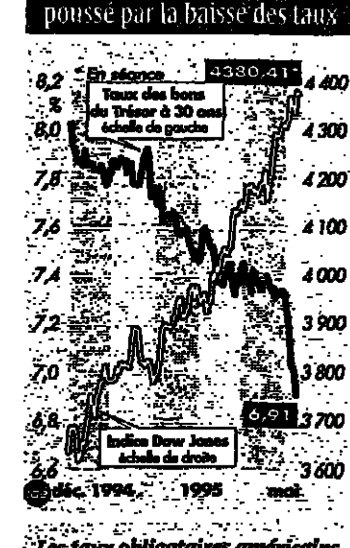
UNE RENTABILITÉ TRÈS ÉLEVÉE

Les restructurations, qui étaient autrefois un aveu d'échec, sont devenues un mode de gestion quotidien. Les gains de productivité et les réductions de coûts sont recherchés à tout prix. Des sociétés qui amassent *des bénéfices record continuent* à réduire leurs effectifs autant que le progrès technologique le leur permet. Comme le président de Caterpillar, dont la société ne s'est pourtant jamais aussi bien portée, l'industrie américaine semble convaincue que *« ce qui était suffisant l'an dernier ne passera même pas la rampe cette année »*. Conséquence de cette révolution permanente, la rentabilité des entreprises est plus élevée que jamais.

Pourtant, la Bourse amplifie toujours dans un sens ou dans l'autre les mouvements de l'économie réelle. Pour l'instant, elle n'a anticipé qu'un scénario relativement bénin de ralentissement ordonné de la croissance et de désinflation. Au cours actuel, la moindre mauvaise surprise pourrait *coûter très cher*.

Charles Delaneau

L'indice Dow Jones poussé par la baisse des taux



Les taux obligataires américains à 30 ans sont revenus, pour la première fois depuis mars 1994, sous les 7 %.

La Bourse de Paris salue l'élection de M. Chirac

L'indice CAC 40 est au plus haut depuis septembre 1994

LES PÉRIODES post-électorales se suivent et ne se ressemblent pas à la Bourse de Paris. En 1981, au lendemain de l'élection de M. Mitterrand, le marché était pratiquement incotable et les boursiers de l'époque avouaient que *« depuis plus de trente ans, on n'avait jamais vu une chute libre des cours de cette ampleur »* (*Le Monde* du 12 mai 1981). En 1988, alors que François Mitterrand était reconduit dans ses fonctions, la cote était restée stable. Mais, l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, dimanche 7 mai, a donné l'occasion au marché de saluer cette *« victoire »* par une hausse sensible.

Les valeurs françaises ont terminé *la séance sur une hausse de 3,18 % à* 1 988,67, à quelques fractions des 2 000 points, niveau que l'indice CAC 40 avait délaissé depuis le mois de septembre 1994. Cette progression quotidienne est également la plus importante depuis le 14 septembre 1992, date à laquelle les Allemands diminuaient, pour la première fois depuis quatre ans, leurs taux d'intérêt. Cette vive progression, qui s'est effectuée dans un volume très étoffé de plus de 7 milliards de francs n'a pas surpris les boursiers. Celle-ci était, en effet, conforme à la hausse qu'avaient connue les valeurs françaises sur le système électronique Globex exceptionnellement ouvert dimanche et lundi.

L'optimisme affiché par la Bourse de Paris ne date pourtant pas d'hier : à la surprise générale, en un mois et demi, les valeurs françaises avaient déjà progressé de près de 13 % après un début d'année on ne peut plus *médiocre. Cette reprise* est, si l'on en croit les analystes, essentiellement le fait des investisseurs étrangers qui parient depuis plusieurs semaines sur une relance de l'économie et une reprise de la croissance en France. Reste que cet optimisme pourrait s'amenuiser au cours des prochaines séances et faire place à un certain immobilisme.

Dans l'attente de la désignation du nouveau premier ministre ainsi que celle du ministre de l'économie, les marchés devraient connaître un relative période d'incertitude et *vraisemblablement* quelques prises de bénéfice après la progression de ces derniers jours.

Les boursiers verraient d'un bon œil la nomination d'Alain Juppé à Matignon, estimant que ce dernier pratiquerait une politique budgétaire plus déterminée que Philippe Seguin ainsi qu'une défense du franc plus *« vigoureuse »*. Forts de *ces derniers éléments, ils estiment* que le marché pourrait rapidement atteindre les 2 000 voire 2 050 points mais ne veulent surtout pas s'engager pour la suite.

François Bostnavaron

Après un bref passage au Crédit lyonnais
Dominique Bazy retourne à l'UAP

ARRVÉ boulevard des Italiens en novembre 1993 dans les bagages de JeanPeyrelevade, avec qui il avait travaillé à l'UAP depuis 1989, Dominique Bazy quittera la banque le 1[er] juillet pour rejoindre... l'UAP, en tant que directeur général délégué chargé des finances. Pour attirer cet homme de 43 ans à l'embonpoint naissant et à la voix légèrement perchée, Jacques Friedmann, le patron de l'UAP, a un peu bousculé son organigamme. Didier Pfeiffer, vice-présicent-directeur général de la compagnie d'assurances, reste évidemnent l'indispensable numéro deux de la maison. En revanche, Michel Berthezène doit laisser sa place au nouvel arrivant.

Car Dominique Bazy, qui était chargé jusqu'à son départ de l'UAP de la direction des financements et des participations, revient avec un galon supplémentaire. L'aller-retour qu'il opère entre le boulevard des Italiens et la place Vendôme lui fait accéder à la place de numéro trois de la compagnie. *« Une proposition qui ne se refuse pas »*, dit-il, quitte à passer pour un déserteur. Son départ laisse en effet le Crédit lyonnais désemparé. Membre du comité exécutif de la banque, Dominique Bazy a été un rouage essentiel de la mise en œuvre des deux plans de sauvetage successifs. A ce titre, il a décortiqué l'ensemble des dossiers, dénoué – souvent coûteusement – les contrats léonins qui liaient Altus à certains partenaires, supervisé la cession de près de 10 milliards d'actifs en 1994, titrisé à tour de bras, pris en charge le dossier MGM.

Il apparaît aujourd'hui comme le meilleur connaisseur des méandres financiers de la banque. Certes, il assure que le plan de restructuration est pour l'essentiel terminé, puisque la *« défaisance »* de 135 milliards de francs a reçu l'onction du ministère des finances français. Il affirme également qu'il suivra *« jusqu'à son terme l'examen de ce plan par la Commission de Bruxelles »*. Au-delà du 1[er] juillet, si nécessaire. Il n'en reste pas moins que son départ laisse le président du Crédit lyonnais un peu démuni. Au point que les petites phrases assassines commencent à fuser à l'étage feutré de la direction générale du boulevard des Italiens, où l'on semble mettre sur le compte d'un appétit de pouvoir démesuré le départ de Dominique Bazy. C'est oublier que, depuis l'arrivée de Pascal Lamy au Crédit lyonnais, la guerre était déclenchée entre les deux hommes, qui revendiquaient le titre de numéro deux de la banque. *L'ancien directeur de cabinet de Jacques Delors semble donc avoir gagné.* L'homme qui remplacera Dominique Bazy, un directeur financier issu de la banque ou de l'industrie, arrivera dans un comité exécutif où les pouvoirs seront bien installés.

Babette Stern

■ TÉLÉCOMMUNICATIONS : la STET italienne sera privatisée à l'automne, a réaffirmé, mardi 9 mai, le patron du groupe public transalpin Iri, Michele Tedeschi. L'Iri contrôle la holding de télé*communications STET qui cha*peaute Telecom Italia. M. Tedeschi a estimé possibles des prises de participation étrangères. Il a précisé, toutefois, que les actions de la Stet pourront être cédées à des investisseurs étrangers sur *« la base d'une réciprocité au niveau européen »*, donc en échange de participations dans ces groupes ou d'autres sociétés en Europe.

■ WELLA : le groupe allemand de produits capillaires, cosmétiques et parfums, a dégagé un bénéfice net consolidé de 126,5 millions de deutschemarks (452 millions de francs) en hausse de 19,2 % pour un chiffre d'affaires de 3,416 milliards de deutschemarks (12 milliards de francs, +18,93 %) grâce au rachat de l'américain Sebastian International (acquise fin 1993) et du fabricant allemand d'eau de Cologne Muelhens (achetée à la mi-1994). La filiale française Rochas a dégagé un bénéfice après impôts de 6,14 millions de deutschemarks en 1994 (21,9 millions de francs) grâce à une hausse de 20 % de son chiffre d'affaires.

■ *HOCHTIEF : le numéro deux* allemand du BTP (bâtiment-travaux publics) a annoncé, mardi 9 mai, une hausse de 8,8 % de son bénéfice net 1994 à 130,6 millions de deutschemarks (467 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 10,5 milliards de deutschemarks (37,5 milliards de francs). Sur le premier trimestre 1995, Hochtief, *qui est une filiale* à 56 % *du géant* énergétique allemand RWE, a réalisé une hausse de 14,7 % de ses entrées de commandes à 1,9 milliard de deutschemarks.

■ ALBERT SA : le premier groupe français de confection de vêtements pour enfants a annoncé, mardi 9 mai, un résultat net consolidé, part du groupe, de 11,17 mil*lions de francs en hausse de 33,8 %* (8,34 millions en 1993). Le résultat d'exploitation s'est établi à 20,45 millions de francs (22,25 millions en 1993), pour un chiffre d'affaires net consolidé de 438,31 millions, en recul sur celui de 1993 (483,58 millions).

■ SNECMA : l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT et FO appelle à *une journée d'action le jeudi 11 mai* pour protester contre l'éventuelle suppression de 5 000 emplois et les délocalisations annoncées chez le motoriste. Cette journée d'action se traduira par des débrayages et une manifestation à Paris.



مكنز من الاهل

■ **LE TAUX D'INTÉRÊT** des bons du Trésor américain à 30 ans, la principale référence obligataire, est passé mardi 9 mai sous le seuil des 7 % pour la première fois depuis mars 1994.

■ *WALL STREET a battu in extremis un* nouveau record mardi 9 mai. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné en clôture 6,91 points (+ 0,16 %) à 4 390,78 points.

■ *LE FRANC a consolidé ses gains face* au mark mardi après avoir atteint 3,52 francs. Puis il a perdu du terrain pour terminer à 3,5380, en hausse de près de 4 centimes sur vendredi.

■ *LA BOURSE DE PARIS a gagné 3,18 %* mardi 9 mai. Le CAC 40 s'est inscrit en clôture à 1 988,67 points, soit son niveau le plus élevé depuis septembre 1994.

■ **LA BOURSE DE TOKYO** a fini en baisse de 0,78 % mercredi 10 mai. Le Nikkeï a perdu 131,73 points dans l'attente de l'annonce des sanctions commerciales des Etats-Unis.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↗ 3 mois

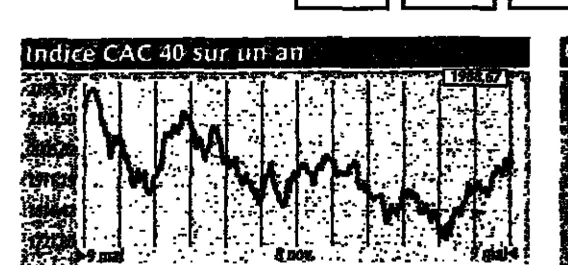
NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Retour au calme à Paris

La Bourse de Paris se calmait quelque peu mercredi 10 mai après l'accueil enthousiaste qu'elle avait réservé à Jacques Chirac, élu dimanche nouveau président de la République. La tendance restait orientée à la hausse mais les prises de bénéfice limitaient la progression dans un marché très actif, le montant des échanges sur le compartiment mensuel atteignant plus de 2,4 milliards de francs. L'indice CAC 40 affichait un gain de 0,13 % trois quarts d'heure après l'ouverture où la hausse était de 0,53 %. Aux alentours de 12 h 30, la progression des valeurs françaises étaient de 0,19 % à 1 992,44 points.

Les achats de la clientèle française portaient toujours sur les mêmes valeurs, des secteurs du BTP, de la consommation, du crédit et des assurances. Ces secteurs devraient soit bénéficier de mesures de relance du logement et des grands travaux, soit profiter de la baisse des taux d'intérêt qui se dessine en France après la victoire de M. Chirac mais aussi à travers le monde.

Indice CAC 40 sur un an



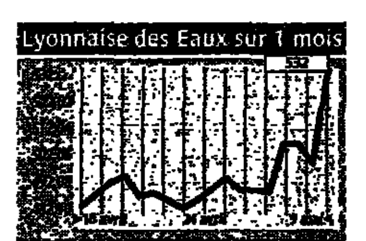
CAC 40 5 jours

Aux Etats-Unis mardi, le taux des bons du Trésor à trente ans est tombé pour la première fois depuis mars 1994 sous le niveau des 7 % à 6,93 % contre 7,03 % la veille. En dépit de cette baisse des taux en France, le franc était très bien orienté, cotant 3,5175 francs contre le deutschemark, soit un gain de 6 centimes par rapport à vendredi dernier.

Lyonnaise des eaux, valeur du jour

BONNE JOURNÉE, mardi 9 mai, à la Bourse de Paris où les valeurs du bâtiment en général et la Lyonnaise des eaux ont *« flambé »* dans le sillage des déclarations du nouveau locataire de l'Elysée. Le titre a gagné 6,7 % dans un volume de 359 000 pièces. Les boursiers ont, en effet, *été sensibles au discours* de Jacques Chirac qui a rappelé son attachement à la relance du logement et à l'accession sociale à la propriété et prône la facilité de constitution de l'apport personnel des acquéreurs potentiels. Autant de mesures propres à relancer le secteur du bâtiment et des matériaux de construction.

Lyonnaise des Eaux sur 1 mois



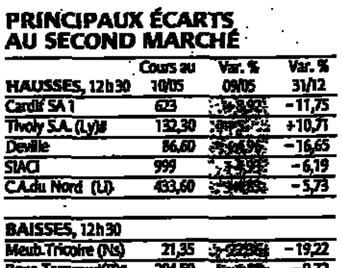
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 10/05	Var. % 09/05	Var. % 31/12
Finextel 1	82,70	+9,54	-11,17
Credit Lyonn.CIP 1	266	+8,14	-39,81
Chargeurs 1	1052	[illegible]	-0,74
Olipar 1	12,40	[illegible]	+21,56
DMC (Dollfus Mi)1	255	[illegible]	-15,95
Cetelem 1	1183	[illegible]	+23,87
Sefimeg 1	318	[illegible]	-16,20
Eiffage 1	1020	[illegible]	+26,08
Union Assur.Fdal 1	569	[illegible]	+7,15
Legris Indust. 1	393	[illegible]	+19,63
BAISSES, 12h30			
Axa 1	265,80	-8,38	+7,43
BIC 1	775	-3,33	+15,49
Euro RSCG W.W 1	486	-2,95	-11,63
Dassault-Aviation1	441	-2,86	+2,55
Dassault Electro 1	330	-2,65	-17,06
Intertechnique 1	560	-2,89	+8,10
Nordon (Ny) 2	355,20	-2,59	-17,58
Club Mediterranee1	513	[illegible]	+14,76
Cap Gemini Sogeti1	173,50	[illegible]	+2,05
Z Gr.Zannier #Ly 1	117,70	-1,92	-17,63

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	10/05 Titres échangés	Capitalisation en KF
Eaux (Gle Des) 1	324100	179341660
Societe Gale A 1	195710	114546630
Peugeot 1	140975	105225275
Elf Aquitaine 1	251375	101982444,90
Axa 1	367105	98253047
Alcatel Alsthom 1	194970	91706344
Oreal 1	65690	86462440
Accor 1	124175	77459925
Saint-Gobain 1	116575	75574980
UAP 1	455080	67013883

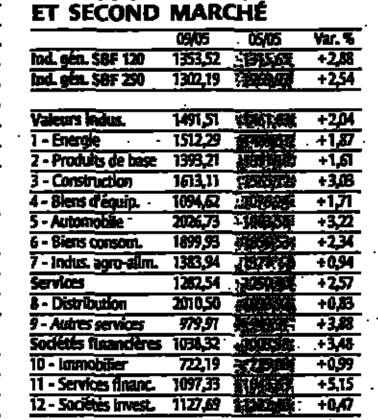
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ



HAUSSES, 12h30	Cours au 10/05	Var. % 09/05	Var. % 31/12
Cardif SA 1	623	[illegible]	-11,75
Tivoly S.A. (Ly)#	132,30	[illegible]	+10,71
Deville	86,60	[illegible]	-16,65
SIACI	999	[illegible]	-6,19
C.A.du Nord (Li)	433,60	[illegible]	-5,73
BAISSES, 12h30			
Meub.Tricoire (Ns)	21,35	[illegible]	-19,22
Bque Tarneaud(B)#	204,50	[illegible]	-0,72
Alain Manoukian(Ly)2#	84,50	[illegible]	-17,88
Sodere (M)	40,20	[illegible]	-14,46
Guerbet 2	313	[illegible]	+4,33



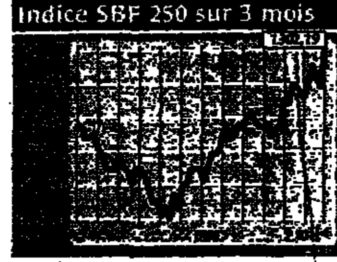
INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ



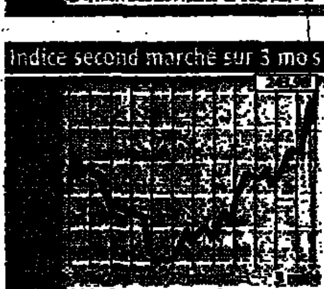
	09/05	05/05	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1353,52	[illegible]	+2,88
Ind. gén. SBF 250	1302,19	[illegible]	+2,54
Valeurs Indus.	1491,51	[illegible]	+2,04
1 - Energie	1512,29	[illegible]	+1,87
2 - Produits de base	1393,21	[illegible]	+1,61
3 - Construction	1613,11	[illegible]	+3,08
4 - Biens d'équip.	1094,62	[illegible]	+1,71
5 - Automobile	2026,73	[illegible]	+3,22
6 - Biens consom.	1899,93	[illegible]	+2,34
7 - Indus. agro-alim.	1383,94	[illegible]	+0,94
Services	1282,54	[illegible]	+2,57
8 - Distribution	2010,50	[illegible]	+0,83
9 - Autres services	979,91	[illegible]	+3,88
Sociétés financières	1038,32	[illegible]	+3,48
10 - Immobilier	722,19	[illegible]	+0,99
11 - Services financ.	1097,33	[illegible]	+5,15
12 - Sociétés invest.	1127,69	[illegible]	+0,47
Ind. Second Marché	243,98	[illegible]	+0,71

Indice SBF 120 sur 3 mois

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE DE TOKYO a fini en baisse mercredi 10 mai, sur des ventes de petits lots de la part d'établissements financiers et d'investisseurs étrangers. L'indice Nikkeï a cédé 131,73 points, soit 0,78 %, à 16 826,49 points, dans un volume estimé à 210 millions de titres contre 206 millions mardi.

La veille, Wall Street a fini de justesse sur un nouveau record, à l'issue d'une séance de consolidation qui ne lui a pas permis de prendre avantage d'une forte baisse des taux d'intérêt à long terme qui sont *repassés sous le seuil de 7 % pour la* première fois depuis la fin mars 1994. Oscillant constamment, le Dow Jones a gagné en clôture 6,91 points, soit 0,16 % à 4 390,78 points. L'ouverture en hausse de Wall Street a donné l'élan à la Bourse de Londres. Alors que ses gains avaient été freinés dans la matinée par les incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 9,5 points, soit 0,3 %, à 3 261,2 points. La tendance était également bien orientée à Francfort où l'indice Dax, requinqué par la remontée du dollar et la bonne tenue de Wall Street, a terminé en hausse, s'établissant à 2 039,59 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 09/05	Cours au 05/05	Var. en %
Paris CAC 40	1988,67	1927,41	+3,08
New-York/DJ indus.	4381,79	4383,87	-0,05
Tokyo/Nikkei	16958,20	17109,70	-0,86
Londres/FT100	3261,20	3251,70	+0,29
Francfort/Dax 30	2039,59	2024,84	+0,72
Frankfort/Commer.	754,67	749,67	+0,66
Bruxelles/Bel 20	1644,17	1638,47	+0,35
Bruxelles/Général	1446,03	1441,01	+0,35
Milan/MIB 30	15295	15085	+1,37
Amsterdam/Gé. Cbs	284,20	284,10	+0,04
Madrid/Ibex 35	295,16	295,16	—
Stockholm/Affarsal	1220,17	1215,34	+0,40
Londres FT30	2474,70	2471,90	+0,11
Hong Kong/Hang S.	8574,08	8488,36	+1
Singapour/Strait t	2091,90	2075,88	+0,77

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	09/05	05/05
Alcoa	43	43,50
American Express	35,50	35
Allied Signal	41,25	41,37
AT & T	51,87	51,75
Bethlehem	14,25	14
Boeing Co	55,75	54,62
Caterpillar Inc.	57,87	56,75
Chevron Corp.	48,50	48,87
Coca-Cola Co	61,12	60,75
Disney Corp.	54,37	54,37
Du Pont Nemours&Co	67,62	67,75
Eastman Kodak Co	61,12	60,75
Exxon Corp.	69,87	71,12
Gén. Motors Corp.H	41,62	41,62
Gén. Electric Co	58,62	58,50
Goodyear T & Rubbe	40	40,12
IBM	93,62	93,75
Intl Paper	78	78,62
J.P. Morgan Co	68,87	68,75
Mc Don Dougl	64,62	64,37
Merck & Co.Inc.	44,12	44,37
Minnesota Mng.&Mfg	59,37	59,50
Philip Moris	71,75	71,25
Procter & Gamble C	71,25	71,75
Sears Roebuck & Co	53,75	53,37
Texaco	67,75	68,87
Union Carb.	31,75	31,75
Utd Technol	74,87	73
Westingh. Electric	15	14,75
Woolworth	15,62	15,62

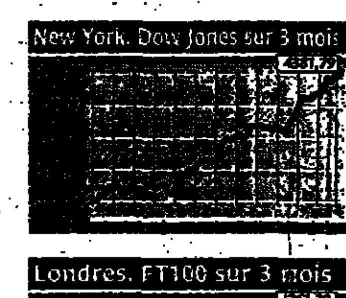
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	09/05	05/05
Allied Lyons	5,47	5,47
Barclays Bank	6,42	6,42
B.A.T. industries	4,77	4,75
British Aerospace	5,31	5,32
British Airways	4,18	4,20
British Gas	2,95	3,03
British Petroleum	4,64	4,55
British Telecom	4	3,98
B.T.R.	3,35	3,32
Cadbury Schweppes	4,54	4,52
Eurotunnel	2,07	1,99
Glaxo	7,27	7,33
Grand Metropolitan	3,98	3,98
Guinness	4,71	4,71
Hanson Plc	2,38	2,37
Great Ic	6	6,02
H.S.B.C.	7,47	7,31
Impérial Chemical	7,52	7,51
Lloyds Bank	6,51	6,49
Marks and Spencer	4,24	4,22
National Westminst	5,43	5,39
Peninsular Orienta	5,75	5,82
Reuters	4,72	4,75
Saatchi and Saatch	1,03	1,02
Shell Transport	7,62	7,59
Smithkline Beecham	5	4,75
Tate and Lyle	4,36	4,36
Unilever Ltd	12,12	12,40
Wellcome	10,69	10,63
Zeneca	9,25	9,18

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	09/05	05/05
Allianz Holding N	2569	2542
Basf AG	311,90	308,70
Bayer AG	341	338
Bay hyp&Wechselbk	380	375
Bayer Vereinsbank	412,50	407
BMW	734	736,50
Commerzbank	338,70	337,50
Continental AG	207	205
Daimler-Benz AG	651,70	643
Degussa	415	419
Deutsche Babcock A	144	144,50
Deutsche Bank AG	687,20	683,50
Dresdner BK AG FR	388	387
Henkel VZ	552	547,50
Hoechst AG	295	294,20
Karstadt AG	592	589
Kaufhof Holding	489	483
Linde AG	795	805
DT. Lufthansa AG	181,80	180,50
Man AG	356	352,50
Mannesmann AG	394,50	391
Metallges AG	27	27,20
Preussag AG	406,50	399,50
Rwe	465	460,50
Schering AG	940,90	934
Siemens AG	671,50	669,50
Thyssen	265,40	262
Veba AG	529,30	525,70
Viag	521,50	513,70
Wellag AG	1075	1068

New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois

LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT → Bonds 10 ans

Le Matif gagne encore du terrain

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises – a entamé la séance du mercredi 10 mai sur une hausse de 12 centièmes à 115,28. Le contrat Pibor juin était en hausse de 22 centièmes à 93,36. Mardi, le Matif avait salué la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle. Le contrat notionnel juin avait gagné 108 centièmes à 115,16 en compensation, alors qu'à court terme, le contrat Pibor juin progressait de 0,38 point à 93,14. Aux Etats-Unis, le taux des emprunts d'Etat à trente ans a continué à se détendre à 6,95 %. Il est tombé sous le seuil des 7 % pour la première fois depuis fin mars 1994. Le marché allemand était également bien orienté mardi, le contrat Bund échéance juin s'inscrivait à 94,04 en fin de journée, en hausse de 0,48 %.

Notionnel 10 %, première échéance, 1 an

114,94 — 9 mai — 4 nov. — 9 mai

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 09/05	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,69	7,89	8,44	1,80
Allemagne	4,50	7,08	7,70	2,40
Grande-Bretagne	5,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,80
Japon	2,20	3,31	4,75	0,20
États-Unis	5,88	7,02	7,35	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 09/05	Taux au 05/05	indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,32	7,33	101,80
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,52	7,47	102,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,81	7,79	102,67
Fonds d'État 10 à 15 ans	7,89	7,87	103,13
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,36	8,34	102,63
Obligations françaises	8,08	8,05	102,27
Fonds d'État à TME	-0,74	-0,74	100,17
Fonds d'État à TRE	-0,42	-0,42	99,41
Obligat. franç. à TME	-0,68	-0,57	99,92
Obligat. franç. à TRE	+0,09	+0,06	100,53

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 09/05	Vente 09/05	Achat 05/05	Vente 05/05
Jour le jour	7,68	—	—	—
1 mois	7,68	8,18	7,90	8,05
3 mois	7,56	8,06	7,95	8,20
6 mois	7,18	7,68	7,57	7,82
1 an	6,81	7,31	7,15	7,40
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,09	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	7,86	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	7,36	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	7,14	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	7,07	—	—	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	6,36	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,43	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	6,62	—	—	—

MATIF

Échéances 09/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	165798	114,94	115,16	114,48	115,16
Sept. 95	3593	114,52	114,52	113,98	114,62
Déc. 95	2	114,26	114,26	114,26	114,36
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	47893	93,26	93,33	93,08	93,15
Sept. 95	20434	94	94,02	93,78	93,79
Déc. 95	8391	94,05	94,05	93,79	93,85
Mars 96	2276	93,86	93,86	93,72	93,78
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	1397	84,90	85,14	84,68	85,12
Sept. 95	—	—	—	—	85,06

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 09/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 95	28456	1978	1996	1966	1988
Juin 95	547	1960	1978	1949	1970
Juillet 95	1	1962,50	1962,50	1962,50	1972,50
Sept. 95	442	1986,50	1991,50	1973	1993

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,8510 | US/DM ↗ 7,3800 | US/¥ ↗ 83,3500 | DM/F ↘ 3,5365 | £/F ↘ 7,7250

Le franc toujours en hausse

ALORS QUE LES CAMBISTES attendaient une pause, le franc continuait à se renforcer mercredi matin à Paris au cours des premiers échanges entre banques, à 3,5155 francs pour un deutschemark contre 3,5380 francs (3,5365 francs selon le cours indicatif de la Banque de France) mardi soir. Le franc français avait consolidé ses gains face au mark mardi. La monnaie française qui avait progressé mardi matin jusqu'à 3,52 francs face au mark, avait ensuite perdu des fractions durant la journée, clôturant à Paris à 3,5380 francs en hausse tout de même de près de 4 centimes sur vendredi (3,5730 francs).

Mercredi matin, le dollar remontait légèrement à 4,8530 francs, 1,3800 marks et 83,41 yens contre 4,8510 francs, 1,3705 mark, et 83,01 yens dans les échanges interbancaires de mardi soir.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 09/05	% 05/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	353,6500	-1,16	344	368
Ecu	6,4880	-0,74	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	4,8510	-1,12	4,6000	5,2000
Belgique (100 F)	17,1430	-1,20	16,7500	17,7500
Pays-Bas (100 fl)	315,8800	-1,16	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	2,9745	+0,62	2,6500	3,2200
Danemark (100 krd)	90,1300	-0,91	85	95
Irlande (1 iep)	7,9410	-0,50	7,7000	8,4500
Gde-Bretagne (1 L)	7,7250	+1,48	7,5500	8,4000
Grèce (100 drach.)	2,1730	-0,87	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	67,3300	-0,22	62	72
Suisse (100 F)	428,9100	-0,96	418	442
Norvège (100 k)	78,5400	-0,92	75	84
Autriche (100 sch)	50,2750	-1,18	49,1000	52,2000
Espagne (100 pes.)	4,0105	-0,05	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3400	-1,38	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,5761	-1,30	3,3000	3,9000
Japon (100 yens)	5,8306	-0,08	5,6000	5,9500
Finlande (mark)	115,0400	-0,73	110	121

PARITÉS DU DOLLAR

PARITÉS DU DOLLAR	10/05	09/05	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,3800	[illegible]	+0,32
TOKYO : USD/Yens	83,3500	[illegible]	+0,12

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,8647	[illegible]	4,8950	[illegible]
Yen (100)	5,8330	[illegible]	5,8413	[illegible]
Deutschemark	3,5375	[illegible]	3,5365	[illegible]
Franc Suisse	4,2635	[illegible]	4,2725	[illegible]
Lire ital. (1000)	2,8565	[illegible]	2,8265	[illegible]
Livre sterling	7,8040	[illegible]	7,8680	[illegible]
Peseta (100)	3,9502	[illegible]	3,9419	[illegible]
Franc Belge	17,193	[illegible]	17,206	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	7,84	[illegible]	7,18
Eurodollar	6,12	[illegible]	6,43
Eurolivre	6,56	[illegible]	7,50
Eurodeutschemark	4,50	[illegible]	4,87

L'OR

	cours 09/05	cours 05/05
Or fin (k. barre)	61500	60600
Or fin (en lingot)	62100	60800
Pièce française(20f)	356	353
Pièce suisse (20f)	358	355
Pièce Union lat(20f)	356	354
Pièce 20 dollars us	2480	2520
Pièce 10 dollars us	1580	1550
Pièce 50 pesos mex.	2320	2270

LE PÉTROLE

En dollars	cours 09/05	cours 05/05
Brent (Londres)	18,90	18,90
WTI (New York)	17,40	17,38
Crude Oil (New York)	20,30	20,30

LES MATIÈRES PREMIÈRES



INDICES	09/05	05/05
Dow-Jones comptant	197,14	[illegible]
Dow-Jones à terme	281,28	[illegible]
Moody's	—	[illegible]
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2747	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2735	[illegible]
Aluminium comptant	1760	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1762,50	[illegible]
Plomb comptant	589,50	[illegible]
Plomb à 3 mois	—	[illegible]
Etain comptant	6035	[illegible]
Etain à 3 mois	6020	[illegible]
Zinc comptant	1031,50	[illegible]
Zinc à 3 mois	1055	[illegible]
Nickel comptant	7075	[illegible]
Nickel à 3 mois	7075	[illegible]

MÉTAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,73	[illegible]
Platine à terme	0,80	[illegible]
Palladium	168,25	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	1,28	[illegible]
Maïs (Chicago)	2,41	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	163,40	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	—	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	335,10	[illegible]
Orge (Londres)	108	[illegible]
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1335	[illegible]
Café (Londres)	3079	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	—	[illegible]
OLÉAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	1,10	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	1,02	[illegible]

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 10 MAI
Liquidation : 23 mai
Taux de report : 8,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS +0,29 %
CAC 40 : 1994,41

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
EDF-GDF 3%	7440	[illegible]	-0,54	[illegible]
B.N.P. (T.P)	986	[illegible]	+0,91	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	851	[illegible]	+0,47	[illegible]
Renault (T.P.)	1886	[illegible]	—	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2090	[illegible]	-0,23	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1165	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1080	[illegible]	+0,46	[illegible]
Accor 1	606	[illegible]	+3,47	[illegible]
Air Liquide 1	778	[illegible]	+1,03	[illegible]
Alcatel Alsthom 1	472,80	[illegible]	-1,65	[illegible]
Alcatel Cable 1	388,60	[illegible]	-1,70	[illegible]
Alspi 1	374	[illegible]	+0,27	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	181,50	[illegible]	+3,86	[illegible]
Axa 1	275	[illegible]	-3,35	[illegible]
Bail Invest. 1	867	[illegible]	+1,15	[illegible]
Bancaire (Cie) 1	588	[illegible]	+0,85	[illegible]
Bque Colbert C2#	65,25	[illegible]	—	[illegible]
Bazar Hot. Ville 2	521	[illegible]	-1,73	[illegible]
E.B.F 1 ●	198	[illegible]	—	[illegible]
BIC 1	800	[illegible]	-3,13	[illegible]
BIS 1	403,90	[illegible]	-0,97	[illegible]
B.N.P. 1	263,70	[illegible]	+0,23	[illegible]
Bollore Techno.1	511	[illegible]	+0,20	[illegible]
Bongrain 1	2825	[illegible]	+0,14	[illegible]
Bouygues 1	633	[illegible]	-0,79	[illegible]
Canal+ 1	696	[illegible]	+1,29	[illegible]
Cap Gemini Sogeti	177	[illegible]	-1,98	[illegible]
Carnaudmetalbox 1	185	[illegible]	+1,35	[illegible]
Carrefour 1	2484	[illegible]	+0,68	[illegible]
Casino Guichard 1	147,10	[illegible]	-1,43	[illegible]
Casino Guich.ADP 1	119,90	[illegible]	-0,58	[illegible]
Castorama Dl (Li) 1	805	[illegible]	+0,62	[illegible]
C.C.F. 1	226,40	[illegible]	+2,08	[illegible]
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	53	[illegible]	+1,89	[illegible]
Cegid (Ly) 1	489	[illegible]	-0,41	[illegible]
CEP Communication1	515	[illegible]	-0,97	[illegible]
Cerus Europ.Reun 1	88,80	[illegible]	+2,36	[illegible]
Cetelem 1	1132	[illegible]	+4,51	[illegible]
CGIP 1	1125	[illegible]	—	[illegible]
Chargeurs 1	1004	[illegible]	+4,78	[illegible]
Christian Dior 1	452,30	[illegible]	-0,33	[illegible]
Ciments Fr.Priv.B1	229	[illegible]	+1,53	[illegible]
Clarins 1	467	[illegible]	-0,86	[illegible]
Club Mediterranee1	525	[illegible]	-2,29	[illegible]
Coflexip	289	[illegible]	+0,17	[illegible]
Colas 1	930	[illegible]	+2,47	[illegible]
Comptoir Entrep. 1	219	[illegible]	—	[illegible]
Comptoir Moder. 1	1480	[illegible]	+1,01	[illegible]
CPR 1	378,50	385,50	+1,85	01/07/94
Cred.Fon.France 1	687	710	+3,35	17/06/94
Credit Local Fce 1	443,90	442	-0,43	15/06/94
Credit Lyonn.CIP 1	253	266	+5,14	01/07/93
Credit National 1	411,50	424	+3,04	01/06/94
CS(ex.CSEE) 1	326,70	336	+2,85	29/07/94
Damart 1	4602	4550	-1,13	27/12/94
Danone 1	812	808	-0,49	13/06/94
Dassault-Aviation 1	454	441	-2,86	20/06/94
Dassault Electro 1	339	330	-2,65	06/05/92
De Dietrich 1	2684	2695	+0,41	17/06/94
Degremont 1	412	412	—	06/06/94
Dev.R.N-P.Cal Li 2	68,60	70	+2,04	—
DMC (Dollfus Mi) 1	244	255	+4,51	20/06/94
Docks France 1	746	746	—	26/05/94
Dynaction 1	144,40	143,50	-0,62	10/07/92
Eaux (Cie Des) 1	545	557	+2,20	04/07/94
Ecco 1	696	705	+1,29	01/07/94
Eiffage 1	980	1020	+4,08	03/01/95
Elf Aquitaine 1	407,60	404,50	-0,76	08/08/94
Eridania Beghin 1	729	725	-0,55	12/07/94
Essilor Intl 1	870	870	—	04/07/94
Essilor Intl ADP 1	605	605	—	04/07/94
Esso 1	609	606	-0,49	16/02/95
Eurafrance 1	1584	1589	+0,32	21/12/94
Euro Disney 1	16,50	16,85	+2,12	29/03/93
Euro RSCG W.W 1	501	486	-2,99	02/09/94
Europe 1-1	1240	1241	+0,08	04/04/95
Eurotunnel 1	16,80	16,55	-1,49	—
Filipacchi Medias1	730	730	—	22/08/94
Finextel 1	75,50	82,70	+9,54	27/06/94
Fives-Lille 1	479,50	479	-0,10	08/07/94
Fromageries Bel 1	4390	4400	+0,23	28/07/94
Galeries Lafayet.1	2101	2090	-0,52	05/07/94
GAN 1	176,90	178,90	+1,13	05/07/94
Gascogne (B) 1	505	510	+0,99	13/06/94
Gaz et Eaux 1	1972	1970	-0,10	20/07/94
Geophysique 1	398,50	391,30	-1,81	12/07/93
G.F.C. 1	384	387,20	+0,83	26/07/94
Groupe Andre S.A.1	461	458	-0,65	14/02/95
Groupe De La Cite1	882	880	-0,23	20/06/94
GTM-Entrepose 1	447	450	+0,67	10/08/94
Guilbert 1	483	483	—	05/08/94
Guyenne Gascogne 1	1375	1380	+0,36	01/07/94
Havas 1	431,20	432,60	+0,32	01/09/94
I.D.I.A 1	133	135,80	+2,11	29/09/95
Imetal 1	521	530	+1,73	29/07/94
Immeubl.France 2	373	377	+1,07	14/06/94
Immob.Phenix 1	66,50	68	+2,26	08/09/92
Ingenico 1	82,60	85	+2,91	02/08/94
Interbail 1	356	365	+2,53	30/06/94
Intertechnique 1	575	560	-2,61	29/08/92
Jean Lefebvre 1	376	378	+0,53	10/06/94
Klepierre 1	590	595	+0,85	30/03/95
Labinal 1	784	788	+0,51	06/07/94
Lafarge Coppee 1	388	393,30	+1,37	12/08/94
Lagardere (MMB) 1	113	113,50	+0,44	07/07/94
Lapeyre 1	342	349	+2,05	10/06/94
Lebon 2	246	247	+0,41	06/07/94
Legrand 1	7480	7590	+1,47	01/02/95
Legrand ADP 1	4845	4850	+0,10	01/02/95
Legris indust. 1	378	393	+3,97	10/09/92
Locindus 1	813	824	+1,35	04/07/94
LVMH Moet Vuitton1	948	950	+0,21	30/11/94
Lyonnaise Eaux 1	532	533	+0,19	22/07/94
Marine Wendel 1	381	385	+1,05	30/11/94
Matra-Hachette 1	111	111,70	+0,63	06/07/94
Metaleurop 1	65,40	65,50	+0,15	04/07/90
Metrologie Inter.1	32,80	32,75	-0,15	—
Michelin 1	226,30	227,80	+0,66	07/07/93
Moulinex 1	117,20	117,10	-0,09	14/09/92
Navigation Mixte 1	975	974	-0,10	08/08/94
Nord-Est 1	133,10	135,50	+1,80	08/07/94
Nordon (Ny) 2	364,50	355,20	-2,55	—
NRJ # 1	450	450	—	18/04/95
Olipar 1	11,85	12,40	+4,64	—
Oreal 1	1315	1317	+0,15	28/06/94
Paribas 1	326,70	333	+1,93	06/06/94
Pechiney CIP 1	306	310	+1,31	08/07/94
Pechiney Intl 1	129,10	131,10	+1,55	01/07/94
Pernod-Ricard 1	327,30	325,50	-0,55	12/01/95
Peugeot 1	740	749	+1,22	05/07/93
Pinault-Prin.Red.1	1098	1121	+2,09	20/05/94
Plastic-Omn.(Ly) 1	565	564	-0,18	27/06/94
Pollet 1	466	471	+1,07	01/07/94
Primagaz 1	876	865	-1,26	10/06/94
Promodes 1	1171	1178	+0,60	10/06/94
Publicis 1	434	428,20	-1,34	20/07/94
Radiotechnique 1	507	506	-0,20	09/06/94
Remy Cointreau 1	163,60	165	+0,86	01/10/94
Renault 1	178,30	178,10	-0,11	—
Rexel 1	812	800	-1,48	04/07/94
Rhone Poulenc A 1	121,50	123	+1,23	01/07/94
Rochette (La) 1	51,50	51,50	—	25/06/92
Roussel Uclaf 1	705	710	+0,71	16/05/94
Rue Imperiale(Ly) 1	3630	3650	+0,55	08/07/94
Sade (Ny) 1	192,90	191	-0,98	27/06/94
Sagem 1	2715	2725	+0,37	08/07/94
Saint-Gobain 1	649	650	+0,15	29/07/94
Saint-Louis 1	1593	1590	-0,19	29/06/94
Salomon (Ly) 1	2025	2060	+1,73	30/09/94
Salvepar (Ny) 2	438,90	435	-0,89	30/09/94
Sanofi 1	295	294,50	-0,17	27/07/94
Sat 2	2100	2110	+0,48	08/07/94
Saupiquet (Ns) 1	1156	1160	+0,35	19/12/94
Schneider 1	389,20	390,50	+0,33	13/07/94
SCOR S.A 1	120	120,50	+0,42	22/07/94
S.E.B. 1	543	540	-0,55	09/06/94
Sefimeg 1	305	318	+4,26	11/07/94
SEITA 1	145,20	147	+1,24	—
Selectibanque 1	156	155,50	-0,32	12/07/94
SFIM 2	895	900	+0,56	11/08/94
SGE 1	176	181,40	+3,07	09/08/94
Sidel 1	1520	1526	+0,39	13/06/94
Simco 1	452,80	466	+2,92	26/07/94
S.I.T.A 1	739	735	-0,54	04/07/94
Skis Rossignol 1	1224	1245	+1,72	30/09/94
Sligos 1	442	442	—	08/07/94
Societe Gale A 1	581	582	+0,17	06/06/94
Sodexho 1	931	930	-0,11	03/03/95
Sommer-Allibert 1	1930	1929	-0,05	28/06/94
Sophia 1	454	451	-0,66	30/06/94
Sovac 1 ■	393	404	+2,80	10/05/95
Spie Batignolles 1	232	231	-0,43	31/07/91
Spir Communic. 1	477	480	+0,63	27/06/94
Strafor Facom 1	641	645	+0,62	15/07/93
Suez 1	260,70	261,10	+0,15	29/07/94
Synthelabo 1	242,40	244,50	+0,87	27/06/94
Technip S.A. 1	300	300	—	—
Thomson-CSF 1	134,90	134,60	-0,22	12/07/93
Total 1	317,40	317,10	-0,09	28/07/94
UAP 1	145,50	147,60	+1,44	05/07/94
UFB Locabail 1	384	385	+0,26	30/03/92
UGC DA (M) 1	173	171	-1,16	20/07/94
Ugine S.A 1	368,10	370	+0,52	01/06/94
UIC 1	96,60	97	+0,41	05/07/93
UIF 1	456	456	—	29/07/94
UIS 2	200,50	200	-0,25	05/07/94
Unibail 1	506	506	—	10/06/94
Union Assur.Fdal 1	547	569	+4,02	15/06/94
Valeo 1	291,50	292	+0,17	07/07/94
Vallourec 1	273	268	-1,83	16/07/92
Via Banque 1	285	284	-0,35	30/01/95
Worms & Cie 1	255,30	260,50	+2,04	13/06/94
Z Gr.Zannier »Ly 1	120	117,70	-1,92	09/06/94
Zodiac 1	597	597	—	24/01/95
Elf Gabon 1	1026	1026	—	27/06/94

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
ABN Amro Holding 1	185,10	190	+2,64	23/05/95
American Express 1	169,10	172,50	+2,01	10/05/95
Anglo American 1	271,20	270	-0,44	14/01/94
Amgold 1	445	425	-4,49	15/12/94
Arjo Wiggins App.1	21,75	21,25	-2,29	26/05/95
A.T.T. 1	252	253,50	+0,59	01/05/95
Banco Santander 1	185	185	—	30/04/95
Barrick Gold 1	115	113,90	-0,95	15/12/94
B.A.S.F. 1	1107	1072	-3,16	29/04/94
Bayer 1	1203	1213	+0,83	27/04/95
Blenheim Group 1	18,10	18	-0,55	15/12/94
Buffelsfontein 1	33	32,95	-0,15	16/09/94
Chase Manhattan 1	220	223,20	+1,45	15/05/95
Cordiant PLC 1	8,35	8	-4,19	—
Daimler Benz 1	2300	2260	-1,73	19/05/94
De Beers 1	136,90	134,50	-1,75	02/11/94
Deutsche Bank 1	2430	2450	+0,82	20/05/94
Dresdner Bank 1	1352	1380	+2,07	24/05/94
Driefontein 1	66,60	65,20	-2,10	08/02/95
Du Pont Nemours 1	329	331	+0,60	14/03/95
Eastman Kodak 1	294,30	295	+0,23	03/04/95
East Rand 1	5,15	5,05	-1,94	15/08/94
Echo Bay Mines 1	45,85	44,05	-3,92	31/12/94
Electrolux 1	235,50	—	—	18/05/94
Ericsson 1	331,50	323,80	-2,32	24/05/94
Exxon Corp. 1	348	340,40	-2,18	10/03/95
Ford Motor 1	128,10	131,20	+2,41	01/06/95
Freegold 1	57	55,30	-2,98	13/12/94
Gencor Limited 1	16	—	—	29/03/95
General Electric 1	280,30	283,30	+1,07	25/04/95
General Motors 1	215	214,10	-0,41	10/03/95
Generale Belgique1	381	380	-0,26	19/05/94
Grd Metropolitan 1	31	31,50	+1,61	10/04/95
Guinness Plc 1	37,50	—	—	10/11/94
Hanson Plc 1	18,65	18,55	-0,53	06/04/95
Harmony Gold 1	40,90	40,50	-0,97	28/02/92
Hewlett-Packard 1	377	327	—	12/04/95
Hitachi 1	49,55	48,40	-2,32	—
Hoechst 1	1051	1055	+0,38	26/04/95
I.B.M 1	453,40	455,10	+0,37	10/03/95
I.C.I 1	59,50	57,40	-3,52	26/04/95
I.T.T. 1	524	529	+0,95	01/04/95
Ito Yokado 1	255,40	259,60	+1,64	—
Matsushita 1	78,50	75,10	-4,33	—
Mc Donald's 1	177	177,50	+0,28	17/03/95
Merck and Co 1	214	213,40	-0,28	05/04/95
Minnesota Mining 1	290	286,50	-1,20	12/03/95
Mitsubishi Corp. 1	59,30	60,25	+1,60	—
Mobil Corporat. 1	480,30	480,20	-0,02	10/03/95
Morgan J.P. 1	331,50	—	—	14/04/95
Nestle SA Nom.1	4860	4811	-1	30/05/94
Nippon MeatPacker1	69,50	—	—	—
Norsk Hydro 1	201,60	204	+1,19	23/05/95
Petrofina 1	1598	1605	+0,43	19/05/94
Philip Morris 1	345,60	346,30	+0,20	10/04/95
Philips N.V 1	193,40	194	+0,31	23/05/95
Placer Dome Inc 1	115	111,60	-2,95	27/03/95
Procter Gamble 1	345,50	344	-0,43	15/05/95
Quilmes 1	239	247	+3,34	18/07/94
Randfontein 1	28	27,40	-2,14	31/01/95
Rhone Poul.Rorer 1	204	202,80	-0,58	28/02/95
Royal Dutch 1	614	612	-0,32	27/09/94
R T Z 1	64	62,50	-2,34	03/07/95
Sega Enterprises 1	227	227	—	—
Saint-Helena 1	45,50	43,80	-3,73	17/03/95
Schlumberger 1	312	309	-0,96	07/04/95
SGS Thomson Micro.	174,20	172	-1,26	—
Shell Transport 1	59,80	59,60	-0,33	03/11/94
Siemens 1	2375	2364	-0,46	24/02/95
Sony Corporation 1	243	241	-0,82	—
Sumitomo Bank 1	106	106,10	+0,09	—
T.D.K 1	226	222	-1,76	—
Telefonica 1	66,90	67,10	+0,29	17/02/95
Toshiba 1	32,20	—	—	—
Unilever 1	619	617	-0,32	19/05/95
Unit.Technologie 1	352,40	361,70	+2,63	10/03/95
Vaal Reefs 1	288	277,10	-3,78	17/03/95
Volkswagen A.G 1	1419	—	—	02/06/94
Volvo (act.B) 1	91	—	—	02/05/95
Western Deep 1	158	151,70	-3,98	17/03/95
Yamanouchi 1	111,30	110,70	-0,53	—
Zambia Copper 1	3,49	3,54	+1,43	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 10 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	103,45	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	106,80	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	111,80	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	106,30	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	108,52	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	104,48	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	113,10	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	106,97	[illegible]
CLF 9%88-93/98 CA#	105,11	[illegible]
CNA 9% 4/92 CB	108	[illegible]
CRH 8,6%92/93/94CB	104,61	[illegible]
CRH 8,5% 87-88 CA#	104,65	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	105,80	[illegible]
EDF 8,6% 92 CA#	106,40	[illegible]
Em.Etat10,26%86 CA	102,76	[illegible]
Emp.Etat 6%7/93 CA	98,82	[illegible]
Finansder 9%91CB#	108,20	[illegible]
Finansd.8,6%92CA#	105,50	[illegible]
Flora9,75%90 CA#	—	[illegible]
OAT 8,7%5/88-95CA#	100,06	[illegible]
OAT 9,8% 1/96 CA#	102,13	[illegible]
OAT 8,50% 6/97 CA#	104,05	[illegible]
OAT 9,90%85-97 CA#	107,46	[illegible]
OAT 88-98 TME CA	100,60	[illegible]
OAT 9/1998 TRA	99	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	107,64	[illegible]
OAT TMB 01/99 CA	99,60	[illegible]
OAT 8,125% 99 CA#	104,63	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	106,56	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA	101,80	[illegible]
OAT 10% 5/2000 CA#	112,25	[illegible]
OAT 01 TME CA	100,10	[illegible]
OAT 8,5% 11/02 CA#	106,61	[illegible]
OAT 8,50% 2019 CA#	105	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	105	[illegible]
PTT 11,2%85-95 CB#	102,45	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	104,70	[illegible]
Lyon.Eaux 6,5%90CV	861	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	418	416
Bains C.Monaco 2	715	715
B.N.P.Intercont.2	253	260
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	14,70	14,70
Cambodge ◆	741	741
Carbone Lorraine 2	635	630
CBC 1	257	256
Centenaire Blanzy	281,10	284
Ceragen Holding ◆	30	30
Champex (Ny) ◆	15,20	15,20
CIC Un.Euro.CIP 1	332	334
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2817	2817
Cpt Lyon Alem.2	385	385
Concorde-Ass Risq2	706	692
Gpe Valfond ex.CMP ◆	14,85	14,45
Credit Gen.Ind. ◆	24,30	24,30
Darblay	470	465
Didot Bottin ◆	600	600
Eaux Bassin Vichy ◆	2730	2730
Ecla 1	770	767
Ent.Mag. Paris ◆	3910	3910
Eridania Beghin CI ◆	730	730
Fidei(exImmofice)2	94	86
Finalens ◆	364	364
F.I.P.P. ◆	115	99,35 d
Fonciere (Cie)	533	548
Fonciere Euris	182,50	182,50
Foncina #	462	440
France I.A.R.D.	611	638
France S.A 1	720	745
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1	282	285
Genefim	168,50	166,10
Gevelot	1120	1176
G.T.I (Transport)2	450	455,50
Immobail 2	256	260
Immobanque 2	840	839
Im.Marseillaise 2	5110	5110
Invest.(Ste Cie.)	1385	1385
Lille Bonnieres	1803	1800
Locafinanciere ◆	402,10	402,10
Louvre 1	209	210
Lucia	75	77
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix	170	165
Metal Deploye	460	460,90
Mors 2 #	16,50	15,70
Navigation (Nle) ◆	81	83
Origny-Desvroise ◆	1293	475,10 d
Paluel-Marmont	347	347
Pap.Clairefont(Ny) ◆	915	915
Parfinance 2	180	180
Paris Orleans	234	256
Piper Heidsieck ◆	860	860
Porcher ◆	190,60	190,60
Promodes (CI)	870	869
PSB Industries 2Ly	395	395
Rochefortaise Com.	179	171
Rosario 2	204,40	206
Rougier #	770	762
S.A.F.I.C Alcan ◆	285	285
Saga	276	269
Salins du Midi 2	370,50	374,90
Savoisienne M. ◆	149,90	149,90
Silic 2	700	701
S.I.P.H.	175,30	175,60
Sofal ◆	300	300
Soffo ◆	391	389,10 d
Sofitam act.a reg. ◆	70,30	70,30
Sofragi ◆	3613	3613
Soudure Autogene ◆	905	905
Sovabail	407	407
Taittinger 1	2403	2403
Tour Eiffel ◆	312	312
Elyo 2	271	270,20
Vicat 2	531	531
Virax ◆	128	128

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	1332	1332
Commerzbank AG	1160	1160
Fiat Ord.	21,20	21,25
Gevaert	252,20	252,20
Gold Fields South	141,10	141,10
Johannesburg Cons.	121	115,10
Kubota Corp.	35	35
Montedison act.ep.	4,80	7,282 d
Olympus Optical	45,70	45,70
Ottomane(cie Fin.)	183	183
Robeco	321	322
Rodamco N.V.	149,20	151,40
Rolinco	337	331,60
Solvay SA	2692	2692
Wagons Lit	1620	1650

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 10 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) # ◆	52,45	52,45
AFE 2 #	478	475
Aigle 2 #	280	280
Alain Manoukian(Ly)2#	88,60	88,50
Albert S.A (Ns) ◆	109,70	109,70
Altran Techno 1 #	560	560
Arnault Associes ◆	500	500
Axime (ex.Segin)	267,90	263
B.A.C. ◆	23,70	23,70
Bque Picardie (Li) ◆	601	601
Bque Sofirec (M) ◆	450	450
Bque Tarneaud(B)#	215	208,30
Bque Vernes	640	640
Beneteau # ◆	399	399
B I M P ◆	81,50	81,50
Boiron (Ly) 1 #	459	460
Boisset (Ly)#	271	271
Brioche Pasq.(Ns)1	550	548
But S.A. 1	975	956
Cardif SA 1	572	603
CDA-Cie des Alpes2	134,90	[illegible]
C.E.E 2#	535	535
CEGEP #	157	152,10
Cermex 2 # (Ly) ◆	276	276
CFPI	265	262
Change Bourse (M)	240	240
Christ.Dalloz 2 #	805	800
Cipe France Ly 2 #	680	[illegible]
CNIM CA#	243	243
Codetour	303,30	300
Comp.Euro.Tele-CET	165	[illegible]
Confiandey S.A	320	319,90
C.A. de la Brie 2	359	358
C.A.Gironde (B) ◆	442	442
C.A.Haute Normand	402	399
C.A.Ille & Vilaine	325	329
C.A.Indre et Loire	307	315
C.A. Paris IDF 1	830	840
C.A.de l'Isere Ly#	370	370
C.A.Loire Atl.(Ns)	370	370
C.A.Loire/H.Loire# ◆	800	800
C.A.du Loiret CCI#	463	460,50
C.A.Morbihan (Ns)	341,50	343,50
C.A.du Nord (Li)	413,60	413,60
C.A. Oise CCI	242	242,10
C.A.Pas de Calais	415	408
C.A. Somme CCI 2	234	235
C.A.Toulouse (B) ◆	340	340
CFJPE(exGAN part)#2	91,90	98,80
Chaine et Trame #	264,50	262
C.A. Midi CCI(Ly)	219	220
Credit de l'Est ◆	426	426
Creeks ◆	115	115
Dapta-Mallinjoud 2	145	149
Darnal Expansion#2	63	62,95
Dauphin OTA ◆	260	260
Delta Prot.# C2 Ly ◆	305	305
Desquenne Giral	128	133
Devanlay 2	800	815
Deveaux(Ly)	598	591
Devernois (Ly)	490,10	500
Ducros Serv.Rapide ◆	50,40	50,40
Ecco Trav. Tempo 1	350	350
Elysee Inv. 1	34,85	36
Emin-Leydier# (Ly)	620	615
Eramet 2	365,20	365,50
Europ.Extinc.(Ly)#	275,90	270
Europ Propulsion 2	315	302,60
Expand 2 ◆	330	330
Factorem	470	470,50
Faiveley #2	272	276
Finaball 2	124,90	122
Finacor 2	174	176
Fininfo	444	444
Fructivie 1	585	590
Gautier France 2#	330	326
Gel 2000 2	115	119
GFI Industries #	378	384
Girodet # (Ly)	67,20	67,25
GLM S.A.	382	382
Grandoptic.Photo #	402	405
Gpe Guillin # Ly	156,90	156
Kindy #	170,20	171
Guerbet 2	326,50	313
Hermes internat.1#	650	650
Hurel Dubois	343	340
ICBT Groupe # 2	195	195
I.C.C. 2	190	192
Idianova ◆	58,10	58,10
Immob.Hotel. 2 #	86,20	88
Installux (Ly)2	510	505
Int. Computer # ◆	135,90	135,90
Invest.Paris 1	142	142
IPBM 2	59	59
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	400	400
M6-Metropole TV 2	326,10	330
Manitou 2#	499,90	496
Manutan	498	496,90
Marie Brizard 2	1145	1145
Maxi-Livres/Profr.	435	428,50
Mecadyne	171	171
Mecelec 2 (Ly)	120	119
MGI Coutier 2#	537	539
Michel Thierry# 2	705	702
Monneret Jouet # ◆	93,10	93,10
Naf-Naf 1#	137	139
Norbert Dentres.2#	456	456
N.S.C Schlum.2 Ny	927	920
OGF Omn Gest.Fin.1	730	735
Onet	887	886
Paul Predault #	180	181,50
P.C.W. 2	70	70
Petit Boy #	101	103,40
Pier Import ◆	95	95
Pochet 2	1140	1140
Poujoulat Ets (Ns) ◆	210	216
Radiall 2# ◆	372	372
Rallye(Cathiard)Ly	150,50	150,50
Reydel Indust.Li 2	1060	1070
Robertet #	1155	1160
Rouleau-Guichard 2	553	551
Securidev 2 #	137	138,90
Sediver 2 #	216	217
Serbo 2	344	346,90
Siparex (Ly) #	86	85
Smoby (Ly) 2 ◆	541	541
Sofco (Ly)	130	131,10
Sofibus ◆	402	402
Sogepag 2 #	140	139
Sogeparc (Fin) 1	579	590
Sopra 2	301,10	301,20
Steph.Kelian # ◆	95	95
Sylea 2	506	498
Teisseire-France	230	230
TF1-1	480	482,80
Thermador Hold(Ly)	471	471
Trouvay Cauvin 2#	138	138
Unilog 2	346	345,50
Union Fin.France 1	470	479
Via Credit(Banque)	227	227
Viel et Cie #	162	163
Vilmorin et Cie#2	355	355
Virbac	550	564

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 9 mai

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	35013,07	35013,07
Actimonétaire D	31408,81	31408,81
Agipi Ambition (Axa)	109,82	104,59
Amplia ◇	109757,43	109757,43
Amplitude Monde D	680,60	660,78
Antigone Trésorerie	807815	807815
Arbitr. Court Terme	8929,84	8929,84
Asie 2000	609,47	591,72
Associa Première	35618,80	35618,80
Associc	1102,76	1102,76
Atout Amérique	104,14	101,60
Atout Asie	94,14	91,86
Atout Futur C	544,80	531,51
Atout Futur D	529,79	516,87
Aurecic	1379,44	1339,26
Avenir Alizes	1841,87	1805,75
Axa Valeurs PER	148,97	144,63
Cadence 1	1035,45	1025,20
Cadence 2	1042,88	1032,55
Cadence 3	1030,24	1020,04
Capimonétaire	7619,43	7611,82
Capiobig	7630,71	7555,16
Capitacic	1574,20	1550,94
Cicamonde	1160,31	1126,51
Coexis	1620,13	1588,92
Comptavalor	2162,16	2158,92
Crédit Mutuel Capital	1524,75	1494,85
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	805,40	805,40
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap	96,73	94,84
Créd.Mut.Ep.Ind.Dis	93,65	91,14
Créd.Mut.Ep.J	21279,54	21279,54
Créd.Mut.Ep.long.T.	206,08	203,56
Créd.Mut.Ep.Monde	1073,36	1044,61
Créd.Mut.Ep.Quatre	1084,45	1065,49
Dieze	1614,24	1584,14
Ecocic	1186,42	1151,86
Ecupar	121,43	117,89
Ecur. Actions futur	195,10	189,42
Ecur. Distrimonétaire	10287,76	10287,76
Ecur. Expansion	300256,41	299064,17
Ecur. Géovaleurs	2714,92	2635,84
Ecur. Investissement	162,41	157,68
Ecur. Monepremière	10358,81	10358,81
Elanciel D	125,23	121,58
Elicash ◇	869553,94	869553,94
Emergence Poste D	98,03	95,17
Eparcic	4478,78	4478,78
Eparcourt-Sicav	188,97	188,97
Epargne-Unie	1421,42	1386,75
Eurl Cash capi ◆	9554,59	9554,59
Eurco Solidarité	1199	1187,13
Eurocic Leaders	1249,17	1212,79
Eurodyn	1427,59	1392,77
Fonsicav	17970,41	17934,94
France Garantie ◆	270,33	265,27
France Obligations	448,56	444,12
Francic	510,39	495,52
Francic Pierre	114,19	110,86
Francic-Régions	1411,86	1370,74
Gestilion	18330,08	18330,08
HLM Monétaire	17251,41	17251,41
Indicia ◆	1146,88	1118,70
Intensys D	105,43	105,37
Interoblig	5640,86	5585,01
Intersélection Fce	539,06	528,49
Japacic	176,91	171,76
Jeunepargne	344,48	339,39
Latitude C	2748,26	2748,14
Lion 20000	15914,42	15914,42
Lion Association	10991,82	10953,82
Lion Institution	37723,39	37629,32
Lionplus	1233,15	1208,97
Lion Trésor	2141,23	2120,03
Livret Bourse Inv.	599,42	581,96
Livret Portefeuil.	772,01	748,52
Méditerranée	214,22	207,98
Mensuel CIC	10082,44	9982,61
Moneden	84540,76	84540,76
Moné-Dis ◇	10288,38	10288,38
Mone.J. ◇	11013,07	11013,07
Monévalor	50783,85	50783,85
Mutualité dépôts	16852,06	16818,42
Natio Court Terme	12984	12984
Natio Court Terme2	352956	352956
Natio Epargne	20868,39	20661,77
Natio Ep. Capital	13680,73	13549,28
Natio Ep. Croissance	1959,01	1920,60
Natio Ep. Obligations	199,77	195,85
Natio Epargne Retraite	133	130,39
Natio Epargne Trésor	9634,68	9615,45
Natio Epargne Valeur	477,86	468,49
Natio France Index	1057,29	1036,56
Natio Immobilier	1195,06	1171,68
Natio Inter	1693,87	1660,66
Natio Monétaire	5096,77	5091,68
Natio Opportunités	143,69	140,87
Natio Patrimoine	1385,07	1357,91
Natio Perspectives	1181,20	1158,04
Natio Placements	72622,64	72622,64
Natio Revenus	1040,79	1030,49
Natio Sécurité	11633,41	11633,41
Natio Valeurs	930,97	912,72
Nord Sud Dévelop.	1894,77	1890,99
Oblicic-Mondial	3043,45	2998,47
Oblicic-Régions	1104,56	1088,24
Oblifutur	3470,55	3405,84
Oblig. très caté.	211,09	207,97
Obilion	1674,80	1658,22
Oblisécurité Sicav	5331,60	5331,60
Oblitys D	520,87	513,37
Oraction	1436,19	1401,16
Pervalor	608,07	596,15
Plénitude D	149,05	146,71
Poste Croissance C	3339,01	3335,67
Poste Gestion C	40822,55	40822,55
Première Oblig. C	12066,65	12066,65
Première Oblig. D	10497,34	10492,09
Proficius	968,84	950,78
Rentacic	160,45	158,08
Revenus Trimestr.	5257,08	5205,03
Revenu-Vert	1138,17	1116,95
St-Honoré Pacifique	730,03	696,93
St-Honoré Réal. ◆	18402,93	18329,61
Sécuricic	2116,92	2116,92
Sécuritaux	1700,74	1700,74
Sensivalor	32709,16	32709,16
SEVEA ◆	105,81	103,23
SFI-CNP Assur	717,26	696,37
S.G. France opport. C	1462,77	1434,09
S.G. France opport. D	1428,87	1400,85
S.G. Monde opport. C	950,10	931,47
S.G. Monde opport. D	950,10	931,47
Sicav Associations	2248,59	2248,59
Sicav 5.000	493,57	483,89
S.I. Est	1143,35	1110,85
Slivafrance	795,73	780,13
Slivam	420,04	411,80
Slivarente	223,31	218,93
Slivinter	508,13	498,17
Sogenfrance C	1355,37	1328,79
Sogenfrance D	1266,92	1242,08
Sogépargne	306,40	303,37
Sogevar	1110,04	1088,27
Soginter	1591,51	1560,30
Solstice D	2294,48	2288,76
State Street Act. Eur ◆	12298,63	11998,66
State Street Act. France ◆	11551,52	11269,78
State Street Act. Japon ◆	1436,37	1401,34
State Street Act. Monde ◆	965,43	941,88
State Street Activ.Asie ◆	1273,42	1229,94
State Street Alloc.Franc. ◆	1032,51	1022,29
State Street Amér.Latine ◆	657,13	634,69
State Street Emer. Mts ◆	1419,27	1370,80
State Street États-Unis ◆	1251,47	1220,95
State Street OAT Plus ◆	12903,94	12776,18
State Str. Oblig. Monde ◆	995,49	985,63
State Street Spinnaker2 ◆	1204,92	1175,55
State Street Trésorerie ◆	12220,13	12220,13
Stratégie Actions	962,76	925,73
Stratégie Rendement	1637,65	1586,10
Synthesis	13721,95	13452,89
Thésora D	774,85	767,18
Trésor Plus	1605,77	1589,87
Trésor Trimestriel	1003,59	993,65
Trésoricic	161967,75	161967,75
Trilion	5142,35	5076,36
Uni-Associations ◇	121,14	121,14
Uni-Foncier	1222,48	1192,66
Unifrance	607,18	592,37
Uni-Garantie C	1489,70	1461,92
Uni-Garantie D	1293,11	1269
Uni Régions	1409,10	1374,73
Univar ◇	285,02	285,02
Univers Actions	1565,60	1527,41
Univers Obligations	1999,30	1962,02
Valorg ◆	2328,27	2325,94
Valreal	32739,32	32722,96
Winterthur St-Honoré	246,76	235,57

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE 3615 code LEMONDE

AUJOURD'HUI

SPORTS

FINALE En allant battre Antibes (91-87), Pau-Orthez s'est adjugé, mardi 9 mai, la première manche de la finale du championnat de France de basket-ball, qui se joue au meilleur des cinq matches. Jeudi, l'Elan béarnais devait rencontrer une nouvelle fois les Azuréens chez eux avant de retrouver son parquet, samedi 13 mai, à Pau. ● LES PALOIS se disent galvanisés par leur victoire-surprise sur le Limoges CSP, dimanche, en demi-finale. Le club limougeaud, champion de France en titre, avait alors été privé de sa première finale depuis 1982 et privé d'une qualification pour le championnat d'Europe des clubs. ● LES FINALISTES, comme l'ensemble des clubs français, se sont engagés à limiter le nombre de joueurs étrangers naturalisés dès la saison prochaine, conformément au règlement international.

Le basket-ball français veut limiter le nombre de joueurs naturalisés

Le Syndicat national des basketteurs prône une meilleure politique de recrutement par les clubs et un retour à la formation, pour favoriser l'éclosion de jeunes talents

DIDIER PRIMAULT sait l'affaire délicate : *« Surtout, je ne veux pas que l'on crie au délit de faciès »*, dit-il. Administrateur du Syndicat national des basketteurs (SNB), il a rédigé, en mars, un rapport s'alarmant du trop grand nombre de joueurs naturalisés dans le basket-ball français. Depuis de nombreuses années, les clubs européens ont en effet trouvé une parade à la limitation à deux étrangers par formation et par saison en engageant des joueurs naturalisés.

Le règlement de la Fédération internationale (FIBA) prévoit que ces derniers ne peuvent être considérés comme Français que trois ans après le décret de leur naturalisation. Le SNB dénonce la politique des clubs qui font le choix de joueurs naturalisés très expérimentés au détriment d'une formation de jeunes recrues venues du territoire. Pour la saison 1994-1995, ils étaient dix-sept – naturalisés par mariage pour la plupart ou jouissant de la double nationalité – à enrichir les rangs de la première division (pro A). Leur moyenne d'âge atteint trente et un ans.

Depuis avril 1988, selon le règlement de la FIBA, les clubs ne peuvent faire jouer que deux joueurs naturalisés depuis plus trois ans aux côtés de deux étrangers dans toutes les compétitions internationales. Cette réglementation est adoptée par les dirigeants de clubs européens, selon des philosophies différentes. *« En Europe, les choses sont difficiles à harmoniser*, note Didier Primault. *L'Italie est très stricte. Il n'y a quasiment plus de joueurs naturalisés dans les équipes quand la demande des pays de l'ex-Yougoslavie est très importante. Les Grecs, en revanche, naturalisent avec beaucoup de complaisance, des ex-Yougoslaves, surtout. »*

Selon le rapport de la SNB, en France, l'augmentation du temps de jeu des joueurs naturalisés en pro A a augmenté de 22,5 % entre les saisons 1992-1993 et 1994-1995. La saison 1994-1995 aura vu arriver cinq nouveaux joueurs naturalisés au sein de la Ligue nationale de basket-ball (LNB). Selon le rapport du SNB, *« trois fois plus se présentent potentiellement pour les deux saisons à venir »*.

« Aujourd'hui, les dirigeants des clubs cherchent des joueurs qui ont la double nationalité, qui peuvent se déplacer plus facilement et chercher de bons contrats, note Didier Primault. *Ce n'est pas une politique d'avenir. Elle ne permet pas aux jeunes joueurs nationaux de donner leur pleine mesure. Cette année, par exemple, Dijon n'avait qu'un seul Français de souche dans son cinq majeur »*. La France, devenue championne d'Europe des moins de vingt-trois ans en 1994, a pourtant un fort potentiel de gamins issus de la fédération, ou du basket de rue.

RÉGLEMENT MODIFIÉ

Principaux « accusés », les Américains. Les Etats-Unis sont le premier vivier du basket mondial, pays de cocagne de la grosse balle. Le joueur retraité de la NBA est devenu l'atout indispensable d'un club s'il veut gagner un championnat de France, voire l'Europe. *« En France*, souligne Didier Primault, *il existe une véritable politique pour les joueurs naturalisés. On les met au frigo pendant la fameuse période de trois ans avant de les faire jouer. Les dirigeants sont en train de casser un beau jouet. »*

Loin des polémiques à relents xénophobes, le SNB préfère insister sur les écoles de formation, devenues obligatoires pour les clubs de l'élite, mais ignorées par certains clubs plus gourmands de victoires à court terme que de travail de longue haleine : *« Antibes a un peu laissé tomber son école*, note Didier Primault. *L'Élan Béarnais a une politique un peu plus ambiguë. Il a formé les frères Gadou et possède, comme tout club de tête, deux étrangers et deux naturalisés »*.

Les clubs français ont d'ores et déjà promis qu'ils changeraient leur comportement, assurant que leur règlement interne serait modifié dès la saison 1995-1996. Un joueur jouissant de la double nationalité sera considéré comme un naturalisé et devra donc patienter trois ans avant de pouvoir jouer sous l'étiquette nationale. Le SNB aura trop dénoncé les abus, *« les mercenaires qui vont et viennent entre les Etats-Unis et la France pour un contrat d'une saison »*.

Les clubs ont donc décidé de s'aligner sur la règle de la FIBA. La ligue nationale ne peut, en effet, réglementer le statut des joueurs étrangers en France. Les clubs ont adopté leur politique nouvelle en collégialité, car il est très délicat pour la Ligue d'interpréter à sa façon le code de la nationalité. En 1989, elle avait ainsi été rappelée à l'ordre par le Conseil d'Etat.

Dans cette décision, certains voient une confusion entre la nationalité sportive et la nationalité légale. Aujourd'hui, le Syndicat national des basketteurs demande aux présidents de clubs d'aller plus loin dans leurs bonnes dispositions et de limiter à un par équipe les joueurs *« ayant acquis la nationalité basket »*.

Bénédicte Mathieu

Pau-Orthez sur son élan

En deux matches, Pau-Orthez a créé la surprise. Deux jours après avoir éliminé le Limoges CSP en demi-finale, l'Elan béarnais est allé battre Antibes (91-87), mercredi 9 mai, pour le premier match de la finale du championnat de France, qui se joue au meilleur des cinq rencontres. Pourtant, les Azuréens, premiers au terme de la saison régulière, étaient donnés largement favoris. Ils n'avaient été battus à domicile qu'une fois, par Limoges.

Plus rigoureux dans leurs combinaisons de jeu, les Palois, emmenés par leurs deux Américains Conrad McRae et Richie Winslow, ont gardé le rythme qui leur avait permis d'éliminer les Limougeauds. Et ils ont fait le spectacle, collectionnant les contre-attaques et les « dunks ». *« On ne mérite rien ce soir. On a été lamentables »*, a pesté Jacques Monclar, l'entraîneur d'Antibes, qui a deux jours pour mettre au point une nouvelle stratégie avant la deuxième manche, disputée jeudi, à nouveau à Antibes.

Limoges, abonné absent de la finale

EN DEUX MOIS, le Limoges CSP aura tout perdu : sa stature européenne, sa renommée nationale, son style de jeu et son assise financière. Battu lors de la finale à quatre des clubs champions, en avril, le champion d'Europe 1993, tombe de haut. Un peu plus de trois ans après son arrivée à Limoges, l'entraîneur croate Bozidar Maljkovic n'apparaît plus comme le sorcier, auteur de la métamorphose gagnante du club.

La défaite, dimanche 7 mai, en match d'appui de la demi-finale du championnat de France devant Pau-Orthez, a véritablement marqué la fin d'une époque. Toujours finaliste depuis 1982, le Limoges CSP a vu s'échapper une place pour le championnat d'Europe des clubs qui aurait apporté trois millions de francs dans les caisses, plutôt vides, du club. Cette absence de la compétition européenne ne fait que fragiliser une situation économique précaire. Comme souvent dans le sport, les problèmes que connaît aujourd'hui Limoges proviennent de sa réussite et de ce titre de champion d'Europe conquis en 1993 à Athènes. A cause de salaires mirobolants et d'un train de vie luxueux, le club a aggravé ses comptes d'un déficit évalué aujourd'hui à huit millions de francs pour un budget de 45 millions de francs. *« Nous vivons dans une région économiquement faible. Avec cette non-participation au championnat d'Europe, le club devra subir un régime financier drastique »*, a estimé Xavier Popelier, président par intérim de la société d'économie mixte qui gère le club.

S'il est presque certain que Frédéric Forte, Abbas Sy, Richard Dacoury, Jim Bilba et Marc M'Bahia resteront, rien n'est sûr pour Jimmy Vérove, Tim Kempton et Georgy Adams. Ce dernier est en discussion avec le Racing-PSG, dont le joueur-vedette, Yann Bonato, pourrait rejoindre le club limougeaud. L'Américain Michael Young, qui est en négociations avancées avec Lyon, a déjà quitté le club. On murmure que Bozidar Maljkovic pourrait partir entraîner une formation espagnole. S'il veut rester, il devra accepter de diviser son salaire par deux.

Pour sa survie, le club devrait pouvoir compter sur l'aide d'un industriel lyonnais, Gaston Charvieux, qui apporterait quatre millions de francs. Cet ancien responsable de l'ASVEL, au début des années 90, devrait prendre, dès la fin du mois de juin, la présidence de la SEM, et envisager de profondes réformes de structures, dans le but d'éviter le dépôt de bilan.

B. M.

« Team-New-Zealand » remporte sa 3e régate dans la Coupe de l'America

C'est le fruit d'un concept technique original et d'un fonctionnement démocratique

SAN DIEGO
de notre envoyé spécial

VOILE

« Aujourd'hui, nous sommes un peu comme une jeune mariée avant sa nuit de noces. Ce sera une dure journée pour nos architectes qui vont devoir vous dévoiler leurs secrets, mais vous risquez d'être déçus... » La scène se passait le 9 avril sur la base de *Team-New-Zealand*. Peter Blake, le directeur-manager, s'apprêtait à lever le voile sur la quille et les appendices du seul class America qui n'avait pas encore connu la défaite sur le plan d'eau de San Diego. Ceux qui s'attendaient à découvrir un système d'appendices original sont repartis déçus. Comme sur tous les autres class America de la cuvée 95, le voile de quille de *Team-New-Zealand* était muni d'un petit volet mobile et soutenait un bulbe de section ovale doté d'ailettes d'envergure maximale.

« Tout le monde fixait son attention sur la quille, remarquait ironiquement Jim Milgram, professeur au Massachusetts Institute of Technology et coordinateur technique d'*America* ³ en 1992, puis de *Mighty-Mary*. *Moi, j'ai surtout regardé ce qu'il y avait au-dessus des appendices et, plus haut encore, dans le gréement. Les différences sont moins visibles, mais elles sont au moins aussi importantes, si ce n'est plus. »*

Cet intérêt pour le « moteur » de *Team-New-Zealand* se justifiait d'autant plus que le coordinateur technique du Défi des Kiwis n'est pas un architecte naval, mais Tom Schnackenberg, physicien nucléaire de formation et maître voilier par passion.

Le Défi de Peter Blake est, peut-être, celui qui a le mieux exploité les nouvelles voiles moulées produites par North Sails, dont le directeur est Tom Whidden, tacticien de Dennis Conner (*Le Monde* du 18 janvier). Ces voiles baptisées 3 DL (Three dimensional laminate) en Kevlar 49, plus légères (33 %) et plus résistantes (30 % à 50 %) que les voiles classiques en Kevlar 29 ont, en particulier, contribué à réduire le tangage du bateau dans le clapot en allégeant le poids dans le mât. Mais plus que dans une pièce particulière des appendices ou du gréement, le secret de l'écrasante supériorité des Kiwis réside dans la qualité des hommes et le concept technique général du Défi.

LA FÉBRILITÉ DE CONNER

Pour les critères de choix des hommes clés, Peter Blake a retenu la compétence, mais aussi la faculté à s'intégrer à une équipe. Jugés trop individualistes pour se fondre dans un groupe, l'architecte Bruce Farr et le skipper Chris Dickson ont ainsi été écartés d'emblée malgré leurs références. Pour mieux tirer les leçons de la victoire d'*America* ³*, en 1992, les Néo-Zélandais ont recruté l'architecte Doug Peterson qui a vite été séduit par la « méthode Blake »*.

« C'est un management nouveau dans la Coupe de l'America, basé sur la démocratie, explique-t-il. *Les gens n'ont pas seulement été choisis pour leurs compétences et leur complémentarité, mais aussi pour leur compatibilité de caractère et les navigants ont été étroitement associés aux choix techniques. »*

L'un de ces choix originaux a consisté à construire deux bateaux assez semblables mis à l'eau à six semaines d'intervalle, à l'automne 1994, afin de les faire évoluer en parallèle en modifiant successivement des éléments immergés ou le gréement. *« Construire deux bateaux différents à huit mois ou un an d'intervalle ne sert à rien, car on n'a pas le temps de tirer tous les enseignements du premier »*, estime Peter Blake. Après chaque régate, les deux bateaux néo-zélandais se livraient ainsi à des tests de vitesse pour valider des modifications tandis que les intervalles entre les Round Robin étaient consacrés aux répétitions des manoeuvres et des procédures de départ.

Le fruit de ce travail de conception et de mise au point très soigné a donné un bateau remarquablement adapté aux spécificités du plan d'eau de San Diego. Avec sa carène longue et fine, son mât plus reculé et mieux centré que sur les autres class America pour diminuer son influence sur le tangage, *Team-New-Zealand* s'est joué du clapot, de la houle et de ses adversaires avec une facilité qui a permis à l'équipage de ménager le bateau et ses propres forces.

Peter Blake ne cachait pas sa satisfaction à la veille de rencontrer Dennis Conner. *« Je ne pense pas que nous pourrions faire avancer notre bateau plus vite*, disait-il. *Nous sommes au summum de ses performances. Je ne vois pas ce que nous aurions pu faire de plus pendant ces deux ans et demi de préparation. Au même stade, les Italiens étaient épuisés en 1992. Nous, nous avons juste investi ce qu'il fallait pour gagner des régates et nous qualifier. Nous abordons la Coupe avec une immense énergie et un grand appétit. »*

Cette assurance contrastait avec la fébrilité de Dennis Conner qualifié dans des conditions plus rocambolesques que sportives. *Stars-and-Stripes* n'était assurément pas le meilleur bateau, mais le remplacer par *Young-America* à cinq jours de la première régate de la Coupe de l'America n'était sans doute pas la meilleure décision que pouvait prendre le quadruple vainqueur de l'épreuve. *« Vous avez besoin d'un mois pour bien régler et maîtriser un tel bateau. Les problèmes rencontrés dans les premières régates ne sont pas surprenants »*, dit Doug Peterson. « Young-America *est un bon bateau, assez semblable à* Team-New-Zealand, estime Paul Cayard, le barreur. *Mais c'est comme si vous demandiez à un cycliste de gagner le Tour de France en changeant de vélo une semaine avant le départ. »*

Gérard Albouy

Christophe Deylaud renonce à la Coupe du monde de rugby

CHRISTOPHE DEYLAUD, le demi d'ouverture du Stade toulousain, a annoncé, mardi 9 mai, son intention de renoncer à la Coupe du monde de rugby qui débute le 25 mai en Afrique du Sud, en raison d'une fracture du pouce de la main gauche avec entorse métacarpienne. Cette blessure, contractée contre Bourgoin, s'est ravivée lors de la finale du championnat de France, samedi 6 mai au Parc des Princes où il a été l'homme clé de la victoire de son club en inscrivant vingt-six points. L'ouvreur doit être opéré jeudi 11 mai. Il avait déjà souffert de plusieurs autres blessures au cours d'une saison en dents de scie qui l'avait vu perdre sa place de titulaire dans le XV de France après une mauvaise prestation face à l'Ecosse, dans le Tournoi des cinq nations. Pierre Berbizier, l'entraîneur de l'équipe de France, a fait savoir qu'une décision officielle devait être prise après l'opération de Deylaud sur sa participation éventuelle à la fin de la Coupe du monde. Le forfait probable du Toulousain est un problème délicat pour Berbizier qui pourrait envisager le passage du Dacquois Thierry Lacroix à l'ouverture en appelant Philippe Carbonneau (Stade toulousain) au centre, mais aussi l'intégration dans la liste des vingt-six sélectionnés du jeune Toulousain Thomas Castaignède, ou encore le retour du Briviste Alain Penaud au poste d'ouvreur.

■ **Un joueur écossais de rugby a été suspendu pour une durée de** cinq ans, mardi 9 mai, par la Fédération écossaise de rugby (SRU), après des incidents violents lors d'un match amical entre Murrayfield et Leith Academicals, le 16 mars. Lors de cette rencontre, le talonneur Ian Jeffrey, de Leith Academicals avait eu la mâchoire brisée. La SRU a refusé de communiquer l'identité du joueur sanctionné.– (*AFP*)

■ **FOOTBALL : plus de 1 400 policiers et gendarmes** ont été mobilisés, mercredi 9 mai, pour la finale de la Coupe des coupes de football opposant, au Parc des Princes, les clubs anglais et espagnol d'Arsenal et de Saragosse. Des contrôles d'identité devaient être effectués à l'extérieur et à l'intérieur du Parc des Princes où 40 000 supporters étaient attendus.

■ **TENNIS : Thomas Muster a subi un contrôle antidopage négatif.** Le joueur autrichien s'y était soumis de son propre gré à la suite d'accusations implicites de dopage de Boris Becker (*Le Monde* du 2 mai). Celui-ci s'était étonné du spectaculaire retour en forme de l'Autrichien qui avait gagné la finale du tournoi de Monte-Carlo vingt-quatre heures après avoir été victime d'une déshydratation.– (*AFP*)

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Finale (1re manche)	
Antibes-Pau-Orthez	87-91
PLAY-OFF DE LA N. B. A.	
Demi-finales	
Conférence Est	
New York-Indiana	96-77
Les deux équipes sont à égalité 1-1	
Conférence Ouest	
Phoenix-Houston	130-108
Phoenix mène 1-0	

HANDBALL

CHAMPIONNAT DU MONDE	
3e journée	
GROUPE A	
Etats-Unis-Hongrie	14-26
Tunisie-Islande	21-25
GROUPE B	
Cuba-République tchèque	26-29
Maroc-Croatie	21-33
GROUPE D	
Biélorussie-Espagne	27-30
Koweït-Egypte	21-28

VOILE

COUPE DE L'AMERICA
3e régate
Team-New-Zealand b. *Young-America* de 1 min. 51 s.
Team-New-Zealand mène par trois régates à zéro.

En Guyane française, des archéologues sauvent des eaux deux mille ans d'histoire

Les fouilles organisées sur les rives du fleuve Sinnamary, aujourd'hui submergées, ont permis d'exhumer des trésors

Avant la mise en eau, en janvier 1994, du barrage de Petit-Saut, destiné à alimenter la Guyane et le centre spatial de Kourou en électricité, EDF a encouragé et financé la réalisation de fouilles archéologiques. Une aubaine pour les chercheurs, qui ne disposaient d'aucune donnée sur les premiers habitants. Les indices recueillis laissent penser que les peuplements les plus anciens du Sinnamary remontent à environ deux mille ans et que les ancêtres des Amérindiens de cette région étaient probablement anthropophages.

PETIT-SAUT (Guyane)
de notre envoyé spécial

L'image date du mois de novembre 1993, le long du fleuve Sinnamary, en Guyane française : une trouée ocre jaune a lacéré le manteau émeraude de la jungle. Pour tout relief se dressent des banquettes de terre incrustées de céramiques et de longues tranchées disposées en croix qui se perdent en forêt. Les berges du fleuve sont devenues un immense chantier – 31 000 hectares au total ! – de « fouilles de sauvetage ». Comme, en métropole, pour l'autoroute A 5 ou la ligne du TGV Nord. Sauf qu'ici, en Guyane, ce ne sont ni les voitures ni les trains qui menacent d'envahir des habitats anciens, mais l'eau du barrage EDF de Petit-Saut.

« *C'est au flair que nous avons trouvé ce site de la Crique Saut*, raconte Stéphane Vacher, qui dirige les opérations. *Vu l'étendue de la surface à fouiller, il n'était pas question de tout sonder. Nous avons donc effectué de rapides prospections le long des berges, tous les 150 mètres environ.* » Du fouillis végétal, rien n'émerge. Alors, les archéologues inspectent les arbres tombés à terre. En se renversant, les arbres font, naturellement, le même travail de retournement du sol que les pelles des archéologues.

Emergent alors une quantité d'indices : quelques éclats d'os et de céramique, une vague tache de terre noire associée à d'anciennes occupations, trois fois rien. Suffisamment pourtant pour passer le site au peigne fin, puis éventuellement décaper les alentours à la pelle mécanique, comme à la Crique Saut. « *C'est terrible*, se lamente Stéphane Vacher, *nous n'avons pas le temps d'inspecter tout en détail.* »

Une vraie course contre les vagues ! D'autant plus que le début des fouilles a été « *un peu cafouilleux* ». Un retard dû, en partie, à la forêt elle-même. Car, dans ce paysage, les archéologues avancent en terrain vierge. Le chantier a en effet peu de choses en commun avec les fouilles menées en métropole. La prospection et les méthodes diffèrent ; les structures archéologiques, le contexte historique et géographique aussi.

La première difficulté, pour l'archéologue, est de se rendre sur son lieu de travail. Mieux vaut, pour cela, savoir piloter une pirogue. Et, une fois sur le terrain, il faut compter avec la pluie incessante et les insectes piqueurs. « *Nous pensions rester un mois en moyenne par site décapé*, raconte Stéphane Vacher, *mais les imprévus ont été nombreux : une panne d'essence sur le fleuve, la nourriture qu'on épuise trop tôt, un fouilleur qui se blesse, un autre qui craque après plusieurs semaines passées en forêt...* » Les intéressés le reconnaissent : pour être archéologue en Guyane, il faut aimer la nature mais aussi l'aventure ! La moyenne d'âge des dix professionnels de l'équipe est d'ailleurs assez jeune, puisqu'elle est de trente-deux ans.

DES SITES AMÉRINDIENS

Quelques mois plus tard, en mars 1995, le fleuve Sinnamary paraît plongé dans l'hiver permanent. Un spectacle inattendu en forêt équatoriale ! Les flots lèchent la cime des arbres gris et déplumés. Seuls quelques houppiers émeraude émergent du lac de retenue, preuve de l'adaptation de certaines essences à ce bain obligatoire. L'histoire ancienne de la forêt dort à jamais sous l'eau sombre, mais plusieurs centaines de milliers de pièces de « matériel archéologique » ont été sauvées : des pierres taillées et débitées, notamment sur quartzite, des os brûlés et des débris de céramiques. Le tout pèse plus de 3 tonnes !

Classés et mis en boîtes, ces vestiges font l'objet d'études dans le petit laboratoire installé sur le barrage même d'EDF. « *Nous avons inventorié 288 sites archéologiques, dont 60 % sont des polissoirs amérindiens, de grandes roches plates sur lesquelles les premiers Guyanais façonnaient leurs outils en pierre* », résume l'archéologue Sylvie Jérémie. Qu'il s'agisse d'abris sous roche, de campements forestiers ou bien de polissoirs, les sites amérindiens constituent 88 % de leurs découvertes. Quelques dragues d'orpailleur, des vestiges d'explorateurs du XVIII[e] siècle, une voie ferrée et un campement de l'ancien bagne complètent le tableau.

Parmi les trésors exhumés on trouve plusieurs céramiques aux frises peintes, d'autres portant des profils de grenouille, à tête d'oiseau ou au corps de singe... Tout le bestiaire quotidien des ancêtres de Guyane !

DATER LA COLONISATION

En fait, plus que le butin amassé, c'est l'expérience scientifique qui est ici unique. Et l'histoire qu'elle va permettre de raconter. Surtout depuis qu'EDF a accepté de prolonger d'un an cette mission, afin d'achever analyse, publication et exposition.

L'entreprise publique a déjà payé près de 5 millions de francs pour ces fouilles, l'Etat et les collectivités locales 2,6 millions. L'aventure archéologique a été d'autant plus intense qu'aucune tradition de recherche n'existait dans ce département d'outre-mer, qui, jusqu'à 1992, ne possédait pas de service régional de l'archéologie.

Dès lors, les à-priori scientifiques étaient aussi vastes que le terrain à fouiller... « *Les archéologues ont répété que les forêts tropicales ne pouvaient pas conserver de vestiges historiques*, raconte Stéphane Vacher. *S'il est vrai que les sols, très acides, ont tendance à ronger les os et les bois, que les racines et les feux réguliers ont détruit en partie les vestiges, quelques années de fouilles en Amazonie ont apporté de formidables résultats.* »

Restait à savoir si la « colonisation » du fleuve a été très ancienne. Malgré bien des difficultés, la datation au carbone 14 de plus de 130 charbons de bois a percé le mystère. Certains charbons remontent à 7 000 ans avant Jésus-Christ. « *Nous avons cru, un instant, avoir découvert l'un des plus vieux sites amazoniens...* », raconte Stéphane Vacher. Mais ce rêve était trop beau, d'autres dates ne coïncidaient plus et la texture même des charbons différait de celle des charbons habituellement trouvés dans les vieilles cuisines humaines...

Si ce n'est l'homme, qui donc avait pu gratter l'allumette, ou plutôt le quartz ? « *Peut-être bien la foudre !* pense Marc Fournier, qui, à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) de Bondy, a été chargé de la plupart des datations. « *Une partie de ces charbons, vieux de huit mille, six mille et quatre mille ans, proviennent sans doute d'immenses incendies, comme il y en a eu à ces époques en Amazonie.* »

Ainsi, plus vraisemblablement, les premiers Guyanais ont habité le Sinnamary du début de notre ère jusqu'au XVIII[e] siècle. Et Sylvie Jérémie de conclure : « *Près de deux mille ans passés dans une forêt prétendument hostile, c'est vraiment pas si mal !* »

Vincent Tardieu

Pratiques anthropophages

Non seulement les Indiens étaient de solides carnivores, mais ils ne *détestaient pas se croquer entre eux...* C'est ce que laissent penser les premières analyses des fragments d'ossements retrouvés au bord du fleuve Sinnamary. « *Il ne s'agit que d'un demi-kilo, mais c'est une grande première en milieu tropical* », soulignent Marjane Mashkour, du CNRS, et Cécilia R. L. March, du Muséum d'histoire naturelle. Au milieu des restes de singes, de rongeurs et de cervidés, leur collègue Eric Pellé a eu la surprise de découvrir des éclats de côte, de fémur et de crâne humains ! « *Le fait qu'ils soient mêlés aux os d'animaux et calcinés de la même manière, c'est-à-dire avec leur chair, donne à penser que ces populations avaient des pratiques anthropophages.* » De petites incisions de découpes des os humains renforcent cette thèse. Une énigme demeurecependant : s'agissait-il de pratiques rituelles –pour s'approprier la force de ses ennemis ou de ses ancêtres, par exemple– ou d'une vraie passion pour la chair humaine ?

■ **ESPACE : le fabricant de satellites américain Hughes,** filiale de General Motors, vient de s'engager à aider McDonnell Douglas à développer une version plus performante et plus économique de sa fusée Delta. Selon le *Wall Street Journal*, qui annonce la nouvelle dans son édition datée du 8 mai, Hughes, le plus grand vendeur de satellites au monde, pourrait investir plus de 200 millions de dollars (1,1 milliard de francs) dans ce lanceur Delta III destiné à un marché que domine actuellement Arianespace. A en croire le quotidien américain, Hughes serait prêt à payer dix tirs avec le Delta III et pourrait prendre une option pour dix autres.

■ **NUCLÉAIRE : la vitrification du plutonium** dans des verres analogues aux laves de certains volcans serait, selon l'OTAN, un des meilleurs moyens de se débarrasser du plutonium produit par le démantèlement des armes nucléaires. Cette technique est déjà utilisée pour vitrifier les produits de fission issus du retraitement des combustibles irradiés dans les centrales nucléaires. Ce procédé devrait faire l'objet, du 14 au 17 mai à Saint-Pétersbourg (Russie), d'un séminaire où seront présents la plupart des pays nucléarisés. Lors de précédentes réunions, les experts avaient évoqué la possibilité de brûler ce plutonium en le mélangeant à de l'uranium dans des combustibles connus sous le nom de MOX et déjà utilisés, par exemple, dans certaines centrales d'EDF.

■ **SISMOLOGIE : la Grèce a connu, ces derniers jours, un net regain d'activité sismique.** Mardi 9 mai, une secousse de magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter – suivie de trois « répliques » de moindre importance – a été enregistrée à l'extrême nord-ouest du pays. L'épicentre était situé à 185 kilomètres à l'ouest de Salonique, près des frontières albanaise et macédonienne. La veille, une secousse de magnitude 4,5 a été ressentie dans le nord du Péloponnèse. Jeudi 4 mai, enfin, la Chalcidique (sud de Salonique) a été ébranlée par un séisme de magnitude 6. Ces tremblements de terre n'ont pas fait de victimes. – (AFP.)

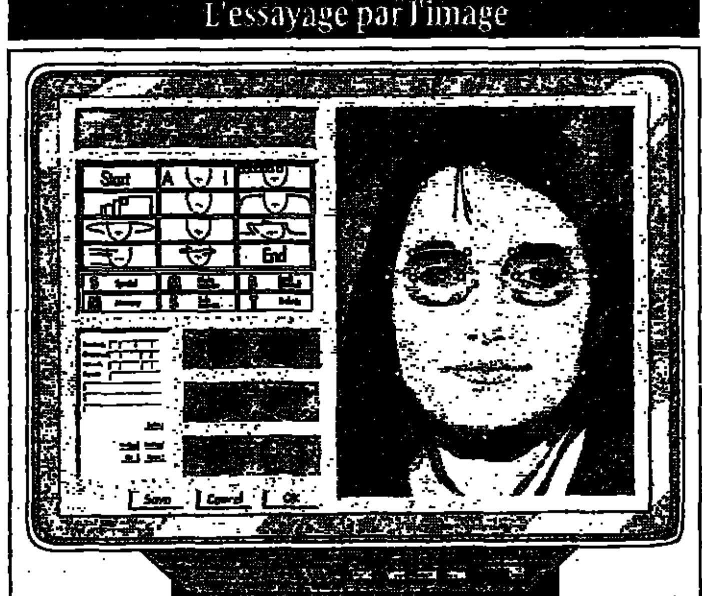
Un logiciel conçoit des lunettes sur mesure

LE LIEU n'a pas été choisi au hasard. Lors de sa première visite du Louvre, à trente ans, Hiroshi Tané a été impressionné par l'extrême diversité du public se pressant pour admirer les œuvres. Trente-quatre ans plus tard, il n'a pas oublié ce choc culturel. Aujourd'hui, Hiroshi Tané est propriétaire de l'entreprise d'optique Miki qui emploie 3 000 personnes au Japon et réalise 3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le 11 janvier 1994 ouvrait Mikissimes, la boutique du Carrousel du Louvre. Un lieu prestigieux, choisi comme site pilote pour expérimenter un nouveau service de conception et de fabrication de lunettes sur mesure grâce à un système informatique sophistiqué faisant appel à l'intelligence artificielle. Le système ne traite que les modèles sans monture dans une gamme allant de 1 000 à 7 000 francs la paire.

« *D'habitude, le client cherche les lunettes qui correspondent le mieux à son visage en multipliant l'essayage de modèles existants* », explique Hidetaka Minegishi, le directeur général de Mikissimes Optique. « *Notre système informatique part au contraire du visage et de la personnalité pour concevoir les lunettes correspondant au goût du client* », précise-t-il.

L'essayage par l'image



A partir d'une photo numérique du client, l'ordinateur analyse la géométrie du visage et réalise un test de personnalité afin de proposer une forme de verre originale. Le client peut également choisir dans une liste de verres existants.

Infographie Le Monde

POINTS CARDINAUX DU VISAGE

Le client est d'abord invité à se rendre dans le studio de photo attenant. Un appareil Kodak DCS 200 prend alors une image numérique de son visage qui est instantanément transmise aux ordinateurs. De retour dans le magasin, la séance se poursuit devant un écran qui affiche la photo. En compagnie du vendeur, celui-ci assiste au travail du système expert installé dans l'ordinateur. Une première phase extrait les contours fondamentaux du visage.

Ensuite, l'image est légèrement maquillée pour améliorer sa netteté tout en atténuant le grain de la peau. Vient alors la partie psychologique de la séance. Le client doit choisir 3 mots parmi les 58 qui lui sont proposés. Il s'agit surtout d'adjectifs tels que « *simple, sophistiqué, pur, léger...* » chargés de définir les goûts de l'acheteur.

Cette opération n'était pas prévue au départ. « *Ce sont les remarques des clients qui nous ont poussés à introduire ce test* », explique M. Minegishi. « *Ils ne comprenaient pas comment l'ordinateur pouvait concevoir leurs lunettes sans les connaître...* ». L'intelligence artificielle répond à cette attente. Avec une efficacité contestable, dans ce cas. M. Minegishi le reconnaît sans s'en inquiéter outre mesure. Pour lui, l'essentiel réside dans la relation avec le client. Et il constate que l'informatique améliore ce rapport.

RÉALISME DE L'IMAGE

Après quelques instants de « réflexion », l'ordinateur propose un dessin original de verres qui vient se superposer au visage sur l'écran. Le réalisme de l'image doit beaucoup à l'ombre des verres, calculée pour chaque visage et chaque modèle. Le résultat est parfois surprenant... Mais le vendeur reprend la main et corrige les éventuelles dérives de l'intelligence artificielle.

Le client peut également avoir recours au stock des modèles standards qui sont en mémoire dans l'ordinateur. A l'écran, quatre images de son visage s'affichent avec des modèles différents. M. Minegishi précise que les dessins calculés par l'ordinateur « *sont des modèles qui n'existent pas...* ». Au moment du choix, « *la moitié environ des clients*, déclare-t-il, *optent pour ce que l'ordinateur propose* ».

Les verres originaux sont réalisés sur place par une machine à commande numérique. Il faut compter trois à quatre heures pour des verres simples qu'il suffit de tailler et quatre jours à une semaine pour obtenir des verres progressifs. L'investissement correspondant atteint le million de francs, selon M. Minegishi, et comprend le studio de photo numérique, trois ordinateurs NEC fonctionnant avec le système Unix, le logiciel développé par Miki avec l'aide de l'allemand Siemens Nixdorf pour l'intelligence artificielle et une imprimante couleur Fuji. Celle-ci fournit une image au client hésitant. « *Une femme peut ainsi prendre l'avis de son mari* », note M. Minegishi.

Michel Alberganti

VOYAGES

Syros, une Cyclade pour les Grecs

Les Athéniens fréquentent volontiers cette île-carrefour de la mer Egée, tournée vers Rome et l'Occident, où le tourisme n'a jamais été la seule industrie



SYROS
de notre envoyé spécial

A la fin de 1842, après deux séjours dans la maison de santé du docteur Blanche, Gérard de Nerval part pour l'Orient. Sur la route d'Alexandrie, il fait escale à Syros (que l'on nomme alors plus volontiers Syra), dans les Cyclades. C'est là que le poète assiste au premier lever du *« soleil d'Orient »* en accostant une *« ville bizarre, bâtie en escalier, et divisée en deux cités, l'une bordant la mer (la neuve), et l'autre (la cité vieille), couronnant la pointe d'une montagne en pain de sucre »*. Sous les sommets qui enferment la baie dans un croissant, il discerne *« les os puissants de cette vieille mère (la nôtre à tous) »* : la Grèce.

Une île, une ville, mais deux cités. Ano-Syros, l'ancienne (1 700 habitants aujourd'hui), et Ermoupolis, la nouvelle (13 800 habitants). Deux histoires qui dévalent vers l'unique quai en des murs quasi inchangés un siècle et demi après la visite de l'auteur d'*Aurelia*. Simplement, une seconde « montagne » a été investie à son tour, moins élevée que l'ancienne, et comme elle rehaussée d'une église. A main gauche, la haute ville porte une cathédrale catholique. A main droite, l'irrésistible ascension de la ville basse s'achève sur une coupole orthodoxe. Deux cimes prétendant au même ciel, surgies des mêmes eaux.

Lorsqu'il se promène dans les ruelles blanches de la cité médiévale d'Ano-Syros (treizième siècle), Nerval, qui ne se veut rien d'autre qu'étranger, s'interroge, s'amuse et s'accommode de devoir répondre soudain au nom familier pour ses habitants de « catholique ». En lui, les Syriotes ne peuvent que rechercher et reconnaître ce qu'il y a d'occidental en eux. C'est vers Rome en effet que l'île s'est tournée lors du schisme, nouant au cours des siècles des liens étroits avec les capucins, les ursulines, puis avec les jésuites formés en France ou en Italie. Syros conserve encore la plus forte proportion de catholiques de mer Egée (le reste des 50 000 catholiques grecs demeure en mer Ionienne, à Corfou notamment), et c'est son « papisme », paradoxalement, qui va être à l'origine de la seconde cité.

En 1826, ceux qui ont fui les combats de la révolution grecque pour trouver refuge sur l'île à l'emplacement d'une cité antique décident de nommer la nouvelle ville Ermoupolis, en hommage à Hermès, dieu des marchands (et des voleurs), guide des voyageurs et messager des dieux. Un véritable programme pour le port franc. Dans les années 1830, Ermoupolis peut déjà rivaliser avec Marseille. Chaque jour, un navire part pour Londres, Alexandrie ou Istanboul. 90 % des matières premières y transitent. Les industries de transformation suivent : filatures, tissages, teintureries, tanneries, huileries, et, surtout, chantiers navals, qui emploieront jusqu'à deux mille personnes.



A l'emplacement d'une cité antique

Après avoir été longtemps contrôlés par Venise, les Syriotes ont pu espérer (souvent en vain) échapper aux Turcs avec la signature en 1536, par François I[er] et Soliman le Magnifique, des « capitulations » qui attribuaient à la France la protection des catholiques au Levant. C'est la raison pour laquelle l'île devient, dès le début de la révolution grecque (1821), le refuge de ceux qui fuient les combats. Elle se peuple de rescapés des massacres de Chios, de réfugiés d'Epire, de Thessalie et du Péloponnèse. Sa place stratégique, au centre de la mer Egée, son port bien abrité, en eaux profondes, exigent d'emblée mieux. Sur l'étroit littoral rocheux, à l'emplacement d'une cité antique, s'élève en un temps record une ville nouvelle, ambitieuse, représentative des aspirations hellènes.

LA PREMIÈRE GRÈVE DU PAYS

Les activités industrielles, seules de cette nature dans l'archipel, font entrer la Grèce dans le siècle. Un nouveau venu supplante le paysan et le pêcheur : l'ouvrier. La première grève du pays éclate ici en 1870, *« avant Chicago ! »* s'exclament, dans leur enthousiasme, les Syriotes. Ils veulent Ermoupolis au tout premier rang de la Grèce retrouvée : première ville électrifiée, première route goudronnée, premiers entrepôts, premiers nouveaux *lycée, hôpital, théâtre. La cité* peut se permettre d'être grecque de fond et occidentale de forme. Jouer les cosmopolites n'aboutit qu'à stimuler son panhellénisme.

Le boom économique est aussi intellectuel, s'appuyant sur les écoles, l'édition (les imprimeries sont nombreuses), les salons littéraires, les concerts, la venue de troupes théâtrales étrangères. Ancrée dans les idées libérales, la petite île va donner à l'antique nation des scientifiques et des cadres, comme Vénizelos (futur premier ministre), des juristes et des écrivains, comme Roïdis (1831-1904), auteur de cette *Papesse Jeanne* traduite par Jarry (on peut lire aussi en français *Un mari de Syros*, ou encore *La Complainte du fossoyeur* [Actes Sud]), et qui, devant l'inflation des professions libérales, pourra noter méchamment : *« Le poisson s'est fait rare quand les pêcheurs sont devenus aussi nombreux que les avocats. »*

Cet élan trouve une traduction architecturale d'une homogénéité sans précédent en Grèce. Les édiles ont fait appel aux meilleurs crayons d'Italie et d'Autriche. En moins d'un demi-siècle, Ermoupolis est convertie aux vertus exclusives du néoclassicisme. Non sans souligner à l'excès l'idée qu'elle a de sa propre grandeur : mairie, gradins, colonnade, sont aux dimensions de la capitale du royaume. L'immense place dallée de marbre blanc, où se déroule l'immuable promenade vespérale *(platia)*, pourrait rassembler la totalité des habitants de l'île. Seules les proportions du théâtre paraissent respectées, mais ce sera une Scala (en réduction) ou rien. Et les particuliers ne sont pas en reste. Les armateurs font construire de somptueux hôtels particuliers les pieds dans l'eau, sur les hauteurs du quartier de Vaporia.

CANAL DE CORINTHE

En 1893, l'ouverture du canal de Corinthe signe l'arrêt de la croissance. Le Pirée sera le grand port de la Grèce du vingtième siècle. Syros a alors 32 000 habitants. Elle va en perdre 40 %. Du dix-neuvième siècle, Ermoupolis conserve son autorité sur les Cyclades. Elle est le siège de la préfecture, du tribunal, de l'hôpital, de l'archevêché orthodoxe et de l'évêché catholique. Ces deux communautés, à l'origine séparées (à l'ancienne, le foncier ; à la nouvelle, le commerce), se sont largement mêlées dans les entreprises et dans les emplois, y compris publics. Mais dans la période d'hypernationalisme que traverse la Grèce (*Le Monde* du 16 mars 1995) il est significatif de voir combien les catholiques se trouvent contraints à la surenchère.

Longtemps la présence d'une industrie n'avait pas conduit l'île à s'intéresser au tourisme, et les touristes ne manifestaient nul goût pour l'industrie. Seuls, les Grecs, Athéniens essentiellement, pour qui elle est un lieu de week-end et de villégiature, avaient su découvrir Syros. Les chantiers navals n'emploient plus que trois cents personnes, on ne compte plus que deux filatures sur quinze. Ermoupolis n'a trouvé d'autre perspective que le tourisme. Un projet de développement, élaboré par des architectes et urbanistes viennois, prévoit un musée de l'industrie dans une ancienne usine, des marinas, un centre de congrès, un hôtel de luxe (encore inconnu dans l'île) et un casino. Seul ce dernier est donné gagnant, mais pas avant quelques années. Le premier charter étranger (venu de Suisse) devrait néanmoins atterrir cet été sur la courte piste de l'île.

Jean-Louis Perrier

Carnet de route

● *Olympic Airways* (tél. : 42-65-92-42) propose un Paris-Syros-Paris à partir de 2 550 F. A l'aller, nuit à passer à Athènes. Réservation indispensable longtemps à l'avance. Paris-Athènes-Paris à partir de 2 190 F. Parcours simple Syros-Athènes : 260 F.

● Le mieux est évidemment d'arriver à Syros par bateau. Traversée de 4 h 30 par transbordeur (billet – 3 000 drachmes – à prendre sur le port) ou de deux heures par hydroptère (réservation conseillée). Cent drachmes valent environ 2,50 F.

● *Office national hellénique du tourisme* : 3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42-60-65-75. Sur place, l'office de tourisme répond au 19-30-281-22-375. L'île dispose d'un nombre limité d'hôtels. L'agence Teamwork Holidays se charge (en français) des réservations de chambres, d'appartements ou de maisons. 10, rue P.-Rali à Ermoupolis, Syros. Tél. : 19-30-281-23-400.

● La librairie hellénique Desmos, 14, rue Vandamme, 75014 Paris, tél. : 43-20-84-04, dispose de guides et d'ouvrages sur la Grèce.

PARTIR

● **Bologne et Marconi.** Bologne célèbre le centenaire de l'invention *de la radio par l'un de ses fils* prodigues, Guglielmo Marconi. Prétexte à visiter les lieux qui gardent sa mémoire : sa maison natale, via IV-Novembre ; l'université (fondée au XI[e] siècle) où il suivit les leçons d'Augusto Righi, un autre grand physicien ; l'*archiginasio*, ancien siège de l'université, la Villa Griffone où, jeune homme, il conduisit ses premières expériences et le conservatoire où Annie Jameson, sa mère, héritière d'une grande famille de distillateurs irlandais, étudia le *bel canto*. Pour découvrir la capitale de l'Emilie-Romagne, un des centres historiques les mieux conservés d'Europe, ses palais, ses « gratte-ciel » et sa gastronomie, profiter d'un forfait intitulé « Pas seulement le week-end » (2 nuits en chambre double, de 240 F à 480 F environ par personne). Renseignements auprès des offices de tourisme de Bologne (8, piazza Maggiore, tél. : (19) 39-51-239-660) et Paris (23, rue de la Paix, tél. : (1) 42-66-03-96).

● **Le centenaire de la BD.** Pour les spécialistes, la naissance de la BD moderne date du 18 octobre 1896 à New York avec la publication de « Yellow Kid » (Richard F. Outcault) dans le *New York Journal* de William Randolph Hearst. En Belgique, elle devait atteindre son apogée avec la naissance de Tintin, la parution du *Journal de Spirou* et du *Journal de Tintin* et une floraison de talents qui allaient faire de ce pays le royaume de la BD et de Bruxelles sa capitale. Un centenaire que le Centre belge de la BD, situé dans cette ville, célébrera par plusieurs expositions importantes : « Cent ans de BD aux Etats-Unis » (printemps 1996), « Lucky Luke a cinquante ans » (été 1996) et « La naissance de Blake et Mortimer » (automne 1996). Avec, en préface, dès cette année, à l'esplanade du Cinquantenaire, le premier Festival de BD de Bruxelles, du 12 au 14 mai. Au programme, trois expos consacrées à Jojo, le personnage d'André Geerts, les calendriers scouts et BD et automobile. Renseignements au 2-219-19-80 et, à Paris, à l'office du tourisme belge, tél. : (1) 47-42-41-18.

● **Musée de La Poste.** Pendant la rénovation de ses espaces d'exposition, le Musée de La Poste de Paris part en tournée. Son camion-galerie d'art multimédia, « Inox 01 », créé par Jean Nouvel, présentera quelques-uns de ses trésors dans quatre domaines de collection : l'histoire de la poste, la philatélie, l'écriture et la correspondance, les commandes d'œuvres d'art contemporain sur le thème de l'envoi et de la communication écrite. Les villes-relais seront : Le Mans, du 15 au 19 mai ; Rennes, du 24 au 31 mai ; Lyon, du 6 au 12 juin ; Bordeaux, du 18 au 25 juin ; Strasbourg, du 1[er] au 7 juillet, Le Touquet, du 12 au 19 juillet ; Avignon, du 26 juillet au 1[er] août.

Le retour de la pluie

JEUDI, en début de matinée, des nuages seront encore accrochés sur la chaîne pyrénéenne, et des averses résiduelles se produiront, alors que des entrées maritimes obscurciront le ciel des régions allant des Landes au Pays basque. En Bretagne, la couverture nuageuse sera très importante, avec également de la pluie. Au fil des heures, ces pluies progresseront vers l'est pour atteindre la Normandie et les Pays-de-Loire à la mi-journée. Du Nord à la Picardie et à la région parisienne, les passages nuageux et les éclaircies alterneront avant que le ciel ne deviennent plus chargé; quelques gouttes tomberont çà et là à partir de la mi-journée. Des Charentes au Limousin, aux Cévennes, à Midi-Pyrénées, à l'est de l'Aquitaine et au Languedoc-Roussillon, la matinée se passera sous un ciel menaçant avec des ondées parfois orageuses. Enfin, plus à l'est, c'est-à-dire des régions allant des Ardennes, au nord-est, à l'Auvergne, aux Alpes, aux Bouches-du-Rhône, à la Côte d'Azur et à la Corse, les apparitions du soleil seront nombreuses, simplement le ciel se voilera au fil des heures.

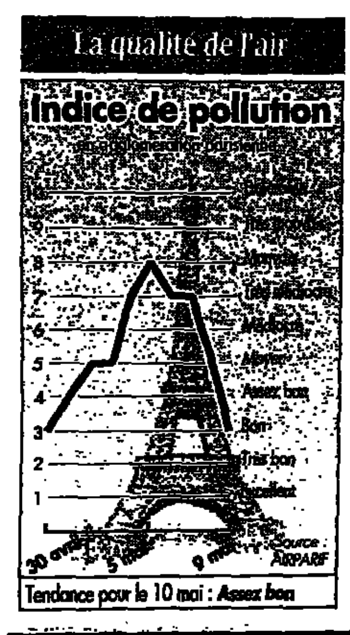
L'après-midi, le ciel restera couvert de la Bretagne à la Normandie et aux Pays-de-Loire, avec de la pluie qui s'atténuera progressivement, des précipitations moins importantes encore concerneront les régions allant de l'Artois au Nord. Du Centre aux Ardennes et au Nord-Est, les nuages, tout en laissant la place à quelques éclaircies, seront très nombreux et pourront donner localement une petite ondée. De la Vendée à l'Aquitaine, ce sera un ciel très contrasté avec quelques rayons de soleil perdus au milieu des nuages. Des Pyrénées, au Massif central et au Languedoc-Roussillon, les pluies seront abondantes, principalement sur le relief, et localement orageuses. En fin d'après-midi, les ondées, parfois orageuses, gagneront les Alpes et le reste du Sud-Est. Toutefois, le ciel de Corse ne sera que voilé par des nuages élevés.

Les températures seront globalement conformes aux normales saisonnières, avec 5 à 10 degrés le matin sur le moitié nord, 7 à 12 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 15 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera de 13 à 23 degrés du nord au sud.

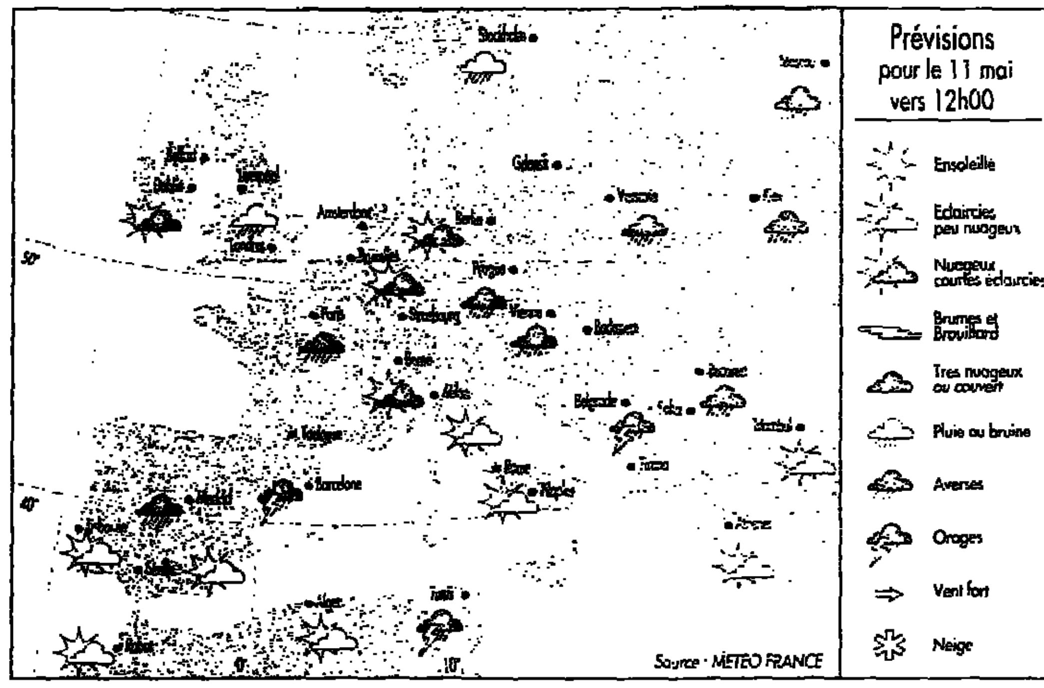
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

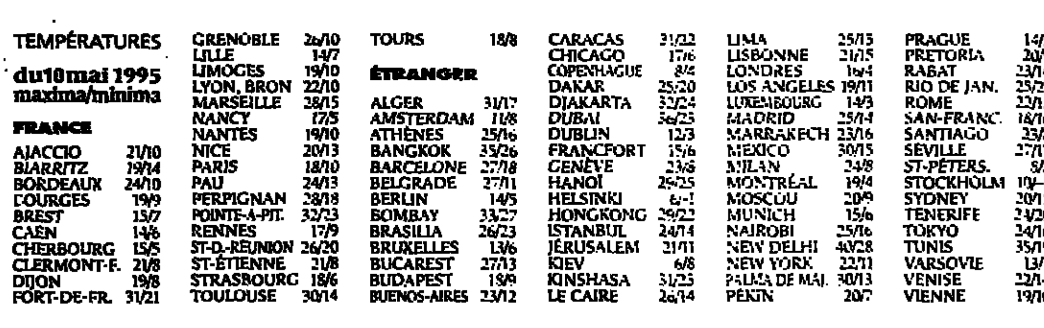


Prévisions pour le 11 mai vers 12h00



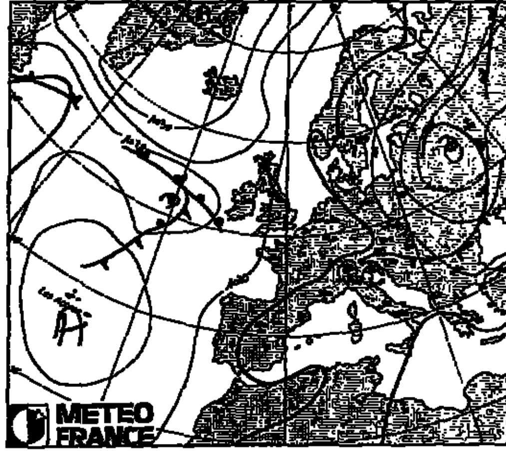
Tendance pour le 10 mai : **Assez bon**



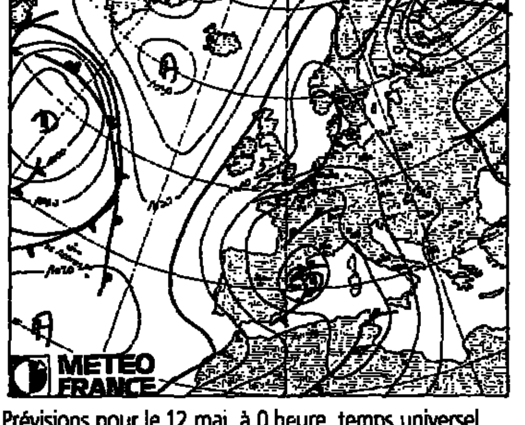


TEMPÉRATURES du 10 mai 1995 maxima/minima

Ville	max/min
FRANCE	
AJACCIO	21/10
BIARRITZ	19/14
BORDEAUX	24/10
BOURGES	19/9
BREST	15/7
CAEN	14/6
CHERBOURG	15/5
CLERMONT-F.	21/8
DIJON	19/8
FORT-DE-FR.	31/21
GRENOBLE	26/10
LILLE	14/7
LIMOGES	19/10
LYON, BRON	22/10
MARSEILLE	28/15
NANCY	17/5
NANTES	19/10
NICE	20/13
PARIS	18/10
PAU	24/13
PERPIGNAN	28/18
POINTE-À-PIT.	32/23
RENNES	17/9
ST-D.-RÉUNION	26/20
ST-ÉTIENNE	21/8
STRASBOURG	18/6
TOULOUSE	30/14
TOURS	18/8
ÉTRANGER	
ALGER	31/17
AMSTERDAM	11/8
ATHÈNES	25/16
BANGKOK	35/26
BARCELONE	27/18
BELGRADE	27/11
BERLIN	14/5
BOMBAY	33/27
BRASILIA	26/23
BRUXELLES	13/6
BUCAREST	27/13
BUDAPEST	18/9
BUENOS-AIRES	23/12
CARACAS	31/22
CHICAGO	17/6
COPENHAGUE	8/4
DAKAR	25/20
DJAKARTA	32/24
DUBAI	36/25
DUBLIN	12/3
FRANCFORT	15/6
GENÈVE	23/8
HANOÏ	29/25
HELSINKI	6/-1
HONGKONG	29/22
ISTANBUL	24/14
JÉRUSALEM	21/11
KIEV	6/8
KINSHASA	31/25
LE CAIRE	26/14
LIMA	25/15
LISBONNE	21/15
LONDRES	16/4
LOS ANGELES	19/11
LUXEMBOURG	14/3
MADRID	25/14
MARRAKECH	23/16
MEXICO	30/15
MILAN	24/8
MONTRÉAL	19/4
MOSCOU	20/9
MUNICH	15/6
NAIROBI	25/16
NEW DELHI	40/28
NEW YORK	22/11
PALMA DE MAJ.	30/13
PÉKIN	20/7
PRAGUE	14/5
PRETORIA	20/9
RABAT	23/14
RIO DE JAN.	25/21
ROME	22/12
SAN-FRANC.	18/10
SANTIAGO	23/8
SÉVILLE	27/17
ST-PÉTERS.	8/2
STOCKHOLM	10/-1
SYDNEY	20/15
TENERIFE	24/20
TOKYO	24/16
TUNIS	35/19
VARSOVIE	13/7
VENISE	22/14
VIENNE	19/10



Situation le 10 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 12 mai, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Impressions de retour

LES DÉPORTÉS politiques, à leur retour d'Allemagne, ne sont nullement enclins au pessimisme. Certes, (...) ils ressentent encore trop de douleurs pour manifester un très vif enthousiasme. Mais enfin, alors que les journaux allemands (...) leur dépeignaient une France livrée à la famine, à l'anarchie et à la guerre civile, ils trouvent un pays non encore remis des terribles secousses de l'occupation et de la guerre, mais cependant relativement ordonné. Il y reste beaucoup à faire dans tous les domaines. Les déportés le savent et ils comptent bien participer au relèvement matériel et moral qui s'impose.

Ils ne reviennent pas avec un esprit de vengeance. Mais il leur paraît, comme à M. Paul Reynaud, que le vaste complot ourdi contre la patrie et la République, sur lequel ils ont eu le loisir de méditer, ne doit pas être oublié, que les traîtres et les criminels doivent recevoir leur châtiment. Leur impression est que trop souvent on n'a pas assez frappé à la tête, et que le « lampiste » a payé parfois pour les grands coupables. L'œuvre de justice, qui doit être sereine mais implacable, accomplie, une autre œuvre, de conciliation nationale, s'imposera, à laquelle il faut dès à présent songer.

Ils estiment que le souci de l'intérêt général, que le prestige et la grandeur de la patrie doivent tout dominer, que tous les problèmes seront plus aisément résolus s'ils sont considérés sur le plan national. Ils savent que trop de Français furent poussés par la peur et par le manque de foi en eux-mêmes vers une politique antinationale. A leur sens, aucune réforme sociale ne sera trop hardie, à condition qu'elle ne lèse ni la liberté personnelle et la faculté d'initiative ni, cela va de soi, les intérêts généraux du pays.

(11 mai 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6558

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III							■		
IV			■						
V					■	■			
VI									■
VII		■			■				
VIII					■				
IX				■				■	
X									
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Une partie du corps. – II. Pas sur les côtes. – III. Fit un travail d'agriculteur. Conjonction. – IV. Symbole. Pour boucher un trou. – V. S'abreuva à la source. Où il y a trop de gras. – VI. Qui sont devenus comme de l'uranium. – VII. Ne dure qu'un temps. Distraire en ravissant. – VIII. Coule en Bretagne. Devint vraiment bête. – IX. Descendit peut-être. Pour trouver sa trace, il faut remonter au déluge. – X. Après la pluie mais avant le beau temps. – XI. Hygiénique, pour ceux qui étaient dans le besoin. Ancienne mesure.

VERTICALEMENT

1. Sont vraiment de jolis patelins. – 2. Un homme souvent sur le sable. Dans l'Eure-et-Loir. – 3. Actionnés. Est grand avec la haute. – 4. Substance toxique. Article. – 5. Une grande salle, en Suisse. Dans une série d'interdictions. – 6. Son bout est une matière à discussion. Traita avec respect. – 7. Symbole. Couverture. Portait les armes. – 8. Coule à l'Est. Dans le vent. – 9. En Sicile. Evoque tout ce qu'il y a de plus tendre.

SOLUTION DU N° 6557

HORIZONTALEMENT

I. Fusillade. – II. Nourrice. – III. Mi. Là. Da. – IV. Ovée. Nô. – V. Messe. Nia. – VI. Ere. SDN. – VII. NS. Ote. Io. – VIII. Tentation. – IX. Liaient. – X. Eloi. Tees. – XI. Ve. Tresse.

VERTICALEMENT

1. Moment. EV. – 2. Universelle. – 3. SO. ESE. Nio. – 4. Iules. Otait. – 5. LRA. Entai. – 6. LR. Etête. – 7. Aidons. Inès. – 8. DCA. Idiotes. – 9. Ee. Canon. Se.

Guy Brouty

Pour répondre à la demande de nombreux lecteurs, nous publions en fin de semaine, depuis la parution du *Monde* daté dimanche 7-lundi 8 mai, une grille de mots croisés d'un format plus grand.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AUSTRALIE.** La compagnie aérienne australienne Qantas a passé commande de trois Boeing 737-400, de deux Boeing 767-300 et pris une option pour un 737 et deux 767 supplémentaires. – *(AFP.)*

■ **INDE.** L'épidémie de malaria *qui sévit dans l'État d'Assam*, à l'extrême nord-est de l'Inde, et qui risque de s'aggraver, a déjà causé la mort de plus de cinq cents personnes. – *(AFP.)*

■ **CAMBODGE.** Le gouvernement cambodgien et la firme française Dumez-GTM ont signé un contrat pour moderniser et agrandir l'aéroport de Phnom Penh. Les travaux, qui devraient être achevés d'ici trois ans, concernent notamment la construction d'une nouvelle piste et d'un nouveau terminal pouvant accueillir un million de passagers par an. – *(AFP.)*

■ **MANCHE.** D'après les chiffres de la SNCF de Lille, le trafic de l'Eurostar qui relie chaque jour Bruxelles, Londres et Paris est en *augmentation constante depuis sa* mise en service. En mars, le taux de remplissage des rames à grande vitesse sur les Paris-Londres directs était de 65 %, soit plus de 500 passagers par voyage. – *(AFP.)*

■ **CANADA.** La compagnie Air Canada, qui avait déposé une plainte contre la Grande-Bretagne pour la saisie en 1987 d'un de ses avions à bord duquel avait *été trouvée de la drogue*, a été déboutée par la Cour européenne *des droits de l'homme*. – *(Reuter.)*

■ **EUROPE.** Les vingt-quatre compagnies aériennes membres de l'AEA (Association of European Airlines) ont enregistré en mars une hausse de 5,5 % de leur trafic passagers par rapport au même mois de l'année dernière. Le trafic à destination de l'Afrique a augmenté de 9 %, le trafic en Europe de 8,5 % et celui sur l'Atlantique nord de 5,9 %. – *(AFP.)*

■ **GUIDE.** Les éditions Marabout viennent de publier un *Guide-santé du voyageur*. L'ouvrage, signé Gérard Pacaud et Alain Gaillard, fournit des informations pratiques sur l'eau, la nourriture, les vaccins et des fiches techniques par pays pour savoir ce qu'il faut faire.

PARIS EN VISITE

Vendredi 12 mai

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : chefs-d'œuvre des antiquités orientales, 11 h 30 ; *Les Esclaves*, de Michel-Ange, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ ***MUSÉE D'ART MODERNE*** : exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCÉANIE** : architectures mélanésiennes (34 F + prix d'entrée), 13 h 30 (Musées nationaux).

■ **L'HÔTEL DE LASSAY** (50 F), 14 h 20, angle de la rue de Lille et de la rue de Courty (Christine Merle).

■ ***LE CHÂTEAU DE VINCENNES*** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, *sortie du métro* Château-de-Vincennes, côté château (Monuments historiques).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ **LA TOUR MONTPARNASSE** (55 F + *prix d'entrée*), 14 h 30, angle de la rue du Départ et de la rue d'Odessa (Europ expo).

■ **LE MUSÉE PICASSO** (37 F + prix d'entrée), 14 h 45, rue de Thorigny (Monuments historiques).

■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS**, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **LA SALPÊTRIÈRE** (40 F), 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (Approche de l'art).

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	*(1) 40-65-29-33*
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE	accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ — Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morax

Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30



BANLIEUES Devant la montée des problèmes dans les quartiers et les cités sensibles, l'art et la culture sont mobilisés pour la lutte contre l'exclusion. Des municipalités invitent des artistes à animer des ateliers au pied des HLM, rouvrent des cinémas de quartier ou aménagent des studios pour des rappeurs. De telles expériences, qui s'appuient souvent sur le mouvement hip-hop, restent minoritaires, mais elles sont en plein développement. ● SUR LES TRACES d'Armand Gatti et de Christiane Véricel, des artistes se tournent vers les périphéries des villes, à la recherche des énergies paradoxales de ces quartiers jeunes. ● APRÈS DIX ANNÉES de politiques culturelles dans les banlieues, émergent des personnalités artistiques fortes, qui croisent leurs sensibilités de jeunes des grands ensembles avec des influences culturelles multiples.

Une « culture des cités » se développe contre l'exclusion

Depuis les premiers plans « anti-été chaud » de 1982 jusqu'aux contrats signés aujourd'hui dans près de 200 villes, les expériences se multiplient dans les banlieues difficiles. Les politiques sociales comportent désormais un volet culturel dont l'importance grandit

LA BANLIEUE est-elle en passe de devenir le dernier lieu à la mode ou une nouvelle source d'inspiration pour les créateurs ? Spectacles montés avec les habitants de cités en souffrance, artistes invités en résidence dans les quartiers périphériques : les allers et retours entre béton et velours rouge, entre carcasses de voitures brûlées et musées semblent se multiplier.

Récemment, Guy Bedos s'est frotté aux jeunes de Vaulx-en-Velin pour leur faire interpréter un *Quartier libre* à succès. Les témoignages des femmes de la cité HLM du Clos-Saint-Lazare de Stains (Seine-Saint-Denis) ont nourri un spectacle, *Féminin Plurielles*, joué à guichets fermés pendant un mois et demi. Alain Maratrat, compagnon de route de Peter Brook, monte sa pièce *Rencontres* en la confrontant ici avec des élèves de la banlieue sud parisienne, en la jouant bientôt avec des garçons et des filles des rues d'Abidjan, en collaboration avec l'écrivain Souleymane Koly, puis en allant, en 1996, au Brésil, *« puiser ses sources dans les favellas »*.

Quelques précurseurs de talent, reconnus par leurs pairs, ont déjà cherché le contact depuis plusieurs années avec les publics en lisière de la culture. En témoignent notamment Armand Gatti (*Le Monde* du 4 mai) et Christiane Véricel dans les cités ouvrières de Saint-Etienne pour le théâtre, le compositeur Nicolas Frize et ses « musiques de la boulangère » à Saint-Denis, la chorégraphe Josette Baïz dans les quartiers nord de Marseille ou le romancier François Bon animant une boutique d'écriture dans les grands ensembles de la Paillade à Montpellier. *« Je ne suis ni animateur, ni pédago, ni sociologue. Je suis une artiste et ma source d'inspiration est là, sur ce terrain de rencontres. Le jour où cela ne m'inspirera plus, j'irai ailleurs*, explique Christiane Véricel, directrice de la compagnie Image aiguë, à Lyon. *Je ne travaille pas sur le ghetto, mais sur un espace de vie, où l'on retrouve toutes les langues et toutes les nationalités. Les banlieues ont un caractère un peu fascinant pour moi. »*

Un nouvel élément vient relancer aujourd'hui ces fiançailles de l'art et du social. Le nombre croissant d'exclus, la radicalisation des problèmes en banlieue, le point de non-retour atteint par des familles et des quartiers entiers inquiètent les responsables publics. La lutte contre l'exclusion est devenue une priorité, aux dires des politiques. Pour *« retisser le lien social »*, selon la formule magique ressassée à l'envi, l'art et la culture sont convoqués au secours de la cité. Les premiers plans « anti-été chaud » de 1982 comportaient déjà un volet culturel. Un nouveau pas a été franchi au début des années 90, quand le ministère de la culture a créé et financé des résidences d'artistes au pied des grands ensembles.

Chorégraphe de danse contemporaine, Mic Guillaumes a ainsi débarqué au Val-d'Argent, le quartier le plus difficile d'Argenteuil (Val-d'Oise), en 1991 pour une résidence financée à part égale par l'Etat et la mairie. *« A l'arrivée, il n'y avait aucun local, aucun équipement. Sur la dalle d'Argenteuil, où traînent les jeunes, on les abordait en leur proposant de faire du rap »*, se souvient-il.

« CONTRAT DE VILLE »

Peu à peu, dans une salle de classe prêtée par l'éducation nationale, s'organisent une douzaine d'ateliers accueillant 300 jeunes chaque semaine. Puis un grand studio est aménagé. Très vite, dans ce quartier qui manque cruellement d'endroits agréables pour les jeunes, le local est si bien adopté que, en plus des rappeurs, les copains, les grandes sœurs avec des bébés sur les bras viennent y passer leurs après-midi. *« Il y en avait cinq qui dansaient, et tous les autres autour qui regardaient, bavardaient. Pour nous qui avions l'habitude des échauffements et du travail dans le silence, voire le recueillement, c'était assez déstabilisant au début. C'était difficile, mais si beau que notre deuxième spectacle est parti de là »*, ajoute Mic Guillaumes. Les rapports faits de violence, la difficulté pour ces jeunes à respecter un calendrier de répétition, les problèmes spécifiques des filles (des musulmanes portant le foulard ne pouvaient venir que si le chorégraphe les faisait danser en groupe séparé), tous ces obstacles n'empêcheront pas la création de deux spectacles.

En tout, 185 villes font aujourd'hui l'objet d'un contrat de ville, c'est-à-dire d'un acte d'engagement signé par l'Etat et une collectivité locale pour traiter en priorité les quartiers les plus difficiles. Chaque contrat de ville comporte une dimension culturelle, plus ou moins développée. Tous ces différents coups de pouce institutionnels permettent par exemple la relance d'un cinéma de quartier à Montreuil, des ateliers de musique avec l'association Culture commune dans l'Artois minier, du théâtre pour des femmes dans les quartiers durs de Roubaix, des ateliers vidéo à Bordeaux...



A travers le réseau des centres culturels de proximité (MJC, maisons du peuple), un premier niveau d'offres permet ainsi à certains de trouver du plaisir à pratiquer un art. Quelques jeunes vont plus loin. Kader, Mourad, David, Eric et Zaïd, du quartier Bel-Air de Saint-Priest (à l'est de Lyon), ont commencé par le rap, puis ils ont suivi l'école de cirque proposée par la ville et, en 1992, les ateliers de la chorégraphe Maryse Delente, invitée en résidence à Saint-Priest. Ils ont pris pour directeur artistique Gilles Rondot, plasticien travaillant dans les quartiers sensibles. Aujourd'hui, leur compagnie, Accrorap, est en plein essor : leur spectacle a été présenté à la dernière Biennale de la danse de Lyon ; ils ont organisé un défilé pour le Carnaval de Nice avec des jeunes des cités cet hiver ; ils vont travailler à Zagreb avec Gilles Rondot l'été prochain.

Depuis leur rencontre aux ateliers musicaux de la MJC de Romans (Drôme), six très jeunes filles des HLM du quartier de la Monnaie, venues d'Algérie, d'Italie, du Portugal et de Bretagne, ont créé le groupe vocal Evasion. Elles chantent la révolte à travers des textes du Bassin méditerranéen, ont enregistré un CD et travaillent à élargir leur répertoire vers des chants haïtiens, bulgares ou même japonais. Pour dénoncer le racisme anti-arabe, les trois jeunes beurs du groupe Iznogôôd à Aubenas (Ardèche) ont choisi le café-théâtre, et leur humour rencontre un succès croissant.

Ces groupes, dont le talent est reconnu par les milieux professionnels régionaux, ne sont pas des exceptions. Ainsi, pour l'ensemble de la région Rhône-Alpes, le guide *Images spectacles musiques du monde 1995* recense 170 orchestres de musique actuelle ou traditionnelle, compagnies de danse ou de théâtre, expositions de peinture, de sculpture et de photo.

NOUVELLES EXPRESSIONS

L'impact social de ces expériences, qui, malgré leur développement, demeurent marginales, est difficile à mesurer. Pour Hélène Mathieu, qui a piloté cette politique auprès de Jack Lang, la réussite est possible quand plusieurs conditions sont réunies : *« Les artistes savent bien ce qu'ils viennent faire dans ces quartiers, on ne les laisse pas seuls et ils sont entourés d'animateurs socio-culturels ou de travailleurs sociaux des missions locales pour les jeunes ; la municipalité n'a pas peur. »* Sans cette collaboration, c'est *« le coup de bluff ou, au mieux, un beau météore »*, ajoute-t-elle.

Sur le plan artistique, de nouvelles expressions apparaissent, grâce à ces croisements entre pratiques d'amateurs et parcours professionnels. Elles mêlent souvent les genres – musique et vidéo, danse et chant, théâtre et images... Fin connaisseur de danses et de musiques urbaines, Benoît Guillemont, conseiller à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) en Rhône-Alpes, voit dans cette création contemporaine *« un apport de personnalités et de groupes nés dans des grands ensembles urbains, avec, au fond d'eux-mêmes, des racines qui s'éloignent et, devant eux, des lieux de vie qui concentrent l'uniformité des habitats et la diversité des cultures. »* Trait commun de ces différents groupes : une grande urgence à dire. *« Dans ce dire, on trouve tout à la fois la dureté d'un environnement, la richesse des différences et l'espoir d'une autre vie. »*

Catherine Bédarida

La compagnie Traction avant fait le tour des Minguettes

VÉNISSIEUX
de notre envoyée spéciale

A trente ans, ils ont toujours vécu dans les grands ensembles de Vénissieux, cette périphérie lyonnaise dont les tours des Minguettes symbolisent le malaise des banlieues. S'ils sont aujourd'hui devenus des créateurs – éditeurs, chorégraphes, metteurs en scène ou en images –, c'est en partie grâce à leur rencontre avec une compagnie pionnière. Dirigée par Marcel Notargiacomo, la compagnie Traction avant roule depuis 1983 au pied des tours de Vénissieux, se gare près des épaves sur les parkings de la ZUP pour *« réconcilier l'art et le social »*. Elle est née sous le double signe de la marche des beurs pour l'égalité, partie des Minguettes, et de l'émergence de la culture hip-hop, qui s'exprime sur le plan musical (rap), chorégraphique (break dance) et visuel (graph, tag). Point commun entre les deux événements, la conviction que *« les mots doivent remplacer les couteaux »*, analyse Marcel Notargiacomo.

S'il admire alors l'énergie des virtuoses de la break dance, l'animateur refuse d'emblée d'enfermer ces jeunes dans une culture de ghetto. Pour commencer l'aventure par un *« électrochoc »*, il organise la rencontre entre les breakers et un chorégraphe de danse contemporaine formé à l'école de Merce Cunningham. Après ce départ *« terrible »*, la compagnie se forme et présente un premier spectacle. Elle compte aujourd'hui dix-sept créations : spectacles de danse, de théâtre, vidéo, livre, performances.

MULTIPLIER LES APPROCHES

Obsédé par l'idée d'élargir le vocabulaire et la culture artistiques des jeunes, Marcel Notargiacomo multiplie les approches. En 1990, la compagnie découvre le buto, cette danse japonaise de l'après-Hiroshima, née pour dénoncer la barbarie nucléaire. Le spectacle *Un break à Tokyo*, monté avec une chorégraphe japonaise, est présenté à New York et Montréal. En octobre 1994, quand sont dynamitées les tours du quartier Démocratie des Minguettes, Traction avant recueille sept cents témoignages des habitants, à partir desquels la compagnie monte un spectacle joué dix-sept fois sur la seule commune de Vénissieux.

Au fil des ans, les membres de la compagnie se sont renouvelés. Les danseurs Samir Hachichi et Fred Bendongué, jeunes breakers des premières années, ont parcouru du chemin. Après *Un break à Tokyo*, le premier a été admis à l'école de Merce Cunningham à New York. Fred Bendongué, vingt-huit ans, est à présent un chorégraphe prometteur de la danse urbaine lyonnaise. Il est passé par le Ballet national de Marseille de Roland Petit, avant de créer sa compagnie, Azanie, en 1992, avec le musicien Areski Hamitouche. La Maison de la danse de Lyon lui commande une création pour sa Biennale en 1994 : *A la vue d'un seul œil* évoque ces esclaves noirs qui, en Amérique, choisirent la fuite pour sauver leur liberté ; le spectacle fait appel au hip-hop, au jazz et à des rythmes d'Afrique, de la Jamaïque et du Brésil. *« Je choisis des danseurs qui ont leur personnalité, qui sont des personnes réelles, imprégnées de la vie et pas seulement d'une technique »*, explique le chorégraphe.

A son tour, Fred Bendongué, qui vit toujours à Vénissieux, *« sensibilise »* des adolescents passionnés de hip-hop à la diversité artistique de la danse et de la musique, à la demande d'un centre social de Valence. *« Je venais du même milieu populaire que mes copains mais, étant enfant unique, j'avais des livres à la maison »*, raconte Thierry Renard, fondateur d'une petite maison d'édition installée dans un pavillon défraîchi de Vénissieux, dont le catalogue s'enorgueillit de grandes signatures : Christian Bobin, André Comte-Sponville, Charles Juliet, Andrée Chedid, Claude Roy et, bientôt, Hubert Reeves.

C'est la rencontre du poète Charles Juliet, à l'adolescence, qui lui révèle le goût de la lecture et l'amène à créer une revue avec un copain. S'il abandonne les études en terminale, Thierry Renard fait du théâtre pendant dix ans, notamment avec Traction avant, et continue à publier sa revue, *Aube*. *« Face aux autres jeunes du quartier, on se prenait un peu pour des artistes. On était à la fois des proches et des extra-terrestres. Mais, venant de ce milieu, on était assez mal à l'aise dans les univers littéraires »*, se souvient le jeune éditeur. Le théâtre et les très nombreuses tournées en France avec Traction avant lui ouvrent l'esprit.

« UN RÔLE SOCIAL »

Lorsqu'il arrête le théâtre en 1988, il crée, avec ses complices d'adolescence, l'Espace Pandora dans le pavillon de Vénissieux pour organiser des lectures publiques et des ateliers d'écriture. Aujourd'hui, les conférences attirent un public non négligeable – trois cents personnes se serraient dans le cinéma des Minguettes en mars pour écouter André Comte-Sponville parler de l'amour. La revue a accouché d'une maison d'édition, Paroles d'Aube, qui publie surtout des entretiens avec des écrivains, sous forme de jolis petits livres.

« On a un rôle social à jouer, même modeste », estime Thierry Renard. Les ateliers d'écriture de Pandora se déroulent en priorité dans des collèges sensibles ou auprès de femmes chômeuses. Le prix des livres excède rarement 90 F. Presque timidement, le jeune éditeur ajoute : *« Je suis gêné que ce soient toujours les mêmes gens qui lisent des livres, toujours les mêmes qui les écrivent, et toujours les mêmes qui en parlent. »*

C. B.

Lettres à Oradour-sur-Glane

Enfants et adolescents de la banlieue lyonnaise, ils ont correspondu avec ceux d'Oradour-sur-Glane, avant de se rencontrer et de créer ensemble des peintures et des sculptures sur le thème de la violence. *« Je t'écris parce que c'est la guerre, parce que c'est tout détruit, parce que c'est la fin. Je t'écris parce que la vie continue »* (Gidgem). *« Je t'écris parce que j'aime les gens qui se serrent dans les bras »* (Aïcha). *« Je t'écris parce que toucher ton blouson noir avec mes mains me fait rêver »* (Virginie). *« Je t'écris pour m'éloigner de ce désert »* (Alexandra). *« Je t'écris parce que les ruines me font peur »* (Stéphanie).

★ *Je t'écris pour la vie*, Compagnie Traction avant, 1994.

A lire

● *Femme dans la cité* : publié par l'association Femme dans la cité, à Stains (Seine-Saint-Denis), ce livre de photos et de témoignages a donné naissance au spectacle *Féminin plurielles*, au Studio-Théâtre de Stains, en mars. Il sera repris à l'automne.

● *Paroles urbaines, paroles urgentes* : accompagné d'un CD, le livre recense et analyse rap, comédie musicale, conte, théâtre, poésie. Edition Paroles d'Aube, novembre 1994.

● *Danse ville danse, expressions chorégraphiques et grands ensembles urbains* : la vitalité des rencontres entre la danse des cités (break dance, rap, afro-rock, capoeira) et la chorégraphie contemporaine en région Rhône-Alpes. Edition Paroles d'aube, 1992.

● *L'Art dans la lutte contre l'exclusion*, Banlieues d'Europe, actes du colloque de février 1994. Maison des cultures frontières, 21, rue de la Croix, 57800 Freyming-Merlebach.

MUSIQUE

■ **Les Rencontres musicales d'Evian** accueilleront, du 25 mai au 4 juin, seize ensembles lors des épreuves du 18e Concours de quatuors à cordes organisé dans le cadre de cette manifestation. La France présente quatre ensembles ; l'Italie, la Grande-Bretagne, la Russie et la Roumanie chacune deux ; Etats-unis, Allemagne, République tchèque et Hongrie chacun un.

Le festival, qui fête ses vingt ans, a dédié sa programmation à la musique et aux interprètes français. A cette occasion, un Orchestre symphonique du festival a été constitué de jeunes instrumentistes français. Il travaille déjà sous la houlette d'André Cazalet, de Maurice Bourgue et d'autres musiciens chevronnés.

■ **L'Opéra de Cracovie**, qui devait se produire à partir du 10 mai à Paris et à Lille, n'est plus qu'une façade : 90 % des effectifs resteront en Pologne en raison d'un conflit avec la direction. Après avoir préparé son programme pendant plusieurs mois, la directrice de l'établissement, Ewa Michnik, a annoncé le 28 avril qu'elle allait se produire en France avec une autre troupe.

Michnik chercherait ainsi à les *« punir »* d'une *« motion de défiance »*, adoptée récemment à son encontre par le personnel, a indiqué la soprano Krystyna Tyburowska. La directrice et les quelques artistes qu'elle a gardés ont quitté, lundi, Cracovie pour la France *« en secret »*, a ajouté la chanteuse. Les artistes, qui dénoncent le fait que l'Opéra de Cracovie figure dans le programme et sur les affiches, ont entamé une campagne de communiqués diffusés par fax pour empêcher ce procédé *« malhonnête »* et *« mettant en danger la réputation »* de leur théâtre. – *(AFP.)*

■ **Les grandes orgues de l'église Saint-Ferdinand des Ternes**, à Paris, seront inaugurées le 17 mai, à 20 h 30, par leur titulaire, Jean-François Hatton. Il sera entouré, à cette occasion, par l'organiste-compositeur Thierry Escaich et la Maîtrise de Paris. Commandé par la Mairie de Paris, cet instrument (4,3 millions de francs) a été construit par le facteur provençal Pascal Quoirin, afin d'être utilisable à la fois pour le culte et l'accompagnement des chants et pour le concert. Le nouvel instrument à transmission mécanique est placé dans un buffet contemporain au dessin strict. Il comporte 34 jeux répartis sur trois claviers et un pédalier.

Un film noir version plein soleil

Le réalisateur John Dahl présente Linda Fiorentino en femme fatale décidée à tout pour se débarrasser de son mari. Par divorce ou par meurtre

***LAST SEDUCTION*, film américain de John Dahl. Avec Linda Fiorentino, Peter Berg, Bill Pullman, J. T. Walsh, Bill Nunn. (1 h 50.)**

Bette Davis, Joan Crawford, Barbara Stanwyck et Lana Turner le savaient mieux que personne : au cinéma, le rôle le plus payant est celui de la femme fatale. La vamp, la meurtrière, la mante religieuse. Les manipulatrices, que n'encombrent ni remords ni regrets.

C'est à ces grands fauves des années 40-50 que l'actrice Linda Fiorentino et le réalisateur John Dahl se réfèrent. Le mot d'ordre : voulez-vous jouer avec moi ? Voix rauque et enfumée à la Lauren Bacall, vêtue de noir, de blanc et d'anthracite, maniant le stylo comme Lana Turner le stylet, Fiorentino met cinq minutes à peine pour tomber le masque et installer le personnage.

Mal mariée à un médecin, trafiquant de drogue de surcroît et brutal dans l'exercice amoureux, le jour où celui-ci lui lance une tarte de trop, elle s'empare du butin de la dernière transaction, plie bagage, arrive dans une ville de province, entre dans un bistrot et entreprend de se débarrasser du mari. Par divorce ou par meurtre, elle n'est pas regardante : ce qui sera le plus expéditif.

L'instrument de la vengeance sera un jeune provincial, aimable, gentil, joli, peu accoutumé aux us de la grand-ville (Peter Berg en succédané de Fred McMurray, dans une « performance » plus subtile qu'on ne s'y attendrait). Il faut dire que la dame, en plein bar, n'y va pas de main morte dans la manifestation de ses intentions.

John Dahl a un penchant pour le film noir de la grande époque, comme en témoignent ses réalisations précédentes, *Red Rock West*, avec Nicolas Cage, et *Kill Me Again*, avec Val Kilmer. Prenant la tradition à contre-pied, se détournant des figures imposées – nocturne et bas-fonds enfumés –, il joue au contraire le plein soleil, la petite ville pimpante. Fiorentino n'en paraît que plus dangereuse, et avec tant de panache qu'on se laisserait volontiers poignarder, à condition que ce soit de sa main.

Dans les milieux de l'industrie américaine, l'« affaire » *Last Seduction* a fait couler beaucoup d'encre. En effet, avant de trouver distributeur et de sortir en salles, le film de John Dahl fut diffusé sur HBO, une chaîne câblée. Jugeant que, même non produit par la télé, *Last Seduction* était un « TV movie », l'Académie des arts et techniques du cinéma le disqualifia de la course aux Oscars. Dans le même temps où *Rouge*, de Krzysztof Kieslowski, se voyait éliminé de la compétition dans la catégorie du meilleur film étranger pour *« défaut de nationalité »*, en décernant à Linda Fiorentino son prix de la meilleure actrice, l'Association des critiques new-yorkais signalait à l'Académie qu'il serait peut-être sage d'adapter ses règles aux réalités de la production contemporaine.

Henri Béhar

LES ENTRÉES À PARIS

Mauvaise semaine, exécrable même, sous les effets cumulés du beau temps, de l'élection et de sorties nombreuses mais mal identifiées, alors que les titres les plus porteurs attendent le Festival de Cannes. Un peu plus de 340 000 entrées au total font un score réservé d'ordinaire au désert de l'été. Pas un film n'attire 50 000 spectateurs. **Parmi les nouveautés**, *Les Quatre Filles du docteur March* obtient le moins mauvais résultat à 34 400 dans 18 salles, devant *Freddy sort de la nuit* à 30 000, mais sur 31 écrans. *The Killer* (12 700 dans 7 salles), *Un Anglais sous les tropiques* (à peine plus de spectateurs avec une salle de plus) et *Sonatine* (5 200 dans 5 salles) surnagent comme ils peuvent.

C'est le grand plongeon pour les titres en continuation : *Alerte !*, à 22 500, n'atteint pas les 300 000 en quatrième semaine, *Les 101 Dalmatiens* glapissent à 20 000 (410 000 en cinq semaines), *Légendes d'automne*, *Dis-moi oui*, *Le Livre de la jungle* et *Streetfighter* mobilisent encore moins de supporters. Seul succès véritable de cette période, *Petits meurtres entre amis* se maintient vaille que vaille avec 43 700 entrées en troisième semaine, soit un total de 190 000.

J.-M. F.

★ Source : *Le Film français*

■ **UNIFRANCE : l'augmentation du budget** annoncée par Jacques Toubon devrait permettre à l'organisme interprofessionnel que préside Daniel Toscan du Plantier d'améliorer sa mission de promotion du cinéma français à l'étranger. Le ministre avait annoncé que son budget serait porté à 100 millions de francs en quatre ans, une étape de ce processus vient d'être franchie avec une augmentation de 40 % qui porte l'enveloppe dont dispose *Unifrance* à 53 millions. Parmi les nouvelles initiatives de l'organisation, l'édition d'une « lettre », qui devrait être complétée par un magazine audiovisuel, ainsi que la création d'un Prix des représentants en France de la presse cinématographique internationale.

TOUS LES NOUVEAUX FILMS

DELLAMORTE, DELLAMORE, film italo-français de Michele Soavi. Avec Rupert Everett, François Hadji-Lazarro, Anna Falchi. (1 h 35.)

Michele Soavi fut longtemps l'assistant de Dario Argento, cinéaste passionnant, porte-drapeau du fantastique horrifique italien. Il tente, depuis quelques années, de se faire un nom et de renouveler un genre bien fatigué au-delà des Alpes, tout en s'inspirant des procédés du « maître ». Deux de ses trois premiers films (*La Chiesa*, *La Setta*) sont inédits au cinéma en France mais ont été diffusés récemment sur Canal +. La volonté d'expérimentation dont ils témoignaient était loin d'être convaincante. *Dellamorte, Dellamore* est une œuvre inspirée d'un roman de Tiziano Sclavi, scénariste par ailleurs d'une très inventive série de bande dessinée (*Dylan Dog*), énorme succès en Italie.

Un gardien de cimetière passe son temps à éliminer au revolver les morts-vivants qui quittent itérativement leurs tombeaux, et rate tragiquement, par trois fois, la rencontre avec la « femme de sa vie ». Le film est une sorte de *digest* théorique qui réfléchit sur les conventions du genre, en recourant à des citations plastiques parfois assez belles sur la figuration de la mort, en décrivant un état adolescent (romantisme et refus du sexe par exemple) qui trouve à s'alimenter dans le cinéma d'horreur, en dégageant une métaphysique facile.

La mayonnaise ne prend pourtant pas, principalement parce que les péripéties sont données comme autant de clichés traités avec une dérision facile. *Dellamorte, Dellamore* a déjà intégré l'attitude infantile des gamins qui rient face aux scènes d'horreur.

Jean-François Rauger

LAST SEDUCTION
Film américain de John Dahl.
Lire critique ci-contre.

MÊME HEURE, L'ANNÉE PROCHAINE. Film italien de Gianfresco Lazotti. Avec Jean Rochefort, Lando Buzzanca, Giovanna Ralli. (1 h 25.)

Un groupe de bourgeois sexagénaires se retrouve, tous les ans, dans un petit restaurant romain. Cette fois-ci, la lettre d'un de leurs amis, défunt, leur demandant de vivre ensemble leur retraite, est le prétexte d'une petite épreuve de vérité pour chacun. *Même heure, l'année prochaine* représente sans doute ce qu'il y a de plus exécrable (et malheureusement de plus en plus répandu) dans le cinéma italien d'aujourd'hui.

Le dosage d'humour et de saynètes graves et « signifiantes », l'auto-apitoiement des personnages, l'émotion sénile, l'esthétique télévisuelle dominent ici une intrigue totalement fabriquée. Le film est par ailleurs présenté dans une abominable version doublée en français.

J.-F. R.

LA PROIE, film américain de J. F. Lawton. Avec Christophe Lambert, Joan Chen, John Lone. (1 h 50.)

Un informaticien en voyage d'affaires au Japon devient la cible d'un clan de ninjas tueurs dont le chef (John Lone) est un assassin aussi expert que ridiculement sentencieux. *La Proie* est un film d'action languissant et particulièrement mal fichu. Les amateurs de Christophe Lambert seront déçus par un personnage qui ne quitte pas (sinon à la toute fin et au-delà de toute crédibilité) une position de pur témoin, sans aucune prise sur les événements violents qui parsèment le film et consistent en combats au sabre, inspirés des films de yakuzas (gangsters) japonais. Mais, loin derrière ce modèle, le film de J. F. Lawton n'est qu'une occasion manquée de plus pour l'acteur d'*Highlander*.

J.-F. R.

مكبر من الأصل

Festival Exit 95, carrefour mondial de la création scénique

La Maison des Arts de Créteil présente les œuvres qui façonnent le théâtre de demain

Installé à la Maison des Arts de Créteil, Didier Fusillier présente la deuxième édition d'Exit, panorama de la création théâtrale à travers le monde. L'un des spectacles-phares de ce festival est « S/N », la création d'une jeune compagnie japonaise de Kyoto, Dumb Type, performance de sept acteurs-danseurs qui a pour thème, dans un cadre hautement technologique, l'épidémie du sida.

FESTIVAL EXIT, « De Pékin à Hawaï, en passant par l'Ouest ». Avec Le Lyon Opéra Ballet (France), les compagnies Dumb Type (Japon), *Hotel Pro Forma* (Danemark), Dead Chickens (Berlin), Mou Sen (Chine), l'Académie d'art théâtral de la Russie...
MAISON DES ARTS DE CRÉTEIL, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. M° : Créteil-Préfecture (retours en navette jusqu'à la place de la Bastille). Tél. : 45-13-19-19. De 40 F à 110 F. Jusqu'au 14 mai.

Prendre en main le programme d'une manifestation organisée par Didier Fusillier est toujours la promesse d'un voyage à la mesure des aventures du remuant animateur de la Maison des Arts de Créteil. Directeur de ce temple culturel de béton du Sud-Est parisien, il est aussi le producteur d'un festival annuel, Exit, dont c'est aujourd'hui la deuxième édition, et d'un autre, *Visas*, qui a eu lieu il y a quelques semaines au Manège de Maubeuge (*Le Monde* du 8 avril), dont il a conservé la direction depuis son arrivée en Ile-de-France. Là-bas comme ici, Didier Fusillier multiplie les propositions les plus à même de modifier le regard que l'on peut porter sur les arts de la scène.

Exit 95 propose une sorte d'inventaire transcontinental des formes théâtrales les plus diverses mais qui ont en commun de ne ressembler à rien de déjà fait ni de déjà vu. Quatre spectacles dominent le festival par l'excellence de leur réalisation et la portée de leur propos : *Dossier Zéro*, écrit et mis en scène par le Chinois Mou Sen (12 au 14 mai) ; *Les Aventures de Casanova*, de Marina Tsetaeva, mis en scène par Ivan Popovski avec les élèves de l'Académie d'art théâtral de la Russie (10 au 12 mai) ; *Operation : Orfeo*, nouveau spectacle de la compagnie danoise Hotel Pro Forma, dirigée par Kirsten Tomas Dehlholm (12 et 13 mai) ; *S/N*, conçu et mis en scène par Teiji Furuhashi, l'un des fondateurs de la compagnie japonaise Dumb Type, qui n'avait jamais été invitée en France (dernière le 10 mai).

Dumb Type, en français « abruti », c'est le rassemblement de jeunes artistes japonais qui se sont rencontrés en 1984 sur le campus de l'université de Kyoto. Ils ont commencé à faire parler d'eux à la faveur de performances de rue dans une ville qui passait alors pour *« la Mecque de l'underground nippon »*, comme le dit aujourd'hui Teiji Furuhashi. Né il y a trente-trois ans dans une famille traditionnelle de l'ancienne capitale impériale, fils d'un dessinateur de kimonos et petit-fils d'une *« madame »* (en français dans le texte) d'une maison de geishas, Teiji Furuhashi a grandi *« dans l'ombre des filles »* avant de se découvrir une passion pour la philosophie. Il décide alors de faire passer ce goût dans son travail de plasticien, de vidéaste et bientôt de metteur en scène, en compagnie d'un petit groupe d'amis qui ne cesse de s'agrandir depuis dix ans.

Ils sont seize, sur ou derrière le plateau de *S/N*, tous engagés dans l'aventure de Dumb Type, qui, malgré une reconnaissance internationale, ne leur permet pas de vivre de leur art. Ils sont venus de l'université, des night-clubs, où plusieurs d'entre eux trouvent les moyens de vivre par des performances ou des sex-shows lucratifs... Tous ont conçu un spectacle hautement technologique et pourtant d'une émotion extraordinaire. *S/N*, pour *Signal/Noise* (Signal/Bruit), pour *Some/None* (Personne/Quelqu'un), pour *Sense/Nonsense*, etc., mêle sept acteurs-danseurs et quatre projecteurs high-tech qui diffusent indifféremment images fixes et animées. Le sol est nu, un écran large barre toute la largeur du théâtre et une scène, fermée par un velum blanc, est installée à l'aplomb de l'écran, à plusieurs mètres du sol... Là, on découvre un jeune homme en costume de serge grise, à la voix calme, posée. Sur sa veste, trois autocollants : *« Japonais »*, *« Homosexuel »*, *« Séropositif »*, l'exact autoportrait de Teiji Furuhashi, qui a choisi d'en découdre avec les barrières de la représentation et celles, mentales, qui pourraient faire de lui un paria. *S/N* est un miroir tendu vers le spectateur, à qui il s'agit de *« donner du courage »*, en l'occurrence celui d'affronter, au-delà de son reflet, la souffrance et la disparition des corps.

TRAVAIL SUR ORDINATEUR

A ceux qui pourraient s'étonner de l'alliance improbable des sujets les plus graves et de la haute technologie, Teiji Furuhashi rétorque qu'il est tout sauf un *« techno-freak »* : *« L'ordinateur nous permet de résoudre le problème capital du Japon, celui du manque d'espace. Nous avons à Kyoto un minuscule bureau où on ne peut pas répéter. L'ordinateur nous permet de travailler dans un espace virtuel à la mesure de nos envies, d'inventer et de modifier aussitôt des décors, des mouvements. Par ailleurs, il simplifie l'écriture même des spectacles en permettant d'assembler à l'infini une multitude de diagrammes, textes et citations. Il nous permet enfin de réduire considérablement les coûts de fabrication. Bref, c'est un moyen de travail très naturel, non seulement pour des Japonais, mais pour des artistes qui veulent explorer des questions nouvelles, questions qui n'ont que des réponses évolutives.* S/N, *c'est deux ans de travail ; j'ai changé des choses, des choses ont changé, des choses m'ont changé ; le système évolutif de nos spectacles nous semble bien correspondre aux évolutions constantes de l'esprit humain. »*

« Evolutif », l'adjectif pourrait aussi qualifier les travaux de Hotel Pro Forma ou ceux des Berlinois de Dead Chickens, qui ont entamé il y a plus d'une semaine une installation spectaculaire dans le hall de la Maison des Arts, décor *trashy* qui sera bientôt le cadre d'un cabaret bien dans le goût de cette bande de voyous plutôt crades et mutants... Bien dans l'esprit d'un festival que Didier Fusillier a voulu ouvrir à tous ceux qui inventent : *« Le théâtre, parce qu'il ne requiert aucun moyen particulier, parce qu'il n'a besoin de la volonté des hommes, de leur envie de jouer, est partout dans le monde la première possibilité d'expression des jeunes artistes. »* C'est la philosophie toute simple d'Exit 95, rendez-vous atypique et passionnant de l'actualité du spectacle vivant.

Olivier Schmitt

Les « Dialogues des carmélites » à l'Opéra de Rennes

DIALOGUES DES CARMÉLITES de Francis Poulenc. Avec Catherine Dubosc (Blanche), Margot Pares-Reyna (Constance), Jacqueline Mayeur (la Première Prieure), Denise Pelletier (Seconde Prieure). Orchestre de Bretagne, Claude Schnitzler (direction), Charles Roubaud (mise en scène).
OPÉRA DE RENNES, vendredi 5 mai. Prochaine représentation : jeudi 11 mai, à 20 h 30. Tél. : 99-28-55-87. De 50 F à 190 F. Le Grand Théâtre de Bordeaux présentera les 31 mai, 2 et 6 juin, à 20 heures et le 4 juin, à 14 h 30, une nouvelle production de l'œuvre de Poulenc. Tél. : 56-48-58-54. De 35 F à 300 F.

RENNES
de notre envoyé spécial

Les *Dialogues des carmélites* semblent, depuis un an, faire le tour des scènes nationales : après la production de Guy Coutance, que l'on aura pu voir en région parisienne (*Le Monde* du 15 novembre 1994), et qui sera redonnée à Nantes en mars 1996, l'Opéra de Rennes puis le Grand Théâtre de Bordeaux proposent leur lecture de l'opéra de Poulenc d'après Georges Bernanos.

Ce succès s'explique partiellement par le fait que cet opéra est moins exigeant que d'autres scéniquement : les meilleures productions de l'ouvrage, telle celle d'Alain Garichot à l'Opéra de Paris (*Le Monde* du 24 juin 1994), sont d'ailleurs celles qui laissent « parler » la crudité du texte de Bernanos et la mélancolie souvent morbide de la musique de Poulenc, sans surcharge visuelle et dramatique.

Le spectacle donné à l'Opéra de Rennes, signé Charles Roubaud, vient de Marseille. La direction d'acteurs est minimale mais correcte. La proposition scénographique, « cistercienne » et vert-de-gris, exclut l'anecdote et produit même quelques belles images (les ombres chinoises des scènes jouées devant le rideau, l'hôtel dévasté du Marquis de la Force où se réfugie sa fille Blanche, échappée du carmel). Hélas !, cette austérité de bon aloi est gâchée *in extremis* : lors de la décapitation des carmélites, le fond de scène est soudainement inondé d'un rouge laid et indécent.

FLÛTES DISSIPÉES

Au chef d'orchestre est dévolue la redoutable tâche de faire bien sonner l'orchestre de Poulenc. Claude Schnitzler ne pouvait imposer plus de cordes que la fosse ne peut en contenir, d'où une surcharge de bois et de cuivres. Le chef apporte le soin maximal aux équilibres et veille autant qu'il le peut à ne pas couvrir les chanteurs. Qui aura le courage de revoir, comme le compositeur souhaitait le faire – selon certains – l'orchestre constamment difficultueux de la partition ?

L'Orchestre de Bretagne possède d'excellents éléments : deux bons hautbois, un cor anglais expressif – auquel revient un interlude au souvenir « tristanesque »... Les flûtes sont un peu dissipées (il est gênant de les voir gesticuler et s'amuser, surtout dans les scènes graves de l'opéra), l'un des cors n'est assurément pas bon. Les altos auraient intérêt à revoir la justesse de l'accompagnement de la première intervention de la Première Prieure. Mais, comparé à ce que l'on entendait à Nancy voilà peu (*Le Monde* du 11 avril), la sonorité de cet ensemble mérite d'être considérée à sa juste valeur.

Autre casse-tête pour le directeur de salle – Daniel Bizeray, en l'occurrence : réunir une distribution capable d'incarner les difficiles tessitures des *Dialogues*. Catherine Dubosc a enregistré le rôle de Blanche dans la version de Kent Nagano (Virgin Classics). On retrouve à la scène la fine émotion du personnage au disque : hormis quelques duretés de son et quelques notes un peu basses, la jeune Française incarne un personnage psychologiquement riche et, surtout, parfaitement intelligible. La diction de Dubosc est un plaisir en soi (sa *Shéhérazade* de Ravel, avec Charles Dutoit, parue récemment chez Decca, est la plus exemplaire à cet égard depuis la version de Suzanne Danco et Ansermet, également chez Decca).

Autour d'elle, une équipe de jeunes chanteuses constitue une équipe homogène. On regrettera que la Seconde Prieure de Denise Pelletier soit, malgré un joli timbre, un peu courte de souffle et de notes : son « air de la prison » était raté. La Mère Marie de Marie-Thérèse Keller est convaincante, même si, comme à l'habitude dans ce rôle difficile, elle n'est intelligible que dans le centre de sa tessiture.

Constance est un soprano léger. Margot Pares-Reyna, si elle a les notes du rôle, n'en n'a pas ou plus la couleur. Son soprano est trop charnu et elle crie trop ses aigus. Le Marquis et le Chevalier de la Force, malgré la modestie de leurs rôles, étaient bien chantés par Hubert Humeau et Benoît Boutet. Bonne Première Prieure de Jacqueline Mayeur, un peu courte de graves pour « passer » l'orchestre dans la scène de l'agonie, mais stupéfiante lors de sa confrontation avec Mère Marie et Blanche, le moment dramatiquement le plus fort de cette représentation.

Renaud Machart

DANS LES THÉÂTRES

LA MORT D'AUGUSTE

de Romain Weingarten. Mise en scène : Gildas Bourdet. Avec Dominique Pinon, Jacques Le Carpentier et Luce Mouchel. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris XXe. M° Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 1 h 30. De 100 F à 150 F. Jusqu'au 18 juin.

Sur une piste ronde qui n'a du cirque que la forme, vaste monde de couleurs, de miroirs, de diffraction des lumières et des sens (décor d'Edouard Laug et Gildas Bourdet), entre par effraction « l'homme le plus bête du monde », Yaourt, le Grand Yaourt ou encore Chipette Auguste, nom d'empereur, nom d'emprunt, nom de dieu fait clown (Dominique Pinon). Il s'en vient troubler la relation peu amoureuse de Loyal d'Arsonval della Pizza (Jacques Le Carpentier), chef bodybuildé d'une troupe réduite aux acquêts, en l'occurrence Zita, femme, princesse et panthère quand les hommes la serrent de trop près (Luce Mouchel).

Ce trio imaginé et conçu par le fantasque Romain Weingarten, l'un des philosophes les plus polis parce que les plus drôles du théâtre français, vole au boulevard des entrées et sorties fracassantes, des placards imaginaires qui sont autant de postes d'observation des uns par les autres, lieux intimes des grandes rancoeurs et des petites espérances ; il vole au cirque cette façon de tourner en rond qui prend vite une dimension planétaire, métaphysique aussi ; il vole au théâtre la mise en jeu de la parole, à un haut degré d'engagement et de cocasserie, et quelques références où l'on reconnaîtra, entre un choux et un cil géants, à bord d'une brouette ou juchée sur la nacelle d'une montgolfière, Dante, Shakespeare, Molière, Beckett... Cette sarabande iconoclaste est menée sans temps mort, au maximum de la résistance des acteurs (tous trois excellents), par le metteur en scène Gildas Bourdet, complice de l'auteur jusqu'à faire de cette œuvre à trois voix un vaste chant de la terre et de l'illusion. Voilà du pur théâtre qui mêle astucieusement le divertissement et une jolie méditation sur la condition inhumaine que les temps font aux hommes. **O. S.**

CIMENT

de Heiner Müller. Mise en scène : Stanislas Nordey. Avec Massimo Bellini, Valérie Blanchon, Marc Bodnar, Emmanuel Costes, Michel Demierre, Olivier Dupuy, Hélène Fabre, Frédéric Fisbach, Magali Fouchault, Pierre Marello, Stanislas Nordey, Sylvie Pineteau, Myrto Procopiou, Christophe Reymond, Richard Sammut et Laurent Sauvage. Théâtre Nanterre/Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du lundi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 h 45. 90 F et 130 F. Jusqu'au 13 juin.

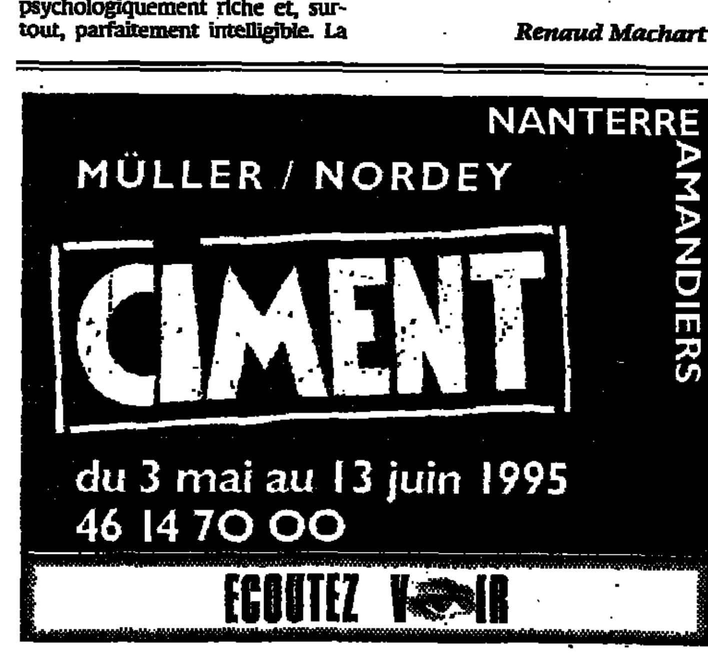
Ciment, c'est d'abord un texte de première importance, celui de Fjodor Gladkov, fils de paysans russes, né en 1883, entré très tôt en militance révolutionnaire et écrivain inventif qui a introduit le premier dans la littérature de son pays la langue populaire, « l'argot des bolcheviks ». Ce roman, Heiner Müller, le poète et dramaturge allemand qui dirige aujourd'hui le Berliner Ensemble, l'a lu et relu au début des années 70 à l'invitation d'Helene Weigel, puis il l'a adapté pour la scène où il fut créé, en 1973, au Berliner, dans une mise en scène de Ruth Berghaus. Müller a concentré le récit autour de ses préoccupations politiques et dramatiques, voulant hisser l'histoire de l'ouvrier Gleb Tchoumalov (Richard Sammut), retour de guerre dans une ville du sud de la Russie en 1921, à la hauteur des plus grands mythes du théâtre.

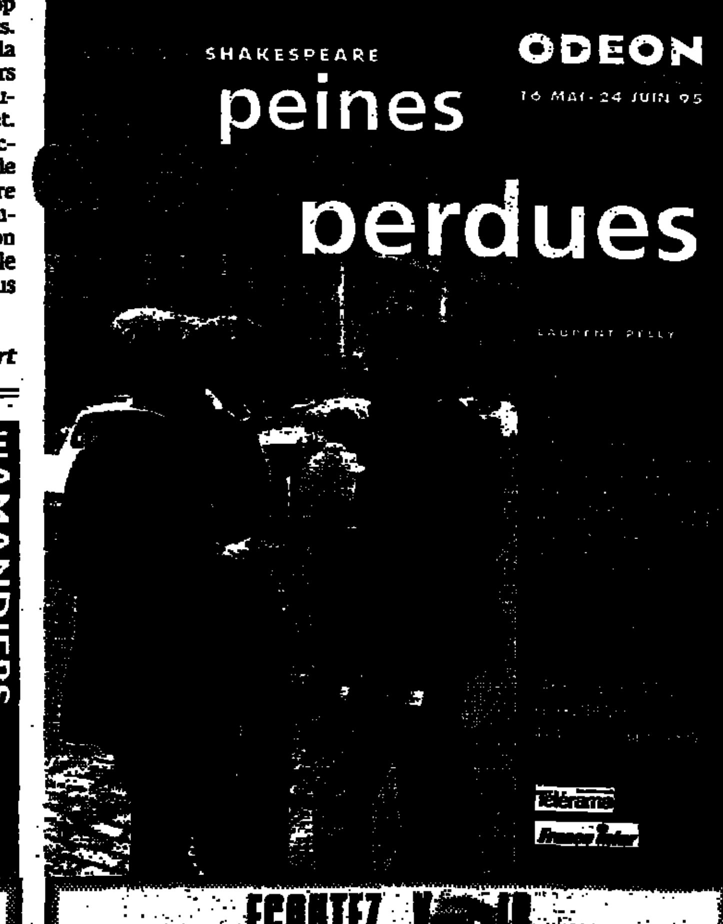
Stanislas Nordey et sa compagnie, désormais pensionnaires du Nanterre/Amandiers dirigé par Jean-Pierre Vincent, ont pris cette œuvre à bras-le-corps, bien dans la manière de ce jeune collectif qui ne s'effraie de rien. Sur un immense plateau rond et presque nu, qui se détruira peu à peu pour devenir simple tréteau (décor splendide d'Emmanuel Clolus), seize acteurs continuent de « faire leurs classes » en grandeur réelle. Où l'on retrouve une sorte d'énergique irrespect et un goût de la recherche, des beaux mouvements d'ensemble et quelques grandes maladresses individuelles, un style bigarré qui se moque des écoles et passe du réalisme au futurisme, de l'expressionisme à la pantomime avec une virtuosité certaine. Il y a pourtant, sur le plateau comme dans l'écriture du texte, plusieurs tunnels dont on sort à l'aveugle. Mais, là ou ailleurs, surgissent des éclats de jeu, des fulgurances de théâtre, des orages lumineux qui sont la marque Nordey et emportent l'adhésion. Cette méditation à hautes et basses tensions éclaire le chemin du théâtre d'aujourd'hui, lyrique et citoyen, quelquefois mal foutu mais toujours bien-voulant. **O. S.**

LA VOIX HUMAINE

de Jean Cocteau. Mise en scène : Michaël Lonsdale. Avec Sonia Petrovna. Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris IVe. M° Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-71-46-50. Du mardi au samedi, 21 heures. Durée : 1 h 40. 120 F. Jusqu'au 1er juillet.

Un amour fou, une séparation dramatique, une solitude insupportable. La tragédie en un acte de Cocteau a fait le tour du monde dans la voix des plus grandes interprètes, dramatiques et lyriques. Elle est aujourd'hui portée en scène, une nouvelle fois, par Michaël Lonsdale qui dirige une femme très belle, Sonia Petrovna, seule en scène sur un lit défait à même le sol et seulement armée d'un téléphone. Dans le très beau petit Théâtre du Renard, un chant s'élève, la plainte éternelle de l'amour trahi. Il n'y a ici aucune audace particulière, simplement un fragment de théâtre, certes un peu suranné, mais toujours aussi efficace pour peu qu'il soit servi, comme c'est le cas, par une interprétation de premier ordre. **O. S.**





Les choix audacieux des étoiles de l'Opéra

SOIRÉE À PA

Les choix audacieux des étoiles de l'Opéra

DEUX PROGRAMMES mixtes. Le premier réunira *Apollon* et *Sonatine*, de Balanchine ainsi que *Selim*, écrit sur mesure pour Belarbi par Kelemenis sur les chants de Houria Aïchi, sur fond de calligraphies de Hassan Massoudy. Ces *trois œuvres* seront accompagnées de *Grand Pas, Rythm of the Saints*, de Twyla Tharp, par Patrick Dupond et Isabelle Guérin. Jean-Yves Lormeau *depuis qu'il avait vu Portrait de Marjolaine*, de Marceline Lartigue, voulait en danser une version masculine. C'est fait : la pièce est devenue *Prédelle*. Très audacieux choix de la part d'une étoile.

Cette danse ouvre le *deuxième* programme, qui comprend également : *Blues du Rouge Poisson*, de Pierre Darde, *Voilà, c'est ça*, de Victor Ullate. La soirée se terminera par *Sonate à trois*, de Maurice Béjart, inspirée de la phrase historique de Sartre, *« L'enfer, c'est les autres »* (dans *Huis-Clos*) : un intéressant rapport chorégraphique triangulaire qui sera défendu par Laurent Hilaire, Elisabeth Maurin et Carole Arbo.

★ *Du 10 au 18 mai, en alternance,* **à 19 h 30. Opéra Comique, 5, rue Favart, Paris 2e. *Mo Richelieu-Drouot.* Tél. : 42-86-88-83 ou 47-42-23-71. De 30 F à 370 F.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Quoi de neuf, docteur ?
Les cuivres et les anches du big band du trompettiste Serge Adam (CD *A l'envers*, DOC. *Le Monde* du 29 avril), entraînés par une double rythmique. Et pour rendre cela vraiment amusant, les tempos seront pris à des vitesses contrariées. Rendez-vous en haut de la colline.
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mo Chevaleret. 20 h 30, les 10 et 11 mai. Tél. : 45-84-72-00. De 70 F à 100 F.

Jazz à Radio-France
Julien Lourau (Groove Gang) et Guillaume Orti (Kartet), jeunes créateurs du saxophone, chercheront leurs points communs avant la tornade swing du quintette de Simon Goubert, qui perpétue la joie et l'extase de John Coltrane.
Maison de Radio-France, salle Charles-Trenet, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 20 heures, le 11 mai. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

The Silencers
Le succès des Silencers fut un phénomène spécifiquement français. Las, ces sympathiques Ecossais ne connaissent plus leur popularité d'antan. Leur rock mélodique et aseptisé, nimbé d'influences celtiques, n'a pourtant jamais vraiment démérité.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo Voltaire. 20 h 30, le 10. Tél. : 47-00-55-22. Location FNAC. 157 F.

Terry Lee Hale
Musicien folk texan réfugié à Seattle, capitale du *grunge*, Terry Lee Hale compose de belles chansons rugueuses, enracinées au plus profond de l'Amérique. Seul sur scène, il impose à sa grande carcasse le jeu subtil des émotions.
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. 21 heures, le 10. Tél. : 36-68-03-32. Location FNAC, Virgin. 100 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, rock, chanson, et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

JAZZ

PARIS

Gonzalo Rubalcaba Trio
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4e. Mo Châtelet-les Halles. 20 h 30, le 10. Tél. : 42-36-13-90. Location FNAC. De 110 F à 130 F.

Eddy Louiss, Bireli Lagrène
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mo Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, les 10 et 11. Tél. : 43-21-56-70.

Antonio Hart
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. 22 h 30, les 10, 11, 12 et 13. Tél. : 40-68-30-42. 130 F.

Julian Joseph
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 11, 12 et 13. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

Jimmy Gourley Trio
Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. 22 heures, le 11. Tél. : 45-38-52-35.

André Ceccarelli Trio
Parc floral (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. 16 heures, le 13. Tél. : 43-43-92-95. 10 F.

Herbie Hancock Trio
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4e. Mo Châtelet-les Halles. 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 42-36-13-90. De 130 F à 150 F.

ILE-DE-FRANCE

Daniel Goyone Quartet
Antony (92). Théâtre Firmin-Gémier, place Firmin-Gémier. 21 heures, le 12. Tél. : 40-96-72-82. De 50 F à 70 F.

Ravi Coltrane Quartet
Boulogne-Billancourt (92). TBB, 60, rue de la Belle-Feuille. Mo Marcel-Sembat. 20 h 30, le 10. Tél. : 46-03-60-44. Location FNAC. De 110 F à 160 F.

Big Jay Mc Neely & Emmanuel Bex Trio
Boulogne-Billancourt (92). TBB, 60, rue de la Belle-Feuille. Mo Marcel-Sembat. 20 h 30, le 11. Tél. : 46-03-60-44. Location FNAC. De 110 F à 160 F.

Louis Sclavis, Michel Portal, Nouvelle Cuisine
Boulogne-Billancourt (92). TBB, 60, rue de la Belle-Feuille. Mo Marcel-Sembat. 20 h 30, le 16. Tél. : 46-03-60-44. Location FNAC. De 110 F à 160 F.

Lee Konitz Quartet
Chessy (77). Manhattan Jazz Club, Hôtel New York Eurodisney. RER Marne-la-Vallée-Chessy. 21 h 30, les 16, 17 et 18. Tél. : 60-45-75-16. 50 F.

Christian Escoudé, Marcel Azzola
Courbevoie (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand. 20 h 45, le 12. Tél. : 47-68-51-50. Location FNAC, Virgin. De 100 F à 120 F.

Carte blanche à Dominique Pifarely
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 10. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

ROCK

PARIS

Omar & the Howlers
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Saint-Augustin. 23 h 30, les 10, 11, 12 et 13. Tél. : 42-25-18-06.

Stone Roses
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 18 h 30, le 11. Tél. : 42-31-31-31. Location FNAC. 142 F.

Les Hurleurs
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris 13e. Mo Quai-de-la-Gare. 20 h 30, le 11. Tél. : 48-06-71-77.

Boyz II Men
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 18 h 30, le 12. Tél. : 42-31-31-31. Location FNAC. 194 F.

La Tribu
Au divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. 20 heures, le 12. Tél. : 42-55-48-50. Location FNAC. 60 F.

Dave Stewart
La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle. 20 h 30, le 13. Tél. : 42-23-15-15. Location FNAC.

King Crimson
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 heures, le 13. Tél. : 42-08-60-00. Location FNAC, Virgin. 192 F.

Tindersticks
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo Voltaire. 20 h 30, le 16. Tél. : 47-00-55-22. Location FNAC. 135 F.

Sens Unik
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 16. Tél. : 42-00-14-14. De 70 F à 100 F.

Hootie & the Blow Fish
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Saint-Augustin. 23 h 30, du 16 au 27 mai. Tél. : 42-25-18-06.

ILE-DE-FRANCE

Calvin Russel
Elancourt (78). Le Bilbo, place de la Mairie. 20 h 30, le 15. Tél. : 30-62-58-82. 70 F.

Skipples
Issy-les Moulineaux (92). Fahrenheit, 31, boulevard Gambetta. Mo Corentin-Celton. 20 heures, le 13. Tél. : 40-93-44-50. 55 F.

Happy Drivers
Rambouillet (78). L'Usine à chapeaux, 32, rue Gambetta. 21 heures, le 12. Tél. : 30-88-89-05. 40 F.

Chris Whitley
Ris-Orangis (91). Le Plan, avenue de l'Aunette. 20 h 30, le 12. Tél. : 69-43-03-03. Location FNAC. 90 F.

Welcome to Julian
Ris-Orangis (91). Le Plan, avenue de l'Aunette. 20 h 30, le 13. Tél. : 69-43-03-03. Location FNAC. 80 F.

CHANSON

PARIS

Les Chats maigres
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mo Bastille. 20 h 30, les 10 et 17, jusqu'au 28 juin. Tél. : 44-59-82-82. Entrée libre.

Les Rustines
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. 20 h 30, les 10, 11, 12 et 13. Tél. : 42-36-37-27. Location FNAC, Virgin. 80 F.

Magali Bonfils
Théâtre de la Mainate, 36, rue Bichat, Paris 10e. Mo Goncourt, République. 19 heures, les 11, 12 et 13 ; 15 heures, le 14. Tél. : 42-08-83-33. De 60 F à 80 F.

In Claudia Venenum
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, Paris 13e. Mo Glacière. 20 h 30, les 11 et 12. Tél. : 45-89-01-60. De 60 F à 80 F.

Kalifa
Théâtre des Déchargeurs-La Bohème, 3, rue des Déchargeurs, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 11 et 18, jusqu'au 25. Tél. : 42-36-00-02. 80 F.

Mirapeu
Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, Paris 6e. Mo Odéon. 18 heures, les 12, 13, 19 et 20, jusqu'au 1er juillet. Tél. : 46-34-61-04. 50 F.

Clara Finster
La Folie en tête, 33, rue de la Butte-aux-Cailles, Paris 13e. Mo Corvisart, Tolbiac. 21 heures, le 12. Tél. : 45-80-65-99.

Marie France
Ailleurs, 13, rue Beausire Paris 4e. Mo Bastille. 20 heures, les 13 et 20, jusqu'au 24 juin. Tél. : 44-59-82-82.

Le bal de l'Elysée-Montmartre
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 23 heures, le 13. Tél. : 42-31-31-31. Location FNAC, Virgin. 80 F.

Véronique Pestel
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra, Madeleine. 20 h 15, le 15. Tél. : 47-42-25-49. Location FNAC, Virgin. 140 F.

Renaud
La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5e. Mo Maubert-Mutualité. 20 h 30, les 15, 16, 17, 19, 20, 22 et 23, jusqu'au 31. Tél. : 47-42-25-49. Location FNAC, Virgin. 165 F.

ILE-DE-FRANCE

Nino Ferrer
Bois-Colombes (92). Salle Jean-Renoir, rue du Général-Leclerc. 20 h 30, le 12. Tél. : 47-80-72-72. De 100 F à 120 F.
Aulnay-sous-Bois (93). Espace Jacques-Prévert, 134, rue Anatole-France. 21 heures, le 13. Tél. : 48-68-00-22. 140 F.

Scènes de rue à Conflans
Conflans-Sainte-Honorine (78). Salle Simone-Signoret, 12, place Romagné. 20 h 30, le 11 ; 22 heures, le 12 ; 9 heures, le 13 ; 10 h 30, le 14. Tél. : 34-90-90-90. Entrée libre.

Dead Chickens
Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende. 23 heures, le 13. Tél. : 45-13-19-19. 40 F.

Le Charivari d'Evry
Evry (91). Place des Droits-de-l'Homme. 16 h 30, le 13. Tél. : 48-02-80-96. Entrée libre.

Frédéric François
Longjumeau (91). Théâtre Adolphe-Adam, 20, avenue du Général-de-Gaulle. 16 heures, le 14. Tél. : 69-09-40-77. Location FNAC. 180 F.

Richard Gotainer
Ris-Orangis (91). Le Plan, avenue de l'Aunette. 20 heures, le 11. Tél. : 69-43-03-03. Location FNAC. 100 F.

MUSIQUES DU MONDE

PARIS

Kodo
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mo Châtelet. 20 h 30, les 10, 11, 12 et 13. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

Imrat Khan
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 20 heures, le 12. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.

Ensemble Necdet Yasar
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6e. Mo Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, le 12 ; 19 heures, le 13 ; 17 heures, le 14. Tél. : 45-44-72-30. Location FNAC. De 90 F à 120 F.

Abderrahim Othmani, Meriem Mrhari
Institut du monde arabe, 1, rue des-Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu. 20 h 30, les 12 et 13. Tél. : 40-51-38-37. Location FNAC. De 70 F à 90 F.

Moraito
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4e. Mo Châtelet-les Halles. 20 h 30, les 12 et 13 ; 16 heures, le 14. Tél. : 42-36-13-90. Location FNAC. De 120 F à 140 F.

Ensemble de Koto Sawai
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mo Châtelet. 17 heures, le 13. Tél. : 42-74-22-77. Location FNAC. 80 F.

ILE-DE-FRANCE

Les Maîtres tambours du Burundi
L'Hay-les-Roses (94). Centre culturel Dispan-de-Floran, 11, rue des Jardins. 21 heures, le 11. Tél. : 46-15-83-67. 60 F.

Bratsch
Villejuif (94). Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Emile-Varlin. Mo Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, le 12. Tél. : 49-58-17-00. Location FNAC. 115 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

DELLAMORTE DELLAMORE
Film italo-français de Michele Soavi, avec Rupert Everett, François Hadji-Lazaro, Anna Falchi, Stefano Masciarelli, Mickey Knox, Clive Riche (1 h 40).
Interdit – 12 ans.
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LAST SEDUCTION
Film américain de John Dahl, avec Linda Fiorentino, Peter Berg, Bill Pullman, J. T. Walsh, Bill Nunn, Bill Pullman (1 h 50).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34).
VF : Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

MÊME HEURE L'ANNÉE PROCHAINE
Film italien de Gianfrancesco Lazotti, avec Jean Rochefort, Giovanna Ralli, Lando Buzzanca, Paolo Bonacelli, Carla Cassola, Paolo Ferrari (1 h 25).
VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA PROIE
Film américain de J.-F. Lawton, avec Christophe Lambert, John Lone, Joan Chen, Yoshio Harada, Yoko Shimada, Mari Natsuki (1 h 50).
Interdit – 12 ans.
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

SÉLECTION

A LA CAMPAGNE
de Manuel Poirier,
avec Benoît Régent, Judith Henry, Sergi Lopez, Jean-Jacques Vanier, Serge Riaboukine, Elisabeth Commelin.
Français (1 h 48).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ASTÉRIX ET LES INDIENS
de Gerhard Hahn,
dessin animé allemand (1 h 24).
VF : 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Triomphe, dolby, 8e (36-68-45-47) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VO : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

AU TRAVERS DES OLIVIERS
de Abbas Kiarostami,
avec Hossein Rezai, Mohamad Ali Keshavarz, Farhad Kheradmand, Zarifeh Shiva, Tahereh Ladania, Mahbanou Darabin.
Iranien (1 h 43).
VO : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

CHUNGKING EXPRESS
de Wong Kar-Wai,
avec Brigitte Lin Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow.
Hong Kong (1 h 37).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

CIRCUIT CAROLE
de Emmanuelle Cuau,
avec Bulle Ogier, Laurence Côte, Frédéric Pierrot.
Français (1 h 15).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

LA CONQUÊTE DE CLICHY
de Christophe Otzenberger,
avec Didier Schuller, Gilles Catoire.
Français (1 h 30).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

L'ÉMIGRÉ
de Youssef Chahine,
avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud Hémida, Khaled El Nabaoui, Safia El Emary.
Egyptien (2 h 08).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

FREDDY SORT DE LA NUIT
de Wes Craven,
avec Robert Englund, Heather Langenkamp, Miko Hughes, David Newsom, Tracy Middendorf, John Saxon.
Américain (1 h 52).
Interdit – 12 ans.
VO : Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

JLG/JLG
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

LE GRAND BLANC DE LAMBARÉNÉ
de Bassek Ba Kobhio,
avec André Wilms, Marisa Berenson, Alex Descas, Elisabeth Bourgine, Philippe Maury, Magaly Berdy.
Franco-gabonnais-camerounais (1 h 34).
Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

L'INONDATION
de Igor Minaïev,
avec Isabelle Huppert, Boris Nevzorov, Macha Lipkina.
Franco-russe (1 h 40).
VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).

LE LIVRE DE LA JUNGLE
de Stephen Sommers,
avec Jason Scott Lee, Cary Elwes, Lena Headey, Sam Neill, John Cleese, Jason Flemyng.
Américain (1 h 50).
VO : Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

PETITS MEURTRES ENTRE AMIS
de Danny Boyle,
avec Kerry Fox, Christopher Eccleston, Ewan McGregor, Keith Allen, Ken Stott, Colin McCredie.
Britannique (1 h 35).
Interdit – 12 ans.
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH
de Gillian Armstrong,
avec Winona Ryder, Samantha Mathis, Christian Bale, Mary Wickes, Gabriel Byrne, Kirsten Dunst.
Américain (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, dolby, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

REALITY SHOW
de Michel Poulette,
avec Martin Drainville, Agathe de La Fontaine, Dominique Michel, Yves Jacques, Patricia Tulasne, Benoit Brière.
Français (1 h 29).
Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

71 FRAGMENTS D'UNE CHRONOLOGIE DU HASARD
de Michael Haneke,
avec Gabriel Cosmin Urdes, Lukas Miko, Otto Grünmandl, Anne Bennent, Udo Samel.
Autrichien (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

SONATINE
de Takeshi Kitano,
avec Takeshi Kitano, Aya Kokumai, Tetsu Watanabe, Masanobi Katsumuru, Susmu Terashima, Ren Ohsugi.
Japonais (1 h 34).
Interdit – 12 ans.
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

THE KILLER
de John Woo,
avec Chow Yun-Fat, Danny Lee, Sally Yeh, Chu Kong.
Hongkong (1 h 50).
Interdit – 16 ans.
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

UN ANGLAIS SOUS LES TROPIQUES
de Bruce Beresford,
avec Sean Connery, Colin Friels, Joanne Whalley-Kilmer, John Lithgow, Diana Rigg, Louis Gossett Jr.
Britannique (1 h 36).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES

CHRONIQUE D'ANNA-MAGDALENA BACH
de Jean-Marie Straub,
Danièle Huillet,
avec Gustave Leonhardt, Christiane Lang.
Allemand, 1968 (1 h 35).
VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

CITIZEN KANE
de Orson Welles,
avec Orson Welles, Dorothy Comingore, Joseph Cotten, Everett Sloane.
Américain, 1945, noir et blanc (2 h).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE
de Stanley Kubrick,
avec Keir Dullea, William Sylvester, Gary Lockwood.
Américain, 1968 (2 h 25).
VO : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10).

HELLO DOLLY !
de Gene Kelly,
avec Barbra Streisand, Walter Matthau, Louis Armstrong.
Américain, 1969.
VO : L'Arlequin, 6e (45-44-28-80).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

« La Voix du Nord » accentue sa diversification

Le quotidien lillois vient de lancer une nouvelle formule et s'oriente vers la télévision et le multimédia

LILLE
de notre envoyé spécial

Au sommet de son toit pyramidal, *trois statues dorées – les Trois Grâces* – semblent veiller sur *La Voix du Nord*. Avec succès, puisque le journal se transforme, se diversifie et dégage des bénéfices. Une rareté dans la presse française. Autre particularité du quotidien : il appartient à ses salariés, à la suite d'un rachat d'entreprises par ses salariés (RES) mené en 1989, après une bataille d'actionnaires. A sa tête, Jean-Louis Prévost, *président du directoire*, est un enfant du pays et un journaliste.

Au bas de la pyramide, on reproche au quotidien régional son impérialisme et son hégémonie. Le journal n'a pas la réputation de faire de cadeaux et développe une stratégie commerciale assez agressive. A 15 kilomètres de là, *Nord-Eclair* souffre des ennuis financiers de son propriétaire, le groupe Hersant. Les *rumeurs de rachat par La Voix du Nord* se propagent depuis longtemps, mais le quotidien lillois oppose toujours le même silence à cette question.

Le 11 avril, *La Voix du Nord* a proposé une nouvelle formule, avec une nouvelle mise en page. *« On a décidé de revenir aux sources : proximité, fraîcheur de l'information, concision*, explique André Soleau, le directeur de la rédaction. *On a pensé que la proximité, ce serait la décentralisation, qu'il fallait responsabiliser les équipes sur le terrain.* » Ces principes ont abouti à une refonte totale du mode de fabrication, en cours depuis un an.

La chaîne de fabrication est désormais entièrement automatisée et décentralisée. Il n'y a plus de secrétaires de rédaction – journalistes chargés de la conception graphique d'une page –, *ni d'atelier de montage, où* des ouvriers du Livre s'occupaient de la réalisation. La mise en page et le traitement des photos sont réalisés dans chaque agence locale, les journalistes visualisent directement la place qu'occupera leur article et la configuration des pages pour lesquelles ils travaillent. Cette révolution technologique et sociale est suivie avec grand intérêt par de nombreux journaux qui viennent régulièrement visiter le quotidien du Nord.

Ces changements ont quelque peu perturbé les lecteurs traditionnels. Le lancement de la nouvelle formule n'a pas encore entraîné de hausse substantielle des ventes. Mais les ventes *au numéro ne représentent qu'une* faible part de la diffusion du journal (346 343 exemplaires de diffusion totale payée en 1993), qui est dominée à 70 % par le portage à domicile.

L'automatisation de la chaîne de fabrication devrait également faciliter les développements multimédias, en permettant un meilleur classement des données fournies par le journal ou par ses « satellites » (hebdomadaires ou autres quotidiens du groupe). *« On ne va pas resservir le journal sur écran*, fait remarquer Jean-Louis Prévost. *La télématique a montré les limites de ce besoin d'information. Le mélange de la photo, de la vidéo, des textes et du son, permet une complémentarité et une continuité entre les supports, avec, à chaque fois, une vraie valeur ajoutée, en créant des produits spécifiques se renvoyant les uns aux autres. On peut imaginer une poupée russe où les notions de services et de communication s'ajoutent à l'information. Notre métier, c'est la collecte de l'information, sa transformation et sa distribution sous toutes ses formes. Il ne s'agit pas de s'embarquer dans des histoires aventureuses sur le plan financier, mais il va y avoir des « niches » étroites, sur lesquelles on va pouvoir travailler.* »

L'ancien PDG de l'AFP, rédacteur d'un rapport sur la presse et les autoroutes de l'information, vient de rejoindre *La Voix du Nord* pour développer ce secteur. Le quotidien est à la tête d'un projet régional, dans le cadre des plates-formes d'expérimentation des autoroutes de l'information. Le groupe fabrique des CD-Rom, étudie un projet de journal économique par fax et poursuit son développement dans la télévision. Le journal est en pointe dans la création du groupement d'intérêt économique (GIE) France Images Régions, qui rassemble sept quotidiens (*Le Monde* du 18 avril). *La Voix* s'est aussi associée à la Générale des eaux pour développer un projet de télévision locale destinée à la grande métropole lilloise. *« La société de l'information va se développer*, constate Jean-Louis Prévost, *à nous de trouver des produits qui répondent au marché*, avec des coûts de production compétitifs. »

Alain Salles

Presse, affichage et journaux gratuits

● **Résultats** : le chiffre d'affaires du groupe *La Voix du Nord* devrait être d'environ 2 milliards de francs en 1994. Le quotidien représente 900 millions de francs à lui seul. En 1993, le groupe a réalisé un excédent brut d'exploitation de 141 millions pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard (dont 88 millions de francs de résultat pour le seul quotidien).

● **Filiales** : le groupe contrôle les quotidiens *La Voix de l'Aisne, Nord Littoral, Le Courrier Picard* (45 %), ce qui représente un chiffre d'affaires d'environ 250 millions de francs. Il dispose aussi de plusieurs hebdomadaires régionaux (250 millions) : *La Voix-L'Etudiant, L'Indicateur des Flandres, L'Avenir du Pas-de-Calais, Les Echos du Touquet, Montreuil hebdo*, etc. Il a racheté en 1994 le groupe d'hebdomadaires savoyards *Le Messager*.

● **Diversification** : *La Voix du Nord* est associé à la Comareg pour l'édition de journaux gratuits, qui représentent 200 millions de chiffre d'affaires. *Les activités télématiques* représentent 250 millions de francs. Le groupe est également présent dans l'imprimerie, l'affichage et le marketing direct. Sa diversification audiovisuelle est assurée par sa filiale NEP-TV.

TV Carton jaune demande au CSA de se prononcer sur le traitement de l'information à TF 1

COMPOSÉE d'avocats, de magistrats et de professionnels des médias décidés à *« œuvrer en faveur de l'honnêteté de l'information télévisée »*, l'association TV Carton jaune veut inciter Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à s'exprimer publiquement sur les conditions dans lesquelles le présentateur vedette du journal télévisé de TF 1, Patrick Poivre d'Arvor, exerce son métier, après avoir été condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 200 000 F d'amende pour recel de biens sociaux dans le cadre de l'affaire Pierre Botton-Michel Noir.

Dans une lettre adressée mercredi 26 avril au président du CSA, l'association trace un parallèle avec les *« citoyens, désormais habitués à voir démissionner des ministres mis en examen »*, selon une jurisprudence imposée *« par les deux derniers premiers ministres »* – Pierre Bérégovoy puis Edouard Balladur –, en interrogeant ainsi M. Bourges : *« Les téléspectateurs devraient-ils au contraire faire confiance à l'information sélectionnée, présentée et synthétisée par un journaliste jugé et condamné à quinze mois d'emprisonnement pour ses liens délictueux avec le promoteur financier* [Pierre Botton, NDLR] *d'un homme politique ? »*

L'association se fonde sur la décision du 17 janvier 1989 du Conseil constitutionnel, qui avait considéré que *« l'exigence tendant au respect de l'honnêteté et* du *pluralisme de l'information »* présentait *« un caractère impératif »*. *« Le maintien de la confiance que TF 1 a cru utile de renouveler pour des motivations certainement dictées par son objet lucratif ne doit-il pas, selon vous, être réexaminé au regard de ces obligations ? »*, demande TV Carton jaune à M. Bourges. En mai 1993, la plainte engagée par TV Carton jaune contre TF 1, après que la chaîne eut diffusé un faux entretien avec Fidel Castro, avait été déclarée irrecevable. De même que la plainte contre la chaîne privée et un autre de ses journalistes, Bernard Volker, après diffusion d'une information *« exclusive »* selon laquelle l'obus qui avait explosé le 5 février sur un marché de Sarajevo aurait été tiré des lignes bosniaques (la Forpronu avait démenti avoir délivré cette information).

Ces déconvenues judiciaires illustrent le manque de recours juridiques des téléspectateurs face aux médias. Pour TV Carton jaune, le CSA reste donc seul compétent en ce domaine et seul à même d'envisager des procédures de sanctions. D'où la volonté d'obtenir une position claire de la part d'Hervé Bourges, et de souhaiter en outre que cette requête fasse l'objet d'un débat public dans la presse.

■ **TF 1 remanie ses programmes.** « Coucou », émission quotidienne de TF 1, animée par Christophe Dechavanne, devait débuter à 19 h 20 et durer donc une demi-heure de moins à compter du 10 mai, afin d'enrayer la baisse d'audience qui l'affecte depuis que, sur France 2, « Studio Gabriel » a subi le même traitement (*Le Monde* du 18 janvier). En outre, TF 1 a décidé de remanier ses programmes d'après-midi en proposant à partir du 11 mai les séries « K 2000 » et « Dallas ».

MERCREDI 10 MAI

TF 1

13.40 Série : 21, Jump Street.
14.30 Club Dorothé.
17.25 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
17.55 Série : Le Miracle de l'amour.
18.25 Série : K 2000.
19.20 Magazine : Coucou ! (et 0.05).
19.50 Le Bébête Show (et 0.10).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.45 Divertissement : Le monde est fou. Présenté par Jean-Pierre Foucault. Avec Yves Lecoq, Jean-Edern Hallier, Nadia Fares, Laurent Baffie, Sacha Distel, Isabelle Mergault, Imagination, Derrick Morgan, John Evans.
22.55 Magazine : 52 sur la Une. Avec fleurs et couronnes, d'Anne Gallois et Patrick Schmitt.
23.55 Les Rendez-vous de l'entreprise. Louis Gallois, président d'Aérospatiale.
0.15 Série : Paire d'as.
1.15 Journal et Météo.
1.25 Programmes de nuit. Passions ; 1.50 TF 1 nuit (et 2.55, 4.00) ; 2.00, Histoires naturelles (et 3.50, 5.10) ; 3.05, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [5/6] ; 4.10, Mésaventures ; 4.35, Musique.

FRANCE 2

13.45 Série : Stryker.
15.20 Chalu Maureen.
17.10 Série : Seconde B.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Série : Sauvés par le gong.
18.40 America's Cup.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel.
19.50 Bonne Nuit les petits.
19.55 Tirage du Loto (et 20.45).
19.59 Journal et Météo.

20.50 Sport : Football. En direct du Parc des Princes. Finale de la Coupe des coupes : Arsenal (G-B)-Saragosse (Esp). 21.40, Mi-temps ; 21.55, 2e période.
23.00 Magazine : Bas les masques. J'ai subi l'humiliation. Reportages : Harkis ; Jacqueline ; Les Femmes tondues.
0.30 Les Films Lumière (rediff.).
0.35 Journal, Météo.
1.00 Le Cercle de minuit. Les Femmes.
2.25 Programmes de nuit. Histoires courtes : Les Mickeys, de Thomas Vincent avec Caroline Proust, Clovis Cornillac ; 3.00, Emissions religieuses (rediff.) ; 4.00, 24 heures d'info ; 4.50, Outremers ; 5.45, Dessin animé.

FRANCE 3

13.40 Série : La croisière s'amuse.
14.30 Série : Magnum.
16.15 Félix le chat.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Les Fauves*, de Bernard Zürcher.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 INC.

20.50 Magazine : La Marche du siècle. En collaboration avec le journal *Le Monde*. Que souhaitent réellement les Français ? Quelle est la signification de leur vote ? Quel type de société veulent-ils ? Quelles urgences assignent-ils au nouveau président de la République ?
22.30 Météo et Journal.
22.55 Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapp. Jacques Prévert, le cancre magnifique, de Gilles Nadeau.
23.45 Documentaire : Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Rapp. Sophia-Antipolis, des souris et des hommes (rediff.).
0.35 Musique Graffiti. *Concerto pour orgue et orchestre*, de Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Varsovie, sol. Frédéric Reesen Magle, dir. J. Katlowicz (15 min).

M 6

13.30 M 6 Kid. *Présenté par Caroline Avon et Paul* Grandpascal. Le requin, les tortues de mer. Kidimot : frisbee. Mighty Max ; 14.05 Conan l'aventurier ; 14.35 Moi, Renart ; 15.05, 20.000 lieues dans l'espace ; 15.35 Highlander.
16.05 Magazine : Méga 6. Présenté par Guillaume Stanzik.
16.25 Variétés : Hit Machine. Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.00 Magazine : Fanzine (et 0.35). Présenté par Christophe Crenel. Le Printemps de Bourges. *L'occasion de découvrir l'envers du décor de ces festivals qui sont devenus de grosses machines souvent lourdes à gérer, techniquement et financièrement.*
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : O'Hara.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Agence Acapulco.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecolo 6. Présenté par Michel Cellier. Le Discret Recul des insectes.

20.45 Téléfilm : Doute cruel. D'Yves Simoneau (en deux parties diffusées à la suite).
0.05 Série : Emotions.
2.30 Rediffusions. E = M 6 ; 2.55, Culture rock (La saga) ; 3.50, *Iso Lo* ; 4.45, Portrait des passions françaises (La joie).

CANAL +

13.35 Décode pas Bunny.
14.30 Documentaire : Le Lac des insectes. De Richard Matthews.
15.00 Le Journal du cinéma.
15.05 Téléfilm : Abus de confiance. De Carl Schultz. [illegible]
16.30 Surprises.
16.45 Sport : Basket-ball américain. Match de la NBA.
18.00 Canaille peluche. Rocko and Co.

EN CLAIR JUSQU'À 21.00

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zérorama.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi. Présenté par Isabelle Giordano.

21.00 Cinéma : Singles. ■ Film américain de Cameron Crowe (1992).
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : La Disparue. □ Film américain de George Sluizer (1992, v.o.).
0.25 Cinéma : Les Cousins. ■ ■ Film français de Claude Chabrol (1959).
2.15 Magazine : Courants d'air. *Estelle Hallyday à San Francisco* (44 min).

LA CINQUIÈME

14.00 L'Esprit du sport. *Haroun Tazieff* (rediff.).
15.00 Mag 5.
15.30 Qui vive. Le sein (rediff.).
15.45 Allô ! La Terre [3/5].
16.00 La Preuve par cinq [illegible] [3/5] (rediff.) [illegible]
16.35 Inventer demain. Denis-Constant Martin, sociologue [3/5].
16.45 Les Grandes Inventions. La technologie laser (rediff.).
17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance ; Téléchat.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Eco et compagnie. A quoi servent nos impôts ?
18.15 L'Amour en questions. Le développement du fœtus.
18.30 Le Monde des animaux. Maître renard.
18.55 Le Journal du Temps (rediff.).

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. En Grande-Bretagne les hommes s'habillent en femmes et vice versa.
19.30 Histoire naturelle de la sexualité. Quand l'imagination prend le pouvoir [6/6].
20.15 Le Dessous des cartes. Russie : Iakoutie, de Jean-Loïc Portron.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 ▶ Les Mercredis de l'Histoire. Les Massacres de Sétif, un certain 8 mai 1945, de Mehdi Lallaoui et Bernard Langlois.
21.40 Musica : Les Jolies Voix de mai.
21.41 Documentaire : Placido Domingo. Portrait de Michael Walsh et Mick Csaky.
23.10 Magazine : Musica journal. A Lyon : *Schliemann*, de Betsy Jolas ; au Luxembourg : *Electre*, de Mikis Théodorakis ; à Francfort-sur-le-Main : *La Reprise*, de Heiner Goebbels ; à Hambourg : *Concerto pour violon*, de John Adams, avec Gidon Kremer.
23.40 Cinéma, de notre temps. Souleymane Cissé, de Rithy Panh. *Le cinéaste malien s'exprime sur la création, le rôle de l'art, l'identité. Son nouveau film*, Waati, *est en compétition à Cannes.*
0.35 Cinéma : Monsieur Taxi. □ Film français d'André Hunebelle (1952, N.).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

CÂBLE

TV 5 *19.00 Paris lumières. 19.25 Météo* des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 5 mai. 21.00 *Téléscope. 22.00 Journal de France 2.* Edition de 20 heures. 22.40 Feuilleton : Le Sorcier. 23.15 Bas les masques. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions *d'Amérique (15 min).*

PLANÈTE 19.35 Aux sources du vodou. De Charles Veron. 20.30 Visages suisses. De Claude Richardet. 22.05 Alekan-*Cochet, automne 90. De Claire Childeric.* 22.40 Petra, le silence rouge. D'Olivier Descamps. 23.30 L'Ouest, le vrai. De Craig Haffner [65/65]. Femmes faciles : la prosti*tution dans l'Ouest. 0.20* Frontera del Norte. D'Anne Remiche et Martine Rodrigo Robalino (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos *(et 0.05). 19.15 Tout Paris (et 20.30,* 23.40). 19.45 Archives. 20.00 Aux arts et caetera (et 21.50). 21.00 Concert : Sade. Enregistré à San Diego, aux Etats-Unis, en 1993. 22.20 *Faisons un rêve.* ■ ■ ■ *Film* français de Sacha Guitry (1936, N.). 0.20 Concert : *Misty Oldland. Enregistré en* 1994. 0.55 Buzz (25 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 18.00 Coup de bleu dans les *étoiles. 18.15 Cajou. 19.15 Domino. 19.30* Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Série : Au nom de la loi. 20.30 Série : Private Eye. 21.20 Série : Star Trek. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. 22.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago. 23.25 T'as pas une idée ? 0.20 Série : Dream On. 0.45 Série : New York Police Blues (50 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin. 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : L'Age de cristal (et 0.00). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. 23.15 Série : Equalizer. 0.50 Série : La Florentine (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). *20.10 MCM Mag (et 22.30, 1.00). 20.40* MCM découvertes. 21.00 Radio Mag. 21.30 MCM Rock Legends. Spécial Bob Marley. 23.00 X Kulture. 0.30 Blah-Blah *Métal (30 min).*

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to *Alternative Music. 22.00 The Worst of* Most Wanted. 22.30 Beavis and Butthead. 23.00 News at Night. 23.15 Cine-Matic. 23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.00 F 1 Magazine (et 22.00). 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Prime Time Magazine. 22.30 Moto *Magazine. 23.00 Football. En différé.* Coupe des coupes : finale. Arsenal (G-B)-Real Saragosse (Esp.). Au Parc des Princes, à Paris.

CINÉ CINÉFIL 19.05 Le danger vient de l'espace. □ Film italien de Paolo Heusch (1958, N.). 20.30 Le Prêteur sur gages. ■ Film américain de Sidney Lumet (1965, N., v.o.). 22.20 Johnny le vagabond. ■ Film américain de William K Howard (1943, N.). 0.00 Capitaine Blomet. ■ Film français d'Andrée Feix (1946, N., 95 min).

CINÉ CINÉMAS 18.05 Le Nouveau Bazar de Ciné Cinémas. 18.55 L'Adolescente. ■ Film franco-allemand de Jeanne Moreau *(1978). 20.30 La Mort aux enchères.* ■ Film américain de Robert Benton (1982). 22.00 Vivement dimanche ! ■ ■ Film français de François Truffaut (1982, N.). *23.45 Documentaire. 0.40 Charisma Cor*ruption. Téléfilm classé X (85 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE *19.00 Agora.* Chantal Gérard-Landry (Hopi, peuple de paix et d'harmonie). 19.30 Perspectives scientifiques. Histoire de l'Infini. 3. Les infinis du *monde. 20.00 Musique : Le Rythme et la* Raison. La vielle à roue. 3. Savant et populaire. Œuvres de Vivaldi, Chédeville, Baton, Corette, traditionnelle du Bourbonnais. *20.30 Antipodes.* Caraïbes : l'envers du décor. 21.28 Poésie sur parole. Les poètes à la sauvette, de Jacques Rivette (3) (rediff.). 21.32 Correspondances. Abidjan : coopération culturelle technique. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Vivre la différence : les Chinois en Suisse (2). Une émission de la radio Suisse *Romande. 22.40 Les Nuits magnétiques.* Ouagadougou fait son cinéma. Petit journal du Fespaco. 2. Un scénario pour l'Harmattan. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Cournot, écrivain. *0.50 Coda.* The Glenn Miller Story (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La justice au parloir : les infortunés de la morale publique ; 4.02, Entretiens avec Jorge Luis Borgès ; 6.17, Guy Deleury (les Grands Mythes de l'Inde).

FRANCE-MUSIQUE *19.05* Domaine privé. Marina Vlady, comédienne. 20.00 Concert. Donné le 16 mars 1993, au Concertgebouw d'Amsterdam, par le Chœur et l'Orchestre *de la radio néerlandaise, dir.* Richard Dufallo : Six pièces pour orchestre op. 6, Das Augenlicht, de Webern ; Concerto pour piano et orchestre op. 42, de Schoen*berg. Sepp Grotenhuis, piano ; Cinq pièces* pour orchestre op. 10, Weiss wie Lelien, Zieh'n die Schafe von der Wiese (Lieder op. 19), de Webern ; Cinq pièces pour *orchestre op. 16, de Schoenberg.* 22.00 Soliste. Frans Brüggen, flûtiste, chef d'orchestre. Les Boréades (extraits), de Rameau, par l'Orchestre du XVIIIe siècle, dir. *Frans Brüggen. 22.25 Dépêche-notes* (rediff.). 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Berman, Yun. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Liszt, Ravel, Grieg. 0.00 Jazz vivant. Gérard Badini avec son quartette et son Super Swing Machine Big Band, à Radio-France et aux Festivals de Juan-les-Pins et de Marciac.

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 20 : Jacques Attali et Patrick Stephanini (« Question d'actualité »).

Images d'en France du 6 au 7 mai

Aux ultimes heures de la campagne présidentielle, « Envoyé spécial » a filmé pendant vingt-quatre heures les deux candidats et des citoyens ordinaires

LA FORMULE fait les beaux jours de « 24 heures », le magazine hebdomadaire de Canal Plus réalisé par l'agence Capa. L'idée en est simple : des équipes de tournage travaillent simultanément en des lieux différents sur le même sujet pendant vingt-quatre heures. La mise en œuvre, quant à elle, nécessite un investissement important en moyens techniques et en personnel. Le résultat final dépend pour une bonne part de multiples impondérables dont les conséquences peuvent être gommées au montage.

Les responsables du magazine « Envoyé spécial », sur France 2, ont décidé de coller ainsi à l'actualité la plus chaude – l'élection présidentielle – travaillant dans une urgence qu'ils n'avaient jamais connue en cinq ans d'existence de l'émission. Et lundi 8 mai, au troisième étage de l'immeuble de France 2, avenue Montaigne, Paul Nahon et Bernard Benyamin naviguaient entre les salles de montage où six équipes de tournage procédaient au pré-montage de séquences tournées entre l'après-midi du samedi 6 mai et la soirée du dimanche 7.



DE CINTEGABELLE À PARIS

Des deux journalistes parties sur les traces des candidats en lice, Florence Mavic était incontestablement la plus heureuse. Grâce à la *« complicité »* de Sylviane Jospin, son épouse, le candidat socialiste avait accepté avec une relative bienveillance la présence des caméras. Un entretien exclusif avec le candidat, de nombreuses images – de l'apéro pris au restaurant « le Gabelois » de Cintegabelle, son fief de Haute-Garonne, jusqu'à son QG parisien de la rue du Cherche-Midi, le dimanche soir, en passant notamment par le Parc des Princes et la Maison de la chimie.

Marie-Pierre Farkas était, elle, quelque peu désemparée par les vingt-quatre heures passées auprès *d'un futur vainqueur peu soucieux* de satisfaire ses exigences journalistiques. Elle avait dû se résoudre à *« planquer à l'Hôtel de Ville »* pour saisir les pas de Bernadette Chirac allant à la messe, tandis que le caméraman Christian Hirou s'ingéniait à trouver quelques angles originaux susceptibles de ne pas répéter les images des journaux télévisés.

D'autres reporters furent encore confrontés à ce refus des caméras. Ainsi Éric Monier, parti recueillir quelques « brèves de comptoir » dans un bistro de la capitale : les intervenants prévus – y compris le patron du café – avaient finalement décidé de déserter les lieux... Michel Mompontet était quant à lui *« déçu »* de son périple à Dax, auprès de jeunes rugbymen qui, selon lui, *« n'avaient fait preuve d'aucune conscience politique »*. Loin de l'agitation électorale, Anne Gintzburger s'était rendue dans un couvent de bénédictines, soucieuse d'interroger les religieuses sur *« leur place dans la société »*.

CONTRASTE SAISISSANT

Le long d'un chemin de halage situé à la sortie de Paris, entre l'autoroute de l'Est et la Seine, Marcel Trillat découvrait onze personnes. « Sans domicile fixe », mais avec le voisinage fidèle et assourdissant du flot des voitures. Le contraste est évidemment saisissant entre les candidats – ces *« deux machines qui foncent »*, selon Paul Nahon – et ceux dont il a si souvent été question pendant la campagne. De la douche hebdomadaire au marché, entre la manche et « le cuivre » – la récupération et la revente des métaux –, Marcel Trillat a filmé une journée presque ordinaire de ces exclus, qui *« tous se passionnent pour la politique »*, selon le journaliste. Mais aucun n'est allé voter.

A 20 heures, ils ont branché patiemment une batterie de voiture sur un minuscule récepteur de télévision noir et blanc. Sans trop d'espoir – *« La droite, ça n'a rien donné ; quatorze ans de Mitterrand, ça n'a rien donné »* – ni même de revendications : *« Il faut qu'on change notre système. Ce n'est pas un président ou une association qui vont faire quelque chose pour nous. »*

Jean-Baptiste de Montvalon

★ « Envoyé spécial », France 2, 20 h 50.

« Sida Gabriel »

par Agathe Logeart

MICHEL DRUCKER, jusque-là, assurait avec toute la rondeur qu'on lui connaît la promotion du dernier livre de la chanteuse Sheila. L'ouvrage, intitulé *Et si c'était vrai*, *était prétexte à revoir twister sur* des images fanées la sage jeune *fille aux couettes, au son démodé* de son Teppaz. On naviguait dans *l'eau sucrée des bons sentiments.* Recevoir Sheila, c'était une bonne action, genre « Chefs-d'œuvre en péril » à « Studio Gabriel ». Les adolescents qui composaient le public avaient l'air un peu ému de se trouver face à cette ex-idole des sixties, petite baby-doll qui ne ressemblait pas encore à une rombière. On les imaginait déjà, le soir venu, de retour chez leurs parents, les interrogeant pour savoir si leurs grands-parents, un jour, avaient été yéyé...

Et puis on a entendu du bruit. Un drôle de bruit sourd. Et tout s'est passé très vite. Juste avant *« Les Zap'tualités »*, *ces facéties* bouffonnes qui servent de tuteur à l'Audimat de l'émission, Michel Drucker s'est tout à coup levé. Il se passait quelque chose. Était-ce une blague, était-ce grave ? Nous n'en avons tout d'abord rien su, car les caméras restaient désespérément fixes et refusaient de nous conduire au cœur de l'évènement. Comme une chatte protégeant ses petits, Michel Drucker s'est dressé pour faire face à l'envahisseur. Car *il s'agissait bien d'envahisseurs de* plateau télévisé, ces entartreurs d'émissions dont l'on avait cru, à tort, la race éteinte. Quel métier, vraiment, ce Michel Drucker ! D'autres, à sa place, se seraient fâchés. Pas lui, car on ne détruit pas en quelques secondes de mauvaise réaction une réputation trentenaire de gendre idéal...

Au hard, il lui fallait évidemment *répondre soft.* On le vit donc, le premier trouble légitime très vite *dissipé, prendre des mains du chef* du commmando le court texte que *celui-ci s'apprêtait à lire de force à* l'antenne et le faire sien. (L'animateur de « Studio Gabriel » *aurait-il* lu n'importe quoi pour se débarrasser au plus vite d'importuns ?) Décontenancés par cet accueil inattendu, les militants d'Act Up, puisqu'il s'agissait d'eux, se firent tout doux. Ils s'attendaient à être traînés *manu militari* dans les coulisses, mais ils se trompaient, car on les recevait presque avec des fleurs. Troublés, ils commencèrent par déployer leur banderole à l'envers. Découvrant leur message au *fur et à mesure* qu'il le lisait, Michel Drucker gardait la situation *parfaitement en main.* On ne pouvait déceler un léger trouble que dans sa prononciation *du nom* d'Act Up, qu'il lisait à la française, avec un U pointu. Il promit qu'il transmettrait au nouveau président de la République, qui, comme chacun sait, et Line Renaud en particulier, est très actif sur le front du sida. Sheila fut embrassée par un perturbateur, et le tout, banderoles et slogans, fut plié en quelques secondes. Sheila put *alors continuer sans dommage* à promouvoir ses deux disques, compilations de vieux succès, qui viennent juste de sortir. On dut se pincer pour vérifier qu'on n'avait pas rêvé.

JEUDI 11 MAI

TF 1

13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.50 *Club Dorothée.*
17.25 *Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.*
17.55 *Série : Le Miracle de l'amour.*
18.25 Série : K 2000.
19.20 *Magazine : Coucou !* (et 0.55).
19.50 Le Bébête Show (et 1.00).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Série : Rocca.
L'Enfant d'Arturo, de Paul Planchon.
22.30 Sans aucun doute.
Présenté par Julien Courbet.
23.55 Magazine : Ex libris.
Bréviaires à l'usage du nouveau président. Avec Alain Genestar *(Français, si vous réviez)* ; Alain Duhamel *(La Politique imaginaire)* ; Le Père de La Morandais *(Un examen de conscience politique aux élus et à leurs électeurs)* ; Jean-Loup Chiflet *(Elysée, cours élementaire première année, leçons de choses à l'usage du président)* ; Philippe Harrouard *(Alain Juppé ou la tentation du pouvoir)*.
1.05 Journal et Météo.
1.20 Programmes de nuit.
Histoires naturelles (et 3.25, 5.05) ; 2.15, TF 1 nuit (et 3.15, 3.55) ; 2.25, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [6/6] ; 4.05, Côté cœur ; 4.35, Musique.

FRANCE 2

13.45 Série : Inspecteur Derrick.
14.45 Série : L'Enquêteur.
15.40 Tiercé à Longchamp.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00).
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 Série : Les Années collège.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 *Jeu : Que le meilleur gagne.*
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.00).
Invité : Kirk Douglas.
19.50 Bonne nuit les petits.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.50 *Magazine : Envoyé spécial.*
Un dimanche en mai, spécial élections. *Les Candidats* ; *Le Bistrot* ; Les Jeunes à Dax ; Les SDF ; Le Monastère.
Les équipes de l'émission se sont mobilisées pour suivre heure par heure la journée du 7 mai 1995.
22.35 Cinéma : Belle de jour. ■■■
Film français de Luis Bunuel (1966).
0.10 Les Films Lumière.
0.15 Journal, Météo, Journal des courses.
0.45 Le Cercle de minuit.
Présenté par Laure Adler.
2.30 Programmes de nuit.
Bas les masques (rediff.) ; 4.00, 24 heures d'info ; 4.20, Jeu : Pyramide ; *4.50, L'Aile et la bête* ; 5.45, *Dessin* animé.

FRANCE 3

13.35 *Magazine : Vincent à l'heure.*
14.40 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Simon et Simon.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Brève Histoire des fesses, de Jean-Luc Hennig.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.09, Journal régional.
20.05 *Jeu : Fa si la chanter.*
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.55 *Cinéma : Angèle.* ■■■
Film français de Marcel Pagnol (1934, N.).
23.15 Météo et Journal.
23.40 Documentaire : *Les Dossiers de l'Histoire.*
Sur les canonnières du Yang Tse Kiang, d'Eric Deroo.
0.40 Magazine : L'Heure du golf.
1.10 America's cup.
2.10 Musique Graffiti.
Sonate pour violon et piano, de Tartini, par Benjamin Schmid et Alexandre Markovitch (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 Musique : Boulevard des clips (et 2.00, 5.40).
17.00 Variétés : Hit Machine.
Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : O'Hara.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Agence Acapulco.
19.54 *Six minutes d'informations,* Météo.
20.00 *Série : Madame est servie.*
20.35 Magazine : Passé simple.
Présenté par Marielle Fournier
1958 : le retour de de Gaulle.
En 1958, la rébellion éclate en Algérie. Le Général de Gaulle revient au pouvoir après douze ans de mise à l'écart.

20.50 *Cinéma : L'aigle s'est envolé.* ■
Film britannique de John Sturges (1976).
23.15 Téléfilm : *Les Sœurs de la haine.*
De David Greene.
0.55 Magazine : Culture rock (et 4.45).
La Saga.
1.50 Magazine : Rock express.
3.25 Rediffusions.
Fanzine ; 3.50, Airbus, vingt ans déjà.

CANAL +

13.35 Cinéma : Personne ne m'aime. ■
Film français de Marion Vernoux (1993).
15.10 Documentaire : L'île aux dragons.
De Christian Cascio.
16.05 Cinéma : Swing Kids. ■■
Film américain de Thomas Carter (1993).
18.00 Canaille peluche.
Rocko and Co.

EN CLAIR JUSQU'À 20.35

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs.
Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 *Magazine : Zérorama.*
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Les Pilleurs. ■■
Film américain de Walter Hill (1992).
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Héros malgré lui. ■
Film américain de Stephen Frears (1992, v.o.)
0.13 Pin-up.
0.15 Cinéma : *Le Cheval* venu de la mer. ■■
Film irlandais de Mike Newell (1993, v.o.).
2.00 Concert : Madonna.
2.50 Surprises (10 min)

LA CINQUIÈME

13.30 Défi.
L'éveil des sens : l'essence des sens.
14.00 Les Grandes Séductrices.
15.00 Jeux d'encre (rediff.).
15.45 Allô ! La Terre [4/5].
16.00 La Preuve par cinq.
Elire un président [4/5] (rediff.).
16.35 Inventer demain [4/5].
16.45 Cours de langues vivantes.
Anglais.
17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance ; Télechat.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Cinq sur cinq. Les hélicoptères du futur, Arrivée d'une oreille artificielle pour les sourds.
18.15 ▶ Affaires publiques.
Le premier ministre
18.30 Le Monde des animaux.
Escapades souterraines.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
Portrait de la danseuse de flamenco Christina Hoyos.
19.30 Documentaire : Permis de tuer.
Le Meurtre politique et l'Islam, de Walter Helfer.
20.30 8 1/2 Journal.

***20.40 Soirée thématique :* De quoi j'me mêle !**
A quoi sert le pape ? Proposé par Daniel Leconte.
20.41 Documentaire : *Les Enfants du bon Dieu ou la vie quotidienne au Vatican.*
De Fabrice Gardel et Frédéric Vassort.
Visite au Vatican. Comment fonctionne cet Etat de 44 hectares ? Qui y vit et comment y vit-on ?
21.35 Débat (et 23.00).
22.10 Documentaire : Pie, Jean, Paul et les autres.
Histoire des papes au XX[e] siècle, de Constance Colonna-Cesari.
Des accords de Latran en 1929, avec Pie XI, à l'élection du premier pape slave, Jean Paul II, une histoire de l'Eglise ponctuée d'entretiens, d'archives et de témoignages.
23.40 Documentaire : Chico Hamilton.
De Julian Benedikt.
Portrait d'un très grand batteur. Forestorn « Chico » Hamilton, qui a connu toutes les époques du jazz et joué aux côtes des plus grands : Mingus, Gordon, Ellington, Basie...
0.40 Documentaire : Placido Domingo.
De Michael Walsh et Mick Csaky (rediff.).
2.10 Rencontre.
Brian Eno-Ron Arad (29 min).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Les Granges brûlées. ■■ Film français de Jean Chapot (1973). 21.40 Couture lyrique. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.45 Géopolis. 0.00 Tell Quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.05 La Loi du collège. De Mariana Otero [3/3]. 20.00 L'Oasis oubliée. De Luc Federmeyer et Sophie Bachelier. 20.35 Force brute. De Robert Lihani [63/65]. Explosifs. 21.25 Aux sources du vodou. De Charles Veron. 22.15 *Visages* suisses. De Claude Richardet. 23.50 Alekan-Cochet, automne 90. *De Claire Childeric.* 0.25 Petra, le silence rouge. D'Olivier Descamps (50 min).

PARIS PREMIÈRE *19.00 Paris Première* infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30). 19.45 Archives. *20.00 Ecran total* (et 22.50). 21.00 San Francisco. ■■ Film américain de *W.S. Van Dyke II (1936, N., v.o.).* 23.20 Concert : Vladimir Ashkenazy. Enregistré *dans la grande salle du conservatoire* de Moscou en 1989 (120 min).

CANAL J 17.35 *Les Triplés. 17.40 La Panthère rose.* 17.55 Soirée Domino. 17.55, C'est comme moi ; *18.00, Il était une fois les Amériques* ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, *Les Nouvelles Aventures de Skippy* ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; *19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus.* 19.30 Série : Zorro.

CANAL JIMMY *20.05 Les Yeux cernés.* ■ Film français de Robert Hossein (1964, N.). *21.20 Road Test.* 21.45 Série : M.A.S.H. 22.10 Chronique du front. 22.15 Modesty Blaise. ■ *Film britannique de Joseph Losey* (1966, v.o.). 0.15 Souvenir. Tous en scène (65 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, *femme médecin.* 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Salut champion (et 0.10). La Formule 1. 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. 23.15 Série : Equalizer. 0.00 Le Club. 1.00 Série : La Florentine (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM Mag (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. Spécial Bob Marley. 23.00 Radio Mag. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. *23.00 News at Night. 23.15 CineMatic.* 23.30 Concert : Live ! with Smashing *Pumpkins. Enregistré au London's Astoria,* au printemps 1994. 0.00 The Pulse. 0.30 *The End ? (60 min).*

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France : play-off. Finale. 2[e] manche. *22.00 Football. Résumé.* Coupe des coupes : finale. Arsenal (G-B)-Real Saragosse *(Esp.). Au Parc des Princes, à Paris.* 23.30 Karaté. Championnats d'Europe, à *Helsinki (Finlande).* 0.30 Course de camions. Coupe d'Europe : 3[e] manche, à *Misano (Italie) (30 min).*

CINÉ CINÉFIL 18.35 Le Prêteur sur gages. ■ Film américain de *Sidney Lumet* (1965, N., v.o.). 20.30 Sous les verrous. ■■ Film américain de *James Parrott (1931, N., v.o.).* 22.00 Le danger vient de l'espace. □ Film *italien de Paolo Heusch* (1958, N.). 23.25 Copie conforme. ■ Film français de Jean *Dréville (1946, N., 100 min).*

CINÉ CINÉMAS 19.05 Rodan ! ■ Film japonais d'Inoshiro Honda (1957, v.o.). 20.30 Fort Yuma. ■ Film américain de Lesley Selander (1955). 21.45 La Fiancée du pirate. ■■ Film français de Nelly Kaplan (1969). 23.30 Ni avec toi, ni sans toi. ■ Film français d'Alain Maline (1984). 1.00 Le Nouveau Bazar de Ciné cinémas (50 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Dirk Van der Cruysse (L'Abbé de Choisy, androgyne et mandarin). 19.30 Perspectives scientifiques. Histoire de l'Infini. 4. L'infiniment petit de la physique. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La vielle à roue. 4. De l'âge d'or au renouveau. Œuvres traditionnelles du Berry, d'Auvergne, de Bretagne et du Morvan. 20.30 Fiction. Mon dieu qu'avons-nous fait ? de Frédéric Pirat. *21.28 Poésie sur parole. Les poètes à la* sauvette, de Jacques Réda (4). 21.32 Profils perdus. François Partant, l'anti-économiste (1). 22.40 Les Nuits magnétiques. Ouagadougou fait son cinéma. *Petit journal du* Fespaco. 3. Images blanches pour écrans noirs. *0.05 Du jour au lendemain. Christine* Van Rogger-Andreucci (Approche de Jacques Réda). *0.50 Coda. The Glenn Miller* Story (4). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). *La justice au parloir : la* cour d'assises en procès ; 2.26, Patrick Mignon ; 3.11, Le Parasite, de Philippe Soupault ; 4.54, Les Larmes de l'aveugle, de René de Obaldia ; 5.34, Qui êtes-vous Raymond Queneau ? ; 6.06, La Petite Fabrique du bonheur : Frédéric Pagès

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Emmanuel Carrère, écrivain. 20.00 *Concert. En direct de la salle Pleyel, à Paris,* par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, *dir. Marek Janowski : Symphonie* n° 8 Inachevée, de Schubert ; Concerto *pour piano et orchestre n° 23, de Mozart,* Hélène Grimaud, piano, Symphonie n° 3, de Saint-Saëns, *Jean-Patrice Brosse, orgue.* 22.00 Soliste. Frans Brüggen, flûtiste, chef d'orchestre. Dardanus, de Rameau, par l'Orchestre du XVIII[e] siècle, dir. Frans Brüggen. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Concert donné le 18 mars : Ecart, de David, Geneviève Ibanez, piano ; Annam Sarvam pour bande, de Donato (création). 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Pierné, Bizet. 0.00 Tapage nocturne. Œuvres de Beacco : Live at Scampi Fritti ; Nuage rouge, Cereal killer. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres d'Onslow, Alkan, Gluck, Wölfl, Jenkins, Haendel, Caudioso, Donizetti, Bizet, Fauré, Koechlin, Enesco, Martinu, Glazounov, Tchaïkovski, Schubert, Wieniawski, Grieg.

Le Monde
JEUDI 11 MAI 1995

Le profit et l'espoir

par Pierre Georges

Y CROIRE OU PAS ? Telle est la question. La Bourse y croit. La Bourse anticipe. La Bourse danse sur les cours comme d'autres sur la Concorde. La Bourse est en joie *et baigne dans l'euphorie*. Champagne pour la Bourse qui crie presque *« on a gagné, on a gagné »*. Trois points de hausse mardi, l'indice CAC 40 qui cocoricote, flirte avec les 2000 points, la Bourse est en état de grâce. Le chômage ? Oublié. La fracture sociale ? Résorbée. La relance ? Assurée. Le troisième tour social ? Escamoté. Les revendications salariales ? Billevisées.

C'est formidable la Bourse ! On peut n'y rien comprendre – et s'en porter excellement bien d'ailleurs – et constater qu'elle fonctionne comme tout un chacun : au moral. Laissons de côté les boursicoteurs heureux comme ceux que l'on a pu entendre ce matin tôt à la radio. Leurs propos frisaient le niveau zéro de la dialectique partisane. Leur bonheur était extrême, à la mesure même de la trouille qu'ils eurent. Et si Jospin ?

Mais les gens raisonnables, les analystes ? Sont-ils à ce point déconnectés de la réalité sociale que l'euphorie d'une victoire puisse leur masquer ce que *« leur »* candidat lui-même a vu et diagnostiqué ? Vivent-ils sur cette planète étrange et sidérale, à mille années-lumière de la vie réelle où tout irait bien quand le profit irait ?

Ce serait un peu dangereux. Certes, admettons-le, la Bourse vit de profit comme d'autres d'espoir. C'est même sa vocation. Elle spécule sur l'avenir, elle investit sur les valeurs, elle fait de l'argent avec de l'argent. Mais il vient un moment – et il n'est ni de gauche, ni de droite – où le monde du travail réclame au monde du capital un partage un peu plus équitable du gâteau. Ce moment est venu. Car, *tout bonnement*, il se pourrait que les salariés, eux aussi, aient cru à ce qui leur a été promis.

Y croire ou pas ? Justement. Lionel Jospin en a fait l'aveu mardi devant ses troupes : il n'y a jamais cru. Pas un instant, au fond de lui-même, il n'a pensé pouvoir gagner. Le propos est étrange. A tout le moins inopportun. Car une chose est pour un stratège politique d'avoir une juste appréciation de l'exact rapport de forces, une autre de doucher ainsi les efforts et les illusions des militants. Surtout entre deux élections. Ce qui vaut pour la présidentielle vaut pour les municipales.

Lionel Jospin n'y a jamais cru. *Cela s'est vu longtemps, dans* un début de campagne pour le moins lent. Et puis cela ne s'est plus vu. L'homme qui n'y croyait pas disait y croire. Il pensait *« c'est impossible »* et clamait *« c'est possible »*. Il avait intégré la défaite et parlait de victoire.

Il avait raison sur le fond. Sur la forme, c'est autre chose. Car le problème, évidemment, c'est que les militants eux y ont cru, ont voulu y croire. Le problème est que des salles entières ont scandé *« on va gagner, on va gagner »* et non *« on va perdre, on va perdre »*. Car le militant est comme la Bourse, sauf que lui vit plus d'espoir que de profit !

Le propos réaliste de Lionel Jospin n'était sans doute pas destiné à publication. Mais il l'a été. Et ce parler-vrai sonne triste.

Le président Ramos renforcé par les élections aux Philippines

Le scrutin a été marqué par de violents incidents

LES PREMIERS RÉSULTATS des élections du 8 mai aux Philippines pour le renouvellement de la moitié *du Sénat, de la totalité de la* Chambre des représentants (204 députés) et de 170 000 fonctionnaires provinciaux et locaux ont paru assez favorables aux candidats du pouvoir pour que le président Fidel Ramos estime, mardi 9 mai, disposer d'une *« confiance »* renouvelée et d'un *« nouveau mandat »* du pays, nous indique notre correspondant en Asie du Sud-Est, Jean-Claude Pomonti. En revanche, la campagne et le scrutin n'ont pas échappé à cette fatalité ordinaire aux Philippines qu'est la violence : des incidents liés aux élections du 8 mai ont fait 59 morts (ils en avaient fait 149 en 1988 et 63 en 1992).

Les résultats définitifs ne seront connus, *au mieux, que dans* plusieurs jours. Mais, pour le renouvellement de 12 des 24 membres du Sénat, 10 candidats soutenus par la présidence étaient en tête, mardi soir.

FORTE PARTICIPATION

Les deux opposants les mieux placés étaient Miriam Defensor Santiago (connue comme une sorte de « pasionaria » des Philippines, qui était arrivée en deuxième position derrière M. Ramos lors de l'élection présidentielle de juin 1992) *et Arturo Talentino (qui avait* figuré sur le « ticket » de Ferdinand Marcos lors du scrutin controversé de 1986 et avait été, par la suite, l'auteur du premier coup de force avorté contre l'ex-présidente Cory Aquino).

Les premières tendances semblaient, en revanche, défavorables à Gregorio « Gringo » Honasan, un ancien officier qui avait été à l'origine de deux tentatives de coups d'Etat contre Mme Aquino. Etait aussi mal placé pour entrer au sénat Ferdinand « Bongbong » Marcos, fils aîné du dictateur défunt. Imelda, veuve de l'ancien *dictateur, sem*blait au contraire très près d'emporter un siège de représentant.

Si l'annonce anticipée d'une victoire de la coalition Laban-Lakas organisée autour de M. Ramos se confirme, cela signifiera que les perceptibles succès économiques des trois premières années de pouvoir du chef de l'Etat *(le Monde* du 10 mai) auront pesé plus lourd que le récent procès qui lui a été fait à propos de l'insuffisante protection qui serait accordée par les autorités de Manille aux plus de 4 millions d'habitants de l'archipel qui ont émigré pour aller chercher du travail à l'étranger. Accusation née après la pendaison, le 17 mars, à *Singapour, de l'employée de mai*son Flor Contemplacion, qui avait été condamnée pour un double meurtre par la justice de la cité-Etat. Il se confirmerait aussi que la sanglante attaque d'Ipil, une ville du Sud, par des irréguliers musulmans, le 4 avril, n'a pas été portée au discrédit de M. Ramos.

De 70 % à 80 % des 36 millions d'électeurs se sont présentés aux urnes, ce qui est considéré comme un résultat très honorable aux Philippines. Au nombre des incidents qui ont entaché le scrutin, la presse *a en particulier rapporté un* échange de coups de feu entre deux clans musulmans qui a fait six morts et justifié l'intervention des hélicoptères armés des forces de sécurité nationales, à Talipao, dans l'île méridionale de Jolo, où le vote a été reporté d'un mois. Une série d'assassinats a en outre été perpétrée, notamment ceux de sept agents électoraux d'un candidat au cours d'une embuscade dans la nuit qui a suivi le scrutin.

Prison ferme pour le policier violeur au dépôt des étrangers

UN GARDIEN DE LA PAIX, âgé de vingt-quatre ans, Christophe Drocques, a été condamné, mardi 9 mai, à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, et à 20 000 francs de dommages-intérêts, par la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris pour une agression sexuelle commise, le 3 novembre dernier, au dépôt des étrangers de la préfecture de police de Paris (*Le Monde* du 7 avril). Le policier avait profité des fonctions d'infirmier qu'il exerçait sans qualification au dépôt pour obtenir une fellation, puis tenter de sodomiser un travesti algérien en situation irrégulière. A l'audience du 5 avril, le substitut du procureur, Edith Dubreuil, avait requis deux ans d'emprisonnement, *dont un avec sursis. Les demandes des deux associations qui* s'étaient constituées parties civiles, le Gisti et SOS-Racisme, ont été déclarées irrecevables par le tribunal présidé par Martine Ract-Madoux.

DÉPÊCHES

■ **TRANSPORTS AÉRIENS : TAT et Air Liberté**, les deux compagnies aériennes, ont obtenu le 9 mai de desservir Bordeaux à partir d'Orly. Bernard Bosson, le ministre des transports, l'a confirmé, supprimant le monopole d'Air Inter sur cette liaison *(Le Monde* du 4 mai).

■ **ART : *« Au lit : le baiser »*, de Toulouse-Lautrec**, propriété de l'ancien commissaire-priseur français Maurice Rheims, n'a pas trouvé preneur, mardi 9 mai, chez Sotheby's à New York. Le tableau était estimé entre 5 et 6 millions de dollars (25 et 30 millions de francs environ) et constituait le clou de la deuxième soirée des ventes new-yorkaises de peinture impressionniste et contemporaine. Les enchères, qui ont *démarré à 2,5 millions de dollars, ont difficilement* atteint 3,6 millions, somme inférieure au prix de réserve du tableau qui a été retiré.

DANS « LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Mobilisation contre la violence à l'école

DANS SON NUMÉRO de mai *Le Monde de l'éducation* publie un ensemble de reportages et d'analyses sur la mobilisation des enseignants, des éducateurs et des parents d'élèves contre la violence *dans les établissements scolaires*, en France comme aux Etats-Unis.

Au sommaire de ce numéro figurent également : un débat sur l'avenir de l'enseignement privé, entre Bernard Toulemonde, ancien conseiller de Pierre Mauroy, et Guy Bourgeois, ancien directeur de cabinet de François Bayrou ; un document d'archives parlementaires sur le Petit Père Combes ; un entretien avec l'historien Maurice Agulhon sur les revendications des communautés religieuses : le portrait d'une rescapée d'Auschwitz qui raconte les camps de la mort aux enfants des écoles ; l'histoire de l'École des langues-0, qui fête son bicentenaire ; un reportage sur les « écoles de la paix » en Irlande du Nord ; un reportage photographique sur l'école de la tribu de Gossanah, sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie ; une série de conseils donnés par une trentaine de professeurs aux candidats au baccalauréat ; ce qu'il faut savoir avant de s'orienter vers un lycée professionnel, etc.

★ **En vente dans les kiosques, 92 p., 25 F.**

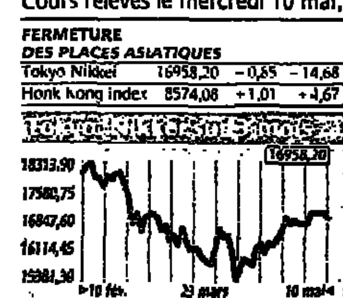
SOMMAIRE

BOURSE

Cours relevés le mercredi 10 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE
DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16958,20	– 0,65	– 14,68
Honk kong index	8574,08	+ 1,01	+ 4,67



OUVERTURE
DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 09/05	Var. en % 05/05	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1988,67	+ 3,18	+ 5,72
Londres FT 100	3261,20	+ 0,29	+ 6,38
Zurich	1252,02	– 0,21	+ 0,94
Milan MIB 30	1016	– 0,49	– 0,87
Francfort Dax 30	2039,59	– 0,73	– 3,18
Bruxelles	1446,03	– 0,35	+ 4,05
Suisse SBS	1068,24	+ 0,29	+ 2,89
Madrid Ibex 35	295,16	+ 1,04	+ 3,56
Amsterdam CBS	284,20	+ 0,04	+ 2,23

DEMAIN dans « Le Monde »

LE DESTIN DE M. JOSPIN : personne ne l'attendait. Dédaigné par ses camarades socialistes, ignoré par les médias, mal connu des Français, Lionel Jospin a cru, contre vents et marées, à son destin. La campagne présidentielle a révélé un homme d'Etat.

Tirage du *Monde* daté mercredi 10 mai : 593 421 exemplaires

DANS LA PRESSE

M. Mitterrand et l'Allemagne

LIBÉRATION

Les soldats allemands *« étaient courageux, ils acceptaient la perte de leur vie. Pour une cause mauvaise, mais leur geste à eux n'avaient rien à voir avec cela. Ils aimaient leur patrie. »* Les mots sont de François Mitterrand. Contrairement à ce qu'on préférerait croire, ils n'ont pas été prononcés un 11 novembre quelconque, mais avant-hier à Berlin, et les *« soldats allemands »* dont il est question ne sont pas ceux de 14-18, ce sont ceux qui ont dévasté l'Europe de 1939 à 1945, collaboré sans états d'âme excessif à l'Holocauste (...). Pardonner, oui. Oublier ou travestir la vérité historique, non. Pour avoir voulu ruser avec cette règle d'or, François Mitterrand a recouvert d'un brouillard malsain le cinquantenaire d'une victoire pas comme les autres.

Jacques Amalric

L'HUMANITÉ

Rendre hommage aux vertus de courage des soldats de l'armée hitlérienne, en pleine cérémonie du 8 mai (...), qui aurait imaginé que *cela fût possible ? La coopération* entre nos deux pays, l'amitié entre nos deux peuples ne peuvent se fonder sur les ambiguïtés historiques, *sur* la confusion, *sur* l'oubli des crimes et des victimes. Une telle attitude serait-elle le prix à payer pour l'édification d'une Union européenne qui effacerait les nations et leur histoire ?

Jean-Paul Piérot

RTL

François Mitterrand s'est livré avec son lyrisme des grands jours à un exercice aussi contestable en mettant sur le même pied les peuples écrasés par l'occupant nazi et ces soldats allemands qui, a-t-il dit, étaient courageux et aimaient leur patrie (...). Hier, à Moscou, M. Mitterrand a laissé passer la belle occasion de faire ses adieux à l'Europe en dénonçant une barbarie, l'écrasement du peuple tchétchène par l'armée russe.

Philippe Alexandre

Le Monde

INITIATIVES

L'expatriation des cadres

Les cadres doivent pouvoir travailler à l'étranger dans les mêmes conditions que leurs homologues autochtones, estiment les entreprises

POUR simplifier, la longue histoire de la mobilité *internationale* des cadres, qu'on appelle plutôt l'expatriation, pourrait se diviser en quatre temps. Le premier, qui appartient à la *préhistoire*, ne serait cité que pour mémoire, tandis que les trois autres témoigneraient de l'évolution récente et, comme pour beaucoup de *domaines* dépendant de la gestion des ressources humaines, de la recherche d'une forme de rationalité dite moderne.

Référence devenue folklorique, désormais phénomène d'ampleur limitée, il y a d'abord donc eu l'époque de ces expatriés que l'on envoyait pour de longues années dans les anciennes colonies, en Afrique principalement. Eloignés du siège pendant presque toute leur carrière, cultivant des habitudes caricaturales, ils devenaient des déracinés, au sens propre comme au sens figuré, le plus souvent incapables de *réintégrer professionnellement* leur pays d'origine. Pour ces raisons, notamment, les entreprises évitent maintenant d'envoyer leurs cadres *pour des séjours* prolongés à l'étranger et préfèrent des périodes limitées de deux à cinq ans.

Au cours des années 70 s'imposa la mode de la mobi*lité internationale*, d'une nature tout à fait différente. *Il* fallait faire coïncider la capacité des cadres à travailler partout dans le monde avec la réalité de l'internationalisation des échanges. La création d'une filiale ou le rachat d'un concurrent étranger devaient se traduire par l'arrivée d'une équipe de haut niveau chargée d'inculquer *la culture de groupe et appelée* à diriger les opérations. Pour ces expatriés-là, rien n'était trop beau. Déjà bien installés dans leur carrière au moment de leur départ, le plus souvent, ils bénéficiaient d'avantages salariaux ou en nature – logement, voiture, primes, etc. – susceptibles de rendre leur mission attractive. Ce faisant, les entreprises succombaient à une sorte de facilité qui rendait l'expatriation *extrêmement coûteuse et humainement difficile* à gérer, l'heure des retours venue.

Quand survint la crise des années 80 et, avec elle, les exigences de *la restructuration, l'attitude changea encore* une fois. Par souci d'économie, les entreprises limitèrent les cas d'expatriation et remirent en cause leur comportement flamboyant précédent. Elles se forgèrent aussi une nouvelle doctrine. Plutôt que de nommer à l'étranger des cadres confirmés, elles choisirent de plus jeunes, prétextant qu'une expérience internationale compléterait la formation. Pour certaines d'entre elles, ce raisonnement entraîna une révision des politiques : l'internationalisation, entendait-on couramment, était moins le fait d'une expatriation *volontariste* que d'une intégration de la culture de la société dans un contexte mondial. La pénurie justifiant le tout. Au quatrième temps – l'actuel –, des corrections sont à nouveau apportées. Pas question d'être aussi généreux que dans les années 70. Pas question, non plus, d'être aussi restrictif que dans les années 80. Au contraire, la tendance est à la banalisation de la mobilité internationale des cadres, dont la nécessité est reconnue mais traitée de façon moins exceptionnelle que par le passé. Deux enquêtes, menées par le cabinet Ernst & Young sur les pratiques des entreprises multinationales en 1994, le confirment. Brigitte Poincloux, spécialiste de ces sujets chez Ernst & Young, et *qui* aide les *entreprises* dans la définition de leurs schémas de traitement, y voit même un début de maturité.



Illustrations : OLIVIER JUNG

CONSIDÉRÉE comme normale ou comme faisant partie du parcours du cadre et ramenée à la plus *simple normalité*, la mobilité *internationale* n'a plus ce parfum d'exotisme, d'aventure, ou n'est plus cette épreuve initiatique valorisante. Dès lors, il ne s'agit pas d'offrir des ponts d'or à qui accepte l'exil, et les techniques des DRH (directeurs des ressources humaines) ne souffrent plus de cette dose d'improvisation qui faisait le charme des solutions anciennes. Par exemple, on différenciera les propositions selon les pays ou les continents, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ne présentant pas de vraies difficultés qui vaillent un effort, l'Asie et l'Europe de l'Est – en progression – justifiant des faveurs particulières.

Ainsi, de façon générale, les entreprises s'accordent à estimer que l'expatrié doit peu à peu apprendre à vivre à l'étranger dans les mêmes conditions que le cadre autochtone. Au mieux, on lui maintiendra son traitement *d'origine ou on tiendra compte du différentiel* de vie, mais l'on ne donnera pas à un ingénieur français travaillant en Allemagne les avantages qui le feraient ressembler à un nabab. De la *même manière, on acceptera* de dépenser beaucoup pour son installation, ne lésinant pas sur les voyages d'exploration, les aides à la recherche *d'un logement et les primes d'incitation au départ, mais*, ensuite, on ne le traitera pas de façon princière. Avec le temps, les aides à la scolarité des enfants ou les correspondances *en matière de protection sociale ou de* retraite se sont uniformisées. Partout, désormais, on se soucie du retour ou de la gestion de la double carrière, la mobilité internationale étant de moins en moins jugée comme un saut dans l'inconnu.

Restent cependant des nuances ou des cas particuliers. Chaque secteur conserve ses traits, qui tendent toutefois à se résorber. Même française ou britannique, une société donnée commence à raisonner selon des logiques de mobilité intercontinentale, préférant déplacer un Asiatique en Asie. La Chine, en explosion, ou les traders, pour la banque, nécessitent pourtant des soins spéciaux. Mais, plus intéressant, il apparaît maintenant que les PME ou les PMI, parfois à la *suite de grands groupes, découvrent* l'expatriation. Et qu'elles s'y mettent avec professionnalisme.

Alain Lebaube

DOSSIER • L'expatriation des cadres

L'adieu aux « baroudeurs »

L'ère de « l'expatrié-roi » est révolue. Les entreprises serrent les boulons

Il y a d'abord eu l'époque dite « néocoloniale », où les cadres s'expatriaient sous les palmiers pour faire fortune. Les entreprises découvraient l'international et devaient fortement motiver ces « baroudeurs » à aller dans des pays pas toujours très sûrs. « *Les primes étaient négociées de gré à gré et pouvaient aller jusqu'à doubler le salaire, en plus du logement, de la voiture de fonction et des indemnités pour vivre* », affirme Jean-Marc Selle, directeur général de IMS-Relocaliser, une filiale du groupe Courtaud spécialisée dans le conseil et la gestion des expatriés. Les cotisations à des régimes spéciaux de prévoyance et de retraite n'étaient pas à l'ordre du jour. « *C'était le règne de l'expatrié-roi*, souligne Yves Girouard, consultant en mobilité internationale. *Dans les entreprises, personne ne s'occupait d'eux.* » Toutefois, vers le milieu des années 70, « *les employeurs ont pris conscience de la nécessité d'une protection sociale de bon niveau, mais toujours sans se soucier des coûts* », observe Lucile Goldschmidt, directrice de Prévinter, une association de protection sociale des expatriés, créée en 1974.

Au cours des années 80, le développement du commerce mondial et de la concurrence a conduit les entreprises à se pencher sur le problème. La création, il y a quinze ans, du Centre interentreprises de l'expatriation (Cindex), qui rassemble 42 grandes sociétés, illustre ce souci de professionnaliser la mobilité internationale et d'en optimiser les coûts. Dans ce club, « *les entreprises offrent des conditions tout à fait comparables à leurs expatriés* », souligne Jean Doulcet, directeur du Cindex. Moins d'argent, plus de protection sociale et de services, tels que l'aide à la recherche d'un logement ou d'une école pour les enfants : cette tendance s'est accentuée avec la crise des années 90. « *On a quitté un système de relations affectives pour un mode de relations rationnelles* », commente Jean-Marc Selle.

MASTÈRE

Des équipes de gestion du personnel international, comprenant des experts en matière fiscale, de retraite, etc. sont alors formées. Des politiques d'expatriation ont été définies. Mais c'est encore loin d'être le cas partout. En octobre, l'Ecole nationale supérieure de Cachan (Val-de-Marne) proposera d'ailleurs un mastère de gestion des ressources humaines de la mobilité internationale.

Chez Danone, le développement à l'international date de 1986-1988. Depuis, nombre de cadres ont fait l'expérience de l'expatriation. Si bien qu'aujourd'hui, « *on est plus exigeant sur le profil des gens*, précise Olivier Godard, responsable de la gestion du personnel international. *Ils doivent avoir un fort potentiel et un véritable projet de carrière qui apporte un bénéfice à court terme pour le groupe* ». Les primes d'expatriation ont disparu pour les pays d'Europe dans la plupart des entreprises, et souvent aussi pour l'Amérique du Nord. Pour les autres, elles sont maintenues mais calculées au plus juste. Chez Rhône-Poulenc-Rorer, où elles peuvent atteindre 30 % du salaire, « *on refait une analyse de la situation locale une fois par an*, souligne Thierry Poulenc, responsable de la mobilité internationale. *L'idée est que l'expatrié ne doit pas être désavantagé en terme de pouvoir d'achat par rapport à ce qu'il aurait dans son pays d'origine* ».

Selon l'enquête du cabinet Ernst and Young d'octobre 1994, de plus en plus d'entreprises demanderont une participation accrue de leurs expatriés en frais de logement et de scolarité des enfants au cours des trois prochaines années. En revanche, les cours de langue et de familiarisation à la culture locale se diffusent. Toutefois, la dimension familiale de l'expatriation est encore « *peu ou pas prise en compte* », déplore *Encadrement magazine*, organe de la CGC, qui a consacré plusieurs numéros à ce sujet. Enfin, si la gestion du retour est prise plus au sérieux qu'avant, aucune entreprise ne fait de promesse en la matière. Comme le dit Olivier Godard, « *on essaiera de faire des efforts particuliers pour l'expatrié, mais personne n'est propriétaire de son poste* ».

Francine Aizicovici

A la Société générale

La banque souhaite internationaliser son encadrement

La politique de mobilité internationale des cadres s'inscrit à la Société générale dans un contexte économique et historique évolutif. Dans les années 60-70, les expatriés partaient essentiellement vers l'Afrique. Ils revenaient dans l'Hexagone quinze ou vingt ans plus tard après avoir baroudé dans quatre ou cinq pays. Cela n'allait pas sans poser quelques problèmes de réadaptation. Depuis le milieu des années 80, l'activité internationale de la Société générale s'est développée et diversifiée. Elle est présente dans soixante-deux pays (en Europe, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud et en Afrique). Parallèlement, la banque est devenue plus exigeante en matière d'expertise. Plus possible de jouer sur un volant de spécialistes de l'expatriation au long cours qui n'en finissaient pas de s'encroûter. Désormais, les candidats au départ alternent les postes en France et à l'étranger, à raison de trois ou quatre ans par poste, pour pouvoir suivre les évolutions de la maison mère, du marché et du métier. « *Il est rare de ne faire qu'un seul poste car l'expatriation est un investissement pour tout le monde : pour les cadres et pour la maison* », explique Alain Py, directeur général délégué des relations humaines de la banque.

Depuis quelques semaines, la Société générale a fait le pari d'être « *un véritable groupe international* » et non un simple groupe français qui aurait des implantations à l'étranger, explique Philippe Citerne, directeur général des relations humaines de la banque. Cela s'est traduit par une augmentation du nombre d'expatriés : 415 en 1994 contre 300 en 1989 pour une population de cadres de l'ordre de 9 000. Signe des temps : « *Alors qu'autrefois, on n'envoyait que des gens bien expérimentés pour encadrer des activités locales, aujourd'hui, la taille de nos activités à l'étranger permet d'accueillir des gens plus jeunes que l'on initie assez tôt au caractère international de nos activités* », poursuit Philippe Citerne. La Société générale a entrepris d'embaucher des jeunes issus de grandes écoles et de Paris-Dauphine pour les envoyer sur un premier poste à l'étranger. Ils étaient neuf dans ce cas en 1990, vingt-quatre en 1994. Ces jeunes constitueront à l'avenir un vivier pour l'expatriation.

RECRUTEMENT

Parallèlement, la banque mise sur l'internationalisation de l'encadrement. Pour cela, elle recrute sur les campus étrangers des jeunes diplômés pour occuper en France un premier poste avant de pouvoir repartir dans leur pays, voire dans un autre pays étranger. « *Si nous voulons attirer des éléments de valeur, il faut offrir aux jeunes étrangers de véritables possibilités de carrière dans le groupe*, explique Philippe Citerne. *S'ils savent qu'ils seront bloqués à un certain niveau, ils ne viendront pas.* » Des parrains et des gestionnaires de cadres ont donc été affectés au suivi de ces recrues. Cela dit, le gros mouvement de mobilité concerne toujours essentiellement des cadres ayant un minimum d'expérience dans la banque. En 1994, cent vingt-trois avaient entre trente et quarante ans et cent soixante-douze entre quarante et cinquante ans. Avec le temps, les motivations des candidats au départ ont sans doute bien évolué. On ne part plus à l'étranger chercher fortune. Le système de rémunération mis au point par la Société générale assure aux cadres détachés un maintien du niveau de vie et d'épargne identique à celui qu'ils auraient en France.

A cela s'ajoute un coefficient d'expatriation variable en fonction des pays d'affectation et de la pénibilité du poste occupé. Ces dernières années, la Société générale, à l'instar de beaucoup d'autres entreprises, a diminué considérablement le coefficient attribué aux postes situés en Europe en considérant que la vie n'y était pas différente de celle que l'on mène en France. Quant à l'impact de l'expatriation sur la carrière des cadres, il existe mais, affirme Alain Py : « *S'il s'agit d'une expérience enrichissante pour l'individu, elle ne constitue pas automatiquement un accélérateur de carrière. Ce serait plutôt un " ouvreur " de carrière car avec une expérience internationale, le nombre de postes auxquels vous pouvez postuler s'élargit considérablement.* »

Catherine Leroy

Carrières mobiles

Chez Schneider, la tendance est au recrutement d'experts locaux

« NOUS voulons être un véritable groupe industriel à vocation mondiale. (...) A l'instar d'autres grands groupes internationaux, seront dorénavant privilégiés pour les nominations aux postes essentiels *du groupe ceux qui auront exercé des responsabilités à l'étranger.* » Ces citations sont extraites de la charte de mobilité internationale adoptée en mars 1994 par le groupe Schneider et signée par son président Didier Pineau-Valencienne. Ce dernier voulait donner un relief particulier à cette charte, destinée aux salariés du groupe, 80 000 environ : les 20 000 de la branche entreprise (Spie-Batignolle) et les 60 000 de la branche industrie (Merlin-Gerin, Télémécanique, Jeumont, Square D). Cette charte est le premier acte significatif de la politique des ressources humaines menée au niveau du groupe.

Après l'acquisition de Square D en 1991, Schneider s'est en effet lancé dans un processus de création d'un groupe industriel intégré qui a entraîné une harmonisation entre les différentes unités qui le composait jusqu'alors. Sur les 60 000 salariés de la branche industrie, seuls 24 000 travaillent en France. Viennent ensuite 17 000 salariés pour l'Amérique du Nord, 13 600 pour le reste de l'Europe, 2 500 pour l'Asie, 1 500 pour l'Amérique latine... Dans ces conditions, il n'était pas inutile de souligner l'importance prise par l'international dans la taille du groupe et dans sa stratégie face à ses compétiteurs.

La mobilité internationale des cadres répond aux besoins de croissance de la firme. Mais celle-ci a considérablement évolué dans le temps. *Dans les années 60 et 70, l'expatriation* des cadres était « *vécue comme utilitaire* » et reposait sur « *une vision à court terme* », explique Guy Lemarchand, directeur des ressources humaines du groupe Schneider. Il s'agissait, pour le groupe qui s'implantait dans un pays d'envoyer des experts que l'on ne trouvait pas dans la population locale ou dont le temps de formation aurait été trop long. Le recours à l'expatriation était le moyen facile pour assurer le transfert de savoir-faire. Le cadre expatrié assurait la base logistique sur place. Il était la solution aux problèmes locaux, un certain nombre de postes étant tenu par des experts.

PÉRENNITÉ

Désormais, la politique développée par le groupe Schneider est plus soucieuse du « *moyen terme* ». Dans l'intérêt même de l'entreprise, afin de s'assurer des débouchés stables, l'objectif est désormais de remplacer au bout de trois ou quatre ans les experts par des ressources humaines locales. Il s'agit de recruter localement, d'assurer une formation au sein du groupe pendant deux ou trois ans de ces nouveaux cadres, avant de les renvoyer chez eux. La pérennité de l'implantation est privilégiée. De plus, l'expatriation est aussi intégrée dans un déroulement de carrière. Pour devenir un dirigeant futur du groupe, il est bon d'avoir eu une ou deux expériences internationales.

La création d'un groupe industriel plus intégré a aussi entraîné une harmonisation des politiques d'expatriation. Comme celle-ci s'inscrit dans un profil de carrière, elle revêt un caractère moins exceptionnel. Les avantages liés traditionnellement au statut d'expatrié sont adaptés aux conditions du marché. Le coefficient d'expatriation comprend en règle générale une prime de mobilité et une prime de difficulté en fonction du pays d'accueil. Pour les pays d'Europe, cette dernière a de moins en moins de raison d'être et a par conséquent tendance à diminuer. Reste néanmoins les avantages en nature propres aux séjours à l'étranger comme, par exemple, la prise en charge du logement. « *La tendance générale est à l'harmonisation et à la diminution* », observe Guy Lemarchand. Enfin, des caractéristiques restent communes aux cadres expatriés. Dans l'ensemble, leur moyenne d'âge est sensiblement moins élevée que les cadres de métropole. Les jeunes diplômés sont attirés par les sociétés qui offrent des perspectives de carrières internationales. « *On est amené à prendre plus de risques pour pourvoir un poste à l'étranger, car il y a moins de personnes volontaires* », constate Guy Lemarchand. Mais cela veut dire aussi que ces jeunes expatriés disposent de plus d'opportunité pour percer. L'expérience internationale est au bout du compte un bon moyen de révéler les qualités « manageuriales » d'ingénieurs qui constituent encore le gros bataillon des recrutements de jeunes diplômés.

Alain Beuve-Méry



Une myriade de PME

Quand les cadres du groupe Chargeurs gagnent le large

AVEC l'installation en cinq ans d'une quarantaine de cadres à l'étranger, le groupe Chargeurs s'est à son tour lancé dans l'expatriation de son personnel. Cette internationalisation était devenue indispensable avec l'évolution des métiers de la société. Longtemps spécialisé dans les transports aériens et maritimes, le groupe de Jérôme Seydoux s'est en effet – au fil de l'acquisition d'un certain nombre de sociétés – recentré sur les métiers du textile, et notamment sur ceux liés à la transformation de la laine. Or la mondialisation de ce secteur rendait indispensable la présence dans les pays éleveurs de moutons, par exemple, de cadres rompus au négoce du peignage de laine.

Composé d'une « *myriade de PME* », décentralisé à l'extrême, Chargeurs ne s'est jusqu'à présent doté que d'un cadre minimal pour gérer ces nouveaux expatriés. « *Nous avons privilégié une approche pragmatique et empirique de ces installations* », confirme Martine Odillard, directeur des relations humaines du groupe. Cette approche se justifie aisément : « *Commercialement, la Chine constitue un objectif stratégique pour Chargeurs*, observe Martine Odillard. *Or c'est un pays où l'expatriation n'est de toute façon pas encore bien balisée.* » « *Nous corrigeons le tir au vu de la situation locale qui diffère selon que l'expatrié est installé à Pékin, Shanghaï ou encore à 140 kilomètres de cette ville.* » Elle s'est, par exemple, aperçue que les « *tables de fiscalité* » internationales en vigueur ne servaient pas à grand-chose dans la République populaire, où les règles en matière de prélèvements obligatoires se sont à l'usage révélées « *particulièrement floues* ». De la même façon, plutôt que d'avoir à résoudre d'insolubles problèmes liés à la scolarité des enfants en Chine, le groupe a réagi en n'envoyant sur place que des expatriés « *dégagés de ces préoccupations* ».

En dépit de cette gestion volontairement « *humble* », Chargeurs ne rencontre, semble-t-il, pas de difficultés particulières pour convaincre ses filiales d'exporter leurs cadres. « *Les PME concernées sont convaincues que leur développement économique passe par cette internationalisation* », remarque Martine Odillard en observant que la décision de détachement à l'étranger résulte à chaque fois d'une réflexion « *stratégique* » menée conjointement par le groupe et par sa filiale. « *Celle-ci nous permet aussi de réagir très vite par rapport à l'évolution très rapide des circuits de commercialisation textile.* » Dans ces conditions, le surcoût que ce déménagement entraîne est inscrit au rang des « *dépenses d'investissement* » de ces PME.

Néanmoins, pour ces petites sociétés – dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas parfois 100 millions de francs et dont le nombre de salariés n'excède pas quatre-vingts personnes –, « *la première expatriation demeure un travail d'Hercule* ». « *Le groupe joue, à ce moment, un important rôle de facilitateur en les faisant bénéficier du savoir-faire des autres filiales* », explique le directeur des relations humaines, qui a ainsi alimenté, au fil de ses expériences, une sorte de « *bible de l'expatriation* ». Si chaque PME jouit d'une grande autonomie, dans les faits, l'existence de ce réseau permet de supporter financièrement l'attente du retour sur investissement d'une expatriation.

FÉDÉRATION

S'agissant des conditions de départ, en particulier en matière salariale, le siège, fidèle à son organisation en « *fédération d'entreprises* », a posé comme règle que « *la structure de rémunération en expatriation soit compatible avec la grille salariale de la PME* ». Justifiée par les différences de ces PME en matière de rentabilité, cette décentralisation de la gestion ne va pas toujours sans poser des problèmes : « *Une fois en poste, les expatriés issus de filiales différentes ont davantage l'occasion d'échanger et de comparer leur statut* », reconnaît Martine Odillard. « *C'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'il n'y ait malgré tout pas de dérives ni d'inégalités trop flagrantes* », ajoute-t-elle. Ce rôle de « *gardien du temple de l'expatriation* » vient de conduire le groupe Chargeurs à réfléchir depuis la fin 1994 à « *une politique-cadre pour définir quelques garanties minimales en matière de prévoyance, de maladie, d'assurance-rapatriement* ».

En ce qui concerne le retour des expatriés, le remplacement ou non des expatriés par des autochtones, Chargeurs se garde d'avoir une religion toute faite. Quant à l'expérience d'autres groupes multinationaux, « *il est très difficile de tirer des leçons d'une pratique huilée, rôdée et admise dans les mentalités* ». « *Je me demande si on n'est pas obligé de gérer au coup par coup* », se demande Martine Odillard, en observant que « *certaines entreprises regrettent d'avoir fait une charte trop précise...* ».

Valérie Devillechabrolle

DOSSIER ● L'expatriation des cadres

Surenchère en Asie

Les firmes occidentales s'arrachent les cadres locaux

LES produits de toilette et d'entretien : +20,59 %. *L'habillement* : +22,24 %. Le poste « viande-poisson » : +34,76 %. Le prix des « *restaurants* » : +49,37 %. Comme le montre ce relevé partiel de prix, effectué de *mai à novembre 1994* à Pékin, le coût de la vie pour les expatriés en Chine est devenu exhorbitant. *Dans les provinces du Sud*, où explose le « socialisme de marché », l'évolution des coûts est à peine mesurable tant elle évolue vite. Se loger à Shanghaï est devenu à ce point critique que, comme le relève une étude britannique de l'ILT (Investing, Licencing & Trading Conditions Abroad) de février 1995, les investisseurs étrangers construisent leurs propres immeubles, quitte à rétrocéder les logements cinq ans plus tard à *leurs collaborateurs chinois*. La location d'un appartement tourne en effet aux alentours de 32 000 francs par mois.

Rien d'étonnant donc si les firmes occidentales s'arrachent des collaborateurs locaux dont elles ne sauraient se passer. Ressource rare lorsqu'il s'agit de cadres de haut niveau, bilingues, *issus* d'une bonne université, ayant une pratique et une connaissance de l'Occident. Des partenaires indispensables pour le pilotage de tout investissement, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de sociétés à capitaux mixtes ou de l'élaboration de *joint-ventures qui* fleurissent à Shanghaï ou à Canton, et dans les principales zones économiques spéciales des grandes villes du sud.



STANDARD

« Les sociétés françaises qui s'implantent en Asie n'expatrient que leurs hauts potentiels. Cela pour des raisons évidentes de coûts, mais aussi pour éviter les problèmes liés au retour », constate Jean Brilman, directeur international du groupe Cegos. A charge pour ces cadres dirigeants de tenter de s'entourer de partenaires locaux. Dans le sud de la *Chine*, mis à part Hongkong, où les rémunérations sont comparables aux pratiques occidentales, un cadre chinois parlant anglais est payé entre 1 000 et 3 000 dollars par mois, *« ce qui est une rémunération très élevée au regard du standard chinois »*, relève Ham San Chap, directeur de mission du cabinet Ernst & Young. *« Les sociétés étrangères*, poursuit-il, *n'expatrient que quelques dirigeants, lesquels se réservent les fonctions essentielles, techniques ou commerciales, parce qu'ils connaissent la stratégie de la maison mère. »*

S'assurer la collaboration des cadres et managers locaux est donc un casse-tête pour les sociétés étrangères implantées en Chine. D'autre part, les compétences chinoises – issues de la diaspora ou formées dans les universités américaines – sont chères. *« Un cadre chinois recruté à Hongkong ou à Taïwan perçoit une rémunération de l'ordre de 400 000 francs par an »*, souligne le directeur de mission d'Ernst & Young.

Face à ces difficultés, nombre de firmes ont fait le choix de former ce personnel sur place. Ou de l'envoyer en Occident *pour des stages* de quelques mois. C'est ainsi que pratique, modestement, la Cegos, *via* sa filiale anglaise de Manchester. La puissante American Chamber of Commerce, elle, est implantée à Shanghaï, où elle organise des *séminaires* de management et de marketing. De même que les grands organismes de formation américains *sont présents* dans l'ensemble du Sud-Est asiatique, à Hongkong, Taïwan, Singapour, en Corée du Sud, *« véritables colonies culturelles américaines »*, comme le dit Jean Brilman. Autre problème de taille pour les investisseurs : fidéliser leurs collaborateurs locaux. Dans les provinces du Sud, constate l'étude britannique ILT citée plus haut, le niveau moyen des salaires a augmenté de 35 % ces deux dernières années. Les salaires *payés* par les investisseurs ont doublé dans le même temps. Pénurie, surenchère, concurrence et *turnover* font *que les grands* cabinets de chasseurs de tête – Spencer Stuart, Korn Ferry... – se sont implantés l'année dernière dans le sud de la Chine. On le constate, il y a peu de place pour l'expatrié européen dans ce paysage en *complet bouleversement.*

Jean Menanteau

Chine lointaine

Le pays du Matin-Calme est considéré comme difficile

UN milliard deux cents millions de Chinois et quatre petits milliers de cadres et de *techniciens venus de France* : tels étaient les chiffres de 1993. Actuellement, le nombre de Français est en nette augmentation, tout en faisant un peu figure de prototypes. Présents surtout à Pékin, Shanghaï et Canton dans un premier temps, ils ont commencé à s'installer dans l'intérieur du pays : dans la très centrale province du Hubei – et notamment à *Wuhan*, la capitale – *où l'on trouve* déjà Citroën, Renault, le groupe Schneider, et bientôt Valeo.

La Chine est considérée comme l'un des lieux d'expatriation les plus difficiles parce qu'elle impose une coupure souvent radicale avec le contexte de vie occidentale. De ce fait, la durée moyenne d'un séjour y est de l'ordre de deux à trois ans, au lieu de trois à quatre ailleurs. Mais l'intense développement des grandes villes côtières amène aujourd'hui à distinguer deux situations : celui qui vit dans ces métropoles peut reconstituer pour l'essentiel son mode de vie familial. En revanche, à l'intérieur du pays, l'expatrié plonge dans un environnement complètement chinois.

La quasi-totalité de la population ne parle aucune langue étrangère et *les modes de vie sont si différents de* ceux d'Occident qu'il faut habiter dans des « bases de vie » construites et équipées par les entreprises. De plus en plus de cadres français vont en Chine avec leur famille. Dans les grandes villes de la côte, ils trouvent les *établissements d'enseignement* dont ils ont besoin pour leurs enfants : tels le lycée français de Pékin, le lycée international de Shanghaï... Mais dans la Chine profonde, il n'existe rien de ce genre et la « base de vie » devra les pourvoir en enseignants amenés de France.

Si l'on trouve à se loger selon les standards européens dans une ville comme Pékin, l'offre y est aujourd'hui très inférieure aux besoins. Les prix atteignent à peu près les mêmes sommets qu'à Tokyo. Pour les biens et les services courants, les dépenses sont aussi nettement plus élevées qu'en France, à partir du moment où l'on vit non à la chinoise mais à la française. *« A tel point que*, fait observer Brigitte Poincloux, responsable du conseil en mobilité internationale chez HSD Ernst & Young, *de plus en plus d'entreprises installent leurs expatriés à l'hôtel. »* Mais *« la rapidité du retour sur investissement est telle que les Chinois de Hongkong s'affairent déjà et construisent pour cette population ! »*

VICTOR HUGO

Force est de constater que nombreux sont les Français qui échouent dans leur insertion au sein de cet univers radicalement différent du leur, ou font, dès le départ, des erreurs qui nuisent gravement à leurs projets. *« Pourtant*, souligne Ham-San Chap, spécialiste de l'installation des entreprises étrangères en Chine – qui a récemment rejoint Ernst & Young –, *ils sont accueillis avec sympathie à cause d'Alexandre Dumas et de Victor Hugo, de la Révolution, de la Commune et du général de Gaulle ; à cause aussi de leur cognac, de leurs parfums, et de tout ce qui évoque un luxe qui fait aujourd'hui beaucoup rêver. »* Mais ils semblent rarement conscients d'arriver dans un monde où ils ont tout à découvrir et tout à comprendre. Nombre d'entre eux sont perçus comme trop sûrs d'eux. *« Dans le cadre de la culture chinoise, c'est assez mal ressenti »*, ne cache pas Ham-San Chap, tout en prenant bien soin de *« ne pas généraliser »*. Son conseil : *« Faire d'abord l'effort d'écouter, rester courtois et modeste. »* Mais le problème est double : d'une part, les entreprises françaises oublient de s'interroger sur l'adaptabilité des cadres qu'elles envoient dans ce pays. D'autre part, la moitié seulement d'entre elles les prépare à l'environnement culturel qui va être le leur en leur faisant suivre un stage de familiarisation. Il y a peut-être là aussi, de leur part, quelque chose comme un « manque de modestie ».

Marie-Claude Betbeder

هكذا من الاصل

● RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Temps partiel, temps choisi ou temps convenu ?

par DOMINIQUE THIERRY

LE débat autour de la durée du travail est redevenu d'actualité depuis 1992 environ, après avoir été quasiment enterré pendant dix ans. Son intérêt et sa complexité mériteraient mieux que la présentation *simpliste* et arithmétique de la semaine de quatre jours. Sans aborder la totalité de ce sujet dans le cadre d'un court article, donnons seulement *un « coup de zoom » sur le volet* spécifique, mais non exclusif, du « travail à temps partiel ».

Il est maintenant assez connu que cette forme de travail atypique est *plutôt moins développée* en France que dans l'Europe du Nord (un peu plus de 14 % de l'ensemble des emplois en France, contre environ 35 % aux Pays-Bas, 27 % en Norvège, 25 % en Suède...) et plus développée que dans les pays méditerranéens (environ 6 % en Italie et en Espagne). Il existe donc des spécificités largement culturelles, démographiques et sociologiques à cet égard entre les différents pays européens.

En France, l'opinion – ou plutôt les opinions – ont toujours été plutôt hostiles à cette forme de travail... jusqu'à ce que le gouvernement Bérégovoy en découvre *subitement les vertus. Ainsi :*

● L'opinion d'une partie des chefs d'entreprise est *« que le travail à temps partiel coûte plus cher »*..., alors que pratiquement tous les coûts sont *pro rata temporis* depuis plus de quinze ans et qu'il y a toujours une productivité *supplémentaire des salariés* à temps partiel par rapport aux salariés à temps plein.

● L'opinion de la plupart des responsables syndicaux est que *favoriser le travail à temps partiel* bloque le processus de diminution de la durée du travail... alors qu'en Allemagne une déclaration commune du patronat et des deux *confédérations syndicales*, datant de septembre 1994, en présente les complémentarités et les conditions d'usage.

● Il existe un discours ambiant sur le « temps choisi », avec toutes les représentations que ce vocable entraine dans la tête des chefs d'entreprise et l'encadrement de proximité sur le *« mercredi libre »*, *« les salariés moins impliqués »*, *« une formule pour les femmes »*, etc., alors que pour l'essentiel, actuellement, le travail à temps partiel est imposé sur des emplois peu qualifiés.

Partons de quelques réalités, identifiées à partir à la fois de nos *constats de terrain et d'études récentes* de la Dares (direction de l'animation et de la recherche des études statistiques) qui viennent à point nommé :

– Sur le plan quantitatif, la progression d'environ deux millions à trois millions des salariés à temps partiel *en dix ans a eu un effet* évident sur la création nette d'emplois – de l'ordre de plusieurs centaines de milliers... – et a donc évité, d'autant, une encore plus forte *progression du chômage*.

● En France, le travail à temps partiel reste profondément marqué, contrairement à des évolutions qui s'amorcent à l'étranger *et en particulier en Allemagne*, par quelques caractérisques : travail féminin (actuellement 85 % des salariés à temps partiel), travail peu qualifié, travail imposé, travail tertiaire... Ces caractéristiques et réalités, qui ont eu tendance à s'accentuer au cours des dernières années, jouent évidemment un effet de cercle vicieux dans les représentations et les mentalités.

● Les mesures de dégrèvement de charges sociales connaissent un succès important puisque la Dares estime que plus de trois cent mille contrats de travail *« sous mesure »* ont été signés depuis le début de 1992. On aurait peut-être été *mieux inspiré en ne pensant pas* uniquement à des mesures en faveur des entreprises – qui ainsi gagnent deux fois : par le dégrèvement de charges sociales et par le surplus de productivité –, mais aussi à des mesures en faveur des personnes pour les aider à passer au temps partiel.

● Paradoxalement, de plus en plus de salariés à temps partiel (un tiers, dit l'INSEE) souhaitent travailler davantage, et, sans avancer *des chiffres totalement fiables*, nous estimons qu'il y a, parmi les salariés à temps plein, un marché potentiel en faveur du temps partiel de l'ordre de 15 % à 25 %.

Ainsi, *si nous souhaitons* collectivement – mais le souhaite-t-on vraiment ? – faire du travail à temps partiel un moyen, limité mais significatif, de contribution à une création nette d'emplois plus importante et à l'insertion, nous devons changer à la fois nos mentalités, les règles du jeu de la flexibilité acceptable et les processus d'évaluation *a posteriori* économique et sociale que les partenaires sociaux pourraient mettre *en place sur le terrain*.

C'est la raison pour laquelle nous préférons le terme de « temps convenu » pour sortir de cette double dominante française *qui assimile travail à temps partiel* soit à travail précaire, soit à temps choisi unilatéralement.

Par « temps convenu », nous entendons à la fois :

● Une identification précise des structures-cibles d'activités, en relation avec les besoins des clients, *l'utilisation optimale des installations*, les modulations – journalières, hebdomadaires ou saisonnières – nécessaires, etc.

● Le recueil des aspirations et *attentes des salariés, toujours différentes* d'une unité à l'autre, d'un service à l'autre, d'une tranche d'âge à l'autre, d'une localisation à l'autre.

● Des propositions très décentralisées, donc sur la base d'élaborations participatives, de modèles d'organisation répondant aux deux groupes de facteurs précédents.

● La définition des règles du jeu et des limites dans lesquelles se situent les choix individuels et les modèles imposés, pour éviter le « tout est permis » trop souvent répandu.

● Les conditions de mise en *place des horaires convenus (dans* quasiment tous les cas de figure : la remise en cause de l'organisation du travail, le développement de la polyvalence individuelle et *collective, l'annualisation de la durée du travail...).*

Ainsi, si les entreprises *souhaitent développer de façon significative* le niveau quantitatif de ce travail à temps convenu, il est bien sûr indispensable de mieux cerner les demandes individuelles, très *différenciées*, et de tenter d'y répondre par une évolution de l'organisation du travail. Mais à l'opposé, nous atteindrons rapidement des limites à ce *développement si, par ailleurs*, on n'agit pas sur l'offre par une réflexion préalable, fine et décentralisée, sur l'organisation du travail.

Des entreprises, dans des contextes très différents – en France, telles que les Laboratoires Boiron ou EDG-GDF ; en Allemagne, *telles que* Siemens, Daimler-Benz ou BMW –, sans nécessairement utiliser le vocable du « temps convenu », ont développé ou développent actuellement de *telles démarches. Beaucoup* d'autres se déclarent convaincues. Prouvons donc que l'on peut à la fois répondre à des attentes individuelles, développer de la flexibilité *interne et* apporter une *contribution* quantitative à l'emploi.

Dominique Thierry est vice-président de Développement et Emploi.

ÉCHOS

FRANCE-QUÉBEC

L'Office franco-québéquois *pour la jeunesse* (OFQJ), *organisme* bi-gouvernemental créé en 1968, développe cette année un nouveau secteur « formation et emplois ». L'objectif est de *favoriser l'intégration des jeunes* sur le marché du travail, en leur facilitant l'accès à une expérience professionnelle au Québec, enrichie par la dimension culturelle qu'elle présuppose. Les offres de stage au Québec peuvent être consultées sur le *serveur 3615 OFQJ. Un dispositif* plus important, comprenant une banque de stages, devrait être ouvert prochainement. Il permettra à la fois de consulter des *propositions de stages indemnisés* et de déposer des demandes précises. Parallèlement à ces objectifs d'aide à l'insertion, l'office assure un rôle de conseil et d'information auprès du public, et encourage certains projets. Il facilite notamment les démarches *administratives* des candidats au départ, et maintient un suivi des dossiers.

En vingt-six ans, plus de 70 000 jeunes Français et Québécois ont traversé l'Atlantique pour participer à des programmes de l'OFQJ : stages d'application *professionnelle*, poursuites d'études, stages scientifiques, culturels ou sportifs, échanges universitaires.

★ OFQJ : 5, rue de Logelbach. 75017 Paris. Tél. : (1) 40-54-67-67.

EUROPE-JAPON

Mis au point par la Commis*sion européenne*, l'*Executive* Training Programme (ETP) offre l'opportunité aux entreprises appartenant à l'Europe des Quinze de détacher des jeunes *cadres diplômés d'études supérieures* pour étudier et travailler au Japon pendant dix-huit mois. Une quarantaine de cadres devraient pouvoir bénéficier en 1996 de ce dispositif mis au point il y a quinze ans afin d'aider les entreprises à *mieux connaître le* marché japonais par l'acquisition des connaissances linguistiques et commerciales essentielles.

La première année est consa*crée à un apprentissage intensif* de la langue, à des visites et séminaires sur la culture d'entreprise et les pratiques commerciales. Les participants sont par la suite accueillis pendant six mois dans des sociétés japonaises.

L'Union européenne parraine le programme ETP à hauteur de 120 000 écus. Cette somme comprend le coût de la formation.

Les dossiers doivent être déposés avant la fin du mois de juillet 1995 pour un départ prévu *début mai 1996*.

★ Contact : Myriam Jonot. PA Consulting Group, 114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly sur Seine Cedex. Tél. : (1) 40-88-79-79. Fax : (1) 47-45-48-65.

EMPLOI

La fin des stéréotypes

Le pragmatisme a remplacé l'ambition chez les jeunes diplômés

LEURS aînés sortis des grandes écoles dans les années 80 auraient bien du mal à se reconnaître dans les jeunes diplômés d'aujourd'hui. Le temps de l'engagement corps et âme pour l'entreprise semble révolu. Les jeunes sont davantage attachés à la recherche d'un équilibre harmonieux entre vie professionnelle et vie privée. Cette tendance est clairement mise en évidence dans une étude menée auprès de six cent soixante étudiants par le cabinet Arkana, spécialisé dans les analyses sociologiques qualitatives, et dont les résultats viennent d'être publiés. Objectif : *« appréhender les comportements et attitudes des jeunes diplômés de commerce et gestion (Bac + 4 au minimum) face au premier emploi »*. Les écoles sondées sont en majorité situées dans le nord de la France, mais les responsables de l'étude précisent immédiatement que cette variable régionale n'est pas discriminante. Les personnes interrogées, quelle que soit leur formation (grande école, université), sont toutes en dernière année de cursus et seront donc sur le marché du travail dès le mois de juin prochain. Ils abordent ce virage avec, pour reprendre les termes de l'étude, *« une confiance mesurée »* et *« un pragmatisme certain »*. *« Certains,* commente Claude Baco, directeur d'Arkana, *ont vu leurs parents cadres se retrouver au chômage. Ils estiment à une grande majorité que les entreprises n'ont pas pris de gants pour licencier et qu'aujourd'hui un salarié est déclaré vieux à quarante-cinq ans... Comment dans ce cas les imaginer enthousiastes ? »* Ils sont donc 80 % à affirmer qu'*« ils ne laisseront pas leur vie professionnelle mettre en péril leur vie personnelle »*, même si leur carrière reste (70 %) leur centre d'intérêt prédominant aujourd'hui.

PRAGMATISME

Ils font la part des choses. Ainsi la carrière ne se conçoit plus dans une seule et même entreprise (90 % des réponses). L'intérêt de ce type de plan à long terme paraît d'ailleurs bien désuet aux yeux de 75 % des interviewés. Plus de 40 % estiment, quoi qu'il en soit, connaître un jour une période de chômage, 75 % jugeant en effet que le diplôme n'est pas un passeport infaillible et *« que les entreprises recherchent plutôt des compétences spécifiques, des personnalités »*. *« Ils savent aussi,* insiste Claude Baco, *que le passage par un poste opérationnel, bien sûr obligatoire, peut désormais se prolonger sans qu'ils puissent rien avoir à redire. Prenez le cas de la grande distribution. Dans les années 80, un jeune diplômé restait en moyenne un an chef de rayon puis intégrait un poste fonctionnel. Ce passage peut aujourd'hui durer trois ans... »*

Malgré ce paysage, la sécurité de l'emploi n'est pas encore devenue un élément déterminant. Le secteur public ou parapublic n'attire que 21 % des jeunes diplômés. Les étudiants, majoritairement tentés par l'entreprise privée, gardent les pieds sur terre, prévoyant à 45 % qu'il leur faudra entre six mois et un an pour trouver un emploi. Pour le décrocher ils sont prêts à un certain nombre de concessions qui mettent en évidence leur pragmatisme plus que les ambitions de leurs aînés il y a une dizaine d'années. Les stéréotypes sont chahutés. *« Les repères reconnus comme voies royales,* note l'étude, *ne sont plus de mise. Les métiers en vogue dans les années 80 (golden boy, chef de produit, crédit manager, contrôleur de gestion...) sont regardés avec beaucoup plus de distance. »* Choix d'autonomie évident, le métier de créateur dirigeant d'entreprise recueille en revanche une large majorité des suffrages.

L'étude est également révélatrice des changements de mentalité en cours à l'égard des PME. Elles ont été boycottées par les jeunes diplômés lors de l'âge d'or du recrutement. Seuls les grands groupes, les cabinets d'audit au nom prestigieux trouvaient alors grâce aux yeux des futurs cadres. Ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui. Certes les valeurs sûres, c'est-à-dire les groupes connus, continuent à faire recette auprès de 63 % des interviewés. Mais ils ne sont que 24 % à déclarer *« rechercher essentiellement une entreprise au nom célèbre pour leur premier emploi »*. *« Il serait faux d'en déduire,* précise Claude Baco, *un engouement fort pour les PME. Il faut plutôt conclure que les jeunes diplômés ont compris que ces dernières présentent des caractéristiques particulières, introuvables dans les grandes entreprises et dont l'intérêt est certain : travail varié, environnement à taille humaine, problématiques de direction générale. »* En réalité les PME attirent mais repoussent à la fois, notamment, poursuit Claude Baco, *« en raison de l'isolement culturel dans lequel un jeune diplômé craint de se retrouver plongé. Les étudiants sortent de cinq ou six ans d'études, croient aux vertus de la formation et ont peur de ne pouvoir actualiser leurs connaissances correctement s'ils travaillent dans une PME »*.

Comment les entreprises, les écoles, réagissent-elles aujourd'hui à cette nouvelle donne ? L'étude n'apporte pas de réponse. Tel n'était pas son objectif. *« Notre connaissance du terrain, les rencontres nombreuses avec les étudiants,* rapporte Claude Baco, *nous autorisent seulement à dire que la période actuelle est une transition importante. Les entreprises comme les enseignants doivent absolument en tenir compte. Sous peine de voir la motivation des jeunes se transformer en résignation. »* La pire des hypothèses.

Marie-Béatrice Baudet

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Notre Société MCN SAT, nouvelle filiale du groupe MATRA HACHETTE, commercialise des services de télécommunication «clé en main» par satellite auprès des grandes entreprises multinationales et des sociétés de l'audiovisuel (radios, télévisions, presse, ...) et recherche un

RESPONSABLE COMMERCIAL

Cadre commercial, vous assurerez le développement de nos ventes (recherche de clientèle, négociation, suivi des affaires) et aussi le marketing de nos produits, principalement en France et également en Europe.

De formation supérieure (grande école de commerce ou technique), vous connaissez le domaine des télécommunications, de l'informatique, du multimédia et vous possédez une expérience de la vente de plus de 5 ans, en particulier de produits de services pour réseaux privés d'entreprises, de capacités de satellites.

Vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence M10 à Joëlle DIGEON

37, av. Louis Bréguet
78140 Vélizy

MATRA HACHETTE

PHOTO SERVICE
170 magasins,
1200 personnes,
leader du développement des travaux photo en 1 heure,
entreprise avec une forte image
une technologie avancée, des concepts puissants, des idées et une innovation permanente
crée le poste de

PHOTO SERVICE

Directeur du marketing H/F

C'est une personnalité hyperinformée sur la plupart des initiatives novatrices en matière de services ou de distribution spécialisée non seulement en Europe mais dans le monde.
Ce qui suppose, après des Etudes Supérieures en France ou à l'Etranger, une expérience internationale (magasins et centres commerciaux, produits et services Grand Public, produits de luxe...) et une approche multiculturelle des attentes des consommateurs sur différents marchés.
Nous attendons du candidat ou de la candidate, une vision globale et cohérente (depuis les paramètres des études jusqu'à l'impact sur les comptes) au service d'une forte créativité qui passe à l'action.
Ce poste de haut niveau, est ouvert aux Directeurs Marketing (H/F) confirmés qui peuvent faire état de réalisations concrètes brillantes, reconnues comme des réussites.
Lieu de travail : Paris / La Défense.

Envoyer dossier complet sous réf. PS/DM à Cabinet TRINH, Consultants 1 rue des Roches - 27930 BROSVILLE - Fax 16. 32 34 34 41

Société de conseil nord-américaine, numéro un en France et dans le monde recherche pour sa filiale française

Direction vente Paris

350 KF

Vous assistez le directeur commercial France dans le recrutement, la formation, le suivi, le contrôle et la motivation de la force de vente **Manager de terrain**, professionnel de la vente de services – de préférence – business to business, vous vous impliquez auprès d'une équipe de vendeurs de haut niveau pour évaluer, former et aider à la conclusion de contrats. Homme d'initiative et de proposition vous déterminez les besoins en formation, recrutement et en promotion, vous assurez leur mise en œuvre et leur réussite. En l'absence du directeur commercial vous assumez aussi son intérim mais 70% de votre temps sera consacré au travail sur le terrain. Nous souhaitons rencontrer un candidat de 35 ans et plus, de formation ESC - anglais courant -, dont la forte personnalité s'allie à des qualités d'adaptation. Prêt à voyager intensivement. Un système de rémunération attractif et sans plafond axé sur la performance satisfera un candidat désireux de s'investir pleinement au sein d'une société solide et prospère.

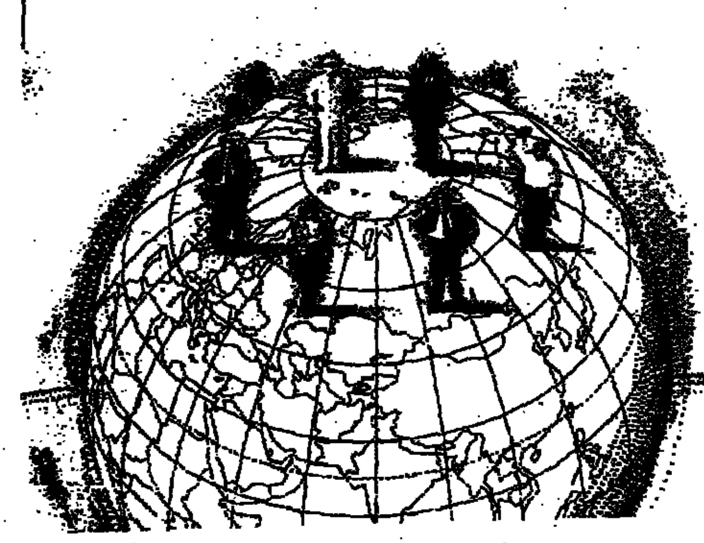
Merci de nous adresser votre dossier de candidature – CV photo – sous référence 62167 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA SYSTEM

Ingénieurs Marketing Produits

votre défi est en rubrique secteurs de pointe

TEXAS INSTRUMENTS



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

You'll be based at HP Labs superb facility in Bristol - HP's largest research centre outside our US headquarters. It is a key focus for HP's multinational research community, which has a network of relationships spanning HP, its customers and academia across the globe. Our charter is to engage in the world-class research in the inter-related technologies that will enable people to create, manipulate and share information wherever they happen to be for professional and social purposes.

Applied R&D in Telecommunications

Enormous changes are taking place in Telecommunications. Shifts in the technical infrastructure are dramatic. Deregulation is opening up new markets and advanced technologies are enabling the industry to respond with new services and initiatives. With its strengths in test, measurement, communications and computing, HP is playing a leading role in the creation and management of these services. These are therefore unique opportunities for you to apply your knowledge and imagination to 'real world' future possibilities.

PERSONAL COMMUNICATION SYSTEMS

The future of mobile telecommunications is in PCS, which offers a variety of personal voice and data services available at any time, in any place. The technology is already being developed to make this a reality. But a key challenge is to understand how we can best develop and manage such complex networks to deliver winning services.

Our Intelligent Networked Computing Laboratory, is embarking on a major program to identify innovative PCS product opportunities and develop the key technologies to support them. The work will be carried out in close collaboration with HP's product divisions in North America, Europe and Asia.

We are looking for both recent graduates and people with several years post-graduate experience in the industry. A good first degree in Computer Science, EE, Maths, Physics or a related subject is essential. We would also like to hear from people with significant Telecommunications experience who can make a major contribution to our research direction.

Your background will be in Mobile Telecommunications, Intelligent Networks and/or Telecommunications Management - gained within an academic institute, network equipment provider, operator and/or computer company.

Technical experience in the fields of Real-Time systems, Object Orientation, Database and Distributed Computing Technologies would also be highly relevant.

Please send a full CV to Alison Pritchett, (e-mail) apr@hpl.hp.com, Personnel Specialist - Hewlett-Packard Laboratories, Filton Road, Stoke Gifford, Bristol, BS12 6QZ. Fax: (44) 117 922 9509.

As an equal opportunities employer, Hewlett-Packard welcomes applications from all sections of the community.

HEWLETT® PACKARD

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

LE SÉCRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
À NEW YORK SOUHAITE RECEVOIR DES CANDIDATURES
**d'INVESTIGATEUR PRINCIPAL (P-5)
pour le Groupe des investigations
du Bureau des Services de contrôle interne**

Sous la direction et la supervision générale du Chef du Groupe des investigations, le titulaire planifie, organise, mène et/ou supervise des enquêtes pour examiner, dans les cas les plus graves et les plus complexes, les plaintes faisant état de fautes, malversations, irrégularités de gestion, gaspillage, abus de pouvoir ou violations des règles, règlements et instructions administratives de l'ONU; élabore des systèmes et des procédures en vue d'évaluer les risques de fraude ou autre violation des règles dans les différents domaines d'activité, formule des recommandations sur les mesures à prendre pour réduire au maximum ces risques et veille à ce que ces recommandations soient effectivement appliquées dans les meilleurs délais; collabore avec le Chef à la rédaction du manuel des investigations et des pratiques et procédures connexes; se rend fréquemment dans des lieux d'affectation hors siège ou les conditions de travail comportent des difficultés ou des risques.

Qualifications: Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise (audit/comptabilité, droit, gestion des entreprises ou administration). Formation aux techniques d'investigation policière. Treize a 17 années d'expérience du travail d'investigation, à un niveau hiérarchique de plus en plus élevé, dont cinq années à un poste de direction et trois dans un cadre international. Très bonne connaissance de l'anglais ou du français. Une bonne connaissance d'autres langues officielles de l'ONU serait souhaitable.

Les candidatures féminines seront fortement appréciées.

Rémunération: En fonction du bagage et de l'expérience, la rémunération minimale par an brute (y compris l'indemnité de poste) sera de 101 181 dollars des États-Unis (pour un fonctionnaire sans charges de famille) et de 102 181 dollars pour un fonctionnaire avec charges de famille, elle sera complétée, selon le cas, par divers avantages: allocation- logement, indemnité pour charges de famille, indemnité pour frais d'études, prime de rapatriement, contribution de l'employeur à la Caisse des pensions, six semaines de congés payés par an et paiement des frais de voyage lors du congé dans les foyers tous les deux ans. Date limite pour le dépôt des candidatures: 22 mai 1995. Les candidats sont invités à envoyer leur candidature, ainsi qu'un curriculum vitae détaillé précisant l'évolution passée de leur rémunération, leur date de naissance et leur nationalité, à: **M Adrian T. Issa, Bureau de la gestion des ressources humaines, bureau S-2500, United Nations, New York, NY 10017, USA. Numéro de télécopie: (212) 963-3134.**

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Chargé d'études marketing



Premier producteur mondial de produits laitiers ultra-frais, Danone est présent chaque jour auprès d'un million de consommateurs, avec des marques telles que Danone, Danette, Bio, Gervais, Kid, Velouté.

La diversité et la richesse des problématiques marketing abordées, la dimension stratégique de notre rôle, la recherche et le développement de nouvelles méthodologies, le professionnalisme exigeant de nos partenaires internes et externes, rendent passionnante l'activité de notre service études. Nous renforçons son équipe et recherchons un chargé d'études marketing.

Il aura pour mission de :

- gérer, animer et développer les panels ;
- conseiller les équipes marketing (30 personnes) sur les études lancées ;
- assurer l'exploitation complète et la mise en mémoire des études qui lui sont confiées ;
- optimiser les méthodes et les outils.

Avec une formation supérieure, de préférence orientée vers les techniques d'études quantitatives et qualitatives (DESS ou Mastère), vous possédez une expérience de 2 ans au moins acquise chez un grand des études quantitatives ou chez un annonceur. La passion pour votre métier, des qualités de rigueur, de synthèse et de communication, la pertinence de vos recommandations vous donneront les atouts nécessaires pour évoluer dans un environnement particulièrement stimulant et formateur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence *19A28455M* à -ebep-, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE **DANONE**

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION



Leader en Ingénierie et Conseil en Hautes Technologies, ALTRAN, 1600 ingénieurs consultants (30% de croissance de l'effectif en un an) est le partenaire privilégié des grands groupes industriels dans la maîtrise des techniques de pointe. Pour développer ses activités de conseil auprès des grandes entreprises industrielles et tertiaires, ALTRAN recrute des :

RESPONSABLES DE CENTRE DE PROFIT

1 À 5 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous avez une expérience réussie d'ingénieur commercial et êtes motivé par la vente de services technologiques ou de conseil.

PARIS - TOULOUSE - RENNES - LYON - AIX

BRUXELLES - MADRID -

. Le developpement commercial
. Le recrutement des consultants
. La gestion et le suivi des contrats

. D'évoluer au sein d'une structure souple et performante
. Et de prendre des responsabilités de management de centre de profit

Pour un contact plus rapide appeler Marie-Pierre ROSSIGNOL ☎ 44.09.10.01 Réf. CC 05

ALTRAN
58, Bd Gouvion St-Cyr
75858 PARIS Cedex 17

Directeur du développement et d'exploitation

Bordeaux

Leader régional dans la pose de canalisations, l'adduction d'eau potable et l'assainissement, nous sommes le partenaire des collectivités territoriales, des mairies, des D.D.E., ...

Directement rattaché à la Direction Générale, vous *définirez les stratégies, optimiserez l'organisation* interne, dirigerez la fonction commerciale, coordonnerez l'action des départements techniques, animerez le personnel (100 personnes) et serez garant des résultats.

Agé de 35/40 ans, de formation supérieure grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce, vous justifiez d'une expérience réussie dans le développement d'un centre de profit en relation avec des collectivités locales.

Si votre satisfaction se nourrit de l'esprit de conquête, rejoignez une PME où vous pourrez vous *épanouir, en développant son activité.*

Merci d'adresser lettre + CV + photo, sous référence AB0495S à ***RH PARTNERS***, 18, rue Ferrère, 33000 Bordeaux.

RH PARTNERS

MEDIA SYSTEM

Le Monde PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



Entreprise d'envergure européenne spécialisée dans les composants et systèmes d'automatisme Industriel et Tertiaire, recherche pour son Département R&D :

INGENIEUR

Réf. IRD

35 ans minimum, Bac + 5 *spécialisé Electronique, connaissance* des phénomènes physiques, possédant 10 ans d'expérience en milieu industriel (contexte de série).

Domaine d'application : essentiellement électronique (analogique, BF-HF) et de façon complémentaire optique, géométrique et mécanique.

Expertise technique et pratique du management indispensables.

Anglais courant impératif.

ELECTRONICIENS

30 ans minimum, Technicien Supérieur ou Ingénieur filière Technique.

- Vous avez une expérience de 5 ans en milieu industriel. Vous intégrerez une équipe de projet de conception électronique **réf. EPRO**
- Vous avez au moins 10 ans d'expérience dans la production de série. Vous aurez en charge l'industrialisation des produits jusqu'au stade de la fabrication (moyenne et grande série). **réf. EIND**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil :



PARTNER'S & DROUAULT Consult
1 rue Jean Moulin
38180 SEYSSINS.

OPGCM

ORC







Ingénieur Radiocommunication

Le Groupe SAGEM a réalisé en 94 un Chiffre d'Affaires de 13,7 Milliards de Francs. L'activité Télécommunications, présente dans l'ensemble des branches et qui a atteint 7,3 Milliards de Francs, le situe désormais au deuxième rang des groupes français de Télécommunications.

Dans le cadre de sa croissance dans les Radiocommunications, SAGEM recherche un Ingénieur expérimenté en GSM, DCS1800, pour participer à son développement.



U N   M O N D E   N O U V E A U   S E   C R É E   T O U S   L E S   J O U R S .

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



Avec près de 60 000 personnes et un volume d'affaires de l'ordre de 10 mds de dollars, Texas Instruments est leader mondial en traitement numérique du signal. Notre centre européen de produits à applications spécifiques, situé près de Nice/Sophia-Antipolis, compte plus de 300 professionnels de différentes nationalités.

Pour le marché des télécommunications qui connaît une activité extrêmement dynamique et croissante chez Texas Instrument, nous recrutons plusieurs :

Ingénieurs Marketing Produits
anglais courant

Double formation : marketing et ingénieur électronicien (Supélec, Sudria, *ESIEE, ESIA, ENSI, ENSERG, ENST*...)

• Pour les applications télécommunication GSM/DECT - réf. TITM.
Texas Instrument s'est donné les moyens d'obtenir de très bons résultats sur le marché du téléphone mobile. Une *première expérience professionnelle du semi-conducteur ainsi* qu'une connaissance du DSP et une compréhension des systèmes GSM/DECT vous sera indispensable pour pouvoir être l'interface dynamique entre notre force commerciale et nos développeurs de produits TI, afin de satisfaire nos clients en leur proposant des solutions GSM ou DECT.
Vous aurez alors à réaliser des études de marché, à comprendre les besoins de nos clients, à construire les argumentaires de vente, à déterminer l'offre commerciale, à former et motiver nos commerciaux, à participer et animer des séminaires...Bref, à vivre un beau challenge.

• Pour de nombreuses autres applications télécommu*nication (radio, TV, vidéo, graphique...) réf.* TIAT
Vous êtes débutant, diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique que vous venez de compléter par un MBA, de préférence américain, ou encore par un troisième cycle marketing au sein d'HEC ou de l'ESSEC.
Vous avez une très bonne connaissance du micro-processeur.
Nous vous formerons à l'activité applicative pour laquelle vous prendrez en charge une ligne de produits en évoluant par les différentes phases du MIX.

Envoyez votre dossier de candidature complet en précisant la référence choisie à notre conseil : SCOR * CONSEIL, 47 avenue Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble.

TEXAS INSTRUMENTS

MEDIA SYSTEM

Ingénieur Marketing Etudes

ABB Control - 350 MF

Au sein du groupe ABB, nous sommes un des centres d'excellence pour les contacteurs dont *nous assurons la R & D*.

***Nous recherchons un Ingénieur* Marketing Etudes.**

Véritable pivot entre le commercial et le bureau d'études, cet ingénieur, rattaché à la Direction Technique (50 personnes), élabore les cahiers des charges relatifs au développement de nouveaux *produits. Il assure en outre les missions relevant de sa* compétence : travaux normatifs, support technique à la vente, formation...

Le poste *inclut des interfaces avec tous les services* de l'entreprise et les autres sociétés du groupe.

Il convient à un ingénieur expérimenté, connaissant bien au plan technique les produits et applicatifs en appareillage basse tension. Cet ingénieur devra également posséder une compétence ou au moins du *goût pour l'approche marché et pour l'élaboration des* normes dans le contexte mondial.

Poste basé à Lyon.

La fonction très autonome et très ouverte, nécessite la maîtrise de l'anglais et demande des voyages fréquents en Europe.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4051 à notre conseil EUROPACT qui vous garantit une totale confidentialité et répondra sous quinzaine aux candidats ayant le profil souhaité.



EUROPACT - 57 Bd Vivier Merle
69429 LYON Cedex 03.

Paris — **Excellente rémunération**

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Notre client est la filiale française d'un des plus importants et des plus innovants groupes pharmaceutiques mondiaux. Ce secteur d'activité connaît actuellement de profonds changements et de nouvelles opportunités s'ouvrent dans le monde de la santé. Il est crucial de renforcer et de redéfinir le marché en exploitant au mieux les technologies afin d'y être leader. Notre client recherche actuellement une personne dynamique de très haut niveau afin de remplir le rôle clef de Directeur Informatique France.

Le candidat devra être capable de définir et de mettre en oeuvre la stratégie informatique. Il devra également faire preuve de réelles qualités de meneur d'hommes afin de développer une équipe de très haut niveau. Il sera capable d'identifier et de faire prendre conscience des opportunités de reconfiguration des processus à mettre en oeuvre. Avec ses collègues européens et américains, il devra représenter les intérêts de la France tout en contribuant au développement de la stratégie informatique globale.

Le candidat retenu saura prendre des décisions, aura à la fois le sens commercial et une connaissance technique de très haut niveau. De plus, il aura une expérience préalable de contacts extérieurs ainsi que la capacité de renforcer des relations commerciales grâce à la technologie. A la fois visionnaire et pragmatique, le candidat a des qualités de communication et de management.

L'entreprise est jeune, dynamique et très attentive aux résultats. Cela requiert à la fois le travail d'équipe et des qualités de meneur.

Ce poste est une réelle opportunité de carrière pour un candidat à très fort potentiel et désirant mettre la technologie au service de ses clients. La maîtrise écrite et orale du français et de l'anglais est *essentielle*.

Pour soumettre votre candidature, envoyez un CV en anglais sous la référence 11503 en précisant votre rémunération *actuelle et, si possible, un numéro de téléphone* pendant la journée, au cabinet de consultants: Goodman Graham & Associates, 8 Beaumont Gate, Shenley Hill, Radlett, Herts WD7 7AR, UK. Fax: +44 1923 854791.

GOODMAN GRAHAM

SERVING THE INFORMATION INDUSTRIES

Papeteries de Golbey

Entreprise internationale (330 personnes), implantée à Golbey près d'Epinal, Papeteries de Golbey a démarré sa production de papier journal début 1992.
Disposant d'un matériel à la pointe de la technologie, notre usine d'une capacité de production de 250 000 t/an, compte parmi les plus performantes du monde.

Pour notre service Qualité, nous recherchons :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT (H/F) (réf. IDM)

Ingénieur papetier (EFPG,...) ou Ingénieur chimiste ayant une connaissance de l'industrie papetière, vous rejoindrez l'équipe développement et aurez pour mission la *réalisation d'études des process de production* et des analyses de qualité. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les différents services de l'entreprise (production, maintenance, laboratoire,...).

Disposant d'une *première expérience professionnelle* ou débutant ayant réalisé des stages significatifs, vous souhaitez valoriser vos connaissances dans des fonctions d'études et de développement.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Merci d'envoyer, sous référence IDM, lettre manuscrite, CV et prétentions à notre adresse :

PAPETERIES DE GOLBEY - ROUTE JEAN-CHARLES PELLERIN
BP 109 - 88194 GOLBEY CEDEX

AIX-EN-PROVENCE ANNECY BORDEAUX LILLE LYON NANCY NANTES NICE PARIS RENNES STRASBOURG TOULOUSE

RÉGION POITOU-CHARENTES

La région Poitou-Charentes souhaite créer un «pôle emballage - conditionnement» afin de valoriser les compétences régionales dans le domaine de l'emballage et du conditionnement. Pour atteindre cet objectif économique, l'ensemble des partenaires (locaux, départements, région, Etat) recherche le

Responsable du projet « emballage-conditionnement »

Vous définirez le projet : contenu, axes prioritaires, calendrier des actions, ... et lui donnerez une réelle impulsion. A l'issue d'une période initiale de 18 mois, l'objectif est de mettre en place une structure dont les actions d'étude, de promotion, de communication, de formation, etc. permettront l'émergence de ce pôle et une reconnaissance internationale.

A 30/40 ans, ingénieur de formation, vous possédez une expérience technique, commerciale et gestion, d'au moins 6 à 8 ans, dans le domaine de l'emballage et/ou du conditionnement. La connaissance de l'économie régionale sera un plus appréciable. La pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Cognac (Charente) et rattaché à l'Agence Poitou-Charentes Technologie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à notre conseil Onoma, « Le Lafayette », avenue J.F. Kennedy, 33700 Mérignac.

Onoma



GROUPE COURTAUD



SECTEU

Where telecommunications count.*

* Là où les télécommunications ont de l'importance

NORTEL MATRA CELLULAR

NORTEL MATRA CELLULAR, joint-venture créée à l'initiative du Canadien Northern Telecom et de Matra Communication, *se consacre aujourd'hui à la technologie de demain* et s'ouvre au marché résolument croissant des systèmes *de télécommunications cellulaires GSM.*

Afin de conforter notre développement et notre expertise, nous souhaitons aujourd'hui intégrer de nouvelles compétences.

INGÉNIEURS SUPPORT TECHNIQUE AVANT-VENTE

Au sein du Département Marketing/Ventes et dans un contexte résolument international, vous nouez des relations techniques avec les opérateurs de réseaux cellulaires, afin de cerner leurs besoins. Chargé de répondre aux appels d'offre, tant du point de *vue technique, que financier et commercial, vous défendez et* argumentez les solutions proposées.

A environ 30 ans, ingénieur Télécom, vous êtes doté de solides compétences techniques en télécoms, si possible dans un ou *plusieurs domaines des radio-communications GSM. Votre approche* «système» alliée à votre compréhension des problèmes inhérents *aux grands projets, vous permettent de mener plusieurs affaires* simultanément. Une bonne connaissance en commutation publique serait un plus. Anglais courant indispensable. Réf. STA/M2

INGÉNIEURS FORMATEURS GSM EXPORT

Rattaché à la plate-forme Documentation et Formation, vous dispensez aux futurs utilisateurs présents dans toutes nos zones d'implantation commerciale (France et étranger), l'ensemble des connaissances et informations nécessaires à la meilleure exploitation du réseau. *Pédagogue avant tout, organisé, rigoureux et doté d'un réel sens de la* communication, vous assurez des cours théoriques et pratiques détaillés par type de machine : BTS, BSC, OMC et veillez à une mise à jour des supports de cours adaptée aux marchés export concernés.

De formation ingénieur, vous avez de très bonnes connaissances en télécommunications (système et réseaux) acquises dans la conception de systèmes et/ou en développement de logiciels. Vous êtes bien sûr bilingue anglais et mobile pour de fréquents déplacements. Réf. IFE/M3

INGÉNIEURS MÉTHODE INSTALLATION

Intégré au Service Installation et en relation étroite avec les équipes Planning, Installation, Qualité, Intégration/Validation ainsi qu'avec nos principaux clients, vous réalisez les procédures d'installation et de mise en service des sous-systèmes radio.

Responsable de la définition et de la présentation client des documents techniques, vous assurez au niveau méthode, le support technique dans le cadre des travaux France et export.

Ingénieur Télécom, vous possédez une expérience similaire dans le domaine radio ou commutation ainsi que de bonnes connaissances en transmission (MIC), informatique temps réel (utilisateur). Vous maîtrisez les procédures Qualité ISO 9000 et avez un bon niveau d'anglais. Réf. IM/M2

Vous souhaitez intégrer notre site des Yvelines, merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste souhaité, à NORTEL MATRA CELLULAR - DRH - Armelle COMMELIN BP 50 - 1 Place des Frères Montgolfier - 78042 GUYANCOURT Cedex.

Ingénieurs GSM



ES2, LES MICRO-CIRCUITS DES GRANDS ENJEUX



PROXIMITÉ D'AIX-EN-PROVENCE

Nous sommes spécialisés dans la production de circuits intégrés à applications spécifiques (ASIC). Notre rapprochement avec le groupe américain ATMEL nous permet de poursuivre une forte politique de développement pour les cinq prochaines années. Ingénieurs débutants ou expérimentés, nos champs d'expertise sont multiples : autant que les perspectives d'évolution que nous vous offrons.

INGÉNIEURS DESIGN

Design-flow - réf. DF
Librairies - réf. LIB
Applications spécifiques - réf. ASP

INGÉNIEURS PRODUCTION

Process - réf. PR
Lithographie - réf. LIT
Gravure - réf. GRA
Diffusion - réf. DIF
Couches minces - réf. CMI

INGÉNIEURS ASSEMBLAGE ET TESTS

Assemblage et packaging - réf. PAC
Tests - réf. TS

INGÉNIEURS CIM INFORMATICIENS - réf. INF

INGÉNIEURS PRODUITS - réf. PROD

Vous possédez une formation d'ingénieur ou équivalent. Débutant ou justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans dans la micro-électronique ou l'informatique, vous parlez anglais couramment.

Contactez-nous, en adressant votre *dossier de candidature et en précisant* le domaine d'activité qui vous intéresse : ES2, DRH, Z.I. de Rousset, 13106 Rousset Cedex.

ES2 *Silicon solutions*

Responsable Conception Electronique



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques *de demain*, en particulier de l'électronique pour améliorer les performances, le confort, la sécurité et la fiabilité des équipements.

Dans ce contexte, la Branche Electronique (1 400 personnes) relève le défi et recrute, pour son site de CRETEIL (94), un Responsable Conception Electronique.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous établissez les spécifications, élaborez la conception globale (architecture, développements électroniques, logiciels et mécaniques) et assurez une cohérence globale d'un ou plusieurs de nos produits jusque dans les phases d'industrialisation.

Ingénieur d'une Grande Ecole, vous avez une expérience d'au moins 3 ans du développement en électronique moyenne et grande série et vous possédez *des compétences en* électronique de puissance, ou en électronique numérique et analogique.

Votre sens de l'engagement et vos capacités à travailler en équipe dans un contexte international vous permettront de bénéficier des perspectives d'évolution offertes par notre Groupe.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite avec CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée à VALEO ELECTRONIQUE - Nathalie HUBERT - 2, avenue Fernand Pouillon - 94042 CRETEIL Cedex.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Nous engager, c'est aussi vous faire confiance.

UNILOG CONSULTANTS recherche

GRANDES ECOLES

Consultants Seniors

Réf. UCS/LM05

Responsable de projet, vous conseillez nos Clients, vous vous engagez sur les solutions que vous recommandez et les mettez en œuvre.
Vous possédez une expérience supérieure à 5 ans, acquise en entreprise et/ou en cabinet de conseil et une réelle pratique dans au moins un des domaines suivants : comptabilité et finance, gestion industrielle, logistique/distribution ou IARD.
Une connaissance des systèmes d'information du Business Process Reengineering (BPR), *des progiciels ou des techniques de design rapide (JAD/RAD) est nécessaire.*
La maîtrise de l'anglais sera un plus.
Votre autonomie, votre savoir-faire et vos résultats vous permettront d'évoluer rapidement dans le conseil.

Consultants Juniors

Réf. UCJ/LM05

Vous participerez à des missions de conduite du changement, de définition, de mise en place d'organisations et de systèmes d'information.
Encadré par un consultant senior, vous bénéficierez d'un complément de formation spécifique à nos métiers et secteurs d'activité.
De personnalité affirmée, une expérience de 2 à 3 ans en entreprise et/ou en cabinet de conseil vous a confronté à des projets d'organisation et/ou de mise en place de systèmes d'information.
Esprit d'analyse et de synthèse, écoute, flexibilité et autonomie vous permettront d'évoluer vers la direction de missions ou l'expertise.
Connaissance de l'anglais indispensable (allemand ou espagnol appréciés).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), en précisant la référence du poste choisi à UNILOG - DRH - Virginie BOUVIER 97, boulevard Pereire - 75017 Paris.



UNILOG

Notre signature est un engagement

Filiale d'un important groupe industriel, nous produisons des verres techniques dans *notre usine de 700* personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne (77). Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau. Persuadés que nous gagnerons le pari du futur grâce à la qualité de nos ingénieurs nous poursuivons la structuration de notre équipe.

Jeune ingénieur de production

responsable d'atelier

- Ingénieurs GE : Mines, Centrale, A&M, ENSI...
- Expérience de 2 à 3 ans.
- Connaissances en traitement de surface souhaitables.

Dans un environnement très stimulant, nous vous confierons les responsabilités techniques, humaines et de résultats de l'un de nos ateliers (20 personnes).

Ce poste s'adresse à *une personnalité affirmée*, passionnée par la technique et souhaitant évoluer au sein d'une structure industrielle internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 61286, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

هكذا من الأصل

MOUILLEZ-VOUS, POUR NE PAS VOUS TROMPER.

Premier réassureur français, cinquième mondial, le Groupe SCOR (1 100 personnes, 12 milliards F de CA) propose aux compagnies d'assurances des couvertures financières sur leurs risques les plus importants (satellites, barrages, usines, plates-formes offshore, BTP). Société française, cotée au règlement mensuel, le Groupe SCOR réalise 75% de son CA à l'international et ses filiales (500 personnes) sont implantées sur les cinq continents. Nous recherchons pour SCOR Réassurance (Paris-La Défense) :

Ingénieurs Pétrochimie

Ingénieur grande école ou génie chimique, vous justifiez de 4 à 5 années d'expérience de la production sur sites pétrochimiques (assistance technique, services production, maintenance, sécurité, gestion des sinistres) et vous souhaitez élargir le champ de vos activités. Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère. Vous rejoindrez une équipe de 5 personnes dont le portefeuille clients est à 85% hors Europe. (réf. SDUB/AN)

Ingénieurs Production

Vous interviendrez pour la branche Risques Industriels et jouerez un rôle de conseil auprès de nos clients Grands Comptes.
Ingénieur grande école complétée par un 3ème cycle de gestion, vous avez une expérience de 5 ans de production en industrie lourde ou en ingénierie. Vous parlez couramment anglais et maîtrisez une 3ème langue. (réf. SHUR/AN)

Ingénieurs BTP

La Branche décennale (5 personnes) est leader mondial sur son *marché et étudie 300 affaires nouvelles par an qui peuvent concerner* de grands projets tels : la Grande Arche de la Défense, la Très Grande Bibliothèque, les ouvrages d'arts du TGV Italien...
Ingénieur P et C, AM, ESTP, ENSAIS, INSA..., vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise de BTP, en bureau d'études ou au sein d'un organisme de contrôle. Votre anglais est courant et vous parlez espagnol et/ou italien. (réf. SLEB/AN)

La Direction des grands risques d'entreprises représente un CA de 1,7 milliard et comprend 33 ingénieurs qui, après une expérience *probante du monde industriel, ont été formés à nos techniques.*

Au sein de l'une de nos branches de souscription, vous interviendrez dans la négociation des contrats de réassurance et prendrez des engagements financiers importants : sélection des offres, réalisation des diagnostics techniques sur sites, évaluation des risques, négociation et suivi des contrats, réalisation d'études de marchés.

Disposant d'une réelle autonomie dans la gestion de vos contrats, vous êtes rigoureux et possédez un bon sens des contacts. Vous vous déplacerez dans le monde entier environ 3 mois par an. Ouverture d'esprit, goût des initiatives et sens du travail en équipe vous ouvriront de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence choisie à SCOR, Service Recrutement, Hubert ESTIBAL, 1 avenue du Président Wilson, 92074 PARIS LA DEFENSE 8 *cedex.*

L'ASSUREUR DES ASSUREURS **SCOR**

LBW

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION

ALTRAN

Leader en Ingénierie et Conseil (1600 consultants), les compétences d'ALTRAN vont des études techniques au conseil en passant par la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise technique. Elle recherche pour ses activités en hautes technologies des :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

3 À 5 ANS D'EXPÉRIENCE

. Télécommunications, Téléphonie
. Energie (nucléaire, pétrole...)
. *Transport (ferroviaire, automobile...)*
. Aéronautique, Espace, Défense
. Banque, Assurance, Finance

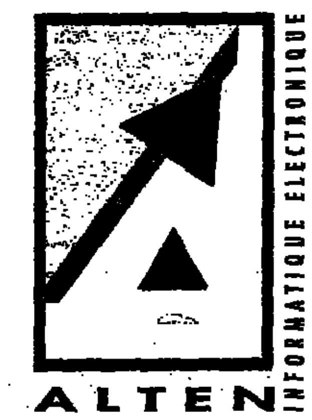
. Electronique (analogique, numérique, ASIC, Traitement du signal...)
. Radiotéléphonie mobile, GSM, DECT..., commutation, gestion des réseaux
. Acoustique, Vibrations, Thermique
. Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO...
. *Logiciel temps réel,* Génie logiciel...
. Systèmes d'information

Merci d'adresser votre C.V. en rappelant la référence LM/05 à Jean-Michel MARTIN ALTRAN - 58, Bd Gouvion St-Cyr 75858 PARIS Cedex 17

PARIS - TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - AIX
BRUXELLES - MADRID

L'époque est aux nouveaux projets

Partenaire privilégié des grands groupes, le groupe ALTEN (500 personnes, 230 MF de CA), est reconnu pour son savoir-faire et la qualité de ses prestations dans les secteurs :
Télécoms
Industrie
Aéronautique et spatial
Transport
Nucléaire
Finance
Banque-Assurance.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la *référence choisie* à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 119-121 Grande-Rue, 92318 Sèvres Cedex.

Ingénieur temps réel
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez de un à cinq ans d'expérience en développement autour d'un moniteur temps réel de type VRTX/VX Works. Des connaissances en télécoms seront appréciées. Réf. LM 519 TR1

Ingénieur télécoms
De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une première expérience des grands projets de radiotéléphonie (normes GSM, DECT, CT2...) ou du développement des logiciels de communications (protocoles ATM, X25, RNIS). Réf. LM 519 TR2

Ingénieur électronicien
De formation ingénieur ou universitaire, vous faites preuve d'une première expérience en électronique analogique (traitement du signal, radio...), *conversion analogique et numérique* (filtrage) ou en électronique numérique (micro-contrôleurs de type Motorola, Intel ou Dec, processeurs TS, Bus VME, Arinc) ou en électronique de puissance. *Réf. LM 519 EAN*

Ingénieur réseau
De formation ingénieur ou universitaire, vous possédez une première expérience en *administration* de réseaux sur une plate-forme de développement de type HP Openview, ISM, Netview 6000, fonctionnant avec les protocoles de communication CMIS/CMIP. Réf. LM 519 IR

Ingénieur système
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez d'une première expérience significative en administration de plates-formes UNIX et/ou VMS ou en support système. Réf. LM 519 IS

Vous souhaitez intégrer une société ambitieuse où vous pourrez donner libre cours à vos talents. Notre politique de formation et de suivi vous assurera une évolution de carrière.

A L T E N   B I E N   D A N S   S O N   E P O Q U E

Jonction

Construire le présent et préparer l'avenir des réseaux de télécommunications, grâce à une expérience centenaire.

MET COMMUTATION, filiale de MATRA ERICSSON TÉLÉCOMMUNICATIONS, conçoit, fabrique et installe des équipements de téléphonie publique en France et à l'étranger.
Afin de renforcer les équipes de notre Centre de Formation, nous recherchons des

ANIMATEURS CONCEPTEURS DE FORMATION

Nos collaborateurs et nos clients bénéficient régulièrement de formation sur nos produits et sur les évolutions techniques de nos systèmes.

Vous serez chargé de concevoir et d'animer des modules de formation, particulièrement sur le réseau GSM, en français et en anglais.

Vous avez de très bonnes qualités relationnelles et de l'aisance en anglais pour animer des cours à l'étranger.

Ingénieur de formation Electronique, option informatique ou télécom, vous avez une première expérience dans le domaine des télécoms. Vous maîtrisez la langue anglaise et êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Jean-Paul DURAND

MET COMMUTATION
19, avenue Carnot
91348 Massy cedex

MET COMMUTATION

D E S   H O M M E S   Q U I   C O N S T R U I S E N T

JEUNE SOCIETE (100 personnes, 100 MF)
EN PLEINE EXPANSION,
FILIALE DE GRANDS GROUPES INDUSTRIELS
recherche
pour son CENTRE DE DEVELOPPEMENT
DE LA REGION GRENOBLOISE

INGENIEUR R & D H/F

De formation Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez une grande culture scientifique et de bonnes **connaissances en OPTRONIQUE et MICROELECTRONIQUE.** Vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience et développé une curiosité naturelle et le sens des relations humaines.

Rattaché à l'Adjoint du Directeur Technique, vous travaillerez sur la base de missions en vous appuyant sur les experts des différents secteurs.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous référérance 88397 à PROJETS, 12 place de l'Eglise, 94400 VITRY SUR SEINE qui transmettra.

مكرر من الاصل

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs grandes écoles bac + 5

Appliquer les hautes technologies à toutes les industries.

Associée à des partenaires de haut niveau, notre société intervient dans différents domaines technologiques dont, notamment, l'automobile et l'aéronautique. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons des ingénieurs diplômés de grandes écoles bac + 5 minimum.

une idée nouvelle pour vos projets.

INGENIERIE AUTOMOBILE

Pour notre client constructeur automobile nous développons nos équipes d'ingénieurs :

Ingénieur conception de commandes de boîtes de vitesses automatiques (Réf. 1LM01)
Vous définirez le cahier des charges du calculateur embarqué contenant les lois de commande de la boîte. Après une expérience d'au moins 3 ans, vous maîtrisez parfaitement les lois de commandes, les systèmes pilotés et les automates. *Vous pratiquez également l'anglais.*

Ingénieur hydraulicien pour boîte de vitesses automatique (Réf. 1LM02)
Vous serez chargé d'optimiser les performances des pompes hydrauliques et convertisseurs dès la phase de conception. Pour ce poste, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans *dans le domaine des systèmes hydrauliques appliqués aux* transports.

Ingénieur support logiciel CAO (Réf. 1LM03)
Support à l'utilisation de SACDICA (Système d'Aide à la Conception et au Dessin Industriel des Cablages), vous serez aussi *responsable du pilotage de la conception du système d'information* pour la définition des systèmes électriques et électroniques du véhicule. En plus d'une expérience électrotechnique de 3 à 5 ans dans les domaines automobile ou électroménager haut de gamme, des compétences en CAO et SGBDR sont nécessaires.

Ingénieur en dynamique rapide (Réf. 1LM04)
Vous aurez en charge l'optimisation de la structure de caisses vis à vis du crash (modélisation, analyse de solutions et corrélation avec les essais). Après une expérience de 2 ans, vous maîtrisez parfaitement les progiciels IDEAS, RADIOSS ou leurs équivalents.

Ingénieur calcul en vibroacoustique (Réf. 1LM05)
Vous serez chargé de l'optimisation de véhicule en vue de minimiser le bruit intérieur (modélisation, analyse de solutions et corrélation avec les essais). Après 4 à 5 ans d'expérience en acoustique pour l'aéronautique ou l'automobile, vous maîtrisez parfaitement les progiciels IDEAS ET NASTRAN.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

INGENIERIE AERONAUTIQUE

Spécialiste des technologies aéronautiques, nous recherchons des ingénieurs avec une première expérience réussie :

Ingénieur automatismes de vol, navigation, gestion du vol (MATRIX, MATLAB) (Réf. 1LM06)
Ingénieur d'études de l'électronique embarquée pour équipement de navigation (PSPICE) (Réf. 1LM07)
Ingénieur spécialiste qualité pour composants IEEE satellite (Réf. 1LM08)
Ingénieur spécialiste détecteurs infrarouges pour satellite (Réf. 1LM09)
Ingénieur spécifications systèmes contrôle aérien futurs (Réf. 1LM10)
Ingénieur spécialiste en vibroacoustique avion (Réf. 1LM11)
Ingénieur conception mécanique et thermique pour équipement de navigation (ANSYS) (Réf. 1LM12)
Chef de projet conception, définition, mise au point de structures satellites (Réf. 1LM13)
Ingénieur développement logiciel embarqué (ASSEMBLEUR MICRO 68 000, ADA, C, C++,) (Réf. 1LM14)
Ingénieur support CFAO (CAS.CADE, EUCLID) (Réf. 1LM15)
Ingénieurs informatique de gestion (1 Chef de projet système PACBASE (Réf. 1LM16) **+ 1 Ingénieur débutant FORTRAN bilingue anglais/français** (Réf. 1LM17))

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne ainsi que dans le Sud et le Centre de la France.

Adressez votre candidature (lettre de motivation + curriculum vitæ) en précisant la référence sur l'enveloppe à **COMMUNIQUÉ 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex.**

MEDIAPA

Responsable gestion de production

France

Notre position de numéro 1 mondial est due notamment ***qualité de nos produits*** ***constante évolution*** **si qu'à la performance et à la réactivité nos équipes attachées apporter le meilleur service à nos clients. ans ce contexte nous ıhaitons intégrer un :**

A partir de notre Direction Centrale Agences, couvrant 7 sites de Fabrication sur la France et 14 Agences Commerciales, nous assurons la prise de commande, la fabrication et la livraison de produits finis à haute valeur ajoutée (verres optiques spécifiques) à nos clients, les opticiens, dans des délais très brefs.

Vous assurerez en liaison avec nos Directeurs d'Agences, la répartition des productions par site, participerez à l'équilibrage des charges des différents *ateliers en optimisant les flux, l'utilisation des capacités de production tout* en tenant compte des spécificités locales. Vous serez également l'interlocuteur privilégié de nos prestataires de services (Sociétés de transports) dont vous assurerez le suivi.

Ingénieur généraliste de formation, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans en logistique, en gestion de production ou de conseil en organisation (gestion de flux), vous aimez le travail en équipe et avez un sens aigu des relations humaines et du service. Vous avez également participé à la conduite de projets et souhaitez mettre en œuvre vos talents *d'organisateur et capacités de gestionnaire dans une activité qui vous* donnera une vision globale du marché français de l'optique ophtalmique.

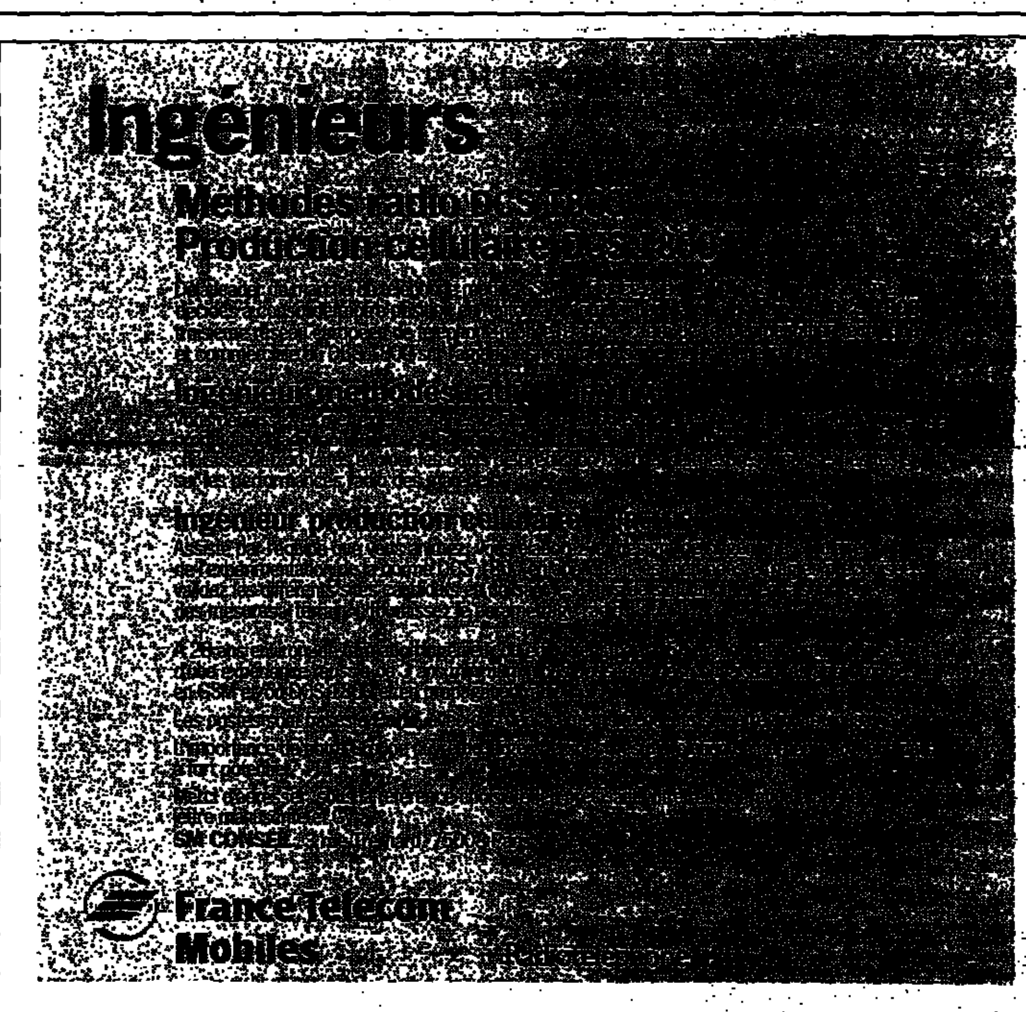
Le poste basé en Région Parisienne vous offre de larges perspectives d'avenir au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous *réf.RGP/LM* à ESSILOR INTERNATIONAL Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres 147 Rue de Paris 94227 CHARENTON CEDEX.



ESSILOR

SYN'AXIS



Ingénieur transmissions Chef de projet

Société reconnue par notre capacité innover et notre avance technologique dans le domaine des ***TRANSMISSIONS*** ***T DE L'OPTRONIQUE,*** *nous consolidons la structure R & D : l'une de nos divisions, et recherchons :*

Dans le cadre ***d'options stratégiques*** *de développement répondant à des besoins clairement identifiés dans le secteur de la* ***Défense.***

Notre objectif : *valoriser l'acquis et* ***innover*** *dans de nouvelles activités faisant appel aux* ***liaisons numériques de données.***

Vos missions : *concevoir et développer des équipements et systèmes de transmission, prendre en charge des projets en interface avec les clients et, en interne, avec les services Production et Qualité.*

Ingénieur ***SUPELEC, SUP TELECOM, ENSERG...,*** *âgé d'environ 35 ans, vous apportez la preuve d'une expérience réussie d'étude, de développement et de gestion de projet. Vous êtes familiarisé aux techniques d'hyperfréquences et vous avez des compétences en* ***Radar.***

En relevant ce challenge vous serez ***l'initiateur*** *d'applications innovantes et maîtrisées, et serez à même* ***d'animer*** *à terme une équipe de R & D.*

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature ***en mentionnant votre niveau actuel de rémunération*** *sous référence* ***9508,*** *7, rue de Monceau 75008 Paris.*

MEDIA SYSTEM



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SUITE DE LA RUBRIQUE SECTEURS DE POINTE PAGE XVII

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

CONTRÔLEUR DE GESTION H/F

REGION TOULOUSAINE

Filiale d'un groupe international, cette société de 700 salariés fabrique et vend une gamme spécifique de produits alimentaires. "Leader" dans son domaine, avec un chiffre d'affaires qui dépasse aujourd'hui le milliard de francs, la réussite de l'entreprise repose sur une approche innovante du marché, une organisation performante et une totale satisfaction de ses clients. Elle recherche *un contrôleur de gestion qui intégrera la Direction financière. Sa mission* principale sera de contrôler et d'assister les directions commerciales et marketing dans les phases d'élaboration budgétaires, d'analyse des conditions commerciales et tarifaires et d'évaluation financière des décisions. Il établira notamment les résultats par segment de clientèle et par gamme de produits. A 30 ans environ, le candidat doit être diplômé d'une *grande* école de commerce ou de gestion et posséder une *expérience de 5 à 7 ans*, acquise dans l'idéal par un passage dans un cabinet d'audit et complétée par une expérience similaire au sein d'une industrie de produits grand public distribués aux GMS. La maîtrise de l'anglais est indispensable *pour le poste et lui ouvrira de larges perspectives au sein du groupe.* Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 517A à Marie-José POMES, PSYNERGIE, Immeuble Manager's Jean Jaurès, 5 rue du Moulin Bayard, 31000 TOULOUSE.

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

LBW ◆ OPQCM *Membre de Syntec*

Toulouse - Marseille - Paris - Montpellier - Lyon - Nice



CRÉDIT NATIONAL

Valorisez vos acquis au sein d'une structure en développement.

AUDITEUR INTERNE - CHEF DE MISSION

Paris

Au sein de notre **Inspection Générale Groupe**, vous serez chargé d'effectuer des **missions d'audit comptable et financier** dans les différentes entités du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Vous participerez aussi à la formation des auditeurs généralistes qui rejoindront notre Inspection Générale en interne.

Diplômé d'études supérieures Bac+4/5 (Ecole Supérieure de Commerce, 3ème Cycle d'Audit...) *impérativement* complétées par une **solide formation comptable** - DESCF ou équivalent - vous justifiez d'une expérience réussie d'**au moins 4 ans** au sein de l'Inspection d'un établissement bancaire ou dans un cabinet d'audit international. Une *bonne pratique de la fiscalité sera appréciée.*

Rigueur, ouverture d'esprit, capacité de conviction, alliées à une grande aisance relationnelle et une solide maîtrise de l'anglais, seront les atouts de votre réussite.

Nous vous offrons de valoriser vos acquis dans une structure en développement, et l'opportunité d'une carrière évolutive au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence IG/LM au CRÉDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines - 45, rue St Dominique 75700 Paris.

Austin Knight - Carré Turenne

JACQUET

Leader sur le marché français de la panification (marques JACQUET, DUROI, GRIELLE), nous recherchons pour notre siège en Région Parisienne un

Directeur des Ressources Humaines

Rattaché au Président du Directoire, vous aurez notamment en charge :
- la préparation et le suivi de la politique des Ressources Humaines
- la coordination des responsables du personnel des différentes filiales
- le suivi des carrières des cadres (recrutement et évolution)
- la planification des actions de formation
- la communication interne
- et l'organisation des relations avec les partenaires sociaux.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée et réussie dans la fonction (si possible dans le secteur agro-alimentaire), une excellente maîtrise du Droit du Travail et la pratique du dialogue social.

Une bonne connaissance de l'anglais (et si possible de l'allemand) est souhaitée.

Merci de nous faire parvenir *lettre manuscrite, CV et salaire actuel* (sous réf. DRH) à l'attention de Mr. le Président du Directoire JACQUET - 2, rue Maryse Bastié - ZI de Saint-Guenault Courcouronnes - 91031 EVRY CEDEX

MEDIAPA



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE GROUPE C.N.C.A CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES ET SA VOLONTE D'ETRE LE MOTEUR DU DEVELOPPEMENT DU CREDIT AGRICOLE : 67 CAISSES REGIONALES, 8 400 POINTS DE VENTE, 74 000 SALARIES. LA DIRECTION DES OPERATIONS ET SERVICES BANCAIRES RENFORCE SON EQUIPE ET RECHERCHE :

INGENIEUR EN DEVELOPPEMENT BANCAIRE

L'imagination, qui a porté le *Crédit Agricole* au premier rang des banques françaises, doit lui permettre de prendre la place qui lui revient dans le nouvel espace européen. La gestion des flux est un enjeu capital pour *une banque commerciale qui a cette ambition*, la maîtrise de l'interbancarité est une condition essentielle de son efficacité.

Vous êtes un jeune diplômé de grande école, intéressé par les métiers de la banque, venez rejoindre notre équipe d'ingénieurs en développement bancaire.

Vous serez chargé :
- de faire valoir les intérêts du Crédit Agricole dans les instances interbancaires nationales et internationales sur les sujets touchant à l'évolution des systèmes de règlements,
- de provoquer les réflexions à l'intérieur du Groupe, d'identifier les évolutions et de conduire leur mise en œuvre,
- de mener des missions d'organisation de type stratégique ou opérationnel.

Immergé dans une direction opérationnelle, vous travaillerez sur des projets situés au premier plan de l'actualité bancaire : la prévention des risques dans les systèmes de règlements interbancaires, le correspondant banking, les paiements transfrontaliers... Vous participerez à la conduite des travaux *préalables au passage à l'ECU de l'ensemble des activités du groupe Crédit Agricole.*

Ce poste basé à Saint-Quentin requiert :
- *des facultés d'analyse, de synthèse, de conception, de communication et de négociation,*
- un esprit curieux, capable d'assimiler par lui-même des connaissances nouvelles,
- de la rigueur et de la méthode,
- un intérêt pour les nouvelles technologies dans les domaines de l'informatique et des réseaux,
- une pratique courante de la langue anglaise,
- une première expérience professionnelle dans une fonction de consultant en organisation bancaire.



Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la réf. 95.04 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Chantal TARDIVON - Direction des Ressources Humaines - 83 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

NC Communication

Leader mondial de la Climatisation



Filiale du groupe UTC (200 000 personnes), nous sommes le premier fabricant de conditionnement d'air en Europe et dans le monde. Pour notre filiale française basée près de LYON, nous recherchons notre :

Votre mission : rattaché au DRH, vous aurez pour mission d'optimiser la gestion des 500 personnes rattachées à cette division dans le cadre d'une évolution importante de l'organisation et de la culture de l'entreprise.
Assisté de l'équipe RH en place, vous serez responsable du développement de la gestion des compétences dans l'atelier, de l'élaboration des plans de formation et de recrutement ainsi que du suivi des relations sociales (CE, DP). Vous serez, de plus, chargé de la coordination de la politique sécurité au niveau de l'entreprise.

Votre profil : vous avez entre 30 et 35 ans, une formation supérieure bac + 5 avec une spécialisation en RH. La pratique courante de l'anglais, une expérience significative en milieu industriel et un sens aigu de la communication sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 806 à CRC 01, BP 49, 01122 Montluel Cedex.

Responsable de personnel

Division Industrie

MEDIA SYSTEM

Entreprise de Travaux Publics Leader en Ile de France
150 MF de C.A. recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous serez chargé de mettre en oeuvre les outils administratifs, financiers, et de contrôle de gestion nécessaires à la maîtrise de notre objectif : 2000 = Qualité Totale.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum des marchés de travaux pour l'Etat et les grandes entreprises publiques, une formation supérieure, 30 ans au moins.

Envoyez votre dossier de candidature (Lettre de motivation manuscrite, CV, photo...) à : Clodoald Administration Finance, Réf : DE2, 9 av. Clodoald, 92210 SAINT-CLOUD

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

ADMINISTRATEUR DU PERSONNEL

BOOZ-ALLEN & HAMILTON INC. (5600 personnes) est un des premiers cabinets mondiaux de conseil aux directions générales d'entreprise. Pour rejoindre la filiale française (120 personnes, dont 80% de cadres) est recherché un jeune cadre (H/F), spécialiste de l'administration du personnel. Placé sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier, il sera en charge de toute la gestion liée à l'administration du personnel, et agira en tant que conseiller de la direction pour toutes les questions sociales. En relation constante avec la maison-mère américaine, il assurera la bonne application des règles et procédures internes. Ce poste, nécessitant de nombreux contacts et une parfaite connaissance de la législation, conviendrait à un juriste de formation (DESS gestion du personnel) ayant un très bon relationnel et ayant exercé pendant 2 à 5 ans des responsabilités au sein de la fonction personnel, si possible dans une entreprise de services. La pratique courante de la langue anglaise est impérative. Le poste est à pourvoir à Paris-Trocadero. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence R/2635M - **PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.**

Audit interne International et France

Paris

Leader mondial dans sa gamme de produits, ce groupe (1 Md de francs de CA - 11 filiales) présent dans 100 pays se développe rapidement à l'international.

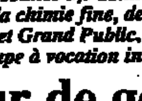
Sous l'autorité du Directeur Financier, vous évaluez principalement la fiabilité des opérations comptables et financières des filiales étrangères. Vous vous assurez par des actions concrètes d'organisation et de formation, de la bonne application des procédures et des méthodes d'informations comptables. Vous êtes chargé de missions spécifiques dans les filiales à la demande de la Direction Générale (prix de revient, gestion des stocks, clients, etc.).

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (ESC, IEP,...) complétée par une formation comptable, vous maîtrisez la langue allemande et anglaise, et vous avez une expérience d'audit d'environ 5 ans acquise soit dans un groupe possédant des filiales étrangères, soit dans un cabinet d'audit travaillant à l'étranger.

Merci d'écrire à Elisabeth MOTIAN, ICS, 31, rue Grenette, 69002 Lyon sous la référence A/294/C.

ICS

MEDIA SYSTEM



— GROUPE —
FOURNIER

3200 personnes-2,9 Milliards de CA
De la pharmacie à la chimie fine, de l'Adhésif Chirurgical à l'Adhésif Industriel et Grand Public, la diversification réussie d'un groupe à vocation internationale

Contrôleur de gestion *(H/F)*

Bénéficiant pleinement de la synergie du groupe Fournier, la Société PLASTO (500 personnes, 430 Millions de Francs de Chiffre d'Affaires) consolide sa place de leader national du marché des adhésifs industriels et grand public, et développe fortement sa pénétration du marché européen. Afin d'assurer cette forte progression, son Directeur Général recherche un Contrôleur de Gestion qui lui sera directement rattaché. Membre du comité de direction, il assure l'élaboration, le suivi et la maîtrise du budget. Il s'implique fortement dans les plans de développement et les plans stratégiques.

Animateur d'une équipe de 6 personnes, dont 2 cadres, le candidat recherché est âgé d'une trentaine d'années. De formation supérieure, ESC ou école d'ingénieurs généralistes avec un 3ème cycle gestion/finances, ou MBA, il appuie son expérience professionnelle sur environ 5 ans d'activité en milieu industriel, si possible dans un contexte de qualité totale. Une bonne connaissance de l'organisation informatique et des méthodes anglo-saxonnes sera très appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable (nationalité indifférente). De réelles possibilités d'évolution existent, notamment au sein du Groupe Fournier en France ou à l'International. Poste basé à Dijon.



Adresser CV + photo + n° de tél + rémmunération actuelle à Paul Mercier **Michael Page Finance & Comptabilité, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage** (Consulte 3,48F/min) sous réf.PM11800

■ Un des leaders américains dans le domaine médical recherche pour une de ses usines, de petite taille mais en pleine croissance, son

Contrôleur de Gestion Usine

Saint-Etienne — 220/250 KF +

*■ **LE POSTE** : Rattaché au directeur de l'usine, vous prendrez en charge surtout le contrôle de gestion industriel, la gestion de l'inventaire, les budgets, le reporting ainsi que le contrôle interne. Vous apporterez également au directeur et aux services opérationnels tous les conseils financiers nécessaires pour le développement de l'activité.*

*■ **LE CANDIDAT** : De formation supérieure et fort d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans une fonction similaire, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et personnelles dans un poste autonome au sein d'une multinationale performante et dynamique. De bonnes perspectives d'évolution peuvent être proposées à un candidat de valeur ayant un bon niveau d'anglais.*

■ Merci de contacter notre conseil Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier complet de candidature en mentionnant la référence 2696IIAM à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris.




LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Chargés de clientèle moyennes et grandes entreprises

Banque

Ce tout premier groupe bancaire, performant et dynamique, *accentue ses actions auprès d'une clientèle très diversifiée* **d'entreprises de plus de 100 MF de CA.** Il a développé des produits attractifs et compétitifs pour ce segment de clientèle et mis en place un réseau spécialisé (déjà une trentaine d'agences en France) ayant accès à de puissants moyens centralisés.

Vous aurez pour mission de poursuivre le développement de cette activité sur la **proche banlieue parisienne** et serez l'interlocuteur privilégié des responsables d'entreprises que vous prospecterez, gérerez et fidéliserez avec une large autonomie.

Agé de trente ans, diplômé d'une école de commerce, du CESB ou de l'ITB, vous avez au moins 3 ans d'expérience de l'exploitation des GME au sein d'une banque à réseau. Vous voulez valoriser votre dynamisme commercial tout autant que votre métier de banquier au sein d'une banque qui favorise l'épanouissement des capacités individuelles et dont la croissance soutenue garantit l'évolution des candidats de valeur.

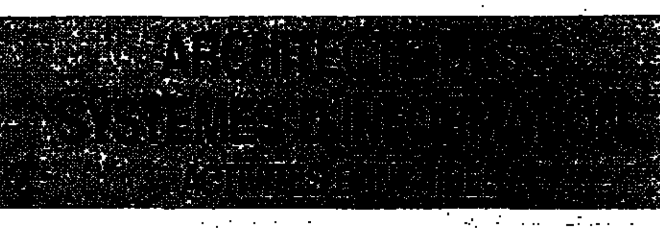
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous *la référence D317/M à notre conseil Daniele Fossat,* OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 Paris.

Oberthur Consultants

membre du syntec — CURRICULUM

CONSULTANTS SECTEUR BANCAIRE

Un Etablissement Financier de premier plan recherche pour renforcer son département organisation (20 p.) un :



Au sein d'une équipe chargée de garantir la cohérence des systèmes d'information de notre Etablissement, vous assurerez la coordination de la mise en œuvre du Schéma Directeur des activités bancaires (compensation et moyens de paiement, crédits, relations clientèle...). A ce titre, vous prendrez en charge :

- le pilotage du projet,
- les arbitrages avec les autres départements,
- le suivi des investissements et de la planification des projets,
- la définition des méthodes, outils et procédures nécessaires à l'ensemble des acteurs du Schéma Directeur global de l'Etablissement.

Trois ans d'expérience en cabinet-conseil vous ont permis d'acquérir autonomie et capacité de négociation qui vous aideront à réussir dans cette fonction et à évoluer dans le groupe.



Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous la référence ORG3 à : EUROGROUP Participations, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

Un avenir gonflé d'énergie

CONTROLEUR DE GESTION

SECTEUR ASSURANCE VIE

Nous sommes une fédération professionnelle représentant 6.000 mutuelles, 40 millliards de chiffre d'affaires, leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé, avec 25 millions de personnes protégées. Nous recherchons un

Intégré au sein d'une équipe polyvalente, vous participez à la mise en place des différents outils de reporting et de pilotage (TDB, suivi des résultats). Vous intervenez également dans les projets de révision de procédures et d'évolution de la comptabilité analytique...

De formation Ecole de Commerce ou MSG, vous bénéficiez d'une expérience de 2 à 3 années acquise en contrôle de gestion dans une société du secteur de l'assurance vie. Vous pouvez valoriser des compétences en comptabilité analytique et procédures/outils de gestion. Vous maîtrisez les outils informatiques (Excel exigé).

Rigueur, autonomie, créativité ainsi qu'esprit d'équipe et savoir-faire relationnel sont les garants de votre réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération) sous référence CG à l'attention de Nathalie CHEVALLIER - Direction des Ressources Humaines - MUTUALITE FRANCAISE TE 59003 - 75719 PARIS CEDEX 15.

MUTUALITÉ FRANÇAISE

L'INTELLIGENCE MUTUELLE — ENSEMBLE

Nous créons au sein de la direction Industrielle (2 000 personnes) de notre groupe pharmaceutique de rayonnement international (4 000 personnes - 5 milliards de francs de CA) la fonction de

CONTROLLER
Direction industrielle internationale

Vous développez et faites vivre les outils du contrôle de gestion afin d'optimiser les performances de la fonction industrielle du groupe : budget, indicateurs, reporting, études spécifiques...

A 35 ans au moins, doté d'une solide formation (universitaire, école de gestion ou d'ingénieurs + MBA), vous avez acquis une bonne expérience en contrôle de gestion dans le monde industriel. Vous avez l'autorité et la souplesse nécessaires pour réussir dans ce poste.

Bilingue anglais, vous êtes à l'aise avec la culture anglo-saxonne. Basé dans notre principal établissement près de Lyon, vous vous déplacez sur nos sites français et nord-américains.

Venez rejoindre notre groupe en plein développement et progresser avec nous.

Merci d'écrire à notre Conseil,
Robert BEROUD sous réf. 1683/LM



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez responsable du contrôle de gestion et de l'audit de nos boutiques France et Export.

Vous serez chargé de coordonner les missions de nos équipes comptables locales et des responsables administratifs de nos boutiques. Vous y définirez les règles de gestion et assurerez la réponse aux besoins de reporting tout en veillant à la production des informations, à leur qualité et leur analyse.

Diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent, vous justifiez de 4 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit. Vous possédez de solides connaissances comptables et êtes familiarisé avec les systèmes d'information et les outils micro (Excel, Access).

Ce poste comportant de fréquents déplacements nécessite la connaissance de l'Anglais et/ou Allemand.

Rigoureux et capable de gérer un important volume de travail, vous êtes disponible et ouvert.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération et photo) en précisant la référence CG/M à Nadia Rotondo - Service Recrutement Cadres - CHANEL - 135, avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

CHANEL

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

FILIALE FRANCAISE D'UN IMPORTANT
GROUPE INTERNATIONAL,
LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, vous animerez une *petite équipe et aurez pour mission de* :
- faire appliquer les orientations de la politique financière du groupe,
- superviser la comptabilité générale, analytique et budgétaire, française et anglaise et le reporting au groupe,
- garantir le respect des procédures administratives et financières,
- participer aux projets de développement et aux décisions stratégiques de l'entreprise,
- assurer les relations internationales et la communication avec les autres directions.

Pour mener à bien cette mission opérationnelle, une expérience réussie de la comptabilité et du contrôle financier en milieu anglo-saxon est nécessaire.
La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Nous souhaitons nous appuyer sur un candidat organisé, rigoureux, *disposant d'un bon esprit d'analyse et de synthèse, faisant preuve* d'ouverture et d'une bonne souplesse d'adaptation.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 23272 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex

---

VENEZ REJOINDRE LE DÉPARTEMENT "DOCTRINE ET PUBLICATIONS"



PARTICIPEZ A DES CONSULTATIONS OU A LA RÉDACTION D'OUVRAGES COMPTABLES ET FINANCIERS

Votre expérience professionnelle d'auditeur dans un grand cabinet et/ou une grande entreprise vous a permis d'acquérir *de la rigueur, de découvrir l'importance de la technique et vos* aptitudes en la matière :
. *dans le domaine financier-bancaire,*
. ou dans celui des normes françaises, IAS ou US.

Vous souhaitez approfondir vos connaissances ou les mettre à profit :
. *en répondant à des consultations,*
. en préparant et animant des séminaires de formation,
. en participant à la rédaction de plaquettes ou d'ouvrages.

Notre département "Doctrine et Publications" rédige le **MEMENTO COMPTABLE** Francis Lefebvre et de nombreux autres ouvrages portant sur les comptes consolidés, les normes IASC, les Banques, les Retraites, les Assurances, les Nouveaux Instruments Financiers etc. ainsi que des périodiques *(le Bulletin Comptable et Financier).*

PLUSIEURS POSTES SONT À POURVOIR :
. 4 à 7 ans d'expérience en matière bancaire et d'instruments financiers.
. ou 7 ans minimum d'expérience de normes françaises, IAS et US

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sous référence PCRO à Valérie CHARPENTIER, **BEFEC-PRICE WATERHOUSE,** Tour AIG, cedex 105, 92908 PARIS La Défense.

Befec - Price Waterhouse





Deuxième groupe français de Transport Public urbain et interurbain (groupe Caisse des Dépots), *gérant 3,7 milliards de CA, nous recherchons pour accompagner notre croissance deux spécialistes*

Responsable Ingénierie Financière

Rattaché au Directeur Grand Projet et à la Direction Financière, vous serez chargé de :
• l'analyse des risques et de la rentabilité des opérations dans la réponse aux appels d'offres et aux montages de projets,
• le montage des projets (recherche de financements et de partenaires),
• le suivi de la réalisation et le contrôle des projets.
De formation supérieure (Grandes Ecoles, spécialisation finance) *et âgé de 28/32 ans*, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans l'élaboration et le suivi de projets d'investissement dans les services aux collectivités, dans une banque ou dans une entreprise. (réf.PI 95/4).

Consultant Juridique et Fiscal

Rattaché au Directeur Juridique, vous serez chargé de :
• participer à la *mise en place des montages juridiques et fiscaux élaborés par le groupe, concernant* l'exploitation et la réalisation d'infrastructures de transport.
• élaborer et suivre les contrats.
Agé de 28/32 ans et possédant une formation juridique (3ème cycle), vous êtes capable de travailler en équipe. Vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la mise en place de montages opérationnels *et une connaissance des marchés publics.* (réf.PI 95/9).

Pour ces postes des déplacements de longue durée sont à prévoir en France et à l'étranger selon les contrats, vous êtes en mesure de travailler en anglais.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de *motivation* et *prétentions*) *à notre* Conseil **PALMER INTERNATIONAL, 111 bis rue de Courcelles, 75017 PARIS,** sous référence du poste choisi.

Palmer
INTERNATIONAL

Administrateur des référentiels
analytique et comptable

France Télécom recrute *pour son projet de remplacement de* sa comptabilité analytique un administrateur de référentiels analytique et comptable.
Intégré dans l'équipe de l'un des grands projets de France Télécom, vous participerez à la conception des référentiels du projet.
Vous définirez les procédures de gestion de ces référentiels et participerez aux spécifications des outils associés.
Vous assurerez le contrôle et la cohérence des tables et règles de gestion dans la phase de mise en œuvre du projet.
Diplômé(e) d'études supérieures (niveau bac + 5) ayant de bonnes *connaissances en informatique et en gestion*, vous avez une expérience de 3 à 5 ans, de préférence au sein d'une grande entreprise. Une bonne capacité d'adaptation, un esprit d'initiative, le sens du contact sont des atouts indispensables.
Pour ce poste localisé à Paris, merci d'adresser votre dossier de *candidature, sous référence 62687*, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



France Telecom

R R H

Filiale d'un groupe français (500p., à proximité de Rouen) concevant, *fabriquant* et commercialisant des équipements électrotechniques, recherche son Responsable Ressources Humaines.

Membre du Comité de *Direction*, vous représentez la fonction Ressources Humaines. Avec votre équipe, vous assurez les missions classiques en matière d'administration, paie, législation, relations sociales, et communication interne.
Vous animez le développement des Ressources Humaines par une politique de formation et de renouvellement des effectifs, et vous vous impliquez personnellement dans d'importants *projets de changement en cours dans l'entreprise.*
De formation supérieure, type ESC, complétée d'une spécialisation R.H., âgé de 30 à 35 ans, vous souhaitez accéder à une responsabilité complète après une expérience *de quelques années en milieu industriel.*

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous la référence 4818 à :
Jonction - 140, rue Callieni - 92100 Boulogne.

Jonction

GROUPE REVUE FIDUCIAIRE

Recherche :

Rédacteur Juridique Social

Expérience requise de 5 ans
dans le domaine du droit du travail.

Profil :
*être diplômé de l'enseignement supérieur(DEA DESS)
*serait appréciée une expérience dans le secteur de la presse *juridique*
*Il ou elle devra avoir le sens de la communication et le goût de la rédaction

Nous lui offrons : - une rémunération intéressante en qualité de journaliste *spécialisé* ;
- une opportunité de carrière *dans* un *groupe* en expansion continue, *renommé pour son sérieux* et son professionnalisme,
- un travail motivant au sein d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau

Adresser lettre manuscrite avec C. V. et photo à :
Groupe Revue Fiduciaire Madame TOUMINE (service recrutement)
100 rue Lafayette 75010 PARIS.

CONTRÔLEUR DES ACTIVITÉS DE MARCHÉS.

Nous sommes une grande banque internationale très impliquée dans les marchés de capitaux. Dans un contexte de fort développement de ces activités, nous souhaitons renforcer nos équipes de middle office en intégrant des auditeurs à fort potentiel.

Vous assurerez le contrôle des différents desks dont vous aurez la charge et vous ferez les rapprochements nécessaires entre les états du front office et ceux de la comptabilité. En outre, vous aurez à cœur de mettre en place de nouveaux instruments de suivi de risques, de manière à optimiser ce contrôle.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de commerce, d'ingénieurs, DESS Finance de Marchés...) et vous maîtrisez bien l'anglais. Vous pouvez faire valoir 3 à 5 années d'expérience, en tant qu'auditeur dans un grand cabinet, qui vous a permis de très bien maîtriser les activités de marchés de capitaux. Vous êtes rigoureux et créatif et vous savez travailler en équipe. Si vous vous reconnaissez dans cette annonce, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 801 684 LM, à Marc de SOUZA / Philippe VUITTENEY, associés du département Banque/Finance de SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

LE MONDE DES CADRES

LES EDITIONS FOUCHER
Leader sur le marché de l'Enseignement Technique et Professionnel
recherchent un

Editeur Junior
H/F

Au sein du service Edition et en relation directe avec le responsable des Editions, vous aurez à :
- définir les cahiers des charges de nouveaux produits,
- animer des équipes d'auteurs,
- suivre les manuscrits jusqu'à leur mise en fabrication et parution.

De formation Bac + 4, vous possédez une première expérience réussie d'au moins 3 ans dans la fonction d'éditeur.

Créatif, autonome et gestionnaire, si vous êtes concerné par la pédagogie et le milieu enseignant, envoyez votre dossier de candidature : CV, photo et prétentions sous référence S17 sur l'enveloppe à Michelle LARCHER - **Editions Foucher** - 31, rue de Fleurus 75006 PARIS.



Austin Knight - Carré Turenne

2 Cadres Formateurs bilingues anglais



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. La stratégie qui guide l'ensemble de nos équipes repose sur un projet d'entreprise ambitieux qui se décline très concrètement avec pour objectifs Qualité Totale et Satisfaction Client.

Nous créons une école de formation interne dans le but de renforcer la stratégie Groupe qui nous anime et recrutons deux Cadres Formateurs de haut niveau.

A 35 ans environ, de formation supérieure (minimum Bac + 4), vous possédez une expérience de la vie industrielle, une pratique de la pédagogie, de la formation en entreprise et un tempérament ouvert et communicatif.

A ce poste, vous apportez votre savoir-faire en matière de formation et pédagogie pour préparer en équipe les programmes ainsi que la conduite de sessions de formation.

Très pragmatique et concret, votre réussite repose sur votre capacité à intégrer la dimension industrielle du Groupe pour la communiquer parfaitement en France comme hors de France.

La maîtrise de la langue française et de la langue anglaise est indispensable.

Poste basé en Région Parisienne. Evolution à terme au sein du Groupe.

Merci d'adresser CV, photo, lettre à VALEO RECRUTEMENT BP 911 - 75829 PARIS Cedex 17 sous la référence 61.72 FORM/LM portée sur lettre et enveloppe. La sélection des candidatures est effectuée par notre partenaire MERCURI URVAL.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Austin Knight - Carré Turenne



COVERLAND

Coverland, société du groupe britannique Redland, l'un des plus grands groupes de matériaux de construction du monde et n°1 mondial de la tuile recherche un

Assistant de Communication

Vous souhaitez mettre votre créativité au service d'une société où les notions d'exigence, de professionnalisme et d'enthousiasme sont des valeurs essentielles. Rattaché au Directeur Marketing et Communication, nous vous proposons de participer à l'élaboration des principaux axes de communication pour véhiculer notre image en interne comme en externe auprès de l'ensemble de notre clientèle et de nos fournisseurs.

Votre excellent relationnel allié à un bon esprit de synthèse vous permettent d'exprimer pleinement vos capacités : réalisation de documents d'information, mise en place de campagnes de communication par voie de presse, publicité, marketing direct ou relations presse... Enfin, vous participez à la réalisation d'événements internes ou externes : congrès, séminaires...
De formation Bac+4 type CELSA ou équivalent, vous possédez une première expérience d'une ou deux années en communication (secteur Bâtiment) ou êtes débutant et avez effectué différents stages en entreprise. L'anglais est indispensable.

Poste basé à Paris 13ème.

C'est vous ? ... Alors vite, adressez-nous votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Marie-Pierre GAULARD sous la réf. LM à COVERLAND 2, rue Jacques Daguerre 92500 RUEIL-MALMAISON.

Austin Knight - Carré Turenne

GENIE CIVIL

Innovation marquante des dernières décennies dans le domaine du Génie Civil, le procédé Terre Armée a été utilisé dans la construction de plusieurs milliers d'ouvrages dans le monde entier. Organisation internationale, le réseau Terre Armée est capable de proposer à ses clients une gamme complète de services couvrant la conception et le dimensionnement des ouvrages, la fourniture et le contrôle des matériaux ainsi que l'assistance technique à la réalisation des ouvrages. Pour mieux atteindre ces objectifs, deux nouveaux collaborateurs sont recherchés :

RESPONSABLE SERVICE TRAVAUX

De la responsabilité de la prise de commande à la formation et à l'assistance des équipes de montage de l'entreprise de travaux publics, le service travaux de Terre Armée accompagne la bonne mise en œuvre de leurs produits. Conducteur de travaux expérimenté, âgé d'environ 40 ans, le responsable recherché animera sa propre équipe, aura des relations suivies avec les maîtres d'œuvre (représentants de l'administration) ainsi qu'avec les directions travaux des entreprises responsables des chantiers. Pour réussir dans sa fonction, il doit impérativement être doté d'un grand sens de l'organisation administrative tout en ayant des qualités de négociateur. (Réf. R/2632M)

INGENIEUR COMMERCIAL

Chargé de promouvoir les solutions Terre Armée et les nouveaux produits auprès des maîtres d'œuvre (DDE, directions techniques des conseils généraux, SNCF,...) et de négocier avec les services appels d'offres des entreprises de génie civil qui répondent aux consultations, l'ingénieur commercial a des relations internes suivies avec le bureau d'études chargé du calcul des variantes et le service travaux responsable de la réalisation du projet. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur génie civil (ESTP, INSA, ENSAIS, HEI,...) ayant idéalement une première expérience en bureau d'études et en calculs de prix. Mobile et disponible pour de fréquents déplacements, il a nécessairement une ouverture d'esprit vers l'action commerciale. (Réf. R/2633M)

Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Recrutement, formation,
évaluation des compétences
notre métier évolue...

Le 15 mai 1995,
nous évoluons
pour nos clients.

Plus que jamais fidèle à ses engagements et à la qualité d'accueil des candidats, Arco a le plaisir de vous communiquer sa nouvelle adresse.
A partir du 15 mai 1995, nos consultants seront heureux de vous accueillir au Courcelles-Wilson.

ARCO, 22-24 rue du Président-Wilson
92532 Levallois-Perret Cedex,
Tél. 41 27 21 30 - Fax 41 27 21 31.

ARCO



CADRE DES PROJETS DE CROISSANCE
BUREAU DE PARIS

The Bank of New York recherche un collaborateur cadre dans son Bureau de Représentation à Paris pour le développement des relations et la commercialisation de services auprès des institutions financières françaises :

Le candidat recherché doit avoir l'équivalent d'un diplôme d'université américaine (bac + 4/5) et au moins 8 ans d'expérience commerciale réussie dans une banque américaine ou européenne (Europe de l'Ouest). La connaissance des produits de clearing en dollars US, de financement du commerce extérieur, et de traitement des titres est très importante. Une formation dans l'analyse du risque financier et une maîtrise de l'anglais et du français sont indispensables.

Nous proposons une rémunération fixe motivante. Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV à : The Bank of New York - Personnel/LR-E, One Wall Street, 13 th Floor, New York, NY 10286, USA ou par télécopie à : LR-E - 1-212-635-7445.



Pour passer vos annonces :



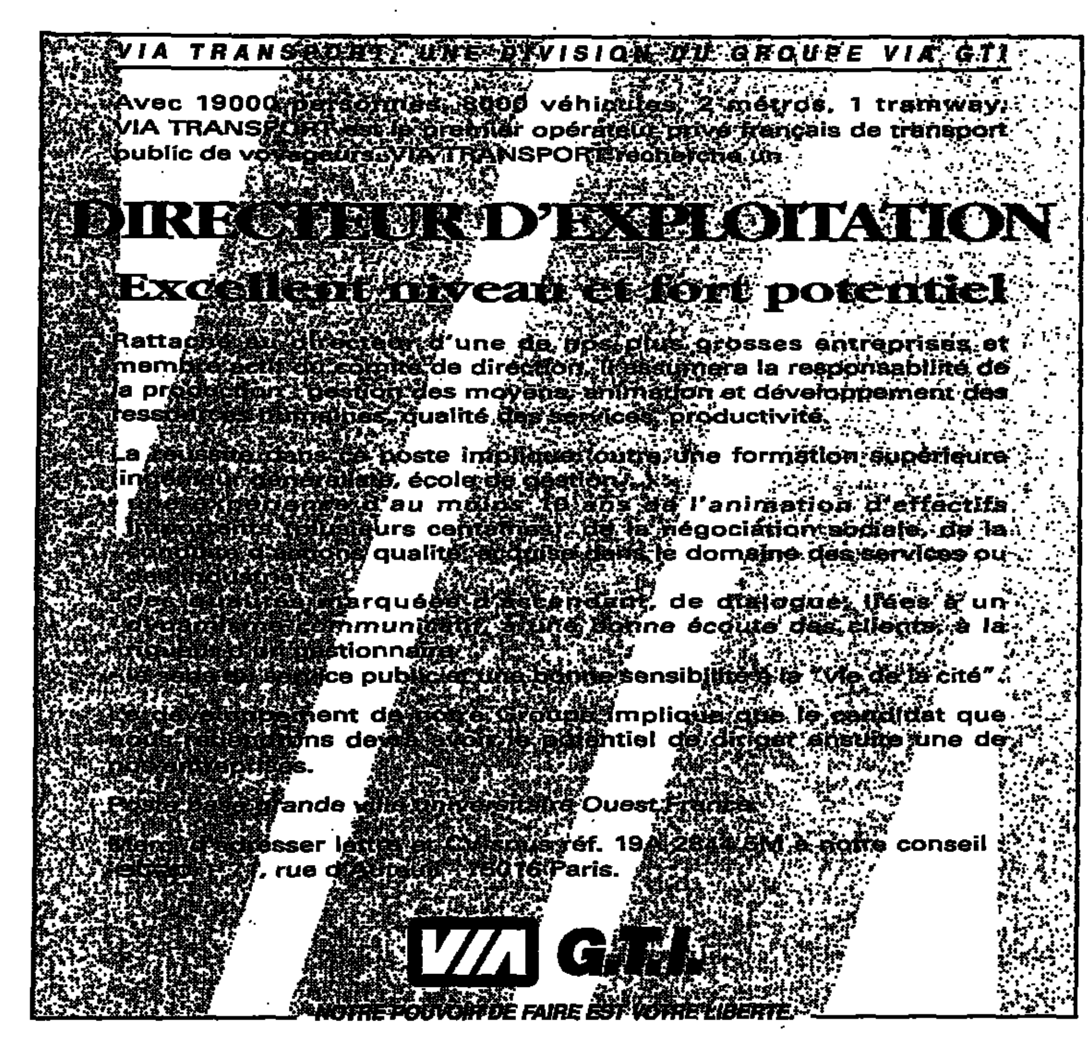
44-43-76-03
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32



LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général



SEM créée à l'initiative du Conseil Général de la Haute Saône, notre mission est de dynamiser le développement économique du département avec un double rôle de coordination économique impliquant les différents acteurs régionaux et de gestion et expansion du tissu industriel local.

DIRECTEUR GENERAL

UN VASTE CHAMP D'ACTION

■ Définir et mettre en œuvre nos axes stratégiques, animer notre structure de 8 personnes et gérer notre budget.

■ Suivre et aider les entreprises, notamment les PME, tant dans leurs difficultés que dans leur développement.

■ Promouvoir la région par une politique d'aménagement local de nature à favoriser la croissance du tissu industriel existant et la recherche et l'accueil de nouvelles entreprises.

LE CANDIDAT

■ 30 ans minimum, de formation supérieure (BAC + 5), avec de solides bases de gestion et si possible de droit public.

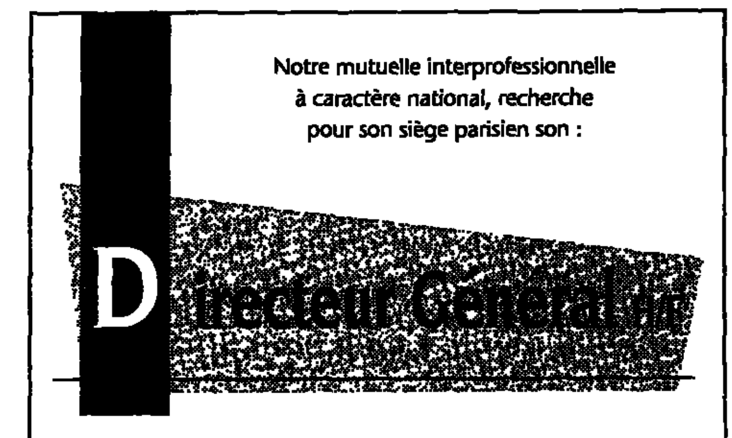
■ Expérience de 5 ans minimum en contact avec des dirigeants d'entreprises et de projets touchant à leur *stratégie de développement.*

■ Ses qualités relationnelles, sa ténacité, son goût du travail en équipe, son sens de la diplomatie en font un fédérateur reconnu par l'ensemble du milieu économique régional.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) en précisant la référence 21/502 à notre conseil KEY MEN - Tour Franklin - 92042 Paris la Défense Cedex.

KEY MEN

Notre mutuelle interprofessionnelle
à caractère national, recherche
pour son siège parisien son :



A 40 ans environ, de formation supérieure, votre expérience se situe dans la gestion avec un point fort, l'animation d'équipes et les *relations avec les partenaires* sociaux...
En étroite collaboration avec le Président, vous aurez à assurer le développement de l'entreprise, à la doter de moyens lui permettant d'acquérir des compétences nouvelles (commercial, sanitaire et prévoyance), et à établir des relations suivies avec les organisations syndicales représentatives au niveau national, régional *ou départemental*, et les partenaires sociaux des grandes entreprises adhérentes à celle-ci.
Votre dynamisme, votre sens de la gestion et votre convivialité vous permettront de mener à bien ces objectifs.

Vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. AS 05 01 à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU,
FAVEREAU Consultants,
52, rue de la Fédération 75015 PARIS.



FAVEREAU CONSULTANTS

LE MONDE DES CADRES

N.B.S. numéro 1 du recrutement de cadres et de dirigeants en Grande-Bretagne poursuit son développement en *FRANCE.*
Les nombreuses missions que nous réalisons nous confortent dans notre stratégie de revaloriser l'annonce pour le recrutement de cadres et de dirigeants. Emmanuel Dupont, Olivier Myard, James Hervey-Bathurst et Marc Gosselin seront heureux d'accueillir un

Consultant Senior

Un challenge stimulant et attractif de contribuer à la réussite d'un grand et prestigieux cabinet en France

LA SOCIÉTÉ
- Leader du recrutement par voie d'annonces en *Angleterre*
- Membre d'un groupe important, coté en bourse, de 120 consultants en Europe

LE POSTE
- A l'aide des outils et méthodologies qui font notre succès auprès des entreprises et des candidats :
  . assurer de A à Z des missions de recrutement auprès de nos clients avec le plus haut niveau de qualité et de réussite,
  . contribuer au développement de notre activité en France et à l'international.
  . participer à l'élaboration de la *stratégie* de NBS en France.

PROFIL RECHERCHÉ
- Etudes supérieures +5/10 ans d'expérience dans un cabinet de recrutement de cadres.
- Parfaite maîtrise de l'anglais
- Capacité à réussir en équipe avec un souci de relation et de conseil sur le long terme avec nos clients.
- Rompu à la qualité de service vis-à-vis des clients et des candidats.

Merci d'écrire s/réf. MO4 à Marc GOSSELIN, N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS - Tél. (1) 42.56.90.70 - Fax. (1) 42.56.90.60



- ***participez à la rédaction de revues ou de certains ouvrages***

Vous avez :

- un DEA/DESS Droit Commercial (réf. B/1076) avec, si possible, l'une des dominantes suivantes :
  - procédures collectives
  - droit des sociétés
  - brevets et marques
- un DEA/DESS Droit Social (réf. B/1077) avec une dominante en Droit du Travail.

Vous avez la capacité à rédiger de façon claire, concise, concrète.

Vous avez une bonne approche de l'outil informatique et êtes libre immédiatement.

Merci d'adresser votre dossier de *candidature, en notant la réf. choisie sur* l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR *92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.*

Président directeur général,

vous êtes recherché par un **Investisseur** financier, filiale d'un **groupe bancaire** pour prendre la direction des sociétés dans lesquelles il investit.

■ Vous avez acquis une **solide expérience professionnelle** et vous avez occupé un poste de Direction Générale.

■ Vous cherchez à **vous associer à un investisseur** pour prendre la direction d'une société réalisant au minimum 50 MF de chiffre d'affaires.

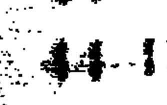
■ Vous souhaitez bénéficier de la réussite du projet de développement de cette société en prenant **une participation au capital.**

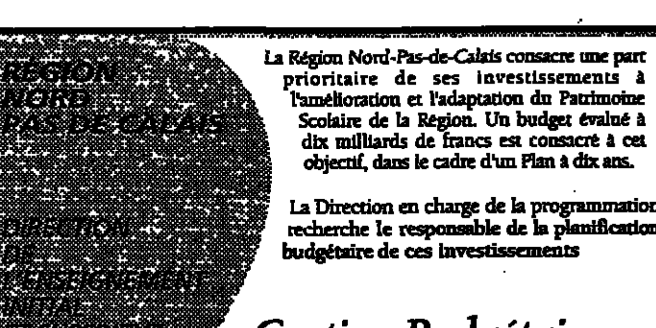
■ Venez **faire équipe avec un investisseur financier** spécialisé dans la reprise d'entreprise.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre, CV, photo, sous référence 2265 à LBW, 42 rue Laugier, 75017 PARIS, qui transmettra.

LBW







SECTEUR PUBLIC

Collectivités territoriales - Ministères

Conseil Régional du Centre

L'AVENIR DE LA RÉGION CENTRE VOUS INTÉRESSE ?
NOUS VOUS PROPOSONS DE LE CONSTRUIRE AVEC NOUS.



RECRUTE **DEUX CADRES A**

Liées au développement des politiques régionales et au transfert de nouvelles compétences, la région Centre connaît une forte expansion de ses activités et recherche par voie de mutation ou d'inscription sur liste d'aptitude.

■ DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Chargé de mission, conseiller en développement local

(Attaché, attaché principal, ingénieur subdivisionnaire ou ingénieur en chef) - Réf. RC1

Votre rôle consiste à gérer 10 contrats régionaux d'initiatives locales, à coordonner l'action régionale avec celle des Départements, de l'État et de l'Union européenne, à assurer le passage de certaines parties du territoire de la phase CRII à celle de contrat de Pays, et à gérer, à terme, 8 à 10 d'entre eux.
Vos atouts : une formation de niveau bac + 3 (CESA, géographe, économiste...), 3 ans d'expérience sur le terrain, une excellente connaissance des procédures de développement local, la maîtrise des logiciels Word et Excel.

■ DIRECTION DE L'ÉCONOMIE

Chargé de mission «économie export»

(Attaché, attaché principal) - Réf. RC2

Votre rôle consiste à mettre en oeuvre notre politique de soutien à l'exportation et au développement international des entreprises de la région Centre (promotion des nouveaux outils régionaux : FRAEX, recherche des cohérences entre les actions export et la promotion internationale...)
Vos atouts : une formation supérieure de niveau bac + 3 (ingénieur, Sup de Co, DESS international), 3 à 5 ans d'expérience dans un organisme à vocation commerciale et internationale, la pratique courante de l'anglais.

D'autres postes sont à pourvoir à la Direction de la Formation Professionnelle dans le cadre des nouveaux transferts de compétences.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV et photo sous la référence choisie à Monsieur le Président du Conseil Régional du Centre, Direction des Ressources Humaines, 9, rue Saint-Pierre-Lentin, 45041 Orléans cedex 1

RÉGION CENTRE – CŒUR DE FRANCE

D'autres postes seront à pourvoir en 1996

RÉGION NORD PAS DE CALAIS

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT INITIAL ET SUPÉRIEUR

La Région Nord-Pas-de-Calais consacre une part prioritaire de ses investissements à l'amélioration et l'adaptation du Patrimoine Scolaire de la Région. Un budget évalué à dix milliards de francs est consacré à cet objectif, dans le cadre d'un Plan à dix ans.

La Direction en charge de la programmation recherche le responsable de la planification budgétaire de ces investissements

Gestion Budgétaire Prévisionnelle Investissements

En liaison avec les ingénieurs chargés de la programmation des travaux (neufs et réhabilitation) et des équipements, vous serez chargé de la consolidation budgétaire et de la production d'indicateurs pertinents liés aux projets d'investissements, afin de soumettre les choix à la décision des élus. Vous piloterez, au sein de la Direction et en liaison avec la Direction Informatique et la Direction Générale, l'élaboration d'un système d'information facilitant les décisions et permettant le contrôle budgétaire de leur exécution (Tableau de bord).

Vous disposez d'une compétence confirmée en analyse budgétaire et prévision financière (formation supérieure de type Ecole de Commerce et de Gestion). **Vous l'avez déjà exercée dans le Secteur Public et pouvez vous adapter à un secteur d'activité technique.**
Vous possédez une pratique confirmée des outils informatiques de gestion.

Ce poste est destiné en priorité aux fonctionnaires titulaires (Fonction Publique Etat ou Territoriale).

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation en précisant la référence RPB LM 0595, CV complet et statut) à Madame la Présidente du Conseil Régional à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, 59014 LILLE Cedex.



RÉGION NORD PAS DE CALAIS

LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT INITIAL ET SUPÉRIEUR DU CONSEIL RÉGIONAL

Chargé(e) de Mission Enseignement

Au sein de l'équipe en charge de la programmation pluri-annuelle des investissements financés par le Conseil Régional dans le cadre de sa gestion des lycées **et établissements secondaires (200 établissements** environ), vous êtes plus particulièrement responsable de **l'expertise pédagogique des projets d'investissement** (projets de construction, aménagement ou équipements).

Votre parfaite connaissance du système éducatif et de ses évolutions, notamment en matière d'enseignement technologique et professionnel, vous permet d'élaborer les cahiers des charges (sur la base des décisions rectorales en matière de structures pédagogiques) et de contribuer à la validation des choix et des options techniques en analysant et garantissant leur pertinence quant aux contraintes, objectifs ou finalités socio-éducatives et scolaires.

Poste à pourvoir par voie de mutation (Fonction Publique Territoriale) ou détachement (Education Nationale).

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation en précisant la référence CM LM 0595, CV complet et statut)

à Madame la Présidente du Conseil Régional à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, 59014 LILLE Cedex.





RESSOURCES

CONSULTANTS FINANCES

SOCIÉTÉ D'AUDIT, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES
(16 personnes)
recrute dans le cadre d'un important développement

UN CONSULTANT EN FINANCES LOCALES

Vous avez entre 25 et 30 ans et une expérience réussie dans la spécialité financière des collectivités locales.

Vous adhérez à notre choix stratégique d'investir dans la recherche et la méthode d'analyse adaptée à l'économie publique locale.

Vous deviendrez, fort d'une formation interne poussée, un des meilleurs experts français de ce domaine et vous conduirez des missions pour les plus grandes collectivités locales.

Diplôme requis : Bac + 5/doctorat d'université de Sc. Eco, Gdes Ecoles de Gestion, ENST.
Localisation : Rennes ou Toulouse

UN CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT

Vous intégrerez une équipe d'ingénieurs et consultants de haute technicité et serez chargé de sa promotion sur tout le territoire français.
Vous assurerez notamment :

- la présentation de nos approches et méthodes de gestion, d'Audit et de prospective,
- la démonstration et la commercialisation de nos progiciels d'expertise financière (KALAK, FORUM, MAFILO,...)
- le suivi et la concrétisation des prositions,
- l'orientation de l'équipe de recherche/développement vers les besoins des collectivités et la diversification.

Vous bénéficierez d'une solide formation interne et d'un mode de rémunération mixte que vous négocierez.

Formation requise : Bac + 2 minimum, âge 25-30 ans - Localisation : Paris et Rennes

Adressez vos candidatures, CV, photo et prétentions à :
M. le président-directeur général RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES, 8, rue du 7e d'Artillerie, 35000 RENNES.

Council of Europe
Conseil de l'Europe



Assistant social H/F

Nous ouvrons, par voie de concours, à tous les ressortissants qualifiés des Etats membres du Conseil de l'Europe, le poste d'assistant social au sein de la Division des Ressources Humaines.
Nous vous proposons de mettre vos compétences au service des agents du Conseil de l'Europe, qui forment une collectivité de travail multiculturelle de quelques 1 500 personnes, et leur famille. Vous intervenez notamment lors d'une prise de fonction, d'un problème professionnel, d'un départ à la retraite ou d'une maladie. Grâce à des méthodes d'écoute et d'analyse efficaces, vous proposez des solutions à vos interlocuteurs puis assurez le suivi de leur situation. Vous tenez des permanences journalières. Votre rôle consiste non seulement à réagir, mais également à anticiper : en collaboration avec la Division Ressources Humaines et le service médical, vous étudiez et mettez en place des actions à caractère social. Enfin, vous représentez le Conseil de l'Europe lors de réunions des assistants sociaux des organisations internationales.
Titulaire d'un diplôme reconnu d'assistant social, vous exercez cette profession depuis au moins 5 ans. Vous connaissez bien les institutions du domaine médical, social, juridique, culturel, scolaire et académique.
Vous possédez une très bonne connaissance des deux langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais/français); la connaissance d'autres langues européennes est souhaitée. Naturellement doué pour les contacts humains, vous savez établir une relation d'aide avec le demandeur. Vous avez l'habitude de rédiger des rapports de façon claire et précise. Vous avez envie de travailler dans un environnement multiculturel.
Alors rejoignez-nous !
Demandez le dossier de candidature ainsi que le formulaire officiel, à retourner avant le 21/6/1995, au Conseil de l'Europe, réf. 69/95, Division des Ressources Humaines (Section Recrutement), 67075 Strasbourg Cedex.
Veuillez joindre une enveloppe 23 x 32 cm non timbrée, libellée à votre adresse.

« C'est un pic, un cap, que dis-je ?... »

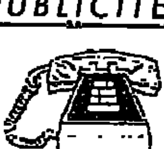
Nous serons heureux de vous accueillir à notre nouvelle adresse :

4, rue Edmond-Rostand, 13006 Marseille
Tél. : 91 37 02 07 - Fax : 91 53 07 06



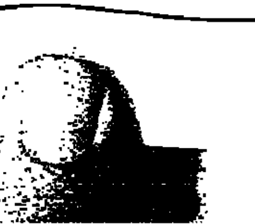


Pour passer vos annonces :



44-43-76-03
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32



C'est pour les jeunes diplômés
et les jeunes au travail, c'est le mardi 16 mai *,
c'est le magazine CAMPUS.



* daté mercredi 17 mai

Pour agir et pour réfléchir

SECTEURS DE POINTE

EURO RSCG